

Le
Tribut des Trois Vaches

Payé par

la vallée de Barétous à la vallée de Roncal

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 13 juin 1925, à 2 heures

PAR

LE BLANT

Président : M. Olivier MARTIN.

Professeurs : { M. Paul FOURNIER.
 { M. MEYNIAL.

PARIS (V^e)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Tribut des Trois Vaches

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le
Tribut des Trois Vaches

Payé par
la vallée de Barétous à la vallée de Roncal

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 13 juin 1925, à 2 heures

PAR

LE BLANT

Président : M. Olivier MARTIN.

Professeurs : { M. Paul FOURNIER.
 { M. MEYNIAL.

PARIS (V^e)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LE TRIBUT DES TROIS VACHES

INTRODUCTION

La vallée de Barétous est la dernière et la plus petite des trois grandes vallées béarnaises. Située à l'ouest d'Ossau et d'Aspe, elle est presque à la limite du pays basque dont elle n'est séparée que par la petite vallée de Barlanès. Au milieu d'un cirque naturel, deux gaves viennent se rejoindre, un peu après Arette (1), qui est le principal village de la vallée et qu'ils traversent tous deux avant de se rejoindre. Ces gaves se nomment le Virgou et le Vert, ce dernier étant un affluent du gave d'Oloron. Barétous, présente ainsi tous les caractères propres aux vallées pyrénéennes : le fond qui atteint une largeur de 10 kilomètres est un pays de collines où six villages (2), la plupart placés le long du Vert sont entourés de champs et de jardins, tandis qu'au-dessus d'eux s'étendent des prairies, des fougères et

(1) CÉNAC MONCAUT, *Histoire des peuples pyrénéens*, t. I, p. 484, nous donnerait l'étymologie d'Arette : de « arran » vallée et du diminutif gascon « ete ».

(2) Ces villages sont : Arette, Aramitz, Ance, Féas, Issor et Lanne. Issor est placé sur les bords d'un autre petit gave. V. page 23.

des forêts. En amont d'Arette, la vallée se rétrécit brusquement pour devenir une gorge, qui conduit aux pâturages de la haute montagne.

Sur la route, qui, au-dessus d'Oloron-Sainte-Marie, remonte le gave à travers les villages, règne les vendredis d'été, une grande animation de charrettes, de mulets et de bergers conduisant leurs troupeaux. Cette multitude se rend, dès l'aurore, au marché de la ville, pour en revenir le jour même et son défilé se prolonge jusqu'au soir par les voitures des courriers qui recueillent les retardataires au seuil des auberges.

Le vendredi 11 juillet 1924, la voiture du courrier d'Arette était plus chargée encore que de coutume par des passagers qui répondaient avec bonne humeur à la question que tout bon montagnard ne tardait guère à leur poser : « Où allez-vous ? » « A la Junte », disaient-ils. L'homme, qui tous les ans, voyait des curieux accomplir ce trajet, savait fort bien ce qu'il en était, mais, pour ceux qui s'intéressent aux vieux usages et qui n'ont pas la bonne fortune d'avoir parcouru un pays où l'on circule encore en diligence pour aller à « la Junte », il peut être utile, cependant, de décrire cette cérémonie.

§ 1. — *La cérémonie de la Pierre Saint-Martin* (1),
le 13 juillet 1924.

Le 13 juillet dernier, suivant un usage immémorial, les Béarnais de Barétous se sont rendus à la fron-

(1) Pour atteindre cet endroit élevé où ne conduisent que de mauvais sentiers de montagne, deux méthodes peuvent être employées : celle des gens du pays consiste à quitter Arette vers mi-

tière d'Espagne où ils ont rencontré les représentants navarraïis de la vallée de Roncal avec lesquels ils ont conféré de choses solennelles. Cette réunion s'appelle, en béarnais, « la Junte », du verbe « Junti », je joins, mais elle est assez souvent désignée sous le nom du lieu où elle se fait et l'on dit communément en français, « aller à la Pierre Saint-Martin ». Cette pierre joue un rôle important dans la cérémonie ; elle est placée à peu près à égale distance de Roncal et d'Arette, auprès du pic d'Arlas au col dit de « La Peyre » à qui elle a donné son nom. Son institution remonte sans doute à l'époque la plus reculée, car les plus anciens documents en font mention comme d'une chose ayant existé de tous les temps. Il est à remarquer cependant que la véritable

neut et à marcher le plus vite possible pour voir lever le soleil en pleine montagne. Mais, il vaut mieux partir le 12 juillet à la fin de l'après-midi et faire à mulet une douzaine de kilomètres. On trouve d'abord des chemins à peu près dignes de ce nom, puis on peut atteindre, vers dix heures du soir, « le pas de Guliers » dont l'ascension est assez pénible. Elle ne peut s'effectuer que par des cailloux très rudes et il faut tirer par la bride une monture qui s'arrête tous les quinze pas ou s'entête à grimper sur les rochers. Mais il est ensuite possible de passer la nuit ou, tout au moins, de mettre des vêtements secs dans une des cabanes de berger qui se trouvent à proximité de ce mauvais passage. Ces cabanes sont assez curieuses. Elles sont presque enfoncées dans le sol et comprennent, en plus d'un foyer rudimentaire et d'un espace où sont admis les chiens, deux compartiments superposés ; dans celui du bas sont les fromages et dans le grenier se trouve le dortoir. Au matin, l'hôte du pasteur peut voir traire les brebis rassemblées dans un parc et se livrer à des considérations juridiques, car cet ensemble de la cabane et du parc a donné naissance à ce qu'on appelle, au pays basque, le droit de cayolar en Ossau, coyalar et en Roussillon, cortal, institutions pastorales qui ont été le sujet de multiples controverses. Il est facile ensuite de remonter à mulet et d'atteindre le but vers neuf heures en suivant des pentes gazonnées qui dominent le pays basque et où l'on rencontre tous les bergers des environs, qui, accompagnés de leurs chiens, s'acheminent vers « la Junte », eux aussi.

et séculaire pierre de Saint-Martin, qui servait autrefois de limites aux seigneuries de Béarn et de Navarre n'existe plus ; elle est remplacée par la borne frontière située, d'après le Traité de Délimitation de 1856, à environ un mètre de l'ancienne pierre. Cette borne, mise en évidence sur la pente d'un petit col, menant doucement de France en Espagne entre deux hauteurs légères et recouvertes de gazon, se trouve au centre d'un amphithéâtre naturel dont les rochers et des morceaux de pierre disposés comme pour l'agrément des spectateurs, font un cadre solennel, digne d'une cérémonie datant au moins du xiv^e siècle.

Si les sommets ont su conserver une majesté adoucie et civilisée par la disposition d'un décor antique, il n'en est pas de même des assistants. Au nombre de plus d'une centaine, ils forment un attroupement considérable où l'on crie comme au marché, tandis qu'aux alentours et par petits groupes, on s'amuse comme chez soi et on boit comme au cabaret. Au milieu, seulement, quelques hommes discutent avec une apparence de gravité. Ceux de Barétous doivent, en effet, remettre aux Espagnols trois génisses qui ne sont pas encore arrivées et les Navarrais semblent marquer une légère impatience. De plus, les autorités qui doivent représenter les trois villages français d'Arette, Issor et Lanne (1)

(1) La Répartition de la redevance des génisses entre les différentes communes de la vallée de Barétous a été déterminée par une charte du 28 janvier 1643. Il résulte de ce document conservé aux Archives municipales du village d'Arette que les vaches seront payées par les communautés de Barétous dans l'ordre et la proportion suivante : la première année : Arette, Issor et Lanne ; la seconde : Arette, Lanne et Aramitz ; la troisième : Aramitz, Ance et Féas, chaque communauté fournissant une vache. Les communautés qui fournissent les génisses sont tenues de les conduire au col de

ne sont pas au complet. Il paraît que c'est un peu une habitude et certains spectateurs vont jusqu'à raconter que d'autres années, il fallut s'emparer, au dernier moment, de deux ou trois bergers un peu ahuris, chaussés de sabots et décorés de bouse, les ceinturer en grande hâte avec l'écharpe aux trois couleurs, et les pousser face aux Roncalais pour représenter les maires de France, descendants administratifs des anciens jurats de Barétous. Il n'en fut pas ainsi cette année, car, après quelques palabres, les Béarnais se trouvent représentés par M. Casabonne, maire d'Arette pour sa commune, M. Appons, conseiller municipal d'Arette pour Issor, et M. le maire d'Aramitz pour la commune de Lanne. Il est à remarquer que les communes d'Issor et de Lanne (1)

Lapeyre pour les délivrer aux Roncalais, le 13 juillet de chaque année.

Il résulte, en outre de ce document, qu'une somme de 11.000 francs, qui avait été, en 1642, payée par les Roncalais aux Baretounais (dans le but de racheter environ 4.600 têtes de bétail enlevées par les Barétounais dans une razzia, le 27 juillet 1642), fut partagée entre les communautés de Barétous au prorata de leurs contributions. C'est donc, depuis 1643, contre une somme d'argent une fois encaissée, que chaque communauté contribue à la redevance (Voir la charte concernant la répartition aux pièces justificatives. Celle concernant le rachat du bétail est aux Archives des Basses-Pyrénées). E. 1176, folio 30.

(1) Depuis une quarantaine d'années environ, la commune de Lanne s'efforce de se soustraire au paiement de la redevance par différents moyens et principalement en demandant que cette redevance soit payée par les bergers profitant des pacages.

De l'*Indépendant* du 27 juillet 1923, nous extrayons ces lignes : « Comme quelques bergers seulement, la plupart d'Aramitz et d'Arette, profitent des pacages de Roncal, quelques-uns avaient songé à faire supporter ce tribut par ceux-là seuls qui pacagent leurs troupeaux sur les territoires espagnols. L'idée était séduisante par son esprit de justice. Il fut donné au Conseil municipal de Lanne, qui, déjà à plusieurs reprises avait refusé d'inscrire au budget le crédit spécial pour le paiement du tribut de s'en saisir

n'ont point envoyé de délégués. Quoi qu'il en soit, nos représentants, tous de haute taille et de large carrure, portent leur insigne avec autorité.

Cependant, un vieux bonhomme s'est retiré à l'écart des Espagnols ; il porte un costume noir et une chemise blanche, une culotte courte avec des bas de grosse laine. Tandis qu'il demeure immobile et

et de porter la question à l'attention des Conseils de Baretous. En 1919, en effet, le Conseil municipal de Lanne avait demandé dans ce but, conformément à l'article 161 de la loi municipale, l'institution, par décret présidentiel, d'une commission syndicale dont la mission devait être l'établissement d'un rôle spécial dans lequel les bergers seraient imposés proportionnellement au nombre de bêtes qu'ils mènent à ce pâturage. Saisi de cette proposition par M. le sous-préfet, le Conseil municipal d'Aramitz prit, à cette époque, une délibération dans laquelle il exposait que la formation de ce syndicat était, non seulement inopportune, mais nuisible aux intéressés ».

« Le Conseil municipal de Lanne est revenu l'année dernière à la charge. Une importante réunion des délégués de Baretous nommés spécialement à cet effet, a eu lieu sous la présidence de M. le sous-préfet. A la suite de cette réunion, la proposition de Lanne mise aux voix a été repoussée par 10 voix contre 7.

« Il est assez curieux de constater que la mesure demandée par la commune de Lanne avait été prise sous la Révolution par un arrêté de l'administration centrale de Pau du 19 prairial an IV : « L'Administration centrale du département, considérant que par « le traité passé entre la République française et le Gouvernement « espagnol, les relations commerciales entre ces deux puissances ont « été rétablies sur le même pied qu'avant la guerre, que l'accord « arbitral passé avec la vallée de Roncal étant avantageux à celle « de Baretous, il convient de l'exécuter pour maintenir l'amitié et « la bonne harmonie qui existe aujourd'hui entre la République « française et le Gouvernement espagnol, mais que la levée des « trois génisses à délivrer doit être faite en raison du bétail que les « particuliers envoient aux pacages de Roncal et non point au marc « la livre de la contribution foncière parce qu'alors, ceux qui ne « profitent pas du pâturage paieraient comme ceux qui en retirent « tout l'avantage, etc., etc. »

(Indépendant, 31 août 1922).

Cet arrêté fut rapporté le 14 messidor an IV (Voir aux Pièces justificatives). Il était ainsi donné au Conseil municipal de Lanne de

raide, on lui passe un manteau très ample, surmonté d'une immense collerette tuyautée ; l'alcade d'Isaba, indifférent aux difficultés de l'habillage, isolé malgré la multitude, porte sur sa figure la dignité de toute la Navarre. Il ne tressaille pas lorsqu'un cri s'élève, annonçant l'arrivée sur la hauteur d'un groupe de cinq ou six jeunes vaches. Ce sont les fameuses génisses que l'on doit remettre ; ces animaux s'arrêtent et demeurent immobiles sur la crête, tandis que les groupes épars se précipitent vers la pierre. L'Alcade est prêt. La cérémonie commence.

Le chef surmonté d'un chapeau noir à bords ronds, flanqué de quelques compatriotes également en culotte et en vêtements noirs, le magistrat espagnol, face à la borne, prononce les paroles coutumières : « Venez-vous payer la redevance des trois vaches et jurer la paix ? » Il pose cette question avec une majesté des plus impressionnantes, malheureusement, des retardataires arrivent de toute part en courant pour entendre « jurer la paix ». Alors on n'entend pas grand'chose. Après une réponse affirmative des Français, il est procédé aussitôt après au serment solennel pendant lequel les délégués de chaque pays placent la main droite sur la pierre de façon à ce que la main de l'alcade soit mise la dernière et recouvre les autres. C'est là une marque d'infériorité pour les Français, aussi, les représentants de Barétous, affectent-ils de rire immédiate-

repandre, après un siècle, la thèse de l'an IV. Cette année elle a refusé d'inscrire l'achat de la génisse au budget municipal. Cette inscription a été faite d'office par le préfet.

La commune de Lanne a demandé l'annulation de cet acte au Conseil d'Etat. Il semble que, vu la pièce à laquelle il est fait allusion, page 5 en bas et qui figure à nos Pièces justificatives, elle ait peu de chances d'obtenir gain de cause.

ment avant et pendant la superposition des mains, afin de montrer clairement qu'ils n'attachent aucune importance à une sorte de plaisanterie traditionnelle absolument inoffensive. Les Navarrais, au contraire, ne cessent de conserver une attitude fort grave qu'ils accentuent encore lorsque Français et Espagnols répètent trois fois avec gravité les mots : « Paz abant » (Paix dorénavant). Les Roncalais choisissent ensuite leurs trois génisses parmi la demi-douzaine d'animaux descendus de la hauteur et qui ont été amenés à quelque distance de la pierre et du côté français, dans une sorte de petit cirque naturel qui n'eût pas été mieux établi s'il avait été construit spécialement pour une opération qui ne fut d'ailleurs point, cette année, exempte de légers incidents. Une jeune vache, déjà bien encornée, refusa tout net de se laisser examiner (1) et les Roncalais ne s'approchèrent dès lors de leur « Tribut » qu'avec une certaine méfiance.

Après la conquête et la remise des génisses, le notaire espagnol fit la lecture d'un procès-verbal devant être signé par tous les délégués. Il est à remarquer qu'au moment où le premier Français s'avança pour signer, il crut pouvoir se contenter

(1) Lorsque les adjudicataires, fournisseurs de la Redevance, s'approchèrent d'une des génisses, elle logea l'un d'eux au bout de ses cornes, tandis qu'elle détachait quelques vigoureux coups de pied dans la direction du vétérinaire espagnol qui s'approchait. Cette agitation imprévue s'étant communiquée au reste du troupeau, impressionna vivement les Navarrais et le fournisseur français abusa quelque peu des circonstances lorsqu'il fût parvenu à capturer son troisième animal. Il signifia, en effet, aux Espagnols, qui émettaient quelques objections, que s'ils refusaient une des bêtes, ils eussent à en examiner une autre. Les nobles fils de la vallée de Roncal se déclarèrent alors satisfaits. Nous insistons sur ces détails pour bien établir le caractère pacifique et presque familial que présente actuellement le tribut.

de prendre le papier et il en approchait le stylographe du notaire lorsqu'aussitôt un des Espagnols bondit : « Sur la pierre ! » s'écria-t-il. « L'écrit doit être signé sur la pierre ! » Les Français s'exécutèrent alors avec le même sourire que pendant la superposition des mains.

Ce fut, en somme, la fin de la cérémonie, mais à peine était-elle terminée qu'on en commença une autre à laquelle on prête d'ordinaire beaucoup moins d'intérêt. L'alcade d'Isaba fit annoncer à trois reprises l'ouverture d'un ban de justice destiné à juger les différends qui, au cours de l'année précédente avaient pu subvenir entre les bergers des deux vallées. Il fut, en réalité, constitué un tribunal arbitral composé de tous les délégués et présidé par l'alcade d'Isaba (1) sous la juridiction duquel se trouve la Facerie (c'est-à-dire l'accord réglementant les rapports pastoraux). Les décisions de ce tribunal seraient définitives, mais il ne semble pas qu'il ait eu jamais à se prononcer, car les pâtres ont coutume de régler leurs contestations immédiatement, avec le concours de gardes désignés chaque année par les deux pays. Ces gardes qui sont pour les Français des bergers comme les autres, sont appelés « carnaleurs », parce qu'ils procèdent au « Carnal » (2), ou saisie des bestiaux enfreignant aux dispositions prévues par les accords. Les gardes carnaleurs français reçurent de l'alcade une investiture solennelle (3)

(1) Ceci en vertu de l'art. 4, annexe III de la Convention additionnelle du 4 avril 1859 : « Tous les ans, le 13 juillet, les maires et alcades des communes qui ont part à la Facerie se réuniront près de la Borne de Béarn ou Pierre de Saint-Martin pour traiter de tout ce qui concerne la Facerie. Voir aux Pièces justificatives.

(2) Pour le droit de Carnal, v. p. 53

(3) Ceci en vertu de l'art 2 de la même Convention.

aussitôt que celui-ci eût constaté en somme qu'il n'y avait pas d'affaire au « rôle » (1). Cette investiture consiste dans un serment prêté sur la « vare » ou baguette de justice de l'alcade.

Les principaux assistants furent ensuite invités par les Espagnols à partager un repas (2) et il ne resta bientôt plus que le vieil alcade qui s'en retourna tranquillement dans un coin défaire lui-même ses habits rituels qu'il emporta ensuite soigneusement pliés dans son mouchoir. Ainsi finit sur ce dénouement peu dramatique une cérémonie dont la célébration actuelle ne permet pas de comprendre l'effervescence qu'elle suscita à plusieurs reprises. Mais, seule, la façon dont l'alcade d'Issaba « reçoit » en quelque sorte les Béarnais et « la superposition des mains » subsistent d'un cérémonial qui était autrefois beaucoup plus imposant. Il mettait les représentants français dans une situation d'infériorité que soulignaient des coups de fusil tirés à blanc

(1) Ce rôle comprend aussi la perception des amendes infligées par les gardes. Il n'y a jamais d'amendes, celles-ci étant remplacées par des rétributions bénévoles et corruptives à l'adresse des gardes.

(2) Ce repas a lieu en territoire espagnol dans un pli de terrain et auprès d'une petite source. Les Navarrais fournissent un mouton écorché que l'on coupe en deux parties. Chaque moitié de mouton est successivement accrochée sur un pieu autour duquel on allume du feu. Chacun détache ensuite avec son couteau des morceaux de viande rôtie en usant à volonté d'une grande quantité de vin et de rhum offerte par les Espagnols. Ce qui reste de liquide est, en général, vendu par ceux-ci après le repas, tandis que les adjudicataires des génisses traitent du rachat de leurs animaux. Ces détails expliquent que les retours de la Pierre Saint-Martin soient, en général, assez animés et qu'ils aient donné lieu à pas mal de critiques. Mais un auteur fait remarquer que les hauts diplomates de la Commission des Pyrénées (institution actuellement chargée de résoudre les conflits entre les habitants des deux versants), scellent d'ordinaire leur œuvre par un déjeuner protocolaire. Ainsi persistent les traditions. Cf. CAVAILLÈS, *Une Fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime*, p. 67.

sur notre sol. Il fut aussi la cause de nombreuses polémiques dans lesquelles on s'efforça de rechercher l'origine du Tribut. Nous allons nous efforcer d'en retracer l'histoire.

§ 2. — *Polémiques anciennes et modernes
sur la signification du Tribut.*

Lorsque l'alcade d'Isaba vient à la Pierre Saint-Martin prendre livraison des trois vaches, un notaire de la vallée de Roncal fait la lecture d'un texte réglementant la redevance et la nomination des gardes carnaleurs. Ce texte est un abrégé d'une sentence arbitrale datant de 1375 en vertu de laquelle est encore payé le Tribut des Trois Vaches. Mais cette sentence n'indique pas exactement la cause de la livraison des animaux ; elle pose, au contraire, une question à résoudre en rapportant que cette cause était alors ignorée et qu'au cours d'une sorte d'enquête faite dans le but de la reconnaître, certains témoins déclarèrent que le Tribut était remis en paiement d'un droit de dépaissance et d'usage de fontaines concédé aux Béarnais sur le versant navarrais, tandis que d'autres témoins affirmèrent que les vaches représentaient une indemnité pour des meurtres précédemment commis par les Barétounais. Les historiens avaient donc là, dès le ^{xiv}^e siècle, une belle occasion d'exercer leur science dans la recherche de la vérité puisque celle-ci était déjà ignorée alors et depuis fort longtemps.

Le problème fut rendu plus difficile encore par le premier auteur qui, à notre connaissance, se soit occupé de rechercher la signification du Tribut. En

1571, l'historien espagnol Garibay vit en lui un tribut de guerre, que les Roncalais, particulièrement valeureux, auraient imposé à leurs voisins de Barétous à une époque indéterminée. Aux deux hypothèses indiquées par la sentence, il en ajoutait une troisième.

Son opinion fut partagée, en 1608, par Loys de Mayenne Turquet dans une *Histoire générale d'Espagne*, où il semble avoir simplement reproduit ce qu'il avait lu dans Garibay. Mais le récit de ce dernier fut vivement commenté, en 1640, par l'historien béarnais de Marca.

Faisant allusion à la sentence de 1375 dont il indique l'ambiguïté en ce qui concerne l'origine de la redevance, de Marca s'appuie sur la tradition locale et attribue cette origine à des meurtres commis. « Garibay », dit-il, « décrit la redevance avec quelque sorte de vanité, prenant là sujet de discourir à plaisir. » Sous la plume du grave de Marca, c'étaient presque là des termes de polémique (1).

Les opinions de ces deux auteurs furent ensuite reproduites par la plupart des historiens qui se gardèrent d'apporter la moindre lumière. En 1766, dans un petit ouvrage intitulé : *Compendio historico, geografico y genealogico de los Soberanos de Europa*, dom Manuel Trincado, prêtre navarrais, reproduisit l'opinion de Garibay et raconta que pendant la guerre soutenue contre les Maures et les Francs par le roi de Navarre, Sancho Garce, les Roncalais firent des merveilles et « lèvent encore sur les peuples français voisins un certain tribut ». En 1818, M. Faget de Baure, dans ses *Essais historiques sur le Béarn*, pose

(1) Nous étudierons plus en détail Garibay et de Marca lorsque nous rechercherons nous-mêmes la signification du tribut

de nouveau la question et semble incliner vers la composition due pour les meurtres à cause du prix des vaches qui valaient alors, dit-il, 30 sols ou l'intérêt de l'amende fixée pour les meurtres. Enfin, MM. Mazure et Hatoulet, dans leur traduction des Fors de Béarn, publiée vers 1840, rappellent que les Barétounais avaient commis à une certaine époque de trop sanglantes représailles sur les Roncalais : « Or, dans ces temps barbares, disent-ils, l'injustice était spontanée, mais le droit était de réflexion ; et les Béarnais de Barétous ne refusèrent, en aucun temps, de payer une juste réparation à leurs voisins de la vallée de Roncal. C'était bien encore reproduire le récit de Marca. »

Les choses en étaient là, quand survint le traité franco-espagnol de 1856, à l'occasion duquel des recherches auraient pu être entreprises. L'article 13 de ce traité, après avoir déclaré formellement que toutes les compascuités seraient désormais abolies et de nulle valeur à partir du 1^{er} janvier 1858, fait cependant exception d'une manière tout à fait expresse en ce qui concerne « la facerie (1) perpétuelle » existant entre les habitants de Barétous en France et ceux de Roncal en Espagne, en vertu de la sentence arbitrale de 1375 et des sentences confirmatives postérieures. L'article 13 précise que cette facerie, pour des motifs qui lui sont particuliers,

(1) Ce mot facerie est employé au pays basque pour désigner les passeries. Il n'y aurait là qu'une différence d'écriture. La Sentence de 1375 entre Barétous et Roncal se désigne elle-même sous le nom de « patserie ». D'après M. Webster, *Loisirs d'un étranger au pays basque*, p. 165. Ce mot serait espagnol. Ce mot, dans la même signification, se trouvait dans le *Fuero Viego de Castilla*, ley. XIV, tit. 3, lib. V. For qui est une compilation du xiv^e siècle des Fors précédents.

continuera d'être fidèlement exécutée de part et d'autre. Il n'est point là question des trois vaches qui se trouvent sans doute confondues dans l'ensemble du terme facerie. Mais, le 4 avril 1859, les plénipotentiaires ajoutèrent dans l'annexe III de la Convention additionnelle au Traité, un résumé de la Sentence de 1375, en stipulant que les habitants de Barétous seraient tenus *conformément à un antique usage*, de remettre aux habitants de la vallée de Roncal, trois génisses sans défaut, de deux ans chacune, et cela, sans indiquer de cause, d'origine, ni de signification.

L'avenir étant ainsi réglé, il semblait que la question de l'origine du Tribut dut être abandonnée pendant quelque temps. Ce fut, en effet, ce qui se produisit. En 1864, l'historien Cénac-Moneaut, rappelle simplement les termes ambigus de la sentence arbitrale et, quelques années plus tard, M. Semichon (1) se contente de résumer la description de la redevance telle qu'elle est faite par de Marca. Un incident économique devait remettre à l'ordre du jour les anciennes discussions.

En 1881, parut à Madrid une brochure intitulée : *Ventajas de un ferro carril de Madrid à Francia por el valle de Roncal bajo el punto de visto comercial*. Son introduction comprenait une assez longue digression sur le Tribut dont le cérémonial était décrit avec une exagération romantique et un grand luxe de détails absolument imaginaires ; puis l'auteur anonyme de l'ouvrage passait à l'origine du Tribut qui, d'après lui, n'est pas moins intéressante. Il prétend que, vers l'an 628 de Rome, les Barétounais auraient livré passage à une bande de Cimbres se dirigeant

(1) SEMICHON ERNEST, *La paix et la Trêve de Dieu*, Paris 1869.

vers l'Espagne et se seraient alliés à eux pour combattre les Roncalais. Ceux-ci leur auraient alors voué une haine terrible et suivie de luttes sanglantes à la suite desquelles les Barétounais vaincus, auraient fini par se soumettre en offrant de payer un Tribut de Trois Vaches. La publication espagnole ajoute que les choses en étaient là, lorsqu'en 1373 un Béarnais et un Navarrais se disputèrent le droit de priorité à une fontaine sur la frontière. Le Béarnais ayant été tué, le père de la victime demanda satisfaction et attribua le crime à ce que la vallée de Barétous ne payait plus le Tribut. La guerre recommença et les habitants de la ville d'Anso s'étant émus du nombre des victimes, se constituèrent médiateurs et décidèrent que Barétous paierait désormais le Tribut à perpétuité sans discussion ni opposition.

L'auteur espagnol prétend que Napoléon III voulut supprimer le Tribut, mais qu'il ne put y parvenir par suite de l'opposition des parties en présence.

Nous n'aurions pas attaché grand intérêt à cette interprétation de Garibay un peu enjolivée, non signée et publiée dans une intention plus ou moins commerciale si elle n'avait été la cause immédiate d'un ouvrage spécialement consacré au Tribut et que nous étudierons longuement. Au lieu de considérer la brochure *Ventajas, etc.*, comme ayant un intérêt scientifique analogue à celui des affiches que l'on voit si nombreuses sur les cloisons des gares, M. Alex. Duboul, ancien consul de France et connu par certains travaux historiques sur la région toulousaine (1), estima qu'il ne fallait pas « en matière

(1) DUBOUL ALEX. écrivit : *La fin du Parlement de Toulouse*, 1890 ; *L'Armée révolutionnaire de Toulouse*, 1892 ; *Les deux Siècles de l'Académie des Jeux floraux*. Il aurait, pendant longtemps, géré le

historique, laisser se propager des erreurs matérielles et des assertions inexactes profondément blessantes pour la dignité de notre France ». Il écrivit alors sur le Tribut un petit livre d'une cinquantaine de pages intitulé : *Le Béarn tributaire de la Navarre en 1882*, dont l'objet principal est de réfuter la théorie, dite du tribut de guerre et soutenue par les écrivains espagnols. L'ouvrage de M. Duboul a permis, évidemment, de faire un grand pas vers la vérité, car il atteint assurément son but et fournit des éléments pouvant être utilisés avec le plus grand profit. Mais entre les deux hypothèses restant à examiner, M. Duboul ne se préoccupe que fort peu de choisir, indiquant toutefois, mais fort brièvement, que la compascuité en territoire espagnol a certainement été achetée par les Barétounais.

Quelques années plus tard, à la suite d'une petite polémique de presse dont la contagion s'étendit jusqu'aux journaux parisiens et qui avait été causée par l'interprétation du cérémonial du Tribut, celui-ci connu, durant un certain temps, une quasi-célébrité et, en 1897, M. Paul de Castéran revint à la thèse de de Marca. M. de Castéran eut le grand mérite d'exposer une sorte de théorie des conventions frontalières entre Français et Espagnols qu'il appelle : « Les Traités internationaux de Lies et de Passeries (1). » Songeant à les comparer entre eux, il ne

Consulat général de Barcelone et aurait entrepris son étude à l'inspiration du gouvernement français qui pouvait craindre des complications diplomatiques. Par sa connaissance de l'Espagne et par les liens étroits qui le rattachaient au Sud-Ouest (son aïeule maternelle appartenant à une vieille famille bayonnaise), M. Duboul paraissait qualifié pour vaincre les difficultés principales de langues et de mœurs qu'il pouvait rencontrer sur un terrain aussi broussaillieux qu'inconnu.

(1) Passeries, patzeries, pasçeries. Traités de paix.

mentionne malheureusement que les traités des Pyrénées centrales et celui de Barétous-Roncal dont la renommée était parvenue jusqu'à lui. Mais il a l'idée d'établir un rapprochement entre les formalités de la Pierre Saint-Martin et celles qui se déroulaient avant la Révolution entre les habitants de la vallée de Vicdessos dans le pays de Foix et les Aragonais du Val de Ferrare. Il indique même que cette dernière cérémonie devait avoir également pour origine « des meurtres commis » (1).

Pour la première fois, en 1898, l'origine du Tribut devait être recherchée dans une œuvre juridique. Dans une thèse intitulée : *Du Parlement de Navarre et de ses origines*, M. Pierre Delmas fait une étude de quelques anciennes coutumes du Béarn et dans une rubrique intitulée : *Droit international public* il consacre quelques pages aux usages de la vallée de Barétous (2).

Indiquant immédiatement l'importance considérable que doit prendre la Sentence arbitrale de 1375 dans une étude impartiale consacrée au Tribut, M. Delmas procédant en juriste, examine ensuite tous les faits pouvant lui permettre de reconnaître sur quels titres et sur quels droits pouvaient reposer de semblables usages. Le premier, il a l'idée qu'il se trouve en présence d'un phénomène complexe et il cherche à distinguer les différents éléments afin de comprendre leur synthèse énigmatique. Il distingue d'abord les cérémonies de la paix, de celle de la remise des vaches, remarquant que celle-ci est, pour ainsi

(1) Nous verrons malheureusement que cette opinion ne repose sur aucun fait précis.

(2) *Du Parlement de Navarre et de ses origines*. Thèse pour le doctorat, par P. DELMAS.

dire, dépourvue de tout cérémonial et indiquant, par là, que les premières sont bien des usages, tandis que la seconde est un droit consacré par la Sentence arbitrale (1). Il lui apparaîût, néanmoins, que ces deux faits ne doivent pas avoir des causes absolument distinctes, M. Delmas n'admet point, en effet, que le paiement des vaches soit fait en compensation d'une dépaissance ou d'un abreuvoir ; il n'accepte point non plus d'y voir un tribut de guerre, opinion qui ne repose sur aucun texte sérieux et pouvant infirmer la Sentence arbitrale d'Anso. L'origine des meurtres, indiquée par de Marca et la Sentence lui semblerait donc être la plus vraisemblable, s'il ne lui semblait pas étonnant « qu'une indemnité ait été consentie par des Barétounais, vainqueurs d'Espagnols agresseurs ». A la suite de cette objection, M. Delmas semble se trouver quelque peu embarrassé lorsqu'il s'agit pour lui-même de donner une conclusion. Il s'en tire, mais en quelque sorte, par la suppression du fait qui le gêne et sa conclusion, un peu générale et point compromettante indique, que les habitants des deux pays, ayant eu des différends au sujet de leurs pacages, des violences s'en étaient suivies et que les Barétounais avaient été obligés, en compensation de dommages causés aux Roncalais de payer annuellement trois génisses blanches, la paix entre les deux populations devant être à perpétuité jurée le même jour.

Il semblait donc que la théorie d'après laquelle le Tribut serait l'effet d'une « composition » devait

(1) Nous ne reproduisons pas ici le texte de l'ouvrage de M. Delmas, que l'on trouvera page 149. Nous nous sommes simplement efforcés d'en dégager les idées principales se rapportant à l'origine du Tribut.

rallier les plus importants suffrages, lorsque, en 1910, un professeur d'histoire et de géographie à la Faculté de Bordeaux, M. Cavaillès, émit dans une brochure intitulée : *Une Fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime. Les Traités de Lies et de Passeries* (1). une opinion absolument contraire.

Reprenant en lui donnant le développement qu'il mérite, l'ouvrage de M. de Castéran, M. Cavaillès s'efforce d'expliquer et de comparer entre eux les Traités de Lies et Passeries. Dans la première partie de son livre il en recherche l'origine et détermine leurs caractères qui s'expliquent tous deux par les conventions pastorales qui les ont précédées. Ces conventions pastorales qui existèrent en effet partout où il y eut ensuite des traités de passeries, sont nées des rapports existant obligatoirement entre les habitants des vallées et rendus nécessaires par « la vallée » elle-même.

M. Cavaillès fait ainsi une sorte de théorie scientifique de la convention pastorale expliquée par la géographie. Dans les Pyrénées comme dans tous les pays de montagne, le cadre de la vie humaine est uniformément « la vallée » qui est l'unité à la fois géographique, économique et politique, étant une sorte « d'accident » topographique à conséquences sociales. Mais si « la vallée » forme un petit monde qui se suffit à peu près à lui-même, et se trouve le plus souvent isolé du côté de la plaine, il n'en est pas de même du côté des sommets. Par dessus les crêtes, à travers les pâturages nécessaires à l'existence pastorale, s'ouvrent des passages faciles perdus dans des espaces où les hommes des deux ver-

(1) *Une Fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime. Les traités de Liés et de Passeries. Extrait de la Revue historique*, t. CV, année 1910.

sants se rencontrent ; et comme il n'y a plus là de barrière naturelle, il fallut réglementer ces rapports par le moyen des conventions pastorales. Ces conventions qui avaient les mêmes causes et les mêmes effets se ressemblèrent tout le long de la chaîne et continrent des clauses analogues réglementant les compascuités.

Aussi M. Cavaillès ne voit-il dans le Tribut des Trois Vaches qu'une clause de convention pastorale. « En compensation, dit-il, du droit qu'avaient les Béarnais de mener leurs bêtes en Navarre, ceux-ci s'engagèrent à fournir annuellement trois génisses ; telle est l'origine de ce singulier usage qui s'est conservé jusqu'à nos jours : le Tribut n'est que le simple loyer du territoire dont le traité de 1875 reconnaissait l'usage aux Béarnais. »

§ 3. — *Intérêt de la question.*

L'étude du Tribut des Trois Vaches présente un intérêt particulier : en dépit de toutes les controverses et polémiques engagées à son sujet, la signification du Tribut est demeurée quelque peu mystérieuse. M. Duboul se contente d'établir que ce n'est pas celle d'un tribut de guerre et les deux auteurs qui se sont occupés des Conventions pastorales ou des Traités de Lies et de Passeries, sont d'une opinion différente à son égard, M. de Castéran estimant qu'elle est un paiement pour des meurtres commis et M. Cavaillès la considérant comme le prix d'une location d'herbes et de fontaines. Il y a donc là un problème historique à résoudre, une petite énigme d'histoire locale qui fut cause de querelles et servit

de champ d'exercice à bien des imaginations désireuses sans doute de franchir les bornes du bon sens. Il y a là, peut-être plus qu'un intérêt, puisque, comme l'écrit M. Duboul lui-même, il est du devoir de chacun de signaler en matière historique les erreurs (1) qu'il rencontre et de rechercher la vérité.

De plus, le Tribut qui est (nous le verrons) une manifestation librement consentie depuis le ^{xiv}^e siècle a dû résister à de nombreuses attaques ; cette institution qui avait probablement pour but d'empêcher les effusions de sang, a desséché bien des encriers dans les villes voisines des Barétounais, qui ont vu manacer jusqu'à l'existence même de leur coutume et grignoter leur cérémonial jusqu'à ce qu'il n'en subsistât presque rien qui pût le différencier de celui d'une foire aux bestiaux. N'est-il pas intéressant de défendre ce reste et surtout avec des arguments quelque peu juridiques permettant de jeter quelque lumière sur une signification qui n'a pu, jusqu'ici, être établie ? Il semble, en effet, que les auteurs qui l'ont recherchée n'aient pas utilisé tous les éléments dont ils pouvaient se servir.

On peut reprocher au travail de M. Duboul de considérer le Tribut un peu trop en lui-même et sous l'influence de cette idée, qu'il y a là quelque chose de très anormal (2). M. Duboul semble se trouver encore sous cette influence lorsqu'il traite

(1) La plupart des historiens qui ont traité du Tribut se sont contentés de reproduire le récit de de Marca avec des additions absolument fantaisistes : C. SEMICHON, *La Paix et la Trêve de Dieu*, p. 392. « Au ^{xiv}^e siècle, Gaston Phœbus convertit en argent le Tribut des vaches. » Cette erreur se trouve également dans *La France au temps des Croisades*, de M. DE VAUBLANC, t. II, p. 10.

(2) Cf. *Le Béarn, Tributaire de la Navarre*, p. 1. « Les détails tout au moins étranges de cette cérémonie, etc. »

de la Sentence arbitrale de 1375 et lorsqu'il décrit la vallée de Barétous elle-même (1). On pourrait supposer que, dans son esprit, une vallée où il se passe quelque chose de si extraordinaire, doit être nécessairement aussi une vallée extraordinaire. Cette conception apparaîtrait également dans le petit historique qu'il en fait très scrupuleusement, mais où il semble s'être trop attaché à cette idée que Barétous fut presque toujours indépendante : « Les Barétounais », dit-il, « ont joui pendant des siècles d'une véritable autonomie administrative et judiciaire (2) ». Or, s'il indique quels étaient ses rapports avec le vicomte d'une façon quelque peu succincte, M. Duboul procède avec plus de brièveté encore en ce qui concerne ses rapports avec les autres vallées. Il se contente de noter en passant que Barétous avait le même For que ceux d'Aspe.

Il nous apparaît, au contraire, que l'on puisse considérer comme une erreur la description de Barétous considérée comme étant une vallée isolée, alors qu'elle eut, de tout temps, les rapports politiques les

(1) M. Duboul nous indique notamment les différents orthographes du nom de la vallée suivant les différents documents : « Baretous dans le For octroyé en 1221, Baratoos dans un acte des trois ordres offrent la régence de Béarn à Ivan, fils bâtard de Gaston Phœbus, le 8 août 1391 ; Breton dans Garibay ; Baretons dans Marca ; Baretous et Baraton dans le dictionnaire de l'abbé d'Expilly.

(2) D'abord, cela n'est pas tout à fait exact en ce qui concerne la justice, puisque M. Duboul écrit lui-même un peu plus loin en citant de Marca : « Les Barétounais obtinrent leur For séparément de la vallée d'Aspe pour ce qui regarde l'exercice de la justice, le seigneur s'étant réservé de la rendre dans la ville d'Oloron en cas qu'il y eût plainte contre les habitants de Barétous. » Voir le For aux Pièces justificatives.

En ce qui concerne les jurats, administrateurs de la vallée, ceux d'Aspe ayant été nommés par le Vicomté au ^{xiii}^e siècle, il y a bien des chances pour qu'il en ait été de même ici.

plus étroits avec les vallées d'Aspe et d'Ossau. Nous attachons la plus grande importance à cette étroite parenté avec ses voisines, car c'est la raison qui nous permettra de chercher des éclaircissements dans les institutions de ces dernières, dont l'histoire nous est mieux connue ; nous aborderons ainsi l'étude de notre vallée d'une façon nouvelle et que l'on pourrait appeler objective si les trois vallées béarnaises ne formaient pas un véritable ensemble dont il serait vraiment difficile d'étudier les éléments d'une façon particulière.

La situation géographique de la vallée de Barétous montre, en effet, qu'elle est, en somme, une annexe vers l'ouest des vallées d'Ossau et d'Aspe qui sont comme ses grandes sœurs. « Barétous est séparée de la vallée d'Aspe », écrit M. Duboul, « par une chaîne de montagnes. » Il peut paraître utile d'ajouter que cette « chaîne de montagnes » n'est encore à la hauteur d'Arette qu'un chapelet de grandes collines (1), d'où subsiste entre les deux vallées une facilité de communications qui explique les grandes accointances qui existèrent fort anciennement entre leurs habitants. Sans insister en effet sur les découvertes préhistoriques (2), ou du moins de vestiges très

(1) Ces collines doivent être franchies avant d'atteindre le village d'Issor situé plus à l'est et qui est encore en Barétous. Issor est établi sur les bords du Lourdios, gave qui sort à cet endroit de la petite vallée du même nom. Dans la vallée de Lourdios, il n'y a qu'un hameau qui a toujours dépendu d'Arette et dont une famille qui en est originaire porte encore le nom caractéristique de Barthou. Pour aller d'Issor à Lurbe, premier village de la vallée d'Aspe en venant de la plaine, il n'y a guère d'obstacle naturel à franchir, car il suffit de descendre le cours du Lourdios qui vient se jeter dans le gave d'Aspe à la sortie de cette vallée. De plus, par le haut Lourdios et par Barétous au sud-est d'Arette, il est facile d'atteindre Aspe sans avoir besoin de gagner les hauteurs.

(2) Dans un article de la *Revue archéologique* de 1867, intitulé :

anciens faites en Ossau, ni sur les similitudes de langage (1) qui ont été observées, il est étonnant que M. Duboul n'ait pas été frappé de la persistance des rapports unissant les trois vallées. Des Fors ou Chartes d'affranchissement leur furent concédés par les vicomtes à la même époque (2), les Fors d'Ossau et d'Aspe faisant exception à celui de Morlaas qui était la loi de la majeure partie du Béarn et le For de Barétous faisant exception à celui de la vallée d'Aspe. Plus tard et durant plusieurs siècles, « les vallées » furent réunies sous cette appellation et leurs députés votaient ensemble aux Etats de Béarn comme s'ils eussent été les fils issus d'une même souche (3). Si M. Duboul en étudiant l'his-

« Dolmen et cromlechs dans la vallée d'Ossau », M. Paul Raymond, alors archiviste des Basses-Pyrénées, signale l'existence de trois groupes de cromlechs situés dans la commune de Bilhères, à l'entrée de la vallée d'Ossau. D'après le même auteur (*Indépendant des Basses-Pyrénées* du 5 mai 1871), les pierres de ces cromlechs auraient servi aux réunions des délégués de tous les villages de la région. Fait vraiment saisissant (écrit M. Jean Passy, v. plus bas), non seulement le nombre des groupes de cromlechs correspond au nombre des vallées, mais le nombre des cromlechs contenus dans chaque groupe correspond au nombre des centres anciens de population de chaque vallée : soit 24 pour Ossau, 13 pour Aspe et 6 pour Barétous.

(1) Cf. la thèse de M. Jean Passy, *L'origine des Ossalois*.

(2) Vers 1220.

(3) Cf. CADIER : Le Tiers Etat formait le deuxième corps des Etats de Béarn et délibérait à part. Le Tiers Ordre était assez nombreux, mais sa représentation ne semble pas avoir été absolument fixée avant le xvi^e siècle. En règle générale, n'étaient représentées aux Etats que les communautés relevant directement du Vicomte, c'est-à-dire les communes peuplées selon le For de Morlaas et les communautés qui avaient obtenu du Seigneur une charte d'affranchissement et qui lui rendaient hommage comme ses vassaux nobles. Les communautés avant le xvii^e siècle, ne semblent pas avoir envoyé aux Etats un nombre déterminé de députés : les députés des Quatre Bourgs sont, tantôt au nombre de six, tantôt au nombre de quatre, ou de neuf, ou de deux, etc. On distinguait trois catégories de communautés : 1^o les bourgs ; 2^o les montagnes ou vallées ;

toire de Barétous avait bien voulu porter ses investigations jusque dans les vallées voisines, il n'eut pas manqué de découvrir qu'au xvi^e siècle, exactement en 1514, les trois vallées béarnaises d'Ossau, d'Aspe et de Barétous, les vallées aragonaises de Têna, Canfranc, Villanna, Aragnes, Echo, Anso, concluaient un véritable traité d'alliance et de paix (1) dans lequel il était stipulé que les « anciens contrats resteraient en vigueur » et que chacun pourrait, sans crainte, se livrer à ses occupations accoutumées, « faire paître, herbager, exploiter en toute sécurité ses troupeaux ». Les vallées voisines de Barétous accomplissaient donc très anciennement des manifestations analogues à celles qui se déroulent encore aujourd'hui au pied du pic d'Arlas. Il y a là, en quelque sorte, une jurisprudence qu'il peut être intéressant de rapprocher des traditions orales ou écrites, ce qui n'a pas été fait d'une façon complète par les auteurs qui se sont occupés des conventions pastorales.

D'autre part, cette étude comparée des traditions et des textes peut conduire à des travaux offrant, par eux-mêmes, un intérêt juridique. M. Esmein (2) fait observer que « dans les pays de droit écrit, il y eût, anciennement, de très nombreuses coutumes qui furent rédigées et publiées par les seigneurs ou les rois en général, du xii^e au xv^e siècle ». Ce fut bien le cas pour le Béarn dont les coutumes furent recueillies par les vicomtes et rédigées sous le nom de Fors, mais les auteurs qui ont étudié ces Fors ne

3^o les villes et les localités. Les bourgs étaient au nombre de quatre, les trois vallées pyrénéennes étaient Ossau, Aspe, Barétous. « Les montagnes » étaient toujours représentées aux Etats et donnaient leur avis collectivement.

(1) Cf. CAVAILLÉS, *Une Fédération pyrénéenne*, p. 23.

(2) *Histoire du Droit français*, édition Tenin, 1925, Paris, p. 684.

manquent point de signaler qu'ils sont loin d'être un recueil complet (1) de droit béarnais et qu'il existait en Béarn des coutumes qui ne s'y trouvèrent point mentionnées.

En dehors de ces coutumes générales aux principales régions du Béarn, il existait, en outre, des coutumes particulières aux habitants des vallées, qui, de la même façon, ne trouvèrent point toutes places dans les Fors d'Aspe et de Barétous et leur existence en marge de ces Fors est signalée par MM. Mazure et Hatoulet, puis par M. Rogé lui-même. Il est à remarquer que leur omission s'explique par d'autres raisons que par le mécanisme habituel aux coutumiers : si les Fors avaient pour objet les rapports juridiques des habitants avec leur suzerain ou les rapports des sujets entre eux, ils ne concernaient point les rapports des montagnards avec les sujets des États voisins. Or, ces rapports étaient une obligation pour les habitants des vallées à cause des pâturages de la haute montagne et c'était même une obligation particulière et remarquable à cause de leurs institutions communautaires entraînant jusqu'à leur solidarité collective (2).

(1) Cf. ROGÉ : « Le vieux For n'est pas un traité systématique et dogmatique du Droit béarnais. Celui qui voudrait se faire une idée de la législation béarnaise uniquement d'après cette compilation, risquerait d'en avoir une idée incomplète et parfois très fausse. A telle institution essentielle comme la Cour Majour, le For ne fait allusion que par accident ; il régleme, au contraire dans tous ses détails, une institution temporaire comme celle des jurats des vics. C'est là le défaut de la plupart des Coutumiers. On y énonce une règle exceptionnelle, on n'y mentionne pas une coutume d'application générale et constante que tout le monde est présumé bien connaître et qu'il est, par conséquent, inutile de formuler par écrit. Pour ne citer qu'un exemple, sur le régime matrimonial béarnais, on est à peu près réduit à des conjectures. »

(2) Il y a là un point intéressant qui est indiqué par M. ROGÉ dans une note dans : *Les Anciens Fors de Béarn* :

Heureusement, si la coutume « de la montagne » n'a point figuré dans les Fors de Béarn, il existe cependant des ouvrages écrits qui permettent de la connaître. Ces textes sont précisément ceux des conventions pastorales appelées communément *passeries* et dont l'intérêt a été signalé par M. Delpy. « Ce sont les restes, dit-il, d'une espèce d'administration locale, d'une autonomie d'un régime municipal, d'une souveraineté légitime, on peut presque dire d'un *républicanisme pyrénéen* dont la seule survivance aujourd'hui est la soi-disant république d'Andorre. »

Ainsi l'étude de la Sentence arbitrale de 1375 réglemant les rapports entre Barétous et Roncal peut nous donner des indications précieuses sur l'organisation intérieure de ces vallées à cette époque. Aussi l'étude du droit externe (c'est à dessein que n'est pas employé ici le mot droit international) peut venir au secours de l'étude du droit interne.

« Le principe ancien est la responsabilité collective du groupe pour les délits commis par ses membres. A cette responsabilité solidaire imposée aux habitants des diverses circonscriptions du Béarn, l'obligation ne correspondait-elle pas, pour la circonscription ou la vallée, d'observer les engagements qui avaient été pris par plusieurs de ses membres. Cf. Marche germanique dans laquelle les décisions de la communauté obligent tous les membres de la Marche alors même qu'ils ne les auraient pas approuvées, y a-t-il eu une organisation analogue au Béarn au ^{xii}^e siècle ? Je serais fort tenté de le croire, bien qu'on prétende que cette organisation ne se rencontre qu'au nord de la France et en Allemagne. Il faut remarquer que le régime de la Marche s'est conservé dans quelques pays, dans certaines parties de la Suisse, par exemple, par une conséquence de la nature du terrain. On connaît pour le Béarn les coutumes séculaires et originales des habitants des vallées et il existe encore de nombreux pâturages dont les habitants jouissent en commun (ressemblance avec les communautés allemandes ou suisses). »

§ 4. — *Méthode.*

M. Duboul commence par représenter ce que les historiens racontent du Tribut. Après cette étude, il se reporte au texte de 1375 dont il se sert pour établir que, malgré l'incertitude où l'on se trouve après la consultation des auteurs, il est permis de penser que le Tribut n'est pas un tribut de guerre.

Au contraire de M. Duboul, nous commencerons par étudier la Sentence arbitrale d'Anso et cela, de plus près qu'il ne l'a fait. Alors que la Sentence n'intervient dans *Le Béarn tributaire de la Navarre* qu'à titre accessoire, nous en ferons la base de notre étude. Elle est, en effet, le texte le plus ancien réglant la redevance, rédigé avec le plus grand soin par ses auteurs, qui, contrairement aux habitudes de l'époque, ne furent ni des ecclésiastiques, ni des princes, ni leurs représentants, mais bien les jurats de la petite ville d'Anso, en quelque sorte des professionnels aussi semblables que possible à ceux dont ils réglaient les intérêts. Bien que ce texte lui-même déclare inconnue la cause première de la remise des vaches, il peut cependant apporter des indications extrêmement précieuses. D'après M. Delmas, il en résulte, en effet, que les habitants de Barétous avaient le droit de pacager sur le territoire espagnol indépendamment de toute redevance, mais cet auteur n'indique pas sur quels arguments il s'appuie pour émettre cette affirmation, dont l'exactitude reconnue simplifierait singulièrement notre tâche. Aussi, commenterons-nous la Sentence de 1375 afin d'essayer de nous pénétrer de son esprit. Nous obser-

verons l'application qu'elle fait des coutumes afin de nous rendre compte si la clause du paiement des vaches est une anomalie ou bien, si une redevance de cette nature est une chose courante dans les accords pastoraux de la même époque.

Nous serons appelés ainsi à utiliser les travaux de M. Cavaillès qui a comparé entre eux ces accords pastoraux et nous étendrons le champ de notre étude en cherchant des comparaisons, non seulement dans les autres vallées béarnaises, mais aussi dans le pays de Labédà (1) que les travaux de M. Jean Passy nous indiquent comme étant habité par des populations analogues à celles du Béarn et parlant la même langue (2).

(1) Le Labédà est un petit pays composé de toute la partie montagneuse de l'arrondissement d'Argelès-en-Labédà, département des Hautes-Pyrénées ; ou encore, c'est tout le pays qui comprend la haute vallée du gave de Pau, en amont de Lourdes, mais Lourdes excepté. Ce pays est borné au midi par l'Aragon, au levant par les vallées d'Aure, de Campan et de Bagnères ; au nord par l'ancienne province de Bigorre ; au couchant par le Béarn. Il est entouré d'une ceinture de hautes montagnes presque continue, car elles ne laissent, pour y pénétrer ou pour en sortir, qu'un étroit défilé, donnant issue au gave et passage à la route entre la montagne du Jers au levant et celle du Béout au couchant, l'une et l'autre près de Lourdes ; ces deux montagnes sont les deux extrémités de la ceinture. Le grand gave ou gave du Labédà que les Béarnais ont la prétention de s'approprier, l'appelant gave béarnais ou gave de Pau sous prétexte qu'il traverse leur pays et passe à Pau, parcourt le Labédà presque en ligne directe du midi au nord jusqu'à Lourdes, le partageant en deux moitiés, Dabant Ayga et Darié Ayga. Cf. BOURDETTE, *Récits du Labédà*. En somme, le Labédà est la région montagneuse à l'est de la vallée d'Ossau.

(2) En comparant entre eux leurs divers dialectes, on voit :

1^o Que ceux de Labédan et d'Aspe-Barétous sont plus semblables entre eux que l'un ou l'autre avec celui d'Ossau ; ils concordent surtout pour les faits anciens ;

2^o Que les trois villages concordent tantôt avec le Labédan, tantôt avec Aspe-Barétous, tantôt, pour presque tous les faits récents, avec le reste d'Ossau ;

Mais au lieu de relever, comme l'a fait M. Cavaillès, des généralités, nous chercherons des indications concernant un point unique : la signification du Tribut que M. Duboul n'a pas fait connaître au moyen des auteurs. Nous nous efforcerons en somme d'éclairer l'ouvrage de M. Duboul en nous servant des travaux de M. Cavaillès, car ceux-ci nous enseignent que l'auteur du *Béarn tributaire de la Navarre*, s'est contenté d'une méthode insuffisamment scientifique et n'a pas employé tous les moyens possibles de rechercher la vérité. Désireux, au contraire, de ne laisser de côté aucun élément pouvant nous servir à trouver des comparaisons, après avoir étudié avec tout le soin possible le texte de la Sentence arbitrale de 1375, nous considérerons les arguments que peuvent nous fournir les auteurs qui ont indiqué que la redevance était un tribut de guerre.

Puis, au lieu de rechercher immédiatement si le Tribut est une conséquence d'un afièvement, nous consacrerons un chapitre aux cérémonies de la Pierre Saint-Martin qui n'ont, en général, été étudiées par les auteurs qu'à titre de curiosité historique. Ces cérémonies, en effet, vu la persistance de traditions souvent observées chez les populations montagnardes, peuvent remonter à une époque très ancienne, peut-être même à l'origine de la redevance et nous fournir des indications très précises à ce sujet.

3^o Qu'Os au, moins les trois villages, concorde avec la plaine pour les faits les plus anciens et une partie des faits récents, que, pour d'autres, il marche avec Aspe-Barétous et qu'il suit un développement spécial pour un petit nombre. D'où on peut conclure : que le dialecte du Labéda était primitivement uni à celui d'Aspe-Barétous par l'intermédiaire de la vallée d'Ossau. Cf. Thèse de M. Jean Passy, *L'origine des Ossalois*.

Nous arriverons ainsi, ayant étudié tous les éléments du problème, en face des deux hypothèses indiquées par la Sentence arbitrale, celle de l'affièvement et celle de la composition. Nous consacrerons un chapitre à l'étude de chacune d'elles et nous nous efforcerons d'exposer, pour finir, les enseignements que nous avons pu retirer de notre travail.

Mais avant de commencer celui-ci, et de terminer cette Introduction, qu'il nous soit permis d'exprimer notre reconnaissance profonde à M. Lorber, archiviste des Basses-Pyrénées, ainsi qu'à toutes les personnes qui ont bien voulu nous venir en aide. M. Lorber nous a indiqué de nombreux ouvrages traitant du Tribut qu'il a lus, dit-il, pour sa curiosité personnelle. Il oublie volontiers d'ajouter qu'il a également fait lui-même l'ascension de la Pierre Saint-Martin et que la curiosité de l'histoire ainsi entendue peut prendre le beau nom d'amour. Privés de ses conseils inappréciables, les textes béarnais que nous publions seraient demeurés pour nous intelligibles et nous n'aurions pas la joie d'en reproduire des copies collationnées par lui avec le plus grand soin. Partout, d'ailleurs, dans le Béarn, nous avons trouvé le plus aimable accueil et les plus précieux encouragements. Qu'il est encore grand, l'attachement qu'apporte à ses vieilles coutumes, ce peuple heureux, bien qu'il ait tant d'histoire !

CHAPITRE PREMIER

LA SENTENCE ARBITRALE D'ANSO

Une copie en béarnais de la Sentence arbitrale de 1375, se trouve aux Archives départementales de Pau. Elle est accompagnée d'une traduction en français qui est signée d'un commissaire nommé Julien.

Ce document français est plus important que le texte même de la Sentence. Il nous apprend que la copie en béarnais fut délivrée par Pierre Michel Ros, notaire royal et secrétaire de l'alcadia de Roncal, dûment autorisé par l'alcade Ange Zamarguilla en l'audience du 20 août 1781. Elle avait été demandée aux Roncalais par les jurats d'Arette qui soutenaient alors un procès opiniâtre contre la vallée d'Aspe dont les habitants s'étaient emparés d'un territoire que la Sentence déclarait être la propriété de ceux de Barétous.

La traduction fut faite aux fins de ce procès devant le Parlement de Navarre par Julien, commissaire à ce commis, par décision de la Cour de Pau, en date du 4 septembre 1781, qui y procéda, assisté des procureurs des parties, pendant quinze séances consécutives et sans rien altérer du sens de l'acte. Voici ce qui résulte de ce translat, qui com-

prend d'abord la traduction de plusieurs autres documents.

Le 12 août 1375, auprès de l'église et de la tour de la ville d'Anso en Aragon, les représentants des villages de Roncal se réunirent avec ceux de Barétous. Ils profitèrent de ce que les deux camps avaient bien voulu interrompre leurs procès, débats, contestations, guerre, meurtres, vols, emprisonnements, excès, attroupements, instances civiles et criminelles et leur donner des pouvoirs suffisants pour compromettre, traiter et transiger sur toutes les discussions susdites, alors qu'ils étaient également demandeurs et défendeurs à raison du territoire ou local appelé d'Arlas, fontaines, pâturages, limites, usufruits, droits et propriété dudit territoire situé entre les limites et ports des vallées de Roncal et de Barétous.

D'un commun accord, de leur bon gré et science certaine, pour le bien de la paix et dans l'objet de mettre fin aux hostilités, les délégués décidèrent de s'en remettre à la décision de six habitants de la ville d'Anso dont le jugement serait définitif.

Il est à remarquer que les habitants des vallées n'agirent pas seulement en vertu de leur bon gré et science certaine, mais présentèrent, en outre, des autorisations de leurs suzerains respectifs ; les Roncalais apportèrent l'exprès consentement et ordonnance du roi de Navarre dans laquelle il est rappelé qu'il avait déjà vainement donné commission plusieurs fois, à différents sujets de ses Etats, ou de ceux du comte de Foix, pour terminer les dissensions qui s'étaient produites au sujet des pâturages entre les habitants des deux vallées, mais, que les Roncalais lui, ayant exposé qu'ils étaient d'accord avec ceux de Barétous pour compromettre tous leurs différends, soit à raison des pâturages, soit sur les excès et dommages, par les soins de six arbitres de la ville d'Anso ; il leur octroyait toute liberté à ce

sujet, afin qu'ils vécussent en bonne paix et concorde avec les sujets de son frère, le comte de Foix.

De leur côté, les habitants de Barétous promirent d'apporter une autorisation analogue de leur suzerain et les deux parties compromirent leurs différends à la décision des arbitres d'Anso, s'interdisant toute observation et tout recours et promettant de n'y contrevenir en rien sous peine de trahison et d'une amende de 3.000 marcs d'argent, dont un tiers serait acquis à l'autre partie, un tiers aux arbitres et un tiers à leur suzerain. Les représentants s'obligeaient au paiement de cette somme, engageant, à cet effet, leurs propres biens et ceux de leurs syndicaux.

De plus, ils décidèrent qu'au cas où une grâce quelconque serait demandée par une des parties, le suppliant serait réputé traître et banni pour toujours du territoire de sa vallée. De plus, pour plus de garantie, les parties se donnèrent respectivement caution dans les personnes du sieur Lope Aznariz, procureur-syndic des jurats, habitants et communauté de la ville d'Anso, ainsi que de plusieurs autres notables, qui jurèrent eux-mêmes de toujours donner avis et conseil en justice à la partie obéissante et endommagée, de s'élever contre la partie refusante d'accéder à la Sentence arbitrale, obligeant à cet effet tous leurs biens présents et à venir et ceux des syndicaux de la vallée d'Anso. Les habitants des deux vallées promirent de relever francs et quittes, les cautions, s'engageant à réparer toute perte qui pourrait leur subvenir, renonçant encore à ces effets à toute renonciation ou toute appellation.

Le translat mentionne ensuite que le 23 août de la même année, les syndics de Barétous ont apporté les lettres patentes du comte de Foix, accordant à ses sujets de Barétous, sur la supplication qu'ils lui en avaient faite, pleine liberté et pouvoir de finir leurs affaires et débats avec les gens de Roncal en la

meilleure forme que bon leur semblerait, car tel était son bon plaisir. Puis le texte entre dans le vif du sujet. Nous le reproduisons désormais *in extenso* :

Procès-verbal.

« Sachent tous presens et à venir qu'il est notoire,
« que le vingt-septième jour du mois de septembre
« de l'an mil quatre cens vingt sept, la ville d'Issaba
« fut incendiée par accident, qu'elle fut entièrement
« consumée par les flammes et qu'alors tous les
« titres, papiers et documens entre les habitans de
« la vallée de Roncal au royaume de Navarre et
« ceux de la vallée de Baretous en la souveraineté
« de Béarn qui se trouvaient dans la dite ville furent
« également consumés. Sur quoi, et le vingt deuxième
« juin mil quatre cens trente trois, dans l'église
« Sainte-Marie Darrocoa d'Issaba, il fut présenté et
« remis à moy notaire la carthe originalle de la Sen-
« tence arbitralle rendue entre lesdits habitans des
« vallées de Roncal et de Baretous par mains de
« Sanchez Errabresa et Pierre Ibagnes habitans et
« jurats de ladite ville d'Issaba laquelle carthe ori-
« ginalle et dudît compromis, je reçus en présence
« des témoins bas nommés et a la réquisition des-
« dits Sanches Errabresa et Pierre Ibagnes jurats
« susdits, pour et au nom des voisins et habitans
« des lieux de la vallée de Roncal, j'ai transcrite
« comme étant de la teneur suivante » :

Sentence arbitralle.

« Comme ainsi soit que, depuis longues années, il
« existait de grandes contestations et débats à la

« suite desquels sont survenus plusieurs guerres,
« homicides, rixes, excès, détentions de personnes,
« enlèvement de troupeaux et, par conséquent, di-
« verses instances tant civiles que criminelles, voyes
« de fait, injures et autres dommages réciproques
« qu'on entend terminer et pacifier maintenant. »

Ainsi la Sentence commence par bien préciser quel est son but essentiel et général : le rétablissement de la paix. Il s'agit de terminer des dissensions très graves et qui durent depuis fort longtemps. La Sentence arbitrale d'Anso rentre donc dans la catégorie des traités de paix si fréquents à l'époque féodale et, non seulement ressemble aux conventions conclues par des communautés alpestres et d'autres populations montagnardes, mais présente encore une étroite parenté avec les traités conclus un peu partout par les paroisses de la plaine sous l'influence de l'Eglise. C'est une réaction à peu près générale contre le droit de guerre qui appartenait à tous les gentilshommes et qui prend de l'importance à partir du x^e siècle (1). Nous allons voir par le texte de la

(1) Cf. СЕМИЧОН, *La Paix et la Trêve de Dieu*. En l'an 1000, un concile réuni à Poitiers décida que si une querelle s'élevait dans les diocèses dont les membres du Concile étaient les chefs, les adversaires devaient venir devant le seigneur du pays ou le juge de la contrée et quand bien même l'un des deux ne voudrait pas agir en justice, le prince ou le juge devrait se saisir de son otage et si le pouvoir de faire justice lui manquait, il devait convoquer les princes et les évêques qui avaient établi le Concile et tous devaient s'unir pour attaquer le contrevenant, ayant tous donné des otages en conséquence.

De même, la Constitution de la paix et de la Trêve à Tuluges, en 1041, dit que si quelqu'un pendant la Trêve fait du mal à qui que ce soit, il devra payer la composition du double et que s'il tue un homme, il sera exilé pour toute sa vie et que si le meurtre a eu lieu par accident, il sera banni pour le temps qui sera fixé par les évêques et le Chapitre. Le Concile de Latran, en 1009, mentionne que celui qui a violé la paix doit payer l'amende simple dans les quinze jours et qu'après ce délai, l'amende sera double, le plaignant en recevant

Sentence, qu'au ^{xiv}^e siècle, l'influence de l'Eglise ayant diminué dans la région pyrénéenne, ses institutions furent reprises par les princes et même par des arbitres laïques. Il faut ajouter cependant, et nous le verrons aussi dans la sentence, que le clergé avait en Béarn conservé une sorte de collaboration dans les décisions judiciaires. Dans le For d'Aspe que nous étudierons plus loin, nous verrons aussi que le clergé jouait un rôle très important de concert avec les jurats.

En ce qui concerne le droit de guerre et la vallée de Barétous, il n'est pas étonnant qu'il ait été exercé par elle ainsi que par une personne noble. Les habitants de la vallée d'Aspe avaient, de même, le droit de faire la garde personnelle du souverain et de maintenir pendant l'été des corps de garde aux frontières et ports. Ils avaient le droit de chasse et de port d'arme en toute saison et n'étaient jamais obligés de loger aucuns autres gens de guerre. Les Fors d'Aspe et d'Ossau ressemblent plus à des contrats où l'on traite d'égal à égal qu'à des chartes octroyées : on en trouve la preuve dans le préambule du For général et dans les formalités que devait observer le vicomte avant de pénétrer en Aspe. Les trois vallées béarnaises possédaient en toute propriété leur terre, dont elles exploitaient librement les pâturages, les forêts, les eaux et les carrières. Elles ne payaient pas de redevances féodales et nous verrons enfin qu'elles avaient *le droit de carnal*.

« Entre les honorables personnes Aznar Lopez dit
« Lurbes, Blaise Navarriz et Sanche Iniguez Arre-
« checoa, habitans et sindics des jurats, députés et
« communauté du lieu d'Ustarros Goyena, Sanche

une, l'évêque et le comte qui aura aidé l'évêque à faire justice recevront l'autre.

La plupart de ces dépositions se retrouvent dans le Concile de Clermont en 1095.

« Aznariz, Sanche Sanatormendigacha et Blaise
« Iniguez dit Barricata, syndics des jurats, députés
« et habitans et communautés de la ville d'Issaba.
« Ledit Sanche Aznariz notaire, habitant de la ville
« d'Issaba, syndic des jurats, députés et habitans
« du lieu de Roncal, Sanche Sana d'Urzaingui et
« Galos Sana, syndics des jurats, députés et habi-
« tans du lieu d'Urzaingui, Galos Sana du lieu de
« Garde et Martin Ximenes de Roncal, syndics des
« jurats, députés et communautés du lieu de Garde,
« le sieur Lope Sans Blaise, syndic des habitans et
« communauté du lieu de Vidangos. Ledit Sanche
« Aznariz, notaire d'Issaba, et Martin Ximenes
« habitant de Roncal, syndics du conseil et commu-
« nauté de Burgui au royaume de Navarre, deman-
« deurs et deffendeurs conjointement et séparé-
« ment d'une part ; Sanaut d'Araben et Guilhaumes
« de Lassalle d'Aramitz, Guillaume d'Art d'Am-
« bielle du lieu d'Ance et Auquier de Casamajou de
« Lanne, syndics des jurats, habitans et commu-
« nautés de la vallée de Baretous en la province de
« Béarn, demandeurs et deffendeurs conjointement
« et séparément d'autre part, le tout au sujet de la
« propriété, possession et jouissance du port appelé
« d'Arlas, fontaines, paturages en dependans, situés
« entre les limites et bornes des ports desdites val-
« lées de Roncal et Baretous et lesdites parties
« demanderesses tant en leur propre qu'en qualité
« de procureurs syndics des lieux dépendant des sus-
« dites vallées. »

Le texte rappelle la convention précédente du 12 août.

Pour rétablir la paix, les jurats des deux vallées se sont réunis. Les jurats sont les plus anciens juges du Béarn (1) et tous les juges même étaient appelés

(1) Cf. BORDENAVE-CASSOU, *Mémoires sur les Fors et Coutumes du Béarn comparés aux Coutumes de Navarre et de Soule*, chap. xv.

de ce nom « les jurés » à cause du serment qu'ils prêtaient à tous. On disait : les Jurats de la Cour Majeur et les Jurats du Vic. Les seigneurs de Béarn avaient le droit de nommer les jurats et le seigneur majeur les nommait autrefois dans ses justices particulières, puis dans celles-ci le choix en fut renvoyé aux communautés. Quoi qu'il en soit, leur institution ne doit pas remonter plus haut que le ^{xii}^e siècle si on en croit Cadier, car il n'est aucunement question des jurats dans le For d'Oloron (1080) et aucun document ne fait mention des jurats au ^{xii}^e siècle. Dans le For d'Ossau on n'en parle pas non plus et, du reste, les diverses communautés particulières des trois vallées (Aspe, Ossau, Barétous) n'eurent pas de jurats avant le ^{xvi}^e siècle (1). Le vicomte Gaston VIII institua au ^{xiii}^e siècle des jurats des vallées qu'il nommait lui-même et qui devaient administrer la justice, faire la police, veiller à l'entretien des routes et des ponts, surveiller la levée des gens d'armes, répartir les tailles, etc. Nous voyons ces attributions dans la nomination par le vicomte en 1247, de vingt-trois jurats pour veiller à l'administration de la vallée d'Aspe, nomination qui est indiquée au début du For de cette vallée (2) dans lequel

(1) Le texte semble confirmer cette indication de Cadier. Les délégués navarrais sont les jurats des lieux, d'Ustarroz, Roncal, Urzangui, etc. ; au contraire, les délégués béarnais sont d'Aramitz, d'Arette, mais jurats de Barétous.

(2) L'art. 1 du For d'Aspe dit : « Est chose sçue que tous ceux d'Aspe ont octroyé en plénière cour pour toujours à Mgr Gaston et à ses successeurs, qu'il puisse en chaque communauté constituer pour jurats ceux qu'il voudra, lesquels pourront fidèlement et légalement juger les causes et les contestations, et porter témoignage à la vérité au péril de leurs âmes, de telle manière que pour amis ni ennemis, ils ne laissent de juger avec droiture et qu'ils ne portent que témoignage équitable et véritable selon leur sens et leur pouvoir ; et que de cela ils ne prennent point loyer ; et qui le fera, si le seigneur peut le savoir, que jamais il ne soit jurat, et qu'il ne soit pas cru dans ses actes. Et que chaque jurat puisse juger quelque

nous trouvons également le principe de la responsabilité solidaire de la vallée que nous allons retrouver plus loin dans la Sentence.

Cadier fait remarquer, d'autre part, qu'à la fin du ^{xiii}^e siècle, les jurats représentaient les communes aux Etats. En 1319, les communautés de Béarn se réunirent à Lescar et déclarèrent qu'elles avaient reçu leurs pouvoirs des « vesiaus » ou communes. Ces communes auraient existé très anciennement, car il ne semble pas que dans les Pyrénées elles aient été, comme dans le Nord, le fruit d'une réaction des villes contre les campagnes et, selon toute vraisemblance, la commune existait la première. Serait-elle une survivance des municipes romains ? La question est, pour nous, de peu d'importance, car dans les vallées, la commune fut forcément imposée de

part qu'il soit en Aspe de ce qu'il aura vu ; et qu'ils gardent fidèlement le chemin et qu'ils défendent de tout le monde selon leur pouvoir. »

Les jurats pouvaient jouer un rôle encore plus important. Ils étaient les représentants des gens de leur vallée. Leurs actes ou leur négligence pouvait avoir des conséquences très graves ainsi que le montre l'art. 4 du For d'Aspe.

« Ils établirent pour les délits cachés dont on ne pourra pas avoir connaissance dans un mois, que toute la terre d'Aspe répare ce dommage à celui qui l'aura reçu, et cela dans un mois, lui jurant avec six de ses voisins loyaux, la valeur du dommage et qu'il ne sait pas qui l'a commis et qu'il ne se fit point de son vouloir. Et sur cela, toute la terre, de l'autorisation du seigneur donne pouvoir aux prêtres et aux jurats des communautés de faire faire les dites réparations ; et si, sur ce point, tant les prêtres que les jurats étaient négligents, que celui qui aura reçu le dommage puisse faire sa plainte à l'Eglise, c'est-à-dire à l'évêque d'Oloron ou à son vicaire et au seigneur de Béarn. Et si les dits prêtres et jurats, selon le mandement de l'évêque ou de son vicaire et du seigneur en semblable manière ne veulent pas faire faire la dite réparation, que l'évêque ou son vicaire puissent mettre toutes les églises et les hommes en interdit ecclésiastique et que le seigneur puisse saisir toute la terre dedans et dehors d'Aspe jusqu'à ce que celui qui aura reçu le dommage ait obtenu entière satisfaction.

bonne heure par le besoin de réglementer les intérêts communs et de défendre les pâturages (1).

Il faut distinguer les prud'hommes d'avec les jurats. Ceux-ci étaient des magistrats institués par le peuple ou le seigneur ; les prud'hommes devaient être des hommes bien famés, désignés comme tels par la voix publique, mais sans caractère officiel (2).

L'art. 89 du For de Morlaas dit : « Jugement ni décision n'ont valeur s'ils ne sont cautionnés en main du seigneur. »

Cet article oppose ainsi le jugement et la décision (diit) dans le sens de décision arbitrale, donnée par des prud'hommes ou par leur baron (3). Sur l'arbitrage des prud'hommes, nous trouvons une note très utile aux Olim (4) : Le Parlement reconnaissait la juridiction extra légale des bons hommes, *boni homines*. Les traditions en vertu desquelles une sorte d'autorité était déléguée aux anciens de la localité, remontaient à une époque fort ancienne ; car les capitulaires consacrent cette autorité. Louis le Débonnaire ordonna aux Missi de choisir dans chaque comté les personnes qu'il désigne sous le titre de meliores et veraciores pour faire les enquêtes, constater la vérité des faits judiciaires et servir d'assesseurs aux comtes quand ils rendaient la justice. Plus tard, on les appela prudesomes, bons hommes, hommes sages, suffisantes personnes. Ces notables étaient revêtus d'une véritable magistrature dans les lieux où il n'y avait pas de communauté reconnue (jurats).

Enfin ce nom de prud'hommes se donnait jadis aux juges, aux arbitres, aux administrateurs des villes, aux gardes, jurés et syndics des communautés d'arts et métiers et aux gens suffisans, dociles et

(1) Cf. BUTEL, *La vallée d'Ossau*.

(2) Cf. MAZURE et HATOULET, *Les Fors du Béarn*, p. 67.

(3) Cf. *Les Fors du Béarn*, p. 135.

(4) T. I, p. 1009.

expérimentés que la justice ou les parties choisissent pour faire le rapport, la visite et la pesée d'une chose (1).

« Sur quoi ils auroient convenu et compromis en
« la ville d'Anso, pour remettre tous leurs differends
« et débats a la decision ou mediation de six arbitres
« et ce, en conséquence des pouvoirs spéciaux a eux
« donnés par lesdites communautés et de l'approba-
« tion et patentes données aux dits sindics et com-
« munautés par très haut et puissant prince Charles,
« Roy de Navarre, comte de Nemoa, scellées à Pam-
« pelune, le 28 juillet 1375, et aux sindics de la
« vallée de Bare tous, aussi en vertu des lettres pat-
« tentes a eux accordées par très haut et puissant
« prince Gaston, comte de Foix, souverain de Béarn,
« données à Orthez le dix-huitième du mois d'août
« mil trois cens soixante quinze, toutes lesquelles
« questions, demandes et exceptions, particulières
« et générales, civiles et criminelles, lesdites parties
« ont fournis à la décision ou amiable composition
« de nous, Sanche Garcia, maire, Encco Sanches,
« Biloc Aznariz, Simon Romeo, Jean Lopez et
« Sanche Ximenes, habitans de la ville d'Anso au
« royaume d'Aragon que lesdites parties ont choisies
« et nommés de concert pour arbitres et amiables
« compositeurs de leurs contestations avec promesse
« d'avoir pour ferme et stable ce qui sera par nous
« décidé ou amiablement composé unanimement
« jusqu'au jour de la fête des sept frères martyrs
« qui se célébrera le dixième du mois de juillet
« proche venant, à quoi lesdites parties se sont
« soumises sous peine de trahison et de trois mil
« marcs d'argent et autres suretés, renonciations
« et soumissions contenues en l'acte de compromis
« passé en la ville d'Anso auprès de l'église et dans
« la tour de Saint-Pierre, le douzième août dernier,

(1) Cf. BONCENNE, *Procédure civile*, t. I, p. 384.

« retenu du notaire royal soussigné par lequel il
« nous est donné plein et entier pouvoir, comme
« aussi par les lettres pattentes des seigneurs Roy
« de Navarre et comte de Foix qui nous confèrent
« la qualité de juges, et lesdites parties présentes,
« assistées de plusieurs autres notables habitans de
« chacun des lieux desdites vallées de Roncal et
« Barétous, ainsi que d'autres lieux indépendans
« d'icelles, demandant sentence.

Pour en terminer, les jurats ont décidé de s'en remettre à la décision de six arbitres, habitants de la ville d'Anso en Aragon et ils ont demandé « l'autorisation » de leurs suzerains respectifs. Ce fait montre qu'il ne faut pas exagérer « l'indépendance » des vallées pyrénéennes. Un certain nombre d'auteurs se sont plu à voir en elles des « républiques ». S'il est exact qu'elles s'administraient à peu près elles-mêmes, en fait, l'exercice de la plupart des droits constituant l'indépendance leur manquaient ou leur étaient discutés. Nous avons vu que le vicomte avait nommé les jurats de la vallée d'Aspe, alors que beaucoup d'historiens s'étendent complaisamment sur l'élection des jurats dans les vallées et particulièrement en Aspe où elle survint en effet plus tard. Quant au droit de faire des traités il fut, tout au plus, réclamé par les vallées qui firent, en effet, des accords de surséance de guerre. Dans ces accords réunissant des groupes de vallées, M. Cavaillès a vu un commencement de fédération.

Toute infraction à la décision des arbitres sera punie d'une forte amende (1). Nous avons vu pré-

(1) Une disposition moins « diplomatique » se trouve dans un acte de 1348, relatant un accord passé entre les habitants du Labédà et la vallée d'Aspe, accord qui n'était qu'un simple traité au lieu d'être un arbitrage. « Soit chose connue à tous, que comme la terre de Lavedan est demeurée six ans sans porter fruit, ni femme enfant, ni vache veau, ni jument poulin, ni bestail d'aucun poil ; à raison de ce que le petit abbé de Saint-Savin avait fait périr les

cédemment avec la répartition de cette amende de 3.000 marcs d'argent que nous avons ici quelque chose de plus que l'ancienne distinction entre le

gens d'Aspe, qui avaient fait et faisaient des courses et des ravages en Lavedan, après avoir lu sur un sureau un livre qu'il avait tiré par art diabolique de Salomon ; à cause de quoi les gens de Lavedan furent conseillés d'envoyer deux prud'hommes d'entr'eux vers le Saint Père à Rome, pour demander absolution de ce péché, ce qui leur fut octroyé en observant les choses par lui ordonnées et ci-dessous déclarées, ainsi qu'il les écrivit par lettres qu'il envoya, savoir : une à l'évêque de Lescar, une autre à l'évêque de Tarbes, une autre au sénéchal de Béarn et une autre au sénéchal de Bigorre, tendantes aux fins qu'en ensuivant les pénitences et amendes par lui imposées, ils fissent la paix entre les deux montagnes et, pour cet effet, appellassent dix prud'hommes d'Aspe et autant de Lavedan et fissent rédiger cela par écrit ; et, moyennant ce, absoudre les terres, gens, bestiaux et autres choses de Lavedan. Les dits évêques et maréchaux ayant reçu les dites lettres, firent assembler les dits prud'hommes d'Aspe et autant de Lavedan et accordèrent comme s'ensuit :

« Et tout premièrement : Paix soit entre parties à jamais et que celui qui la rompra ait la malédiction du Saint Père et paye deux cents marcs d'argent, cent marcs aux endommagés, les autres cent au seigneur de la terre, d'où les endommagés seront ; et qu'ensuite ceux de Lavedan envoient dix hommes de Sainte-Vic vers monseigneur Saint-Jacques en Galice, qu'ils fassent chanter quatre messes d'évêques et dix messes d'abbés avec crosses, etc. et que ceux de Lavedan fassent à jamais les réparations ci-dessous écrites et payent au messenger d'Aspe le jour et feste de Saint-Michel de septembre dans l'église de Saint-Savin, les sommes souscrites (sçavoir 30 sols morlaas répartis entre les différentes communes) et s'ils ne payent le dit jour ou après, lorsque le messenger d'Aspe viendra, chacun lieu et village qu'auront payé accompagnent le dit messenger et se mettront devant lui pour figurer ceux qui n'auront point payé ; et ceux qui ne voudront suivre payeront au dit messenger d'Aspe 66 sols morlaas de peine encourue ; lequel messenger d'Aspe marchera à l'effet de la levée et recouvrement des dites sommes auparavant que l'étoile paraisse ; et chacun lui payera 4 deniers morlaas pour chacun jour et autres 4 deniers morlaas pour chacune nuit et si le messenger d'Aspe tardait trois, cinq, dix, vingt ou trente ans à demander ce dessus ou que ceux de Lavedan ne le voulussent payer, sous prétexte de quelque discorde ou noise, ils seront tenus de payer pour tout le temps qu'ils seront en retardement. »

« fredum » payé au seigneur et l'indemnité payée aux particuliers. Il nous semble voir ici un encouragement à la contrainte par une prime.

« En conséquence, nous, arbitres, ayant Dieu
« devant les yeux, après avoir entendu chacune des
« parties en tout ce qu'elles ont voulu dire et allé-
« guer et vu toutes leurs demandes, prétentions,
« questions, allégations, raisons, représentations et
« toutes autres choses produites par lesdittes par-
« ties, et celles-ci interpellées si elles avaient rien à
« ajouter de parole, par écrit, ni par témoins, préa-
« lable serment en la forme requise par eux prêté,
« et entendus séparément comme la règle l'exige et
« n'ayant plus voulu dire, alléguer, ni produire,
« tout considéré et examiné, après avoir consulté
« plusieurs doctes et savants personnages sur les
« contestations dont est question.

« Nous dits, arbitres, par unité de voix, avons
« décidé et jugé par notre présente sentence deffi-
« nitive et perpétuelle ce qui suit :

« *Prononcé* : Ayant trouvé dans plusieurs actes et
« écrits produits devant nous respectivement par les
« parties qu'elles avaient compromis diverses fois
« sur leurs discussions pour être décidées par arbi-
« trage et qu'en conséquence de ce, des évêques,
« des gentilshommes, des commissaires nommés par
« le Roi de Navarre et par le seigneur, comte de
« Foix, souverain de Béarn, y ayant beaucoup tra-
« vaillé sans cependant que jamais lesdites discus-
« sions eussent été terminées, qu'au contraire elles
« se soient augmentées tous les jours par de nou-
« veaux homicides, enlèvements, arrêtemens et
« autres déprédations. »

Il est important de remarquer qu'il avait déjà été fait plusieurs compromis entre les parties et qu'aucun ne leur avait donné satisfaction. Nous sommes donc en présence d'un arbitrage très difficile, probablement parce qu'il est très complexe. Suivant la

règle à peu près générale aux traités de paix, des évêques, puis des représentants des princes s'y seraient employés sans résultat définitif. Mais leurs travaux n'auront pas été inutiles, car ils seront des expériences pour les arbitres d'Anso qui s'en inspireront certainement.

« Que nous, arbitres, assistés desdites parties
« étant montés au port d'Arlas pour le reconnaître,
« ainsi que les fontaines et limites d'icelui conten-
« tieux et que, pour la connaissance de ces choses,
« avons pris la déposition de cinq témoins de chaque
« côté ainsi que d'autres anciennes personnes après
« serment par tous les témoins préalablement prêté
« sur ce qu'ils pouvaient savoir de la manière dont
« on exploitait anciennement les pâturages dudit
« port et limite contentieuse, ainsi que sur la ma-
« nière dont on usait des eaux et fontaines qui s'y
« trouvent pour abreuver les bestiaux ou autre-
« ment. Qu'ayant appris par le résultat desdites
« dépositions données par des personnes idoinnes,
« dignes de foi et sur la religion du serment par elles
« prêté, la manière avec laquelle chacune desdites
« parties usait du pâturage et fontaines avec les
« troupes et autres bestiaux sur le port d'Arlas
« et territoire contentieux, il en résulte que la pierre
« appelée Saint-Martin était le terme des limites
« des habitants de la vallée de Roncal et celui aussi
« des limites des habitants de Barétous. Par ces
« considérations, nous, arbitres, pour mettre fin aux
« excès, meurtres et autres dommages entre les-
« dites parties, désirant les ramener à la paix et
« concorde qui doit régner entre des limitrophes
« nos amis, et plusieurs d'entre eux, nos parents,
« ayant regret des dommages qu'ils se sont causés
« respectivement, avons dit, déclaré, jugé et pro-
« noncé pour toujours sous les peines portées au com-
« promis que ladite pierre appelée de Saint-Martin
« qui servait cy devant de terme et de fin, la soit à

« perpétuité, et, en conséquence, que la marque et
« signe du côté droit soit le terme des habitants de
« la vallée de Roncal audit royaume de Navarre et
« que, de l'autre part, elle la soit des lieux de Arête,
« Aramits et vallée de Barétous en la souveraineté
« de Béarn, sur quoi faisons très expresses défenses
« aux dites parties d'y aller contre ni contrevenir
« en aucune manière. »

Répétant encore qu'ils agissent pour le rétablissement de la paix et concorde et pour le bien de tous, non pas comme des indifférents, mais comme des amis et des parents, les arbitres règlent un premier point litigieux : la pierre de Saint-Martin était autrefois la limite du Béarn et de la Navarre, elle le sera désormais à perpétuité.

L'origine de cette fameuse pierre de Saint-Martin semble avoir été vainement recherchée. Saint Martin traversa forcément les Pyrénées pour se rendre au Concile de Saragosse et pour en revenir. Mais l'existence de trois autres pierres (1) analogues et se trouvant dans des vallées différentes ne semble pas impliquer le souvenir d'un incident de route, mais plutôt l'idée d'un séjour et d'une sorte de pacification générale. Faudrait-il voir ici l'œuvre d'un des disciples du saint, nommé Volusien, qui fut exilé dans les montagnes des Pyrénées à la fin du ^{ve} siècle ?

Une origine pourrait être ainsi proposée : nous verrons qu'à la Pierre Saint-Martin se tenait autrefois une foire qui avait lieu à la suite des cérémonies. Or, nous savons que, dès les plus anciens temps, les habitants des campagnes se réunissaient pour traiter leurs affaires ou échanger leurs produits aux carrois ou carrefours formés par les principales voies de communication ou dans certains champs consacrés

(1) Cf. MEILLON, *Bulletin pyrénéen*, 1907. *Les pierres de Saint-Martin*.

par l'usage. Il était de bonne politique (1) de profiter de leurs assemblées pour leur enseigner la religion et de choisir les mêmes endroits pour y élever des oratoires ou des églises. Ainsi, ces carrefours et ces champs de foire dans la plaine devenaient souvent le siège d'une paroisse. Au pied du pic d'Arlas, il était difficile de construire une église et il en est de même dans les lieux où se trouvent les autres pierres. Celles-ci ne seraient-elles pas un monument rustique, consacrant le souvenir de l'endroit où les populations avaient été évangélisées par un disciple de saint Martin, tandis que le respect attaché au nom du saint servait à protéger la pierre, qui tenait également lieu de borne? Ce serait faire remonter les réunions du col de Lapeyre à une bien haute antiquité, mais cela n'est pas invraisemblable. D'après M. Butel, les populations pastorales des Pyrénées seraient fort anciennes, ayant émigré du continent africain, tandis que leurs communautés auraient leur origine dans les douars. Nous avons, d'autre part, dans notre introduction, fait allusion à des monuments fort anciens se trouvant dans la plaine et qui seraient des vestiges d'antiques lieux de réunions des habitants des vallées.

« Et procédant au bornage des territoires de Roncal et Barétous, nous, dits arbitres, avons signalé
« et croisé en creusant autour de ladite pierre Saint-Martin et par les côtés sur lesquels il a été fait
« diverses croix incisées avec marteau et ciseau sur pierre ferme. Et de là, en sus tirant tout droit par le tertre, et toujours en suivant, il a été fait
« diverses croix et signaux jusqu'à la première colline, et sur la hauteur d'icelle, d'où l'on voit la
« campagne ou plaine, là où nous avons commencé
« à faire trois croix du côté droit sur une grande

(1) Cf. LECOY DE LA MARCHE, *Saint-Martin*, Tours, 1881, p. 324 et 216.

« roche et, de là étant, tirant en avant et en conti-
« nuant à faire des croix sur les rochers et les pierres
« fixes, nous avons fait faire plusieurs creux et
« diverses croix, sur un rocher qui se trouve sur le
« chemin par lequel on va, vu qu'on avait coutume
« d'aller abreuver les bestiaux à la fontaine Touzane
« du dit port d'Arlas ; et de la vue de ladite fontaine
« Touzane, en retournant et prenant par la hauteur
« des rochers, et en les suivant là où nous fîmes des
« croix, sur les pierres et les rochers, que nous sui-
« vîmes en descendant au plateau de Lapassare où
« nous fîmes les mêmes signaux sur les pierres, et,
« encore de là en avant, jusqu'au Houdon de Dia-
« gorria ; et de là, en haut, par le côté de la roche
« de Diagorria, vers la côte d'Arrau, nous fûmes
« continuer à faire plusieurs croix sur les rochers et
« les pierres et toujours en continuant jusqu'au
« coteau qui est près de Moulon. Et de ces derniers
« signaux et limites, tirant vers les ports de Sola,
« des Arrau et d'Apolirva, nous, dits arbitres arbi-
« trateurs et amiables compositeurs, avons dit, dé-
« claré et adjugé sous les peines comprises au com-
« promis, disons, déclarons et adjugeons par notre
« présente sentence définitive les susdites limites et
« description, contenir le territoire propre au royaume
« de Navarre et comme tel à ladite vallée de Roncal.

« *Item*, étant revenus sur la hauteur de la pre-
« mière coline et sur la plaine, au près de ladite
« pierre Saint-Martin, et par le côté gauche d'icelle
« opposé aux croix qui y ont été faites, nous y en
« avons fait faire deux autres par le dit côté gauche
« sur la dite pierre, et, de là, tirant tout droit coteau
« par coteau, nous en fîmes faire plusieurs autres
« sur les pierres et rochers jusqu'à l'autre coline et
« toujours de coteau à coteau, et de là en haut, et
« remontant la croupe de la montagne, vers la cime
« plus élevée du Port d'Arlas et, de là, étant des-
« cendant la croupe de la montagne et tirant vers

« l'endroit où finissent les dernières croix près de
« Moulon, pour ces fins, nous, dits arbitres et arbi-
« trateurs et amiables compositeurs, par notre pré-
« sente sentence, et sous les dites peines, avons
« adjugé, dit et déclaré et ordonné, que tout le ter-
« ritoire versant des dites croix, termes et limites
« soit *territoire de Béarn* et que, comme tel, il de-
« meure ainsi circonscrit et limité à perpétuité pour
« être dépendant de la souveraineté de Béarn ou, si
« l'on veut, du lieu d'Arete jusqu'au territoire de la
« vallée d'Aspe. Et, attendu qu'il neigeait beaucoup
« lorsque nous avons parcouru les lieux contentieux
« et que nous faisons faire la circonscription et
« signalement des dites limites, et que, par cette
« raison, nous ne pouvions point voir, visiter ni des-
« cendre dans tous les endroits, ni les signaler avec
« la dernière exactitude, nous, dits arbitres, en con-
« séquence du pouvoir qui nous est donné par le
« compromis, avons retenu et réservé le droit et
« liberté d'expliquer et lever les doutes qui pour-
« raient se trouver dans le susdit bornage et ce,
« jusques et inclus le premier août prochain, pen-
« dant lequel délai, nous, dits arbitres, pourrons
« délivrer, déclarer, limiter, signaler et borner le
« susdit terrain contentieux. Et dans le cas où il ne
« serait, par nous, fait aucun changement jusqu'au dit
« jour, nous avons ordonné que la présente sentence
« et déclaration portera son plein et entier effet
« pour le bornage et distinction cy dessus, suivant
« sa forme et teneur. »

Les arbitres procèdent ensuite à une opération d'abornement très minutieuse ; ils délimitent le territoire de Béarn et celui de Navarre. Entre ces limites fixées il reste un espace qui est le terrain contentieux.

« *Item*, comme il résulte par la déposition de plu-
« sieurs témoins dignes de foi, que le terrain qui se
« trouve entre les dites bornes et signaux de Dia-

« gorria Lapassare et se prolonge jusqu'au coteau le
« plus élevé du port d'Arlas en suivant les collines
« et petits coteaux ainsi qu'il est cy dessus limité et
« décrit et qu'il est d'ailleurs certain que c'est le
« terrain contentieux entre les dites parties et dans
« lequel elles avaient accoutumé de parquer leurs
« bestiaux et les abreuver dans les fontaines qui s'y
« trouvent, qu'il en résulte aussi, que, quelquefois,
« les unes où les autres parties s'arrêtèrent respecti-
« vement leurs bestiaux et les carnalèrent. »

Les habitants de Roncal et de Barétous prétendaient user de ce territoire contentieux et s'étaient livrés à des « carnaux » réciproques. Ce droit de carnal était un droit de saisie spéciale, concernant les bestiaux surpris dans des herbages où ils pâturaient sans droit. Tandis que dans les codes modernes, la saisie ne confère au saisissant qu'un droit sur le prix de la chose vendue, dans le droit féodal, la saisie était exercée directement au nom du créancier et à son profit exclusif. Il pouvait, dans certains cas, s'approprier l'objet de son débiteur et le retenir en gage jusqu'à ce que celui-ci se fut libéré de sa dette. Ce genre de saisie, appelée pignoration, existait dans la plupart des anciennes coutumes et, notamment, dans les Fors de Béarn où elle prenait souvent le nom de « penhere ». Enfin, à côté d'elle, il existait une autre saisie qui portait davantage l'empreinte des temps barbares. Elle s'appelait en latin « claugatio », « represalia », « marcha », et, en béarnais, « merca o represalhas ». C'était la saisie par représaille, la prise que l'on fait sur ceux qui ont pris sur les autres. Le For de Morlaas traite de cette saisie dont il limite l'exercice conformément à toute justice naturelle voulant que l'on ne puisse arrêter sans intervention du juge, à moins que la justice légale n'ait été refusée (1).

(1) Le For dit : Fut établi pour toujours que personne ne saisisse

Le carnal était, selon les Fors, un droit de confiscation du bétail saisi dans certains lieux, investis de ce privilège féodal. Dans la première partie du For général, on trouve une jurisprudence détaillée (1) sur ce point essentiel de tout code rural. A l'origine,

et n'arrête un autre homme par représailles sur le chemin, ni dehors, ni dans le village, s'il n'est débiteur à caution ; et *Rubrique CXXIX*, article 347 : Si je me suis retiré (sans obtenir justice) une, deux et trois fois de devant quelque bayle de bourg ou de château et que je puisse prouver par jurat ou par caution que je l'ai mis précédemment en défaut de justice, je puis, à partir de là, user de la saisie par représaille ; néanmoins, je ne le puis pas avant de m'être pourvu trois fois devant le dit bayle sur le même objet.

(1) *Rubrique XXIII, Des Carnaux.*

Art. 41. — De celui qui enlève le carnal au messager du seigneur ou bien d'un caver, le seigneur doit avoir 66 sous, et celui qui a fait le carnal doit les avoir en paiement.

Art. 42. — *Item.* A l'égard des carnaux, le seigneur et la cour furent d'accord, que si quelqu'un se plaint de son voisin pour avoir été carnalé à tort et que l'autre dise qu'il l'a carnalé avec droit, le carnalant doit déclarer devant le seigneur ou le bayle, en quel endroit le carnal a été fait ; et si le carnalé accorde que le carnal a été fait dans ce lieu, mais qu'il y a droit de paissance ; si la bête carnalée est en vie, que le seigneur ou le bayle la fasse rendre à main levée ; et si elle n'est pas en vie, qu'il lui fasse donner de l'argent ou des gages de la valeur du carnal en place, de la main levée ; qu'il leur fasse cautionner ceci sans nul délai, et qu'il leur assigne jour de cour le plutôt qu'il pourra pour leur être fait droit et jugement ; et si le défendeur prétend que le carnal n'a pas été fait au lieu désigné que le meilleur homme (le plus considéré) qui aura assisté au carnal ou celui qu'il plaira au carnalé d'indiquer et qu'il accordera avoir été présent au carnal, jure sur les saints que le carnal a été fait en l'endroit indiqué et avec droit.

Art. 43. — *Item.* Jugea la Cour à Morlaas que si j'ai droit de paillage de terre sur mon voisin et que j'ose jurer avec un témoin que le bétail, de quelque manière qu'il soit à mon pain et que je le possède, soit de mon parc et de celui de mes hommes et qu'il y rentre chaque nuit, je dois l'avoir exempt de carnal : sur le plaid d'Auer et de Vivran d'Assun.

Art. 44. — *Item.* Jugea la Cour à Morlaas que le carnal doit se prouver avec l'homme le plus considérable de ceux qui l'ont fait.

Art. 45. — *Item* que si un caver ayant des hommes qui fassent droit et loi en sa main, n'a pas de terrains vagues où le bétail puisse

les seigneurs avaient concédé au prix de certaines charges, des droits d'usage ou de dépaissance dans des bois, des prés ou des marais. Il est permis de penser qu'en ce qui concerne les vallées ces droits leur avaient toujours appartenu. Quoi qu'il en soit, ils leur étaient aussi précieux qu'aux autres communautés qui avaient jugé nécessaire d'établir des règlements très sévères contre le pacage hors des terres concédées. Il faut voir là l'origine de la saisie du bétail conforme aux clauses du droit romain (*de lege Aquilia*) et à celles de tout droit qui maintient les intérêts de la propriété. Le carnal était, d'ailleurs, un droit différent du droit de saisie ordi-

paître, le seigneur majeur peut y carnaler chaque jour. Ceci fut jugé pour la dame d'Oras et ceux de Castéide qui appelaient les hommes de cette dame pour le payement que Madame (la vicomtesse) exigeait d'eux.

Art. 46. — *Item.* Quand on carnale des bœufs de tirage attelés au char, on doit carnaler s'ils sont deux bœufs tirant char ou autre chose, le bœuf du côté droit. *Additio.* Et s'ils ne sont pas joints à un seul joug, mais qu'il y en ait deux, trois, quatre et supposé qu'ils appartiennent à un même maître, le carnalant en aura un de chaque paire, si le carnal est juste ; car ainsi s'observe en Béarn.

Art. 47. — *Item.* Le carnal des brebis est que l'on doit prendre douze brebis et le béliet pour carnal.

L'art. 40 est une répétition de l'art. 42, sauf la circonstance ajoutée que les gages devront être trois fois plus considérables que la valeur carnalée.

L'article 45 du For général traite des cavers » « Ce mot « cavers » répond au mot espagnol « caveros », « cavelleros », « chevaliers ». MM. Mazure et Hatonlet nous donnent une explication de l'article : Les cavers, pour exercer le droit de carnal sur leurs terres étaient obligés d'avoir des herms ou terres vagues, d'en concéder l'usage à leurs communautés. Quand ils ne pouvaient faire de telles concessions, ils perdaient leur droit de carnal : c'était alors le seigneur souverain qui rentrait dans ce droit. La clause finale est obscure, ceux de Casteyde étaient les soumis de la dame d'Oraas ; comme cette dame n'avait pas d'herms, elle perdait le droit de carnaler, lequel droit revenait à la vicomtesse de Béarn ; c'est pourquoi les hommes de Casteyde, gens de la dame d'Oraas étaient poursuivis pour fait de carnal par la princesse directement.

naire ; il appartenait à des terres et pas à d'autres ; même il pouvait être distrait de la possession de la terre, mais en réserve en cas d'aliénation du fonds. Le For nouveau de Henri II exige que ceux qui ont des champs possédant le droit de carnal, y placent des marques afin que l'on ne puisse s'y tromper (1).

« Mais, étant clairement établi par les dites dépo-
« sitions que les habitants de la vallée de Barétous
« et, en particulier, ceux du lieu d'Arette, avaient
« coutume d'entrer les premiers dans les dits terri-
« toires contentieux pour y paccager leurs trou-
« peaux et bestiaux chaque année au jour des sept
« frères martyrs et d'abreuver leurs bestiaux aux
« fontaines qui en dépendent. Par ces considéra-
« tions et preuves, nous, dits arbitres, arbitrateurs,
« et amiables compositeurs, sur les dites peines,
« avons dit, déclaré et ordonné que les habitants
« d'Arette pourront entrer avant et premièrement
« pour le présent et avenir avec leurs troupeaux et
« bestiaux grands et petits, soit des leurs propres,
« soit avec ceux qu'ils ont accoutumé d'y mener des
« habitans de la vallée de Barétous, dans le terri-
« toire et terme du port du milieu contentieux de-
« puis le jour de la fête des Sept frères martyrs et,
« non avant, pour y paccager pendant vingt-hui-
« jours durant et en suivants et abreuver leurs bes-
« tiaux aux dites fontaines, franchement et libre-
« ment, sans trouble ni empêchement de quiconque
« de la vallée de Roncal, ni d'autres personnes que
« ce puisse être pendant les dits vingt-huit jours et
« non au delà, à la charge de ne pouvoir parquer ni
« gîter de nuit dans les ports contentieux, qu'au
« contraire, ils soient tenus d'aller gîter dans leur
« propre territoire et parquer dans leurs limites pen-
« dant le dit terme de vingt-huit jours.

(1) De là le proverbe célèbre en Béarn : « Si no y a segnau, no y a carnau. »

« Ordonnons que les habitants de la vallée de
« Roncal ne pourront entrer avec leurs troupeaux,
« bestiaux d'aucune espèce pour parquer ou pâture
« dans le dit territoire contentieux, ni mener à
« l'abreuvement aux dites fontaines avant le dit délai,
« leur faisant défense de l'entreprendre et, dans le
« cas où ils le feraient, nous permettons aux habi-
« tants d'Arette d'arrêter et carnaler leurs trou-
« peaux. A cet effet, fixons le droit de carnal pour
« chaque dizaine de brebis, moutons, chèvres et
« pourceaux à raison de 10 sous morlaas pour cha-
« cune et pour celles des vaches, juments ou grosses
« bêtes à raison de 20 sous morlaas chacune et si
« elles sont carnalées de nuit, comme gîtant, le droit
« de carnal sera doublé. »

Les arbitres constatent le droit qu'avaient, de tout temps, les habitants de Barétous d'entrer les premiers dans le territoire contentieux et ils le consacrent pendant vingt-huit jours sous l'obligation de ramener leurs troupeaux dans leur territoire pendant la nuit. Les habitants de Roncal useront ensuite du *contentieux* d'une façon analogue. La Sentence ne statue pas sur la « Propriété ». Mais elle prend une mesure importante : elle fixe le montant du droit de carnal en cas d'infraction, agissant ainsi suivant l'usage des vallées pyrénéennes qui apportaient une grande énergie dans la pratique de ce droit. Sans doute, elles agissaient ainsi dans le but de défendre leur droit exclusif à exploiter elles-mêmes leurs pâturages, et l'usage de confisquer les bêtes étrangères était comme une affirmation du droit de propriété supérieure de la vallée sur les herbages, mais, il pouvait y avoir quelque chose de plus. Les montagnards savaient que, faute d'établir et de réglementer le droit de carnal, la vallée s'exposait à toutes sortes de dangers ; en vertu du droit de marque ou de représailles, qui, longtemps, avait été la seule règle des rapports entre vallées, le fait qu'un

créancier ou simplement un homme qui avait été lésé était autorisé à se dédommager, non seulement sur son débiteur, mais sur les « voisins » de celui-ci et sur tous ceux de son quartier ou de sa vallée était propice à créer des dissensions. Enfin, il était fait abus du droit de carnal laissé à l'initiative de chaque particulier, c'est pourquoi « la vallée » le réglemente (1).

« Ordonnons que le délai de vingt-huit jours passé, « les habitans de la vallée de Roncal pourront « entrer dans le territoire dont est question, pour y « paccager leurs troupeaux et bestiaux et y passer « de leur propre territoire de dessous le contentieux, « comme aussi de les mener abreuver aux dites fontaines, mais non avant le dit délai et continuer le « paccage et l'abreuvement chaque année et à perpétuité de la même manière depuis l'échéance du dit « délai, jusqu'à la fête de la Nativité de Notre-Seigneur et non au delà à la charge aussi par les dits « de la vallée de Roncal de se retirer chaque soir « avec leurs dits bestiaux et troupeaux sur leur « propre territoire pour y aller parquer et gîter les « nuits. Et au cas quelque'une des dites parties entreprene d'aller paccager et abreuver leurs dits troupeaux et bestiaux dans le dit contentieux, avant « ni après les termes et délais cy dessus indiqués par « nous dits, arbitres, que dans ce cas le carnal qui « vient d'être fixé ait lieu et que les carnaleurs en « soient crus moyennant leur serment comme ils ont « justement carnalé le bétail ou troupeau.

« Plus avons ordonné que si aucune des dites parties ou de leurs commettants criaient l'allarme, « justement ou injustement, de quelque manière « que ce soit, que celle qui l'aura fait soit tenue de « payer d'amende et peine à l'autre partie, une « somme de trois cens sols morlaas et pour le viole-

(1) Cf. *Une Confédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime*, p. 13.

« ment de la foi et promesse cent autres sous mor-
« laas, ordonnons que d'ors en avant toute paix
« règnera entre les parties et que si quelqu'une
« d'elles se croit endomagée qu'elle se pourvoye en
« vertu de la présente pour demander justice et
« réparation et non autrement sous les dites peines.
« Et dans le cas où celui qui aurait crié l'allarme
« n'auroit pas des biens pour payer les dites peines,
« condamnons la ville ou le lieu d'où le dit habitant
« sera à faire le payement ; et dans le cas encore,
« la dite ville ou lieu n'aurait pas des biens com-
« muns, ordonnons que le dit payement sera fait,
« par toute la vallée ou pays d'où elle sera, et cela
« pour toutes fois où le cas se présentera, à perpé-
« tuité. »

Il est à remarquer qu'en ce qui concerne le territoire contentieux, les deux vallées sont traitées sur un pied d'égalité. Elles s'en serviront tour à tour, de la même façon et sous la menace des mêmes peines en cas de contravention. Les Espagnols ne pourront, en effet, en user guère plus d'un mois, car, dès septembre, les troupeaux redescendent de la haute montagne. Il n'est pas question d'une concession quelconque, il s'agit véritablement d'un territoire indivis dont la situation juridique est assez curieuse puisque la Sentence n'indique pas à qui en appartient le domaine éminent. De même, à qui appartient-il d'en user pendant l'hiver ? Probablement à personne et cela se comprend puisque ce terrain est alors sous la neige et inutilisable. Les arbitres sont des gens pratiques qui ne se préoccupent point de faire du droit. Ils ne sont point choqués par l'existence de cet espèce de « no man's land ». Le traité de Délimitation a résolu la question en établissant la frontière soi-disant à la ligne de partage des eaux. Mais la ligne de partage des eaux est elle-même, en cet endroit, fort difficile à établir. De la pierre Saint-Martin, on voit en Espagne une petite vallée au fond

de laquelle coule un ruisseau qui vient ensuite en territoire français. Les cartes, enfin, qui ont été dressées de la région, sont plus ou moins sujettes à caution.

Quoi qu'il en soit, la Sentence en a terminé avec les pâturages, elle passe à des dispositions concernant les infracteurs de la paix. Ces dispositions sont générales et il semble qu'un point particulier soit définitivement réglé. Les arbitres font une petite digression et rappellent, en une sorte de « leit motiv » le but pacifique de leur intervention avant d'étudier un autre point.

« *Item*, attendu qu'il résulte des dépositions des
« dits témoins que les habitans de la vallée de Baré-
« tous étaient dans l'usage et coutume de tout temps
« de donner trois vaches génisses de l'âge de deux
« ans aux habitans de la vallée d'Issaba et lieux
« d'Ustarroz, Goyena, Garde et Urzaingui, annuelle-
« ment le quatrième jour après la fête des Sept frères
« martyrs et de les délivrer aux dits habitans sur les
« limites de leur territoire, qu'il paraît d'une des
« dites dépositions (le texte béarnais dit : *lous uns*
« *deus testimonis disen*) que cette redevance avait
« pour cause les meurtres et homicides faits par les
« habitans de la vallée de Barétous sur ceux des dits
« lieux d'Isaba, Ustarrotz, Garde et Urzaingui, que
« d'autres témoins, au contraire, déposent que c'était
« à raison de la faculté accordée aux Barétous de
« prendre de l'eau et abreuver leurs troupeaux aux
« dites fontaines.

« Nous dits, arbitres, avons dit, ordonné et con-
« damné les dits habitans de la vallée de Barétous à
« payer et à délivrer annuellement et à perpétuité
« aux dits habitans d'Issaba, Ustarroz, Garde et
« Urzaingui, ou à leurs représentans, trois vaches
« génisses de l'âge de deux ans, sans tache ni macule,
« laquelle délivrance sera faite chaque année le qua-
« trième jour après la fête des Sept frères martyrs,

« à l'assistance des témoins, à l'endroit et pierre
« Saint-Martin, qui est le terme et limite des terres
« et seigneurie de Navarre, terres et seigneuries de
« Béarn, et à l'égard des autres et plus grands dom-
« mages occasionnés par les dits Barétous, nous dits,
« arbitres, les relaxons de toute autre réparation et
« paiement jusqu'à ce jour, sauf pour ceux qu'ils
« pourraient occasionner d'ici en avant, ce qui a été
« ainsi jugé et décidé par nous dits arbitres.

Le texte de l'arbitrage est ici admirablement diplomatique. Non seulement les « témoins » indiquent deux raisons différentes au paiement du Tribut, mais les arbitres semblent vouloir contribuer à augmenter l'incertitude existant à ce sujet. Ils disent, en effet : « Attendu que les habitants de Barétous étaient dans l'usage et coutume de tout temps de donner trois vaches. » Il vient immédiatement à l'esprit de rapprocher ce passage de la disposition précédente : « Etant clairement établi que les habitants de Barétous avaient coutume d'entrer les premiers dans les dits territoires contentieux », et de dire : ils donnaient les vaches parce qu'ils entraient les premiers. Mais, d'autre part, le texte semble indiquer que le paiement des vaches était antérieur à ce droit de pâturage et, un peu plus loin, il dit : « Et à l'égard des autres et plus grands dommages occasionnés par les dits Barétous, les relaxons de toute autre réparation ou paiement. » Autre réparation », cela semble bien dire que le Tribut des Trois Vaches en était une.

« *Item*, et sur la demande formée par les habitants
« de la vallée de Roncal au sujet du meurtre de
« Sanche Blasqui et Arnaud Atres, voisins d'Issaba,
« fait par les Barétous pendant la trêve et sur la
« demande respective des dits Barétous à raison du
« meurtre fait durant la trêve par les dits habitants
« de la vallée de Roncal, de deux hommes, l'un du
« lieu d'Arete, très bon berger, et l'autre d'Aramitz,
« vu qu'il n'est pas possible, dans ce moment,

« d'avoir une parfaite connaissance de la manière
« dont ces quatre homicides ont été commis, ni
« laquelle des parties eut le plus de tord, avons inter-
« loqué et réservé de prendre de plus amples infor-
« mations de ce jour jusqu'au premier août prochain
« inclusivement et, dans le cas, nous ne puissions
« avoir d'autres éclaircissements jusqu'alors, con-
« cernant les dits homicides, nous prononçons et
« jugeons d'ors et déjà et sous les dites peines que
« les dites demandes et réparations de nos dits
« quatre homicides demeurent compensées entre les
« dites parties et pour raison de quoi il ne puisse
« plus, à l'avenir, être fait suite ni réclamation quel-
« conque de part ni d'autre.

« *Item*, sur tous les autres meurtres, playes, excès,
« injures, incursions, déprédations, querelles et maux
« passés, faits et occasionnés respectivement entre
« les parties jusqu'à ce jour en quelque manière que
« ce soit et quelle que puisse être leur étendue ;
« désirant prévenir tous autres débats, contesta-
« tions et dangers entre les dites parties, nous dits,
« arbitres, arbitrateurs et amiables compositeurs,
« mus par un sentiment de justice et d'équité, avons
« relaxé et relaxons par notre présente sentence les
« dites parties respectivement des dits homicides
« playes, injures et autres méfaits qu'elles ont souf-
« fert de part et d'autre jusqu'à ce jour, tant pour le
« présent qu'à perpétuité, leur faisons deffenses de
« jamais plus en faire aucune demande ni intenter au-
« cune action en justice quant à ce, ni autrement de
« par une manière quelconque, leur faisons pareille-
« ment deffenses de récidiver dès ce jour en avant,
« ni sur leurs corps, ni dans leurs biens, au contraire
« leur mandons de vivre en bonne paix et concorde,
« durable en tous temps, leur imposant à cet effet
« une trêve de 101 ans avec inhibitions et deffenses d'y
« contrevenir sous les peines portées au compromis.
« Plus, par notre présente sentence, disons, déclá-

« rons, arbitrons et amiablement composons que
« les syndics de la ditte vallée de Barétous ou autres
« pour eux remetront en notre pouvoir sains et
« saufs et dans la ville d'Anso, Garcie Sana dit
« Guiama et Sanche Sans dit Perezcal, habitants
« d'Issaba, lesquels dans ce moment se trouvent
« détenus dans leurs prisons et laquelle délivrance
« sera faite jusqu'au vingt-cinquième septembre
« prochain et par tout le jour et avant s'il leur est
« possible pour raison de quoi, interdisons aux dits
« de Roncal et à autres pour eux toute sorte de ré-
« clamation quelconque. Pareillement ordonnons que
« ceux de Roncal remetront au même jour en notre
« pouvoir les deux habitants de la vallée de Baré-
« tous qu'ils tiennent en leurs prisons et les condam-
« nons à payer aux dits prisonniers les dommages-
« intérêts jusqu'au dit jour. Condamnons aussi les
« Barétous aux dommages envers les dits Garcie
« Sana et Sanche Perezcal, sauf pour dix florins qui
« seront supportés par les dits habitants de la vallée
« de Roncal et auxquels nous les condamnons aussi. »

Après avoir réglé les querelles anciennes, la Sentence procède en somme, à la liquidation, des derniers combats.

Nous trouvons ici l'expression *Voisins d'Issaba* (1). MM. J.-E. Dufourcet, président de la Société de *Borda, Dax* et G. Camiade, secrétaire général, ont publié à la fin des *Bulletins de la Société*, années 1898-1899, un important travail : *L'Aquitaine historique et monumentale. Des anciens usages gascons*. Dans le *Bulletin* du quatrième trimestre, 1898, pagination spéciale 120, M. Dufourcet donne une longue et très intéressante description « du voisinage, lou beziaou ou beziatge », l'ancien « jus vicinitatis » du *Digeste*, qui impose aux habi-

(1) Voir WEBSTER WENTWORTH, *Loisirs d'un étranger au pays basque*, p. 92.

tants d'une maison des devoirs envers ceux des maisons les plus rapprochées et leur donne le droit d'exiger de ceux-ci des services réglés par usage, qu'ils sont obligés de leur rendre, même (ce qui arrive souvent) lorsqu'ils sont brouillés avec eux. Ces droits et ces devoirs entre voisins, ajoute M. Dufourcet existent bien, un peu partout, même dans les agglomérations urbaines, mais nulle part ils ne sont aussi variés et aussi bien réglés qu'en Gascogne.

Nous n'avons pu trouver la mention de l'ancien *jus vicinatis* dans le *Digeste*. Il est dans le *Codex*, fait mention du droit de préemption et d'autres privilèges du *vicinus* ce qui semble indiquer qu'un tel système vicinal fut pratiqué même sous la législation byzantine. Dans la *lex romana visigothorum*, celui qui a trouvé un animal égaré doit dénoncer le fait *aut sacerdoti, aut comiti, aut judici, aut senioribus, aut etiam in conventu publico vicinorum*, ou comme le dit le *Fuero, decirlo paladialamente ante los vecinos* (1).

En tout cas, il est beaucoup parlé des « voisins dans les Fors de Béarn » (2).

(1) *Fuero juzgo*, lib. VIII, tit. V, lex. 6.

(2) Le For de Morlaas, *Rubrique LIII*. Quand un homme est voisin, dit dans l'article.

Art. 190. — *Item*. Comme Monseigneur Gaston avait pris une délibération en cour plénière entre nous, nous dîmes que si homme étranger achète maison à Morlaas et ne se démontre publiquement voisin, et ne jure pas le voisinage, il n'est pas voisin encore qu'il paie et qu'il ait payé amendes, tailles et droits de voisinage. Une note de M. Mazure ajoute que La Vesiau était la communauté, la réunion des habitants d'un lieu. Les Vesii étaient les membres constituant la communauté au besoin. Etre voisin, c'était posséder le *jus civitatis* : on obtenait ce droit soit par la naissance, soit par la réception.

Dans un mémoire judiciaire de la ville de Pau, contestant à un habitant son droit de voisinage au XVIII^e siècle, on trouve de curieux détails sur ce droit. Quoique le mémoire soit d'une date récente, la législation devait être la même à cet égard qu'aux temps du Moyen âge.

Les communautés furent, dans les premiers temps, des associations

« Plus, dans l'objet de prévenir tous excès et domages à l'avenir entre les dites parties, nous avons dit et ordonné que chacune d'elles sera tenue de choisir et nommer pendant le délai des dix ans plus prochains, chacune quatre gardiens carnaleurs, lesquels seront pris d'Arette et d'Issaba pour toute la vallée de Roncal et que ces gardiens demeureront tenus de prêter serment, chacun devant les jurats de son lieu qu'ils ne feront que de justes carnals et non autrement, moyenant quoi ils en seront crus, avec deffenses à tous autres qu'à ceux-là de procéder à aucun carnal, ordonnons qu'après l'échéance des dix années et en avant, que chacune des dites parties, vallées ou lieux mettra ses gardiens comme bon leur semblera, pour prendre et carnaler ainsi qu'il en était usé par le passé entre parties, ordonnons aussi que celui-là ou ceux-là qui enlèverait ou empêcherait le carnal aux dits gardiens en quelque manière que ce soit, qu'ils soient tenus de payer le double

particulières, d'abord sans propriétés ; plus tard, elles firent des acquisitions aux dépens des membres qui les composaient, la corporation ou association une fois formée et les acquisitions faites, celles-ci et les droits y attachés ne pouvaient appartenir qu'à elle et elle ne pouvait être forcée d'y admettre quiconque se présentait. Aussi le droit de voisinage ne s'acquerrait qu'en payant certaine contribution ; ou bien il était la récompense du citoyen vertueux qui avait rendu quelque service éminent à la communauté. Le droit de réception pour le voisinage dans la ville de Pau était de 500 livres pour les bourgeois et de 50 livres pour les paysans.

Il y avait aussi quelques communautés de la campagne où le droit de voisinage était inséparable de la maison et d'autres où il pouvait être vendu séparément. Dans les unes, la possession d'une maison suffisait pour l'exercer ; dans d'autres, il fallait joindre l'habitation à la possession. Au For nouveau, rubrique de *qualitatz, de personnas*, art. 2 et 3, il est ordonné qu'on ait à suivre l'usage des lieux pour la réception des voisins. Les principaux droits de voisin consistaient dans le droit de coupe et de soutrage sur les landes, hermes et terrains vagues, sur certaines montagnes et en divers autres droits d'usage selon les localités.

« du carnal qui aurait été fait, sur quoi les dits gar-
« diens en seront crus avec leur serment. Et dans
« le cas ou il fut comis quelques voleries ou enleve-
« mens entre les dites parties, il sera procédé à cet
« égard en demandant et deffendant suivant les
« anciens paréages. Comme aussi, si pendant les
« dites dix années aucuns doutes étaient élevés ou
« aucunes appellations formées par quelqu'une des
« dites parties, à raison de ce que dessus, ordonnons
« que ces droits ou ces appellations seront déduites et
« portés pendant les cinq premières années par
« devant les jurats et cour de la ville d'Anso et pen-
« dant les autres cinq années devant la châteltenie
« de Soule et si quelqu'une des dites parties metoit
« l'allarme pour quelque accident ou chose qui ne
« fut pas bien faite entr'elles, ou de quelqu'autre
« manière que ce soit, justement ou injustement,
« que pour chaque fois le dit perturbateur de la paix
« soit tenu de payer à la partie adverse une peine
« de trois cens sols morlaas bons et pour la rupture
« de la paix cent sous bons morlaas, outre et au delà
« de tous les frais et damages qui, pour cette raison,
« pourraient s'ensuivre ; et au cas le dit perturba-
« teur ou perturbateurs n'eussent pas des biens
« pour répondre des dites peines, depens et damages
« intérêts, condamnons la communauté ou ville
« d'où ils seront habitans, à les payer et à leur dé-
« faut toute la vallée d'où il dépendra. »

La Sentence décide que les vallées nommeront des représentants assermentés qui, seuls, auront le droit de procéder au carnal, à condition que ce soit justement, et ce dont ils seront crus en foi de leur serment.

C'est là une clause qui se trouve dans la plupart des conventions pastorales et qui est motivée par l'idée de ne pas laisser le carnal entre les mains de l'initiative privée. Il n'est pas étonnant que les gardes soient à la fois témoins et juges, les jurats eux-

mêmes agissaient ainsi, et cela ne choquait pas à l'époque féodale. Les gardes carnaleurs étaient, en somme, un peu comme les prud'hommes dont nous avons parlé plus haut. Dans certains traités ils portent le nom plus important de *Répondants de la paix*.

Il serait intéressant de rapprocher toutes ces dispositions de celles de l'asseurement (1) tel que.

(1) Art. 157. — Information faite des dommages ou menaces, la cour du seigneur ordonne ce qui suit : Que tel N. seigneur, assure à l'instant et donne perpetual assurement par lettre à tel N. et à toute personne de lui sortant et à lui retournant, ou consentant avec lui ou recelant mechamment, qu'il garantisse chacun des ci-dessus nommés et ceux qui sont à leur pain et à leur vin, qu'il ne leur fera aucun dommage en leur corps ou en leurs biens, a peine de trahison et d'être reconnu pour traître, prouvé, convaincu et atteint en tous lieux et en toute seigneurie, Si le dit assureur rompt l'asseurement, consent à ce qu'il soit rompu ou recèle celui qui le rompra, il sera condamné à 100 marcs d'argent, applicables par moitié au seigneur et à la partie. En outre de cette peine, s'il y avait mort, membre brisé ou plaie majeure, qu'il soit tenu de payer, pour mort, 1.000 sous de Morlaas à l'héritier du mort ; pour membre brisé, 600 sous de Morlaas à l'estropié ; pour plaie majeure, 300 sous au blessé ; pour plaie simple, 150 sous au blessé et pour tout autre dommage, double amende à la partie endommagée et les amendes doubles au seigneur. Et si la rupture du dit assurement était, en aucun cas, mise en doute par négation de la partie ou autrement, que le seigneur majeur de Béarn, sur la plainte de la partie ou sous plainte, avec dénonciateur, par son propre office ou par celui de commissaire spécial, puisse rechercher la vérité du fait par enquête ou autrement, et celle-ci (la vérité) trouvée, punir, corriger le ou les délinquants, le ou les consentans, le ou les recelateurs, des peines corporelles et pécuniaires ci-dessus dites, selon que les cas qu'ils auraient commis le requerront et que le seigneur le jugera convenable ; lesquelles peines payées ou non payées, subies ou non subies, le présent assurement étant et demeurant en sa force et valeur, pour ainsi accomplir, observer et tenir, et non y contrevenir comme dessus est dit, ledit N. a engagé son corps et personne et tous ses biens et choses qu'il a ou qu'il aura, meubles et non meubles, presens et a venir à l'effet de les laisser saisir et exécuter en tous lieux et en toutes seigneuries séculières et d'église, se soumettant spécialement à la juridiction et contrainte du dit seigneur majeur de Béarn et de tous ses officiers et bayles, et généralement de tous autres seigneurs et juges sécu-

Nous en trouvons un reproduit tout au long dans le For.

« Au surplus, si aucuns meurtres, blessures ou « excès étaient faits d'aujourd'hui en avant (ce « qu'à Dieu ne plaise) entre les dites parties, ordon- « nons que les auteurs d'iceux payeront, outre les « peines contenues au dit compromis et pour répa- « ration à la partie plaignante, six mille sols bons « morlaas pour chaque meurtre et à cause de la « rupture de la paix, cent sols bons morlaas ; et « pour chaque plaie dite leyau, cinquante sols mor- « laas et cent sols pour la rupture de la paix. Et « dans le cas, les coupables n'eussent pas des biens « pour acquitter les dites peines, condamnons la « ville ou le lieu d'où ils seront habitans à les acquiter « et dans le cas la dite ville ou communauté n'en « aurait pas elle-même, nous y condamnons la « vallée d'où elles dépendront. Ce que nous ordon- « nons et prononçons pour un bien de paix d'ors en « avant et sous les peines portées au compromis.

« Comme aussi par notre présente sentence avons « ordonné que laquelle des parties que ce soit, qui « sera endommagée à raison des dites peines par sa « partie adverse, que dans aucun cas il ne lui soit

liers ou d'église, renonçant sur ce point à ses propres Fors et coutumes, cour de vic de son domicile et toute autre contestation en justice, avec laquelle lui ou autre personne y pouvaient venir en contre.

Et ainsi il le garantit en mains et présence de Arnaud-Guillaume d'Arans, alors bayle d'Orthez, agissant pour le seigneur ; et pour plus grande assurance, il le jura sur les quatre Saints Evangiles de Dieu, touchés de sa main droite. Ceci fut fait en la dite cour, à Orthez, le 7^e jour de juin mil. etc., témoins, etc. et moi, Arnaud de la Place, notaire général de toute la terre de Béarn, etc. Ainsi se pratiqua entre Auger, seigneur d'Aguos et la communauté d'Asasp, à Orthez, l'an 1364, 7^e jour de juillet. Et ainsi par semblable mandement, les bayles en leurs cours reçoivent les assurements comme ci-dessus, ainsi que fut pratiqué et observé entre les dites parties l'an 1358. Et c'est là ce que veulent les Fors quand ils disent que le seigneur doit fiancer et assurer.

« permis de se venger en aucune manière, sauf
« par les voyes et moyens de droit et justice et que
« celui qui agira différemment soit privé de tous ses
« droits et condamné aux peines du compromis. »

La sentence fixe des indemnités très fortes (six mille sols morlaas pour un meurtre) devant être accordées à la partie endommagée dans l'avenir. Les tarifs de composition étaient fréquents dans les Fors de Béarn (1). Nous y trouvons également des rensei-

(1) Nous trouvons à la rubrique LII du for de Morlaas touchant le meurtre :

Art. 178. — Si aucun de cette ville tue son voisin, que l'homicide donne aux parents du mort 300 sous Morlaas et au seigneur 66 sous et qu'il soit banni pour toujours de la terre de Béarn et qu'il en sorte sans espérance de jamais y retourner. Et s'il ne peut payer ces amendes, que tout ce qu'il a soit en possession du seigneur et qu'il soit enseveli sous le mort. Et de ce que le seigneur aura de l'homicide, la troisième partie doit appartenir aux parents du mort. Et si l'homicide par son audace, demeure en la terre, qu'en sus des autres amendes, il donne au seigneur pour chaque jour, 66 sous. Et enfin, si le meurtrier s'obstine à demeurer dans une partie quelconque de ma terre, et que les parents du mort puissent le tuer et le tuent, qu'ils ne sortent pas de la ville et que, dans ce cas, et de cette manière, il ne soient tenus de donner amende ni au seigneur ni aux parens.

Art. 180. — Si quelqu'un de cette ville en a tué un autre et que le mort ait eu deux blessures ou plus, et que deux ou plusieurs personnes se soient trouvées au meurtre, les parents du mort doivent prouver contre l'un de ceux qui ont frappé, et s'il arrivait que par malice ou autrement, ils accusassent un autre et que celui-ci prouvât par les jurats de la ville qu'il n'est pas coupable, les parents le laisseraient aller et ils en attaqueraient un autre de ceux qui ont frappé. Et si le meurtrier n'est pas dans la ville, le seigneur le fait crier et assigner par les bayles ou le bayle et par les jurats de la ville. Qu'on assigne le meurtrier, s'il est en Béarn à neuf jours ; s'il est hors Béarn, mais deça port ou Garonne à vingt jours et s'il est delà port ou Garonne à quarante jours. Et s'il ne veut pas venir et se justifier du meurtre, qu'il soit tenu pour meurtrier, à moins qu'il n'ait produit témoignage comme quoi il n'a pu venir. Mais s'il vient, pour se justifier, et s'il demeure convaincu qu'il paye au seigneur 66 sous Morlaas pour chaque jour depuis celui où le meurtre a été commis.

RUBRIQUE XXI, art. 39 : *Des audiences*. — Ceci soit chose connue,

gnements sur la plaie majeure ou leyaü qui est une blessure d'un pouce ou, dans certains cas, une blessure assez grave.

que le seigneur vicomte a audience en la béguerie de Pau, en la béguerie de Monein et en la beguerie de Pardies ; et si, en aucun village de ces baylies ou bégueries un homme est trouvé à l'écart, mort de blessures, le seigneur aura 66 sous. Néanmoins si on peut livrer l'homicide ou montrer la maison ou le meurtre a été commis, et s'il ne le fait et qu'on ne puisse pas le prouver, il ne doit lui être donné aucun dommage. *Additio* : Car alors l'auteur du meurtre ou bien la maison où il se sera retiré auront à payer et non les baylies ou bégueries.

RUBRIQUE XLIX. — Des plaies et de réparations en argent. Art. 158 *Item* fut déterminé que le blessé peut demander réparations pécuniaires pour autant de plaies qu'il aura reçues simples ou moyennes.

Art. 159. — Le seigneur quand il y aurait plus de trois plaies n'a droit de demander plus de trois amendes, mais il peut demander les plus fortes.

Art. 160. — *Item*. Si un voisin se plaint d'un autre voisin, et ce pour plaie ou contusion, la preuve lui appartient et il doit établir la plaie ou la contusion avec un témoin oculaire suivi de trois qui l'ont entendu dire. Et cela fait, il a sur le voisin 6 sous par contusion, 18 sous par plaies majeures, et le seigneur ne peut demander plus de trois amendes à un homme, encore qu'il y ait plus de trois plaies ; mais le blessé peut demander des amendes pour toutes les plaies qu'il aura reçues, soit simples, soit moyennes.

Art. 163. — *Item*. Pour plaie moyenne, celui qui l'aura faite paiera au blessé 18 sous et au seigneur autant.

Art. 164. — Pour plaie simple, on paiera au seigneur 6 sous et au blessé autant.

Art. 165. — Pour contusion et coups, celui qui aura frappé paiera 6 sous à celui qu'il a frappé et 6 sous au seigneur. S'il y a eu cri ou appel à main forte et que le seigneur en soit informé, le blessé établira les plaies et coups avec un témoin ou un voisin répondant de sa moralité, lequel dira « Par ces saints il dit vrai » et alors il n'y a point de justification. Et si par aventure il n'y a eu ni cri ni appel à main forte, celui à qui on attribuera d'avoir fait la plaie pourra se justifier avec deux témoins oculaires et six qui en auront entendu parler.

Art. 174. — F. de Morlaas. Une grosse dent est membre soumis à l'amende de 150 sous ; et si deux ou toutes les dents sortent d'un seul coup, on en est quitte avec 150 sous de Morlaas ; il en est de même des doigts des mains.

« Au surplus, comme nous, dits arbitres, avons supporté plusieurs désagréments, outrages et travaux et qu'il nous en coûte beaucoup de depences que nous avons été forcés de faire dans l'objet d'ecclaircir, traiter et terminer les susdites contestations, aller sur le dit port à différentes reprises accompagnés de plusieurs personnes, faire des enquettes sur divers points et qu'il n'est pas juste que nous ayons vacqué à nos dépens, par ces considérations, nous avons d'une même voix condamné et condamnons par notre presente sentence chacune des dites parties a donner et payer à chacun de nous dits, six arbitres, en dédomagement une somme de quatre cens sols deniers jacqués et ce, jusqu'au troisième jour après Tous-saints proche venant inclusivement.

« Moyenant tout ce dessus et sur les plus amples demandes et contestations respectivement formées par les dites parties et généralement sur toutes leurs autres prétentions jusqu'à ce jour en quoi qu'elles puissent consister, exprimées ou non, nous dits, arbitres, les avons mises et mettons hors de cour et de procès, leur imposant, quant à

La « plague leyau » est la plaie majeure. Celui qui l'a faite tombe sous le coup de la loi, ley ; de là l'adjectif leyau. Le For définit ainsi la « plague leyau » : « La plague pregone de la payere de une once es leyau ». la plaie profonde de la mesure d'une once est majeure ; Qu'était cette mesure d'une once ? « un digt es une once » dit le For, un doigt est une once.

Art. 175. — Un doigt est membre et une once, et toute plaie profonde de la mesure d'une once est majeure et si la blessure dépasse deux croix comme est l'oreille ou la chair près de la machoire ou le doigt, elle est plaie majeure, encore que la mesure n'y atteigne pas.

L'once est une mesure béarnaise valant la 5^e partie de l'anpan ou en général la 5^e partie de toute chose (art. 118 F. G.). Il faut, pour que la plaie soit majeure qu'elle ait une dimension d'environ 1 pouce, mais la loi assimile diverses sortes de blessures à la plaie de cette dimension. « Est une once » et il vaut l'once.

« ce, un éternel silence. Ordonnons sous les peines
« du dit compromis que toutes et chacune les choses
« contenues en la présente sentence soient exécutées
« suivant leur forme et teneur par les dites parties
« et par tous et chacuns les habitans des dites val-
« lées à perpétuité. Condamnant dors et déjà celle
« des parties désobéissante en tout ou a partie des
« dites dispositions aux peines portées par le com-
« promis pour autant de fois qu'il y sera contre-
« venu et les dites peines pécuniaires payées comme
« dit est.

« Et sur tout ce dessus avons requis le notaire
« royal soussigné de faire deux actes en tout sem-
« blables, et mot à mot, même plusieurs si besoin
« est, pour être délivrés aux intéressés ainsi que
« collationnés du dit compromis, étant payé de ses
« droits. Et pour plus grande authenticité du présent
« jugement, ordonnons que le sceau de la ville
« d'Anso y sera aposé sur cire en lacs de soye pen-
« dant.

« Comme aussi, et attendu que les syndicats des
« dites procurations étaient trop nombreux et que,
« pour éviter prolixité, ils n'ont été qu'énoncés en la
« présente, nous dits, arbitres, étant parfaitement
« instruits de leur teneur, avons requis le dit notaire
« de les enregistrer au long dans ses registres, pour
« y recourir au besoin, et ce fait, de délivrer aux sin-
« dics de la vallée de Roncal, en original, celles qui
« leur ont été données par leurs communautés et
« celles des syndics de Baretons, aussi en original,
« celles consenties à leur profit par les communautés
« de leur vallée.

« Donnée et publiée aux parties auprès de l'église
« et tour de Saint-Pierre de la ville d'Anso, le sei-
« zième jour du mois d'octobre 1375, présens et
« temoins à tout ce dessus, honorables et vertueux,
« Dom Gonzalvo, curé d'Anso, et dom Dominique
« Périz, prêtre prébandier de la dite église d'Anso,

« et moi, Sanche Aznariz, notaire royal et public
« par tout ce royaume d'Aragon et vallée d'Anso,
« qui la note originalle de la présente sentence reçus
« et de laquelle cette grosse a été tirée mot à mot
« y ayant aposé en pendant et sur cire rouge, le
« sceau de la ville d'Anso et ayant remis aux dits
« procureurs syndics leurs actes de syndics en ori-
« ginal après les avoir registrées au long sur mes
« registres en exécution de ladite sentence ainsi
« qu'une grosse de la même sentence en tout sem-
« blable. En témoignage de quoi, j'ai signé de mon
« seing accoutumé et paraphe.

« Et sur la réquisition des dits Sanche Errebrazza
« et Pierre Ibagnes, jurats de la ville d'Issaba,
« agissant pour et au nom des voisins et habitans
« des lieux de la vallée de Roncal, j'ai fait la pré-
« sente grosse de la sentence sur la carte originalle
« qui m'a été représentée pour la conservation de
« leurs droits prevus et temoins au présent extrait
« Dom Jean Roz, prêtre, et Pierre Zapatero, aîné,
« habitants d'Issaba. Et moy, Garcie de Issaba,
« jurat et notaire royal dans tout le royaume de
« Navarre, qui a toutes les choses susdites sur pré-
« sent au dit lieu à la prière des dits Sanche Erre-
« brazza et Pierre Ibagnes, jurats, pour écrire le pré-
« sent extrait vidême en bonne et due forme sans
« altération d'aucun mot. En témoin de quoi j'ai
« signé de mon seing accoutumé.

« Et après le collationné cy dessus et le treizième
« jour du mois de juillet de l'an 1477, sur le port et
« local apellé à la Pierre de Saint-Martin ou les offi-
« ciers et autres notables de la vallée de Roncal et
« de celle de Barétous, ont coutume de s'assembler
« le dit jour et chaque année pour exécuter les dis-
« positions contenues au présent collationné de
« sentence, comparurent et furent constitués per-
« sonnellement, Pierre Bimat, habitant d'Aramits,
« et Peyros Casanobe, du lieu d'Arete, syndics de la

« vallée de Baretous et Pierre Arnaud, seigneur
« d'Apatie et plusieurs autres habitans de la dite
« vallée de Baretous, en présence de moy, notaire,
« et témoins bas nommés, lesquels conjointement
« de leurs bons grés et en exécution de la sentence
« deffinitive arbitralle rendue entre les dites par-
« ties au lieu d'Issaba le quatorzième du mois de
« juillet de la présente année, retenue de moy dit,
« notaire, ils ont remis et délivré au vénérable dom
« Vincent Ros, recteur d'Issaba, pour et au nom de
« la vallée, le collationné de celle cy dessus trans-
« crite, étant présens Pierre Mendigacha, procureur
« de la vallée de Roncal et plusieurs autres habitans
« d'icelle, lui ont pareillement remis certaines autres
« copies d'actes y mentionnés et qui sont transcrits
« dans la présente, lesquels actes ils donnèrent et
« présentèrent en interposant à icelles leur décret
« et autorisé volontaire et consentement exprès à
« toutes et chacunes les choses qui y sont incérées.
« Et lesdites parties, au nom de la vallée de Roncal
« et de Barétous, veulent qu'à tous les extraits qui
« en seront délivrés dors en avant et à ceux qui en
« ont déjà été expédiés par main de notaire, foi et
« entier crédit, soit ajouté tant en jugement que
« hors icelui à perpétuité, tout ainsi que s'ils avaient
« été faites, contractées et signifiées ce jourd'huy.
« Comme aussi en exécution de la susdite sentence,
« les dits sindies de Barétous ont remis et délivré à
« ceux de la vallée de Roncal les trois vaches gé-
« nisses y mentionnées, lesquels les ont reçues, et
« toutes parties ont de nouveau juré la paix et
« requis moy, notaire, de leur en faire et retenir le
« présent acte, ce que je leur ai accordé, presens et
« temoins, le dit sieur Vincent Ros, recteur d'Is-
« saba et Pierre Arnaud, maître d'Apatie. Signé
« Garcia d'Issaba, notaire royal et apostolique par
« tout ce royaume de Navarre, sur une expédition de
« pareages qui m'a été représentée et ce, sans y

« avoir ajouté ni diminué à Issaba, le 15 mai 1552.
« Signé : Pierre Ibagnes, notaire.

« Je soussigné, Sanche Ibagnes d'Issaba, notaire
« public et juré dans tout ce royaume de Navarre,
« certifie avoir fait faire la présente expédition bien
« et fidèlement sur une autre expédition de contrat
« ou traité de paix, collationné par Pierre Ibagnes,
« notaire, ainsi que cela résulte de la subscription
« cy dessus écrite et précédente correction faite,
« elle s'est trouvée conforme, en foi de quoi, à Issaba,
« le treizième jour du mois de février 1559. Et ai
« signé de mon seing accoutumé sur prière et réqui
« sition : Sanche Ibagne, notaire. »

La Sentence arbitrale de 1375 fut complétée par une seconde sentence dont il est fait mention au papier terrien de l'Intendance du Béarn et qui se trouve également aux Archives départementales de Pau.

Elle fut rendue le 19 juillet 1389 à la Pierre Saint-Martin, par huit arbitres, dont trois Béarnais et cinq Navarrais (1). Elle stipule tout d'abord que, pour la validité des carnaux imposés à l'une ou l'autre des parties, depuis la « paix faite par les arbitres d'Anso jusqu'à ce jour », les gardes carnaleurs devront prêter serment sur l'autel de Saint-Julien d'Issaba pour les Roncalais, et sur celui de Saint-Vincent d'Aramitz pour les Barétounais ; elle défère également le serment à tous ceux qui sont accusés de vol ou rauberie, sous peine d'une amende de dix sols morlas pour une vache, quatre pour une chèvre et trois pour un agneau ; enfin, elle déboute les deux parties de toutes leurs réclamations respectives au sujet des meurtres, blessures, vexations, etc., etc. Enfin, la paix faite par les arbitres d'Anso n'ayant pas statué sur certaines questions qui devraient figurer dans ce contrat, afin de consolider la dite

(1) Cf. DUBOUL, p. 35 et 36 et le Texte béarnais aux Pièces.

paix, les nouveaux arbitres fixent les amendes et dommages pour les meurtres, mutilations, blessures graves ou légères, vols de troupeaux et empiètements des animaux sur le terrain de la compascuité ; ils imposent, en outre, à chaque partie, l'obligation d'arrêter sur la réquisition de la partie adverse et de détenir pendant un certain temps tout convoi d'animaux traversant son territoire ; ils établissent que le paiement des amendes sera successivement garanti par les biens du coupable, par ceux de sa paroisse et enfin par toute la vallée et ils déterminent leur répartition proportionnelle entre la victime, sa paroisse et le seigneur suzerain.

CHAPITRE II

LE TRIBUT DE RONCAL : TRIBUT DE GUERRE

De la lecture de la Sentence arbitrale d'Anso, il ressort nettement ceci : la redevance des trois vaches est considérée, en 1375, dans une sentence arbitrale, la réglementant et rendue par des Aragonais, voisins des Roncalais, comme ayant deux origines possibles. « Ces animaux », dit la Sentence, « sont payés en compensation de meurtres commis par ceux de Barétous sur des habitants de Roncal, ou bien à raison de la faculté qui est accordée aux Béarnais de pouvoir prendre de l'eau et abreuver leurs troupeaux aux fontaines navarraises ». Il n'est fait aucune allusion à un tribut de guerre imposé aux Barétounais à la suite d'une défaite et on ne trouve pas non plus la démonstration ferme d'une supériorité roncalaise, qui pourrait cependant être indiquée par le verbe « condamner » employé à l'égard des Barétounais en ce qui concerne la redevance.

Or, d'après une opinion qui émane d'auteurs espagnols et qui s'appuie surtout sur les formalités de la cérémonie (formalités dont il n'est pas question dans le traité d'Anso) ces vaches seraient livrées en raison d'un tribut de guerre. Cette opinion paraît être la cause du petit ouvrage de M. Duboul qui s'élève

avec indignation contre cette prétention de nos voisins. Il la considère comme attentatoire à l'honneur de la France et comme une erreur historique qu'il est de son devoir de démontrer. Il semble bien, en effet, que M. Duboul ait raison et que l'idée du tribut de guerre ne s'appuie sur aucun argument sérieux. Mais nous exposerons tout d'abord cette théorie dans ses grandes lignes, ainsi qu'une partie de la critique qui en a été faite dans *Le Béarn tributaire de la Navarre*, car elle nous permettra de reproduire la plus ancienne description qui ait été faite de la redevance, celle de l'historien espagnol Garibay (1).

Garibay s'exprime en ces termes (2) :

(1) Esteban Garibay y Zamalloa naquit à Mondragon en Biscaye l'an 1525. Il était l'un des hommes les plus instruits de l'Espagne, possédait le grec et le latin et était très versé dans l'histoire de son pays. Il fut pendant quelques années bibliothécaire de Philippe II qui le nomma historiographe du royaume en 1563. C'est alors que Garibay entièrement livré aux devoirs de son emploi, imagina d'écrire une chronique générale. Il parcourut à cet effet une grande partie de l'Espagne, s'arrêtant dans tous les couvents dont les bibliothèques renfermaient quelque manuscrit utile et intéressant. Après avoir voyagé deux années et recueilli un assez grand nombre de matériaux, il se livra au travail pendant six années, présenta son manuscrit à Philippe II, et, ayant obtenu son approbation, publia son ouvrage sous le titre : *Quarante livres des chroniques et Histoire universelle de tous les royaumes d'Espagne*. Son histoire ne manque pas de vérité et c'est au zèle infatigable de l'auteur qu'on doit la chronique la plus complète qui ait paru jusqu'alors, et qui, dans la suite, a fourni beaucoup de lumières aux écrivains qui lui ont succédé. Mais, dans les manuscrits que Garibay a consultés, il a quelquefois suivi des traditions vagues et peu sûres qu'il n'a pas examinées avec une sage critique. On reproche donc à Garibay de s'être fait le trop crédule propagateur de vieilles légendes et il est bon de remarquer qu'étant basque de naissance et compatriote des Roncalais, il a pu se laisser influencer par l'amour de son pays et le désir d'en faire connaître la glorieuse histoire.

(2) Siempre han sido los hijos dalgo de Val de Roncal tan señalados en sus hechos, quanto continuamente ganaron honrra con sus adversarios ; y portanto sobre todas las tierras del reyno de Navarra, han sido privilegiados y de mayores libertades y esempciones, y son gentes que aun oy dia llevan parias y tributo anual de

« Les Hidalgues de la vallée de Roncal sont si recommandables en leurs exploits de guerre, qu'ils ont toujours gagné de l'honneur avec leurs ennemis et, pour cela, ont obtenu des privilèges et des exemptions plus grandes que les autres Navarrais et lèvent encore aujourd'hui un tribut annuel sur les François. »

los Franceses, con ser nacion subjeta a Principe estrangero, por lo cual como cosa notable, referire brevemente, lo que en esto passa cada año entre los Roncaleses y Franceses. Visto queda, como val de Roncal es uno de los valles comprehensos en la merindad de la villa de Sanguesa, y su asiento en los montes Pireneos de los vertientes de Navarra. Pues encima d'estos montes en la endrecera, llamada Arnace, que es de la jurisdiccion de val de Roncal a la raya y mojon de Francia, en la parte llamada val de Breton, se juntan los Roncaleses y los Franceses cada año en treze dias d'el mes de Junio, fiesta de Sant Antonio. Vienen a esta congregacion, los jurados de los siete pueblos de val de Roncal, y de la parte de los Franceses, un escribano con 7 o 8 Franceses jurados del dicho valle de Bretones, y donde esta un moyon de piedra de vara y media de alto, que divide a los reynos, se ponen los unos a una parte y los otros à la otra, cada uno en su tierra. Entonces los jurados de val de Roncal preguntando a los Franceses si quieren jurar, como suelen, las condiciones de las pazes, responden los Franceses que si, a lo qual replican los Roncaleses, que pongan su lança tendida en tierra de largo, assi comova la linea de los mojones, y ellos haciendo assi uno de los Roncaleses echa sobre aquella otra lança con el hierro hazia Francia, con que de ambas lanças queda hecha una cruz muy compassada y nivelada pero segun en verdadera figura de cruz, queda la cabeça menor, porque la lança de los Roncaleses no sale a fuera, sino solo el hierro, y cinco o seis dedos de asta, y los Roncaleses nunca suel tan la lança la mano de uno, à cuyo cargo es aquel negocio. Hecha esta señal de cruz, los jurados Franceses de val de Bretons, ponen sus manos encima, y los jurados de val de Roncal, como superiores, ponen sus manos sobre las de los Franceses, y cada parte estando siempre en su juridiccion, tienen grande silencio y se ponen de rodillas. A la sazón, el escribano de los Franceses llega a ellos, y quitando su gorra, les toma solenne juramento, en forma de derecho sobre aquella cruz y los evangelios, de guardar y cumplir todos los pactos y condiciones acostumbradas, y antes juradas por sus antecesores, conforme a los documentos y escrituras que d'ello tienen. Entonces ambas partes responden que si, y que la paz de entre ellos yra abant, que es lo mismo que dezir adelante, y lo mismo significa en legua Portuguesa, y otra vez responden que si, y replican

Cette traduction est celle de l'historien béarnais de Marca, qui résume ensuite ainsi le texte espagnol

4 o 5 veces á bozes, paz ábat, paz abât, paz abant. En esta hora embriendose el escribano que les toma el juramento se levantan todos, y deshecha la cruz de las lanças, como hasta la sazón no se avian comunicado, saludado ni hablado, así despues de dicho paz avant se comunican y tratan como hermanos.

Concluido esto, salen de un bosque hasta treynta hombres franceses divididos en tres partes, los quales traen tres vacas, una en pos de otra asidas de los cuernos y colas y de otras partes, y han de ser todas de una edad y señal y pelo, y sín lision alguna, y á no ser tales, las rehusarian los Roncaleses, porque son para las parias, que se les han de dar por la paz que atorgan. Los Franceses llegados con las tres vacas al mojon de los reynos meten la media vaca en suelo de Navarra, quedando la otra mitad en el de Francia, y recognosiendo los Roncaleses ser talla vaca qual las condiciones acostumbradas, luego la reciben, y ponen a buen recando : porque ay condicion que si se buelve la vaca a Francia, ño son obligados los Franceses a bolver ni dar otra por ella, y por esta orden reciben todas tres, una en pos de otra, y si alguna, o todas ño les agradan, hazen les traer otra, o' otras. D'este manera los Franceses dan cado año tributo a los Roncaleses. Loes quales aviendo recibido estas parias, luego ambas partes para la custodia de los terminos de los unos y de los otros nombran guardas, los quales en los limites y raya de los reynos, juran de usar de su officio bien y fielmente. Despues los Franceses entrando en lo de Navarra, hazen los jurados roncaleses audiencia, siendo presentes los Franceses y deshazen los agravios. Passadas estas cosas, los Roncaleses con liberalidad de hidalgos, dan luego de merendar á los Franceses con pan, vino y muy buenos perniles de tocino, y lo mesmo hacen a todos los que acuden a esta fiesta. Luego el resto del día ay un comercio de quatropea á manera de feria, donde en un prado d'el termino de Francia venden carneros, bueyes, yeguas y otras cosas semejantes, siendo cosa que passa cada año en el día arriba señalado, y por ser aucto tan notable, lo he querido referir, siendo a ello combidado de las victorias de los Roncaleses.

Bolviendo a la historia d'el rey Don Sancho Garces, como los Gascones por el odio que tenian a los Españoles, en especial por la fresca llaga de Roncesvalles, de que aun corria sangre entraren en tierra de Navarra, haziendo todo el daño y mal que podian : escriben, que a su resistencia salliendo el rey don Sancho Garces, de tal manera los refreno que no solo les hizo bolver a Francia, mas aun les compelio a jurar y hacer, homenaje por si y por su tierra, de ser siempre amigos de la corona de Navarra.

« Le treizième du mois de juin, les jurats des sept communautés de Roncal s'assemblent avec sept jurats et un notaire de la vallée de Barétous, sur le coupeau des Monts Pyrénées, à la frontière de Béarn, en un lieu appelé Arnace, où il y a une pierre haute d'une toise et demie, qui sert de borne et de limite aux deux royaumes. Les députés estans chacun en sa terre, sans s'estre salués, ni bienveignés auparavant, ceux de Roncal demandent aux Béarnais s'ils veulent jurer à l'accoustumée les conditions de la paix ; lesquels y consentans, les Roncalois répliquent et disent aux Béarnais qu'ils estendent leur pique à terre tout le long des limites, pour figurer la croix sur laquelle se doit faire le serment, ce que les Béarnais exécutant de leur part, les Roncalois abatent aussi leur pique et la couchent sur celle des Béarnois, le fer traversant du costé de Béarn pour figurer la sommité de la croix. Les Béarnais et Roncalais agenouillés, mettent conjointement leurs mains sur ces deux piques entrelassées en forme de croix. Estans en cette posture, le notaire de Barétous reçoit leur serment solennel sur cette croix et sur les Evangiles de garder et observer toutes les fractions et conditions accoustumées, suivant les titres et documents qui ont été expédiés sur ce sujet. A quoi, ils respondent, disant cinq fois à haute voix : « Paz Abant », c'est-à-dire que leur paix continuera d'oresnavant. Ce fait, les députés se lèvent, se saluent, parlent et communiquent ensemble, comme bons amis et voisins. A mesme temps, sortent d'un bois trente hommes de Barétous divisés en trois bandes, qui conduisent trois vaches choisies et sans tares, qui sont de mesme age, de mesme poil et de même marque. Estans arrivés à la frontière des royaumes, les Béarnais font avancer l'une des vaches en telle sorte qu'elle a la moitié du corps sur la terre de Navarre et l'autre sur la terre de Béarn, laquelle est reconnue par les

Roncalais pour savoir si elle est conditionnée suivant les accords ; ils la retirent après devers eux et la tiennent sous bonne et seure garde, d'autant que si elle eschappait, et revenait en Béarn, la vallée de Barétous n'est point obligée de la rendre ; suivant le même ordre, on fait la redevance des autres deux vaches. Ensuite, les Roncalois traitent ceux de Barétous de pain, de vin et de jambon et tout le reste de la journée, les Béarnais tiennent un marché ouvert de bétail dans une prairie qui est de côté de Béarn. Suivant le conte de Garibaï, ajoute de Marca, « ce serait un tribut qui rapporterait à celui que les Saxons, domptés par Charlemagne, lui payaient annuellement, de douze vaches, que les historiens nomment *Vaccas Inferendales*. »

Dans le résumé que fait de Marca du *conte de Garibay*, il omet comme à dessein quelques détails du cérémonial donnant aux Français un caractère d'infériorité. De même, il parle avec légèreté du *Tribut*, idée sur laquelle l'auteur espagnol revient plusieurs fois avec une réelle insistance. De Marca change ainsi quelque peu le sens du récit et travestit son aspect général, comme il est facile de s'en rendre compte par une traduction presque littérale (1).

« Les gentilshommes de la vallée de Roncal se sont toujours signalés dans leurs actions au point qu'ils s'acquirent constamment de l'honneur sur leurs adversaires ; aussi, plus que toutes les terres du royaume de Navarre, ils ont été privilégiés et ont plus de libertés et d'exemptions ; et ils sont gens à lever encore aujourd'hui hommage et tribut annuel des Français, quoique ce soit une nation soumise à un prince étranger ; aussi, cela étant une chose digne d'être notée, je rapporterai brièvement ce qui se passe à ce sujet chaque année entre les

(1) Cette traduction est aux Archives départementales de Pau. Nous croyons qu'elle est de M. Jean Passy.

Roncalais et les Français. La vallée de Roncal est une des vallées comprises dans la juridiction de la ville de Sanguesa et son assiette est dans les Pyrénées, sur le versant de Navarre. Donc, au haut de ces montagnes, au col appelé Arnace qui est de la juridiction de la vallée de Roncal, à la limite et borne de France, en la partie appelée vallée de Breton, les Roncalais et les Français se rencontrent chaque année le 13 du mois de juin, fête de Saint-Antoine. A cette réunion viennent les jurats des sept communautés de la vallée de Roncal et du côté des Français un écrivain (notaire) avec sept ou huit Français, jurats de la dite vallée de Breton, et à l'endroit où se trouve une borne de pierre d'une *vara* et demie de hauteur qui sépare les royaumes, ils se mettent, les uns d'un côté, les autres de l'autre, chacun dans sa terre. Aussitôt les jurats de la vallée de Roncal demandent aux Français s'ils veulent jurer comme ils en ont coutume, les conditions de la paix ; les Français répondent que oui ; à cela, les Roncalais leur répondent de mettre leur lance étendue à terre, suivant la ligne des bornes, et tandis qu'ils font ainsi, un des Roncalais met sur celle-là une autre lance avec le fer entrant en France ; en sorte que, des deux lances, se trouve faite une croix très bien ordonnée et horizontale, mais, suivant la vraie figure d'une croix, la tête reste plus petite parce que la lance des Roncalais ne dépasse que du fer et de cinq ou six doigts de hampe. Les Roncalais n'ôtent jamais la lance des mains de l'un d'entre eux qui en est chargé. Ce signe de croix étant fait, les jurats français de la vallée de Bretons mettent leurs mains par dessus et les jurats de la vallée de Roncal, en tant que supérieurs, mettent leurs mains sur celles des Français ; et chaque partie, restant toujours sur le territoire de sa juridiction, garde un grand silence et se met à genoux. Le moment venu, l'écrivain des Français s'approche d'eux et, ôtant

son bonnet, reçoit d'eux un serment solennel en forme régulière prêté sur cette croix et les évangiles de garder et exécuter toutes les conventions et conditions accoutumées et antérieurement jurées par leurs prédécesseurs conformément aux documents et écrits qu'ils conservent. Aussitôt les deux parties répondent que oui et que la paix qui règne entre eux ira en avant, ce qui signifie (continuera) dorénavant, et signifie la même chose en langue portugaise ; et, une seconde fois, ils répondent que oui, et ils répètent quatre ou cinq fois à voix haute : paz abant, paz abant, paz abant. A ce moment, l'écrivain qui reçoit le serment se couvre ; ils se lèvent tous, et après aboir défait la croix des lances, tandis que, jusqu'au moment opportun, ils ne s'étaient pas mis en relation, salués ni parlé, au contraire, après avoir dit *paz abant*, ils entrent en relation et se traitent en frères. Cela fait, une trentaine d'hommes français sortent d'un bois, séparés en trois bandes, lesquels amènent trois vaches, l'une à la suite de l'autre qu'ils tiennent par les cornes, la queue et ailleurs ; et il faut qu'elles soient toutes de même âge, de même marque et de même pelage et sans aucun défaut ; et si elles ne sont pas telles, les Roncalais les refuseraient parce qu'elles sont pour le Tribut et on doit les leur donner à raison de la paix qu'ils octroient. Les Français, arrivés avec les trois vaches à la borne des royaumes mettent la moitié de la vache en terre de Navarre, laissant l'autre moitié en celle de France ; et les Roncalais ayant reconnu que les vaches sont telles que (les veulent) les conditions accoutumées, les reçoivent aussitôt et les mettent en sûreté, car, il y a cette condition que si la vache retourne en France, les Français ne sont pas obligés de la rendre ou d'en donner une autre à sa place. Et suivant ce mode ils les reçoivent toutes les trois, l'une en suite de l'autre, et si l'une ou toutes leurs déplaissent, ils en font venir une ou plusieurs autres.

De cette manière, les Français donnent chaque année un tribut aux Roncalais. Quand ceux-ci ont reçu ces tributs, aussitôt les deux partis, en vue de la surveillance des limites des uns et des autres, nomment des gardes, lesquels dans les limites et frontières des royaumes jurent d'user de leur office bien et fidèlement. Puis, les Français étant entrés dans le territoire de la Navarre, les jurats roncalais tiennent audience en présence des Français et résolvent les griefs. Après cela, les Roncalais, avec une libéralité de gentilshommes, donnent collation aux Français avec du pain, du vin et de fort bon jambon et ils en offrent autant à tous ceux qui assistent à cette fête.

« Le reste du jour se tient un commerce de quadrupèdes comme dans une foire ; on vend dans une prairie du côté de la France, des moutons, des bœufs, des juments et autres choses semblables ; quant à cet événement qui se passe chaque année le jour indiqué plus haut, j'ai désiré le rapporter, étant invité à cela par les victoires des Roncalais.

« Revenant à l'histoire du roi dom Sancho Garce, comme les Gascons, vu la haine qu'ils avaient envers les Espagnols spécialement à cause de la récente plaie de Roncevaux dont le sang coulait encore, entrèrent en terre de Navarre, faisant tout le dommage et le mal qu'ils pouvaient : on écrit que s'étant porté à leur rencontre, le roi Sancho Garce les repoussa de telle manière, que non seulement il les fit rentrer en France, mais encore les força de jurer et de rendre hommage pour eux et pour leur terre en promettant de se conduire toujours en amis de la couronne de Navarre. »

— Il est à remarquer que Garibay donne par erreur, à la cérémonie, la date du 13 juin au lieu du 13 juillet (1).

(1) Cf. DUBOUL, p. 21.

Dans sa description, il fait ressortir l'évidente supériorité des Roncalais, qui *comme supérieurs* placent leur main droite sur celle des Français pour la prestation de serment ; puis, après avoir dit, encore par erreur, que ce serment est reçu par un notaire béarnais (aujourd'hui, comme autrefois, c'est le notaire de la vallée de Roncal qui reçoit le serment et qui dresse un procès-verbal de la cérémonie), il ajoute que la redevance des trois vaches est payée par les Français en échange de la paix que leur accordent les Navarrais : *Elles sont, pour le tribut qu'ils doivent donner pour la paix qu'il leur est accordée*, et il insiste encore en disant plus loin : *De cette manière, les Français paient chaque année un tribut aux Roncalais.*

D'après M. Duboul, Garibay fait remonter au ix^e siècle l'origine de la redevance : « Pour venger leur défaite à Roncevaux, les Gascons, dit-il, envahirent la Navarre et le roi Sancho Garces les battit de si rude façon, que non seulement, il les refoula en France, mais encore, il les obligea à jurer amitié et à prêter hommage pour eux et pour leur territoire à la couronne de Navarre ».

La brochure espagnole publiée à Madrid en 1881, indique pour le Tribut une origine à la fois plus fantaisiste et plus précise en développant un passage de l'*Histoire générale* du Dr Pedro Anton Beuter (1) que nous reproduisons :

« Vers l'an 628 de la fondation de Rome, soit, 2292 du déluge, les Cimbres, peuple de l'Allemagne du Nord, émigrèrent et descendirent vers ce pays ; une de leurs bandes traversa la Gaule, en passant par l'Auvergne et envahit l'Espagne par Issaba, vallée de Roncal en Navarre ; elle ne s'arrêtait dans sa marche que pour détruire et brûler les villages qu'elle rencontrait sur son passage. A cette nou-

(1) Lib. I, cap. 22, fol. 71.

velle, les Espagnols réunirent une armée composée de Celtibères, de Catalans et d'Aragonais et remportèrent une victoire importante sur les envahisseurs dont un grand nombre furent tués ou faits prisonniers ; les autres prirent la fuite et rebroussèrent chemin, en abandonnant le fruit de leurs rapines, puis ils se joignirent à Bituitus, roi d'Auvergne et se disposèrent à pénétrer en Italie au nombre de 180.000 combattants (*Orosius*, lib. 5). Lorsqu'on apprit à Rome la direction que suivaient les barbares, le consul Fabius accourut pour les arrêter au passage du Rhône, mais ses soldats étaient si peu nombreux, que Bituitus s'écria que les cadavres de ces Romains ne suffiraient pas au repas des chiens qui accompagnaient son armée. Cependant, le roi d'Auvergne fut vaincu par Fabius et 150.000 barbares furent tués dans la bataille ou noyés dans le Rhône par suite de la rupture d'un pont de bois qu'ils avaient jeté sur ce fleuve. »

« De ces renseignements (1), ajoute la brochure, et de ceux que contient la *Compendial historia* de la

(1) M. DUBOUL, p. 18 et suiv. relève diverses erreurs contenues dans ce passage. « L'auteur du mémoire cite un passage de l'*Histoire générale* du docteur BEUTER, d'après lequel les Cimbres repoussés de l'Espagne vinrent se joindre au roi d'Auvergne, Bituit ou Bituitus pour envahir l'Italie : ce fait, énoncé par plusieurs écrivains n'est nullement prouvé, ainsi que le remarque avec raison, Amédée Thierry dans son *Histoire des Gaulois*. Aucun texte, ni document ne parle de la présence des Cimbres à la terrible bataille qui fut livrée en 121 de l'ère chrétienne, sur la rive gauche du Rhône par le consul Q. Fabius et le proconsul Domitius contre le roi Bituit, dont l'armée se composait, en majeure partie, des Arvernes et de leurs alliés, les Ruthènes. L'historien Orosius, qui écrivait au commencement du v^e siècle, ne fait aucune mention des barbares, lorsqu'il décrit cette lutte mémorable, dans laquelle quatre légions romaines, soutenues par les Massaliotes et les Edues, triomphèrent de 180.000 Gaulois, dont 150.000 furent massacrés ou noyés dans le fleuve. En outre, le texte espagnol semble dire que le roi Bituit fut tué dans le combat ; le fait est inexact : le malheureux fils du célèbre roi Luern ou Luer, échappa au massacre de son armée ; mais quelque

vallée de Roncal, il résulte que les Barétounais avaient donné passage et s'étaient alliés aux Cimbres pour combattre les Roncalais ; ceux-ci leur vouèrent une haine terrible qui amena des luttes sanglantes dans lesquelles succombèrent un grand nombre d'habitants des deux vallées. Les agresseurs s'avouèrent vaincus, demandèrent à se soumettre et offrirent de payer un tribut de trois vaches, ce qui mit fin à la guerre.»

Pour établir que le Tribut des Trois Vaches ne doit pas être considéré comme un tribut de guerre, ainsi que le prétendent les auteurs espagnols, M. Duboul emploie des arguments d'ordre très différent. Après avoir fait appel à des arguments moraux en invoquant les grandes figures de notre histoire, telles que celle de Gaston Phœbus « au courage indomptable et à l'énergique fierté » ou celles « des grands règnes de Louis XIV et de Napoléon, époques glorieuses où les fleurs de lys étaient victorieuses sur tous les champs de bataille, où les trois couleurs allaient porter aux quatre coins de l'Europe le nom de la France » et présenté cette conclusion : « Le roi Soleil et le vainqueur d'Iéna n'auraient certainement pas supporté un seul instant une humiliante

temps après, il se rendit au proconsul Domitius qui le fit charger de chaînes et l'envoya à Rome.

« Sans entrer d'ailleurs dans la discussion de la valeur historique des travaux de Beuter, il faut rappeler que cet auteur a puisé ses renseignements dans les œuvres attribuées à Béroze. Or, personne n'ignore que nous possédons seulement quelques fragments de cette œuvre conservés par Flavius Josèphe et Eusèbe et que les *Antiquitatum libri quinque* publiés à la fin du x^v^e siècle, sont l'œuvre fantaisiste d'un dominicain de Viterbe, Giovanni Nani.

« Du reste, dans son récit de l'invasion des Cimbres, Beuter ne dit pas un mot des Barétounais. L'auteur de la brochure espagnole y trouve trop complaisamment l'origine de la haine qui a existé si longtemps entre les populations des deux vallées. Il se réfère en même temps à *La compendial historia del valle de Roncal*. Or, cet ouvrage est inconnu à Madrid et les Roncalais eux-mêmes ignorent son existence. »

obligation imposée à une partie quelconque de la nation », M. Duboul expose différents arguments historiques que nous exposons brièvement.

S'attaquant maintenant à Charlemagne, l'auteur du *Béarn tributaire de la Navarre*, déclare ne pouvoir accepter que les Roncalais aient imposé une contribution de guerre aux Barétounais et qu'en 778 « le grand fondateur de la Nation française n'ait pas jeté dans la balance des Navarrais le poids de son épée victorieuse et affranchi ses vassaux. » Après une rapide allusion aux victoires de Louis le Débonnaire, M. Duboul rappelle qu'au ix^e siècle, les frontières de la Navarre et du Béarn furent ensanglantées par de nombreux combats, sur lesquels, malheureusement, ajoute-t-il, tous les détails font absolument défaut. Quant à l'invasion des Cimbres, dans aucun ouvrage il n'est fait mention des Barétounais à ce propos et notre auteur passe ainsi à l'argumentation qu'il peut trouver dans les historiens (1).

Sans doute, dans un petit ouvrage publié en 1766 et intitulé *Compendio historico, geografico y genealogico de los Soberanos de Europa*, Dom Manuel Trincado, prêtre navarrais, reproduit l'opinion de Garibay. Il raconte que Sancho Garces I continua la guerre contre les Maures et les Francs, et que, dans diverses batailles, les Roncalais firent des merveilles et reçoivent encore des peuples voisins certain tribut... Sans doute, la plupart des historiens parlent des luttes continuelles qui eurent lieu à cette époque entre les populations des deux versants pyrénéens, mais ils ne sont pas d'accord sur leur résultat et si la version de Garibay et de Trincado est adoptée, notamment par l'historien Loïs de Mayenne-Turquet, dans son *Histoire générale d'Espagne* (où il reproduit aussi l'erreur commise par Garibay au

(1) V. DUBOUL, p. 40.

sujet de la date de la cérémonie), et d'autres semblent indiquer le contraire. André Favyn, avocat au Parlement de Paris, écrivait en 1612 une *Histoire de Navarre*, dans laquelle il dit textuellement : « Pendant que Sance guerroya les Maures à toute oultrance, les Béarnais se révoltent de rechef et se retirent de son obéissance, se voulant maintenir en liberté et faire un estat à part entre la France, la Navarre et l'Espagne. Sance, pour en avoir la raison, y passe à main armée, où il n'a du meilleur, ces mutins étant assistés du secours des François. »

De ce texte, il semble bien résulter que Sanche Garces envahit le Béarn, mais il n'apparaît pas du tout qu'il réussit dans son entreprise ; on peut en conclure, au contraire, que les Béarnais, secourus par les Francs, ne furent pas vaincus, comme le disent Garibay et Trincado. A notre avis, rien n'établirait d'ailleurs, que les Barétounais aient pris une part quelconque à cette lutte entre Béarnais et Navarrais ; ce fait serait contraire à la ligne de conduite généralement observée par les habitants des vallées qui s'efforcèrent le plus souvent de s'abstenir dans les guerres entre les populations des deux versants. Au ix^e siècle, il est permis de supposer que la vallée de Barétous était indépendante et si ses habitants avaient pris le parti des Béarnais contre le roi Sanche et avaient été vaincus avec eux, ils se seraient reconnus vassaux de ce dernier et non pas des Roncalais qui étaient bien les alliés du roi de Navarre, mais qui étaient aussi eux-mêmes ses vassaux, étant donné qu'il leur accordait des lettres de noblesse (1). Ceci, à moins que les Roncalais n'eussent livré des batailles particulières aux Barétounais dont l'issue fatale à ces derniers aurait pu causer le Tribut. Mais nous allons trouver dans l'étude des

(1) Voir p. 127.

textes, commencée par M. Duboul, des indications précieuses sur l'in vraisemblance de cette hypothèse.

Un document du 27 juillet 1642 auquel nous avons déjà fait nous-mêmes allusion (1), donnerait en effet une indication intéressante sur l'état d'esprit des populations en cause. Il rapporte, en effet, que les Barétounais ayant alors enlevé plus de 4.600 animaux aux Roncalais, les parties signèrent une convention par laquelle elles se tinrent quittes de leurs torts respectifs à charge pour ceux de Barétous de reprendre le paiement du Tribut en échange d'une somme de 11.000 francs représentant le bétail saisi. M. Duboul déclare qu'il est difficile d'admettre que les Roncalais aient consenti à racheter de leurs hommes-liges le bétail qui leur avait été dérobé et que ce traité de 1642 prouve jusqu'à l'évidence que la cause première de la redevance est absolument étrangère aux victoires inconnues de la vallée navarraise. Nous serions de l'avis de notre auteur sur l'importance de ce texte, si nous ne savions déjà par la Sentence arbitrale de 1375 que dès le xiv^e siècle le Tribut de guerre paraissait absolument inconnu des habitants des deux vallées. Il semble bien que nous trouvions ici le véritable argument sur lequel il soit possible de s'appuyer pour combattre l'idée du tribut de guerre et bien que M. Duboul (2) n'y ait point particulièrement insisté, nous ne voulons pas lui retirer le mérite d'avoir heureusement rappelé que le texte de 1375 exposait nettement deux origines possibles au Tribut, (droit d'usage de pâturages, ou indemnité pour des meurtres) et ne mentionnait aucunement qu'il put être dû pour d'anciennes victoires roncalaises.

De plus, les guerres entre les habitants des vallées étaient, nous l'avons vu, fréquentes à l'origine, car

(1) Voir p. 5.

(2) V. DUBOUL, p. 37.

elles étaient naturelles. Comme le fait très bien observer M. Duboul, et, pour en revenir au fameux texte de 1375, où il est dit que « les Barétounais étaient dans l'usage et coutume de tout temps » de faire annuellement cette remise de bétail à leurs voisins de Navarre, il en résulte que son origine remonte à une époque très reculée. Or, si cette origine avait été un tribut de guerre, les Béarnais n'eussent pas manqué, au cours des luttes suivantes, de trouver une occasion de s'en affranchir. Sans faire intervenir Charlemagne, Louis XIV et Napoléon, ainsi que le fait M. Duboul, il est permis de supposer qu'au cours des luttes séculaires, les Barétounais eurent quelquefois l'avantage, car, s'il en eut été autrement, c'eut été alors une sorte d'asservissement prolongé de la vallée, vis-à-vis de Roncal, ce qui est contraire à toute tradition historique. Enfin, il serait bien difficile d'admettre le silence des arbitres d'Anso à ce sujet. Un des caractères les plus particuliers du Tribut de Roncal, nous allons le voir plus loin, c'est sa continuation extraordinaire. Cette persistance ne peut s'expliquer que de deux façons : par un intérêt des Barétounais (exemple : l'usage des herbes et des fontaines) ou par un sentiment de dette de justice (exemple : la réparation de meurtres commis). Ces deux hypothèses sont celles indiquées dans les « attendus » de la Sentence arbitrale d'Anso ; nous allons les examiner, mais auparavant, afin de n'aborder l'étude du problème qu'après avoir étudié tous les éléments pouvant nous permettre de le résoudre, nous allons consacrer quelques pages à l'étude des formalités du Tribut, dont le caractère symbolique nous est signalé par Garibay et de Marca.

CHAPITRE III

LES FORMALITÉS

De Marca, lorsqu'il résume le récit de Garibay, omet comme à dessein d'insister sur les formalités accompagnant la remise du Tribut. Le « vieil historien du Béarn » montre ainsi un état d'esprit que nous retrouverons chez beaucoup de ses compatriotes et qui nous paraît rempli de sagesse. Peut-être de Marca prévoyait-il déjà qu'une *publicité* trop grande donnée à ces cérémonies pourrait attirer sur elles l'attention plus ou moins bienveillante de Français moins attachés que les Béarnais au respect des anciennes coutumes. Quoi qu'il en soit, les auteurs qui traitèrent de la redevance n'adoptèrent pas tous cette prudente réserve à l'égard du Tribut. et l'on en trouve facilement des descriptions détaillées accompagnées, hélas, de commentaires.

Dans un article paru en 1845, dans le *Memorial des Pyrénées*, M. de Castéran signale le « caractère humiliant » de ces cérémonies :

« Alors », dit-il, « sur la limite des deux royaumes, on dressa une grande pierre ; les Béarnais y posèrent horizontalement une lance dans le sens de la ligne séparative et les Roncaliens une autre, tournée vers notre territoire, puis, sur la croix de lances, les

maires et les alcades joignirent leurs mains et répétèrent alternativement : « Paz abant. » En même temps, les Espagnols opérèrent une décharge de mousqueterie sur le sol français. »

« Cette cérémonie humiliante nous avait déplu souverainement, et n'est la crainte d'attirer quelque fâcheuse affaire à nos pasteurs par la violation d'un usage immémorial, nous aurions riposté sur le même ton avec nos fusils de chasse. Au reste, il paraît que le motif qui nous arrêta n'a pas toujours retenu les Français. Il y a quelques années, un capitaine de grenadiers faisait partie d'un corps cantonné sur la frontière ; voulant se donner le plaisir d'humilier à son tour les Espagnols, il s'embusqua avec un détachement de sa compagnie derrière quelques rochers et, au moment où nos voisins d'outre-Pyrénées se disposaient à faire feu, il les fit couther en joue et leur commanda de tirer sur leur propre pays. Les malheureux Roncalais, à moitié morts de frayeur, ne se le firent pas dire deux fois ; en deux temps et deux mouvements, comme s'ils avaient reçu le commandement d'un de leurs chefs, ils firent un demi-tour à gauche et effectuèrent une décharge sur leur territoire avec un ensemble parfait. »

Ainsi, M. de Castéran se réjouissait à l'idée de voir les bergers roncalais menacés par les fusils d'une troupe régulière.

De son côté, l'auteur des *Avantages d'un chemin de fer, etc.*, insiste sur le cérémonial plus lourdement que ne le fit Garibay (1).

« Depuis 1376, les habitants de Barétous et ceux de Roncal se réunissent le 13 juillet au port d'Hernaz où les uns viennent payer un tribut de trois vaches et les autres constater leurs droits à ce tribut consenti et accepté par les Français.

(1) Pour le texte complet, voir Alex. DUBOUL, *Le Béarn tributaire de la Navarre*, p. 13.

« A la tête d'une foule considérable et précédé de la bannière de Roncal, sur laquelle se détache l'écu d'azur au pont de trois arches d'or, orné en chef d'une tête de roi maure, d'un château-fort et d'un lévrier, l'alcade d'Issaba se rend à la frontière où l'attendent quinze Barétounais sous les ordres de leurs maires.

« Sur la croix formée par deux lances, six hommes de chaque côté placent leur main droite en les superposant de façon à ce que la dernière soit roncalaise, puis les neuf Français restant mettent leur main droite, enfin, vient celle de l'alcade. C'est ainsi que les Barétounais prêtent serment et rendent hommage. Puis, ils présentent trois vaches qui doivent être saines et sans tache. Ensuite, l'alcade juge les différends qui ont pu s'élever pendant l'année entre les bergers, on nomme des gardes chargés de faire respecter les limites et le notaire de la vallée de Roncal dresse un procès-verbal constatant la remise et la réception du Tribut.

« Il est à remarquer que les Roncalais assistent en armes à cette cérémonie ; les Barétounais, au contraire, n'en portent point. La cérémonie se termine par la danse, dite des épées, dans laquelle on entrechoque des armes presque toutes très anciennes et que l'on conserve pour cette fête annuelle.

« Le cérémonial comprend encore divers détails : les Roncalais font trois décharges à poudre dirigées sur le sol français ; après la fête, au moment du retour des assistants dans leurs vallées respectives, les Barétounais restent à la frontière avec leur drapeau baissé en signe de respect jusqu'à ce que les Roncalais, qui portent haut leur bannière, se soient retirés à une assez grande distance. »

M. Duboul conteste l'exactitude de certains faits rapportés par le « prospectus » espagnol, ainsi que de Marca le fit pour le récit de Garibay. Mais il n'imite pas sa prudente réserve :

« Au moment (1) de commencer la cérémonie, les Espagnols remarquèrent que la lance des Barétounais était ornée, comme la leur, d'un ruban rouge et ils firent observer que l'usage ayant consacré l'emploi d'une flamme blanche, ils réclamaient cette couleur ; nos autorités municipales ou leurs mandataires durent accéder à cette exigence, craignant d'ailleurs que les Roncalais ne refusassent également la nouvelle lance destinée à remplacer la hallebarde disparue...

« L'huissier de la mairie d'Issaba s'est avancé, il a mis sur la lance française celle qu'il portait à la main, puis, d'un mouvement que n'eut pas renié le plus insolent des hérauts d'armes, il l'a plantée violemment en sol français. A la suite de cette bravade ridicule, la lance roncalaise a été ramenée en croix sur la lance barétounaise..... Les Français et les Espagnols ont alors répété par trois fois les mots : *paz abant* et, au même instant, les Navarrais armés qui s'étaient avancés jusque sur la ligne frontière, ont fait une décharge à poudre sur la terre de France. »

Après avoir décrit les formalités, M. Duboul les commente :

« Le cérémonial actuel est donc bien loin d'être aussi compliqué que du temps de Garibay ; les bannières (2) des deux vallées, en admettant que Barétous en ait jamais eu, ce que je ne crois pas ; la foule énorme qui assiste à la cérémonie ; les guirlandes et les fleurs jetées à profusion sur les génisses ; le nombre obligatoire de quinze Béarnais et de sept Roncalais ; celui des décharges de mousqueterie ; enfin, le bal des épées sont autant de détails fort pittoresques sans doute, mais qui manquent abso-

(1) DUBOUL, p. 48.

(2) M. DUBOUL mélange un peu ici le texte de Garibay et celui de « l'auteur anonyme de la brochure ».

lument aujourd'hui. Ceux qui ont été conservés jusqu'à nos jours n'en sont pas moins significatifs et, par conséquent, intolérables ; ils sont *offensants pour la dignité nationale* et peuvent être la cause constante de conflits regrettables. »

« La prise de possession du sol béarnais par le fait de la lance plantée en terre est une insulte sans motif, une fanfaronnade sans excuse.

« La décharge à poudre sur le territoire français est tout aussi inopportune et inutile ; elle a d'ailleurs amené plusieurs fois déjà des difficultés sérieuses entre les assistants : il y a quelques années, elle fut faite par les carabiniers espagnols dont l'intervention donnait à cette question toute locale un caractère absolument national.....

« Les autorités navarraises paraissent comprendre les inconvénients des détails de cette cérémonie qui peuvent amener chaque année des discussions et des rixes ; ils reconnaîtraient volontiers l'opportunité de leur suppression et peut être même celle du paiement de la redevance en nature, dont la réception les oblige à faire un long et pénible trajet dans la montagne ; mais je serais fondé à penser que les populations roncalaises ne partagent pas cette opinion et qu'elles attachent une grande importance aux divers simulacres d'humiliations qu'elles imposent annuellement à leurs voisins, les Barétounais. L'exigence que les Espagnols ont manifestée au sujet des couleurs de la lance française le prouve surabondamment : le fanion blanc est la couleur du parlementaire, qui vient demander à capituler et à traiter de la paix.

« Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, l'usage que les Roncalais font de leur lance et leur décharge de mousqueterie sont profondément blessants ; rien ne saurait motiver, légitimer, ni excuser leur maintien ; ils doivent donc être supprimés. Il semble d'ailleurs qu'entre deux nations amies, unies par des liens

d'estime réciproque et par une incontestable communauté d'intérêts, on ne saurait conserver plus longtemps une cérémonie qui, en froissant notre amour-propre national, peut donner lieu à de violentes représailles et qui entretient très certainement, un germe de mécontentement constant, si ce n'est une sourde animosité entre la vallée française et celle de Roncal ».

Ainsi, M. Duboul s'élève avec vigueur contre les formalités du Tribut et se pose en défenseur de notre amour-propre national. Cet appel au patriotisme ne resta pas infécond et les arguments de M. Duboul furent repris avec violence et développés avec passion, dans un but moins désintéressé peut-être, hélas, dans la vallée de Barétous elle-même.

Depuis longtemps déjà la commune de Lanne en Barétous, montrait quelque répugnance à payer sa part du Tribut, prétextant que ses habitants ne profitaient point des pâturages.

Le 9 mai 1886 (1), M. le maire de Lanne avait exposé au Conseil municipal que depuis des décisions judiciaires intervenues en 1860 et en 1867, la commune ne pouvait plus faire paître ses bestiaux sur les biens communaux du village d'Arette et que, son propre territoire ne confinant pas au port d'Arlas, elle ne pouvait profiter des pâturages de ce port. Sur quoi, le conseil faisant du droit, considéra, que, nul ne peut être astreint à demeurer dans l'indivision, ni à demeurer en association avec d'autres, que, suivant un principe général, celui qui n'est obligé qu'à cause d'une chose, peut se démettre en abandonnant la chose. Il déclara donc qu'il y avait lieu de renoncer aux droits de pâturage sur la vallée de Roncal, ceci afin d'exonérer la commune de Lanne de toute contribution et qu'il y avait lieu également de faire

(1) Cf. *Union catholique* du 13 juin 1895 et nos suivants.

notifier cette renonciation aux cinq communes co-usagères du droit de pacage.

Cette décision du Conseil municipal de Lanne ne fut point acceptée par les autres villages et le préfet taxa d'office la commune récalcitrante. Mais, en 1895, la commune d'Aramits, qui était une des plus attachée au maintien de la redevance, déclara ne vouloir payer les vaches parce qu'elle n'avait pas les fonds nécessaires : une déclaration analogue fut faite par Féas qui refusa de payer des vaches « pour quelques propriétaires » et cet exemple fut suivi par les autres communes de la vallée où cependant subsistait un noyau de résistance dans le village d'Arette. Quoi qu'il en fut, une démarche fut faite auprès de l'alcade d'Issaba, dans le but de remplacer le Tribut par une somme d'argent. Mais l'alcade répondit fièrement par une lettre du 27 mars que ses compatriotes comptaient que la vallée de Barétous continuerait de livrer entre leurs mains le Tribut des Trois Vaches, comme elle l'avait fait jusqu'alors et conserverait ainsi l'harmonie qui doit toujours exister entre peuples voisins ; il ajoutait qu'autrement la vallée de Roncal était disposée à défendre son droit, rendant responsable quant à présent la vallée française des conséquences qui pourraient subvenir.

Cette réponse n'était pas faite pour calmer les adversaires du Tribut qui allaient trouver un porte-parole. Le 9 juin 1895, M. l'abbé Eslous, vicaire d'Arette fit, dans la mairie du village, une conférence sur la « Junte » (1).

Après avoir donné lecture des délibérations des Conseils municipaux de la vallée tendant au refus des génisses, M. l'abbé développa les cinq points suivants : 1^o La commune d'Arette est la plus intéressée au maintien de la Junte, car seuls les pasteurs d'Arette ont le droit de pénétrer en territoire espa-

(1) Cf. *Union catholique*, 13 juin 1895.

gnol avec leurs troupeaux et ceux des autres communes. Traité d'Issaba de 1375 et d'Issor, 1467 ;

2^o Le tribut des génisses n'est pas une compensation pour d'anciens meurtres, il constitue simplement un impôt de pâturage, car on ne saurait, à aucun titre, obliger les Barétounais à payer une compensation pour des meurtres commis il y a plus de cent ans :

3^o Les herbes, actuellement, ne valent pas cinquante francs, le *countente* ayant été réduit par le traité de 1856. Depuis cette époque, les Roncalais ont encore empiété, tandis qu'ils ont nommé leur alcade président de la Junte et exigent que les gardes français prêtent serment dans ses mains ;

4^o Le traité de 1856 a force de loi et oblige les Barétounais à payer les vaches : sinon, ils seront imposés par le préfet comme la commune de Lanne qui l'est depuis 1886 ;

5^o Les Espagnols n'ont pas le droit de faire les cérémonies qu'ils font, car elles ne sont justifiées par aucun texte.

Après cet exposé, M. l'abbé émit des conclusions nettes, mais vitupérantes : l'obligation pour les Français d'être à la Junte découverts et sans fusils avec leurs maires portant leur écharpe devant les Espagnols couverts, qui croisent une lance sur la nôtre et l'enfoncent sur le sol français avant d'y tirer des coups de fusil, face à nos représentants portant une lance à ruban blanc et qui ne doivent pas riposter, cette obligation est une insulte à la patrie et un vestige de barbarie, qui ne s'est maintenu qu'à cause de l'éloignement des lieux.

Donc, étant donné, que, si on refuse les cérémonies, les Espagnols refuseront le Tribut, l'assemblée doit voter cet ordre du jour : considérant que la cérémonie de la livraison des trois génisses aux Roncalais, le 13 juillet de chaque année, blesse notre sentiment national, l'assemblée des Barétounais,

réunie pour la conférence du 9 juin dans la salle de la mairie d'Arette, exprime la volonté que cette cérémonie soit abolie dorénavant.

Il était à craindre que de pareils projets n'amenassent des incidents cette année-là au port d'Arlas et peut-être des rixes. Heureusement, il n'en fut rien. Le 25 juin, le préfet des Basses-Pyrénées fit, à son tour, une conférence dans la salle de la mairie d'Aramits, par laquelle il s'efforça de calmer les esprits. Il fallait, dit-il, que les communes payassent les vaches et fissent encore cette année-là le cérémonial habituel, puis l'on agirait par la voie diplomatique.

Sous l'influence de cette promesse, les événements du 13 juillet 1895 se déroulèrent comme d'habitude et sans incident notable. Mais les adversaires du Tribut ne désarmèrent pas. Le 25 juillet, la plupart des journaux parisiens publièrent une protestation (1) contre le Tribut. Son auteur anonyme s'indignait d'une insulte faite à la France et la veille de « la Fête nationale » (ô scandale), et elle fut suivie d'une rude polémique de presse locale (2) pendant laquelle on attendit toujours l'intervention diplomatique.

Celle-ci se fit si bien attendre, que le 1^{er} juillet 1896 le *Patriote* rappela que rien n'avait été fait et annonça l'envoi d'un dossier concernant la Junte à M. l'abbé Lemire. Celui-ci n'en ayant point fait usage, la Junte eut lieu comme de coutume et les esprits se calmèrent peu à peu. Une solution mixte devait d'ailleurs enlever l'affaire. Le 22 juillet 1897, le *Patriote* publiait les lignes suivantes :

(1) Voir aux Pièces justificatives.

(2) Le journal *Le Patriote*, ajoute aux arguments indignés les plus fines plaisanteries, racontant que M. le sous-parfait est monté à La Junte accompagné de M^{me} la sous-parfaite, vêtue de pantalons, pour voir tirer des coups de feu sur notre sol et devant nos trois couleurs. L'*Indépendant* et *Le Glaneur d'Oloron*, ripostant sur le même ton, font observer que M. l'abbé, lui, portait une robe !

« A signaler une attitude bien moins fière que jadis de la part des autorités roncalaises. La question posée par trois fois par l'alcade d'Issaba aux délégués de Barétous était sensiblement modifiée. Au lieu de la formule assez longue employée les années précédentes et qui parlait de Tribut payé à l'Espagne, de traités et de coutumes anciennes on n'a entendu cette année que cette simple question : Voulez-vous payer les trois vaches « *del leudo* ». La lance espagnole n'a pas été enfoncée comme d'habitude dans le sol français. Il n'est resté du cérémonial qui pouvait froisser nos sentiments patriotiques, que les coups de fusil, et encore, ont-ils été tirés en l'air et nullement dans la direction de la France. »

Le samedi 4 juin 1898, le même journal croyait devoir triompher définitivement : « Enfin, s'il faut en croire *La France du Sud-Ouest*, nous avons gain de cause. Et nous le devons à M. Paul Rey, le conseiller général du canton d'Aramits. Avons-nous assez bataillé pour faire supprimer les cérémonies ridicules et odieuses de la Junte de Barétous. Désormais, elles n'existeront plus. La Commission des Pyrénées (1), réunie à Bayonne, le 23 mai dernier, a décidé la suppression de la cérémonie qui avait

(1) La Commission des Pyrénées a son siège à Bayonne. Sa composition est la suivante : deux ministres plénipotentiaires sont présidents : l'un de la délégation française, l'autre de la délégation espagnole ; les ministres des Finances des deux pays délèguent deux directeurs des douanes. En font partie, en outre, le sous-préfet de Bayonne et le consul d'Espagne de cette ville, délégués des ministères de l'Intérieur, les lieutenants de vaisseau commandant les stationnaires français et espagnols sur la Bidassoa ; enfin, deux secrétaires d'ambassade, faisant fonction de secrétaires de la Commission.

Cette Commission a pour but de régler tout ce qui intéresse la frontière et les départements limitrophes, non seulement les questions douanières, mais encore tout ce qui concerne les pêcheries de saumon, des huîtres, de la sardine, la réglementation du cours de la Bidassoa, des bornes-frontières, les points stratégiques, les propriétés coupées par la ligne de la frontière, etc.

lieu le 13 juillet de chaque année à la Pierre Saint-Martin. A l'avenir, la vallée de Barétous devra simplement remettre les génisses aux Roncalais. »

Nous avons cru bon de rapporter ces événements qui peuvent paraître de peu d'importance, car ils sont la preuve d'un état d'esprit et d'une ignorance qui entraîneront tôt ou tard la disparition du Tribut. Ces querelles ne furent d'ailleurs pas absolument inutiles, car elles attirèrent l'attention des érudits et notamment celle de M. Paul de Castéran, qui eut l'idée d'utiliser le cérémonial pour expliquer l'origine du Tribut. Désireux de ne négliger aucun moyen de recherche, nous allons examiner l'hypothèse de M. de Castéran, qui écrit en effet :

« Me Barbe, avocat à Foix (1), a fait des recherches sur les rapports diplomatiques de la vallée de Vicdessos et du Val de Ferrera. D'après les actes dont il a bien voulu nous communiquer les extraits avec une rare obligeance, la vallée de Vicdessos avait obtenu, en 1293, de son comte Roger Bernard, la faculté de commercer et de traiter librement, non seulement avec les Catalans du val de Ferrera, mais aussi avec tous les habitants du comté de Paillas, avec cette différence que les premiers étaient tenus, sous peine de pignore, de venir périodiquement à Vicdessos solliciter le renouvellement des traités en vigueur et rendre hommage au roi de France, *probablement en expiation d'une incursion à main armée, accompagnée de meurtres, violences et rapines*. Le repas traditionnel était exclusivement à leurs frais, comme le divertissement dont il était suivi. Le Tribut de Barétous, dont nous signalerons plus tard la singularité et que les Béarnais de cette vallée paient encore à celle de Roncal, *n'a pas d'autre origine*. »

S'il était établi que des meurtres et des violences aient entraîné la nécessité de rendre hommage et le

(1) *Traité internationaux de Lies et Passeries*, p. 10.

paiement d'un tribut, nous pourrions expliquer d'un même coup le cérémonial de la Pierre Saint-Martin et la livraison des vaches. Malheureusement, il n'en est point ainsi.

En 1751, les Espagnols ayant refusé de renouveler les traités (1) avec la vallée de Vicedessos, le lieutenant-général du Présidial de Pamiers, Vincent Deville, rédigea une transaction entre les parties, le 17 septembre 1752. Nous trouvons dans cet acte que les représentants de Valferrère devaient se rendre à Vicedessos, chaque année, le dimanche après la Saint-Jean, pour renouveler les conventions de Lies et Passeries et prêter serment. En cas d'abstention, les gens de Vicedessos pourraient, vu la violation du traité, pignorer les bestiaux espagnols sur leur propre territoire.

Dès leur arrivée, les délégués espagnols devaient faire aux consuls, au Conseil municipal et aux autres autorités, une visite qui leur serait rendue. Ils prendraient séance au Conseil municipal à l'heure indiquée suivant le rang qui leur serait assigné ; ils pourraient prendre la parole, mais seulement pour la défense de leurs intérêts ; ils signeraient sur le registre des délibérations à l'endroit réservé ; ils quitteraient la salle dans l'ordre où ils avaient été reçus. On se rendrait ensuite sur la place publique, où, agenouillés, ils prêteraient serment sur les Saints Evangiles entre les mains des consuls, de faire et observer tout ce qui concernait les Lies et Passeries.

La transaction faite par M. Deville ayant donné lieu à contestation, il fut rédigé un Mémoire qui se trouve aux Archives départementales de l'Ariège. Il est intitulé : *Mémoire au sujet de la redevance que les habitants de Valferrère sont obligés de faire annuelle-*

(1) Cf. l'article de M. PASQUIER, *Bulletin de la Société ariégeoise*, 25 nov. 1919. Ces traités sont la transaction du 17 janvier 1355 et le procès-verbal du 6 octobre 1666 qui se trouvent aux Archives municipales de Vicedessos.

ment au Roy de France, par un serment de fidélité qu'ils prêtent entre les mains des consuls de la dite vallée, après lequel, pour marque de réjouissance les Espagnols sont obligés de donner un repas de treize couverts aux consuls et autres principaux de l'endroit à leurs frais et dépens, après lequel on fait une danse publique au son des tambours et auboix et, après avoir fait le tour du présent lieu de Viedessos, la communauté est obligée de leur donner une collation où l'on a accoutumé de servir des fruits et à laquelle toutes les personnes qui suivent la danse ont droit d'entrer comme invités. Le tout pour marque de réjouissance.

Mais, il résulterait d'une délibération prise par les habitants de Viedessos, le 2 octobre 1740, qu'ils considèrent en quelque sorte deux formalités distinctes : l'une consistant à faire prêter serment pour des affaires d'intérêt purement local et l'autre à faire rendre hommage au roi de France. Voici le texte :

« L'assemblée recevra les délégués de Valferère pour rendre l'hommage accoutumé à notre prince roi de France et prêter le serment de fidélité entre les mains de M. le maire au lieu accoutumé et en la forme ordinaire, par lequel souvent ils promettent d'être fidèles et de nous donner avis en cas de guerre. Nous promettons, de notre côté, de faire de même.

Nous voyons donc qu'il y a là un serment de paix absolument caractérisé par l'obligation de donner avis en cas de guerre. Cette clause se trouve dans la plupart des traités de Lies et de Passeries (1). Reste la question de l'hommage. Dans le Mémoire cité plus haut, on trouve les indications suivantes :

On lit dans un petit recueil d'histoire de la Gascogne, fait par M. Deloy, avocat général au Parlement de Toulouse, M. de Sillery alors chancelier de France :

(1) Cf. CAVAILLÈS, *Une Fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime*.

Page 93 : Que la souveraineté d'Aragon et de Barcelone a appartenu depuis le règne de Louis le Débonnaire, fils de Charles le Grand, aux rois de France et que le droit de souveraineté n'a été quitté et remis au roi d'Aragon qu'environ le temps du roi Saint-Louis.

Page 94 : Que les anciens comtes de Foix ne pouvaient pas refuser le serment de fidélité pour les dites terres venues d'Aragon et de Catalogne aux rois de France, leurs seigneurs, des fiefs pour raison des comtes de Foix ni les sujets d'iceux l'obéissance qu'ils doivent à la Couronne.

Page 129 : Que Fortun Garcia et Sanche Garcia, père et fils, roys de Navarre, environ l'an 820, accorda de grands privilèges et immunités aux Espagnols et enfin fut fait une société de confédération et pacte entre les frontaliens par lequel ils jurent annuellement sur une croix faite de la pointe de deux piques qu'ils conserveront entre eux l'amitié et le commerce ou communications nécessaires aux deux provinces.

Il semble donc que le serment agenouillé des délégués de Valferère ait pour origine un afièvement que laisserait également supposer le droit de pignore exercé en cas de non-exécution. Nous ne voyons point ici trace des meurtres dont parle M. de Castéran. Espérant qu'il existait peut être une tradition locale pouvant être connue de M. Barbe dont la famille est originaire de Viedessos, nous sommes allés le voir et il nous a assurés lui-même qu'il n'en était rien et qu'il n'avait jamais parlé de cela à M. de Castéran. Il semble donc permis de croire que M. de Castéran, recherchant l'origine de la redevance de Viedessos, a procédé comme nous qui cherchions l'origine de la redevance de Barétous et qu'il a cru trouver en Barétous, ce que nous avons cherché à Viedessos. Frappé par le même caractère d'infériorité constaté chez une des parties dans les deux céré-

monies, il n'a pas hésité à faire un rapprochement que nous trouvons en toutes lettres exprimé par lui dans le même ouvrage : « En 1873, un meurtre commis à propos de la jouissance d'un abreuvoir, mit aux prises les vallées de Roncal et de Barétous. Les habitants d'Anso (Espagne) les décidèrent, après bien des malheurs, à conclure un traité de paix dont les clauses encore fidèlement exécutées le 12 juillet de chaque année, obligent les Français à payer aux Roncalais un Tribut de Trois vaches dans des conditions qui seraient déplorables pour notre amour-propre national, si leur symbolisme, interprété au moyen des clauses habituelles de tous les traités connus ne devaient pas faire entendre que les Béarnais eurent, au contraire, le beau rôle au ^{xiv}^e siècle, en infligeant alors une sanglante défaite au royaume d'Espagne.

« Mais, au fond, les communautés assujetties à de pareilles obligations n'y trouvent rien d'offensant pour leur patriotisme, puisque les Espagnols de Ferrera, traités comme les Français de Barétous, consentent à frayer gaiement avec leurs anciens ennemis le jour où ils viennent s'acquitter au son des violons d'un tribut dont les palabres, la bonne chère et la danse étaient, en réalité, depuis des siècles, les éléments essentiels. »

L'étude de la redevance de Vicdessos tendrait donc à nous faire rechercher dans un affièvement l'origine de la redevance des vaches, et nous allons examiner cette hypothèse ; mais avant de le faire et afin d'en terminer avec les formalités, nous dirons quelques mots du soi-disant caractère humiliant de ce cérémonial. Nous venons de voir que M. de Castéran n'y voit rien qui puisse blesser notre amour-propre. Il n'est pas le seul, car les cérémonies du Tribut ont su trouver des défenseurs parmi les érudits de la région et dans la vallée de Barétous elle-même.

La plus grande partie du petit livre de M. Duboul fut publiée dans la *Revue de Béarn, Navarre et Lanne*, en 1883 (1). Cette publication était accompagnée d'une préface de M. Labrousche, archiviste des Basses-Pyrénées, où rendant hommage au travail de M. Duboul, il remettait cependant les choses au point :

« Nous nous sommes attachés à reproduire surtout la partie historique du travail en laissant de côté la partie diplomatique. Savoir si le maintien du *statu quo* est une chose fâcheuse, indifférente ou désirable peut, en effet, donner lieu à des appréciations diverses. Il y en aura sans doute qui se refuseront à croire, comme le fait M. Duboul, qu'au point de vue national, nous devons ressentir et partager les sentiments qu'éprouvent nos compatriotes de la vallée de Barétous et revendiquer pour eux l'indépendance et la liberté que notre législation, une et égale pour tous, assure à chacun des membres de la nation.

« La vallée de Barétous, qui, dans notre cher Béarn, si conservateur de son passé a le culte des traditions plus qu'aucune, est-elle vraiment si enthousiaste d'une réforme qui déchirerait encore une page de ce livre du vieux temps, si réduit aujourd'hui ? Nous croirions plus volontiers que l'amour-propre béarnais souffrirait de voir cette destruction nouvelle s'ajouter à bien d'autres. Pour descendre sur un terrain plus positif, la transformation du tribut en nature en tribut pécuniaire, pourrait présenter pour la vallée un aléa plus grand de chances défavorables dans l'avenir, que l'obligation de livrer annuellement trois malheureuses génisses à leurs voisins les Roncalais. D'ailleurs, il s'agirait ici d'un contrat synallagmatique et les Roncalais ne consentiraient sans doute à y apposer leur signature qu'en

(1) *Revue de Béarn, Navarre et Lanne*, p. 231.

recevant, en dédommagement de la tradition brisée, des avantages quelconques, qui rendraient le rachat onéreux ou humiliant. Et, il ne faudrait pas passer outre, parce que, entre montagnards, quand on touche aux anciens privilèges et aux droits, vrais ou pas, que l'usage constant consacre, c'est s'exposer à réveiller des haines assouvies et à exciter, de vallée à vallée, des colères dont les conséquences peuvent être graves.

« En admettant même que la vallée de Barétous désire la modification proposée et que la vallée de Roucal y accède, il n'est peut-être pas très exact de voir dans le cérémonial actuel une blessure d'amour-propre national. Les Français ne doivent pas oublier que la Haute-Navarre nous appartient historiquement. La Haute-Navarre est l'Alsace-Lorraine du midi de la France. Parce que la maison d'Autriche a inventé une bulle pontificale de confiscation, et dans cette supercherie, a trouvé un prétexte pour mutiler la Navarre et ne nous laisser qu'une de ses six mérendades, il n'en est pas moins vrai que, depuis 1486, les Albret, et, après eux, les Bourbons, ont seuls porté légalement le titre de rois de Navarre. L'invasion de 1512 et la conquête de Ferdinand le Catholique ont été les instruments violents d'une politique sans scrupules : le droit qu'elles n'ont pu toucher, quatre siècles de possession sous titre, ne l'ont pu prescrire. Avant 1486, et au point de vue béarnais, la question d'orgueil national aurait pu se poser ; de 1486 à 1620, elle se serait encore posée à la rigueur, parce que, quoique sous un même sceptre, le Béarn et la Navarre avaient conservé leur vie propre et absolument indépendante ; au point de vue français, depuis que Louis XIII a incorporé au royaume de France le royaume de Navarre et la vicomté de Béarn, la question ne se pose plus. Le droit est peut-être archaïque, mais il est réel et, ne fût-il qu'un sou-

venir, il faut le respect de tout ce qui le suppose pour éviter jusqu'à un semblant d'abdication. En 1883, le tribut du Béarn à la Navarre ne nous semble pas plus humiliant, même avec ses fanfaronnades et ses bizarreries que ne le serait un tribut local et traditionnel que continuerait de payer à l'Alsace perdue la Lorraine restée française. »

De même, en 1897, au moment où l'on attaquait si violemment la Junte, M. Pellisson, poète barétounais, répondait avec ironie à ses détracteurs (1) :

« Si la Junte ne vous plaît pas, eh bien, n'y revenez plus, on la fera sans vous, mais ne nous faites pas trembler par votre frémissant : « *Delenda Carthago*. » Cessez d'attaquer et de troubler cette immortelle fête du 13 juillet. Respectez-la, au contraire, comme un vestige sacré, touchant et pacifique de notre bon vieux temps. Alors, les étoiles sereines ne se voileront plus au-dessus de nos sanglantes mêlées détestées des mères et la patrie barétounaise entendra sans frayeur la fusillade roncaldaise retentir au port d'Arlas. »

Plus récemment enfin, un érudit local à la plume fleurie écrivait : « Le premier article des Fors de Béarn affirme le respect absolu des usages, coutumes et privilèges de la Province. Il serait sacrilège d'abroger la redevance avantageuse, des trois gënisses et tout son cortège de costumes, de piques et d'antiques libations. Que la tradition soit respectée par l'esprit de nos jours qui ne sait pas, au delà de la frontière des âges, aller puiser aux sources de l'histoire dorée par la légende (2). »

Nous n'insisterons pas davantage sur ce débat. Que notre amour-propre national puisse être blessé par la célébration d'une ancienne coutume, nous avouons ne pas le comprendre.

(1) *Glaneur d'Oloron*, 27 juillet 1897. *Le Félibre de Barétous*.

(2) D^r Amédée CASAMAYOR DUFAUR, *Echo d'Oloron*, 8 septembre 1922.

CHAPITRE IV

LE TRIBUT INDEMNITÉ POUR LES HERBES ET LES EAUX

« La Tradition en Baretons » écrit M. Duboul (1) « est positive sur l'origine de l'impôt qui, suivant elle, serait la conséquence toute naturelle du droit d'usage des « yerbes et aigues » du territoire espagnol sur lequel se trouve la facerie. Le terrain de dépaissance commune est situé sur le versant navarrais des montagnes d'Arlas et de Leche ou Leja ; nos troupeaux vont pendant vingt-huit jours, paître les premières herbes de ces pâturages alors que le bétail roncalais n'entre jamais en Béarn. Le fait est trop concluant pour prêter à la moindre interprétation : la compascuité a été certainement achetée par les Barétounais » Cette opinion est partagée par M. Cavaillès qui s'exprime en ces termes (2) :

« Sur leur commune frontière, les pâtres des deux pays avaient longtemps bataillé, car le territoire béarnais manquant de sources pour les troupeaux, les bergers de ce côté-là de la frontière tenaient à mener leurs bêtes sur les paturages navarrais où ils savaient trouver de l'eau et leurs voisins prétendaient les en empêcher. Après d'innombrables rencontres,

(1) *Opera cita*, p. 40.

(2) *Une Fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime*, p. 12.

les deux parties décidèrent de se soumettre à un arbitrage et la décision des arbitres acceptée des deux côtés devint le traité de 1375. Il reconnaissait aux Béarnais le droit de mener leurs bêtes en Navarre mais les astreignait à certaines obligations. (Les habitants du lieu d'Arette, etc (1)). En compensation et sans doute pour marquer qu'ils n'avaient sur le versant navarrais qu'un simple droit d'usage, les Béarnais s'engageaient à fournir un tribut annuel de trois vaches génisses de l'âge de deux ans. Telle est l'origine de ce singulier usage qui s'est conservé jusqu'à nous. Le Tribut des Trois Vaches n'est en somme que le prix de location des herbes et des eaux, le simple loyer du territoire dont le traité reconnaissait l'usage aux Béarnais ».

M. Duboul et M. Cavaillès sont donc du même avis : le Tribut est payé en exécution d'une sorte de contrat synallagmatique : les Barétounais, en échange d'un droit d'usage en territoire espagnol sont tenus d'accomplir une prestation : cette prestation, ce serait les Trois Vaches.

Cette opinion a le mérite d'exprimer une idée fort simple et de donner une explication qui paraît des plus vraisemblables. En effet, les conditions du travail pastoral changent fort peu et depuis l'époque, assurément très reculée où la vallée de Baretous a été peuplée en hommes et en bétail comme elle l'était au xve siècle, les pasteurs baretounais ont dû avoir besoin des pâturages et de la fontaine du port d'Arlas. Ceci explique que l'origine de la redevance remonte à une époque des plus éloignées. Cette thèse a pour la défendre la *théorie de la formation scientifique des conventions pastorales* telle qu'elle est exprimée par M. Cavaillès :

« Il arrivait (2) en maint endroit que deux vallées

(1) Cf. p. 55.

(2) Voir *Une Fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime*, p. 4, 5,

contiguës se disputaient des pâturages, soit parce que leur situation topographique prêtait à des contestations, soit parce qu'il existait en faveur des rivaux d'anciens droits historiques ou des titres de propriété d'interprétation malaisée..... Et nombreux étaient les pâturages qui manquaient d'eau pour abreuver les troupeaux, de forêts pour les abriter, tandis que tout près, mais en terre étrangère, des eaux abondantes jaillissaient du sol..... Enfin, il y avait de bons et de mauvais pâturages..... c'étaient là d'éternels sujets de discorde..... Pour les régler, il n'y eut pendant des siècles qu'un seul procédé et une seule loi : la force. Ce furent des batailles incessantes où il y eût des morts et des blessés. Ce furent des représailles, des vengeance, et des rancunes sans fin que les générations se transmettaient intégralement et qu'alimentaient de nouveaux conflits..... Un jour vint cependant, où l'on se fatigua de ces incessantes rencontres. Alors, on s'efforça de les éviter. Parfois, on régla le différend à la manière féodale par un combat singulier..... Il arriva aussi que l'on soumit le conflit à un arbitrage..... Mais, ces arbitrages étaient encore insuffisants. C'est alors que les montagnards s'efforcèrent de prévenir les conflits en concluant des accords ».

De plus, le traité franco-espagnol de 1856 mentionne une redevance qui serait analogue bien que acquittée en argent par les habitants de la vallée française de Baigorri dans le pays basque. Nous lisons en effet dans le traité du 2 décembre 1856, art. 15 et 16.

ART. 15. — « Il est convenu en outre que les habitants de la vallée de Baigorri auront la jouissance exclusive et perpétuelle des pâturages de la partie

6, 7. Nous n'avons pas rapporté un certain nombre d'exemples et d'arguments fournis par M. Cavaillès.

« des Aldéides comprise entre la crête principale des
« Pyrénées et la ligne qui a été tracée dans l'art. 7
« de la présente convention, de Lindusmunna par
« Isterbeguy, comme divisant en cet endroit les deux
« souverainetés.

« Le territoire dont le pâturage se donne à ferme
« perpétuelle aux Baigorriens est celui qui circonscrit
« une ligne, qui, partant de Beorzubustan, suivra
« la chaîne principale des Pyrénées déterminée par
« les hauteurs d'Hurisburu, Urtiaga, Ahadi, Odia,
« Iterumburu, Sorogaïna, Arcoleta, Berascoïnzar,
« Curuchespila, Bustarcortemendia et Lindusmunna
« pour se diriger de ce dernier point à Beorzubustan
« en passant par Isterbeguy. Les habitants de Bai-
« gorry acquerront la jouissance exclusive et perpé-
« tuelle de ces pâturages moyennant une rente
« annuelle de huit mille francs représentant, au cours
« de dix neuf neuf réaux par pièce de cinq francs
« une somme de trente mille quatre cents réaux de
« veillon, monnaie espagnole (1).

(1) Voici la suite du texte :

« Art. 16. — Afin de prévenir les doutes qui pourraient s'élever
« au sujet de l'interprétation de l'article précédent, il est convenu
« que la jouissance exclusive et perpétuelle de pâturage concédée
« dans le territoire dont il est question, donnera aux habitants de
« Baigorry le droit d'y faire passer leurs troupeaux librement et
« exempts de tout droit et de les y établir à demeure et pendant toute
« l'année, s'ils le veulent. Elle leur donnera aussi le droit d'y faire,
« conformément aux usages du pays, des cabanes en bois, en planches
« ou en branchages pour abriter les gardes, les bergers et leurs trou-
« peaux.

« Pour construire ces cabanes, et pour les besoins ordinaires de la
« vie, les gardes assermentés et les pasteurs français auront le droit
« de couper dans ce territoire tout le bois qui leur sera nécessaire,
« mais sans jamais pouvoir aliéner, échanger ou exporter le bois
« coupé.

« Pour que ces gardes et ces pasteurs ne manquent jamais du bois
« nécessaire aux usages mentionnés ci-dessus, les vallées proprié-
« taires du territoire dont le pâturage est donné à ferme seront
« obligées de régler l'exploitation des bois qu'elles y possèdent en

Les trois génisses de Barétous, sont-elles donc comme les 3000 francs de Baigorry payées en échange d'un droit d'usage sur le territoire espagnol ?

Dans l'étude même des conventions pastorales il est possible de trouver des arguments contraires à cette opinion sur l'origine du Tribut.

Tout d'abord, une question se pose : la ligne de faite des Pyrénées était-elle à l'origine des conventions pastorales une ligne de démarcation absolue ? M. Cavallès résoud ainsi la question :

« Il n'y avait pas alors de royaume d'Espagne et le royaume de France n'était qu'une juxtaposition d'États féodaux indépendants. Alors, les Pyrénées n'étaient pas une limite politique, car l'idée qu'une chaîne de montagnes doit être une barrière entre deux peuples ne s'est imposée qu'assez tard. Les montagnes unissaient les hommes bien plus qu'elles ne les séparaient. La vie intérieure dont elles étaient le cadre faisait d'elles des régions de grande unité.

« se conformant aux lois espagnoles, et de telle sorte qu'en tout « temps ces bois puissent suffire aux besoins ordinaires de la vie des « gardes et des pasteurs et donner aux troupeaux l'abri qui leur est « nécessaire pour se garantir du mauvais temps ou du soleil.

« Les pasteurs dont il est question seront soumis aux conditions « imposées par les lois espagnoles à toute personne ayant affirmé « des pâturages, c'est-à-dire qu'ils ne pourront jamais dénaturer le « sol en le défrichant, en y faisant des coupes de bois, en y culti- « vant la terre ou en y élevant d'autres constructions que celles « dont il est parlé ci-dessus.

« Les vallées espagnoles propriétaires de ces territoires seront « obligées, de leur côté, de ne rien changer à l'état dans lequel ces « pâturages se trouvent aujourd'hui et de ne faire aucun défriche- « ment, aucune culture, ni aucune construction dans le territoire « de ces pâturages ni dans celui des bois.

« Pour la surveillance de ces pâturages et des troupeaux français, « les habitants de Baigorry auront le droit de nommer des gardes « assermentés, qui, de concert avec les gardes espagnols assermentés, « aussi, veilleront ensemble et collectivement au maintien de l'ordre « et à l'exécution des règlements en vigueur.

« Ces gardes seront tenus, en cas de délits ou de contraventions aux « règlements, de porter leurs plaintes devant l'autorité territoriale. »

Et cette unité avait tout naturellement trouvé son expression dans de vastes États établis sur les deux penchans de la montagne. Il en fut ainsi dans les Alpes. Il en fut de même dans les Pyrénées bien que les vallées y fussent moins larges et sans doute moins peuplées et que les communications y fussent plus difficiles de l'un à l'autre versant. Comme le Dauphiné, la Savoie, les Cantons Suisses ou les Domaines autrichiens dans les Alpes, les États pyrénéens de Catalogne, d'Aragon et de Navarre réunirent sous une même loi des populations séparées en apparence par de puissantes chaînes. Au ^{xiii}^e siècle la juridiction des comtes de Toulouse s'étendait encore sur la Catalogne, tandis que le roi d'Aragon se prétendait suzerain des comtes de Foix et des vicomtes de Béarn et que les seigneurs des quatre vallées se trouvaient apparentés à leur maisons. A la même époque et bien au delà du ^{xiii}^e siècle, le roi de Navarre régnait à la fois sur les bords de l'Ebre et sur les eaux tributaires de l'Adour. Alors, les limites des États pyrénéens suivaient le pied des monts au lieu d'être dessinées par les crêtes.

« Ainsi réunies sous une même domination, les vallées ne virent pas se dresser contre elles ces obstacles qui naissent des prétentions rivales des Etats. Et comme d'autre part, elles étaient à peu près complètement indépendantes, elles purent librement échanger, combattre et négocier (1). »

M. Cavaillès rappelle donc qu'à l'époque féodale, le sommet des Pyrénées n'était pas nécessairement une frontière. Il ne l'est pas encore maintenant et nous en connaissons des exemples célèbres tels que la vallée de la Bidassoa, le Val d'Aran, la Cerdagne sur lesquels nous n'insisterons pas car il s'agit là de délimitations de territoires et de « droits de propriété »

(1) Cf. *Une Fédération pyrénéenne*, p. 9.

alors que nous devons envisager plutôt des « droits d'usage » exercés par les propriétaires d'un versant sur l'autre versant, le droit de propriété n'étant pas toujours nettement établi. De tels exemples sont nombreux en Béarn et dans les pays voisins.

Tout à côté de Barétous, la vallée de Jaca en Espagne possède des droits sur le versant français des montagnes d'Estaens dans la vallée d'Aspe et par contre une tradition locale veut que très anciennement les Aspois aient possédé quatre ans sur cinq le droit de pêche sur les eaux du lac d'Estaens, qui se trouve lui en territoire navarrais. De même, les villages de Lanuza et Sallent dans la vallée de Tena ont conservé certains usages sur les montagnes d'Aneou (1) et de Peyredu dans la vallée de Cauterets de même la vallée de Broto a la propriété commune avec la vallée de Barèges de la vallée d'Ossoue, depuis la brèche de Roland jusqu'au Vignemale, de même le village aranais d'Anbert possède le versant français du contrefort qui sépare la vallée d'Aure de celle de Luchon, etc., etc.

Enfin, s'il est exact comme l'a écrit M. Duboul que le bétail navarrais n'entre pas sur le territoire béarnais, il ne faut pas aller bien loin de Barétous, pour le voir entrer sur le versant nord. On lit en effet dans la Convention additionnelle du 28 décembre 1858 au Traité de Délimitation de 1856 :

« La borne 257 N. placée sur le chemin d'en bas à « un saillant de la porte de Semporie qui se voit du « col d'Eraisé à 640 mètres n'est point un repère de « la limite internationale : cette borne et trois petites

(1) Les pâturages de Rouméga et de la hon Galhego sont encore le lieu d'entrevues périodiques renouvelées tous les cinq ans entre les représentants du syndicat du Bas-Ossau et une délégation des municipalités espagnoles de Salhen et de Lanuza, présidée par les alcades des deux communes. On renouvelle certains arrangements adoptés en cas de pertes d'animaux et l'on commence l'entrevue par un repas en commun. Cf. CAVAILLÈS, *Une Fédération...*, p. 62.

« croix sans numéro gravées sur des rochers et situées
« au delà dans la direction du Ferial n'ont d'autre
« but que de marquer la trace du chemin Nord. Il a
« été convenu que, *conformément à l'ancien usage*, le
« chemin d'en haut et le chemin d'en bas continue-
« raient à donner passage aux Français et aux Es-
« pagnols et que le pâturage compris entre les deux,
« quoique appartenant à la juridiction française
« pourrait être fréquenté de *soleil à soleil* par les
« troupeaux de la vallée de Roncal comme par ceux
« du pays de Soule ».

Dans cette expression de *soleil à soleil*, nous retrouvons une des clauses de la sentence arbitrale d'Anso. Mais si nous revenons à ce texte nous voyons qu'il n'y est point question d'un droit d'usage barétounais sur le versant sud : il y est question tout simplement de l'usage d'un terrain contentieux dans lequel les Barétounais ont coutume de tout temps d'entrer les premiers.

Si la sentence n'établit pas la propriété du contentieux elle établit du moins que cette propriété en est contestée.

D'une façon générale, les passerries concernent ainsi des paturages indivis sur l'un ou l'autre versant. Dans aucune de celles qu'a étudiées M. Cavaillès il ne signale que l'une des parties ait versé à l'autre un paiement quelconque pour l'usage des prairies situées sur son versant et nous n'avons pas non plus trouvé trace d'un Tribut dans les Faceries du Pays basque qu'il nous a été permis d'étudier. Enfin d'une façon plus particulière si nous nous reportons à un article de M. Alphonse Meillon (1) intitulé *Les Pierres Saint-Martin* nous y trouvons signalée l'existence de quatre de ces pierres : celle de Barétous celle d'Azun, celle de Cauterets et celle de Barèges. Toutes ces pierres indiquent la limite entre la vallée

(1) *Bulletin pyrénéen*, Pau, 1907.

du versant français et la vallée du versant espagnol et toutes sont un lieu de réunion où les habitants des deux versants viennent régler la compascuité. Ces réunions se produisent à Azun tous les cinq ans et à Cauterets tous les ans. En ce qui concerne Barèges, il est dit dans le Censier de Bigorre de 1667 que : « La vallée de Barèges comme la vallée de Saint-Savin, sont limitroffes du royaume d'Espagne limitées et confrontées avec les pierres de Saint-Martin qui sont la séparation des royaumes » puis, que : « les députés desdittes vallées se rendent annuellement le 22 juillet en un lieu appelé Gavarnie où ils conviennent verbalement de souffrir que leur bétailh aille dépaistre réciproquement les uns chez les autres pourvu qu'il ne se passe dessa ou dela deux lieues desdites pierres qui sont bornes ». Nous ne voyons pas non plus ici que l'usage d'un pâturage ait donné lieu au versement d'un prix de location.

Enfin si nous continuons de lire « Une fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime nous allons pouvoir étendre encore le champ de nos comparaisons (1).

« Les traités que conclurent ces vallées se ressemblèrent tous parce que les vallées qui les contractaient se trouvaient toutes les unes vis à vis des autres dans les mêmes rapports réciproques. Et voilà le caractère essentiel des accords conclus à l'époque féodale. Les traités entre Français et Espagnols (en supposant que l'on puisse dès cette époque employer ces deux appellations) ne se distinguent en rien de ceux qui furent conclus par des Français entre eux ou par des Espagnols entre eux. Et nous pouvons les étudier ensemble.

« D'abord, ils sont les uns et les autres de la même époque. Il est vrai, les textes les plus anciens qui nous soient parvenus des traités entre vallées

(1) Cf. p. 10. *Une Fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime.*

françaises et Espagnoles (1) ne remontent pas au delà du xiv^e siècle, alors que nous connaissons par des textes du xiii^e siècle plusieurs accords conclus entre des vallées de même versant (2). Mais cette différence de date est toute apparente, car nous savons à n'en pas douter, que les documents franco-espagnols du xiv^e siècle avaient eux-mêmes été précédés d'autres accords beaucoup plus anciens. Le traité de 1328 entre les hommes d'Ossau et ceux de Têna cite *la carte de la paz antica*. Et, dans le rafraîchissement de 1646 de ce même acte, il est fait mention *d'un autre si vieux et si antique que l'on a perdu tout souvenir de son origine* (3). D'autre part, certaines dispositions de ces mêmes pactes, comme le tarif des compositions, remontent bien au delà du xiv^e siècle et permettent de leur attribuer une date certainement plus ancienne. Le tarif des compositions par exemple, dans le traité d'Ossau avec Têna est à peu près identique au tarif contenu dans le For de Morlaas et dans le For général de Béarn, rédigé en 1288, mais beaucoup

(1) Saint-Savin-Panticosa, 1314. *Arch. des Hautes-Pyrénées*, E. 897.

Ossau-Tenia, 1328. *Arch. de la vallée d'Ossau. Cartulaire de la vallée* (Livre rouge), A. A. 1, fol. 5. Cf. *ibidem*, D. D. 63.

Vicdessos-Ferrera, 1355, *Arch. municipales de Vicdessos*.

Barèges-Bielsa, 1384. BOURDETTE, *Annales du Labéda*, t. II, p. 531-533.

Barèges-Broto, 1390, *ibid.*, t. II, pp. 125-128. D'après DAVEZAC MACAYA (*Essais historiques sur la Bigorre*, Bagnères, 1823, t. II, p. 76), il y aurait eu un traité de paix entre Barèges et Broto dès 1319.

(2) Bagnères de Bigorre et le Lavedan, 1171-1175. DAVEZAC-MACAYA, *O. C.*, t. I, p. 246.

B. de B., Tarbes et Ibos, *Arch. de B. de B.*, publ. par DEJEUNE; *Revue de linguistique et de philologie comparée*, 1883, t. XVI, p. 163.

Ossau et Barèges, 1258. *Arch. des Hautes-Pyrénées*, F. 20, fol. 65-67.

Aspe et Ossau, 1187 et 1225. *Arch. de la vallée d'Ossau*, A. A. I (Livre rouge), fol. 20, 1270. *Arch. des Basses-Pyr.*, E. 2334.

(3) « Se han mencion de otra tan vieja y antigua que no hay della memoria ni de su principio ». *Arch. V. Ossau*, D. D. 74.

plus ancien et datant probablement de la fin du ^x^e siècle. De tous ces faits, on doit conclure que les traités franco-espagnols sont contemporains des premières conventions conclues entre vallées de même versant que les uns et les autres ont été vraisemblablement rédigés au ^{xii}^e siècle et qu'ils ont été certainement précédés d'accords beaucoup plus anciens qui étaient de simples ententes verbales ».

Ainsi donc, les études de M. Cavaillès nous permettent d'aller chercher des points de comparaison dans les accords conclus entre vallées du même versant. Les Annales du Labeda de M. Bourdette vont nous donner sur le point qui nous intéresse, des indications précieuses. A la page 382 du tome I, nous y lisons en effet ceci :

« En l'an 1244, les abbés Lays et autres habitants de Luquet des Gardères, de Séron et de tout le reste des Landes de Bigorre qui confrontent au pays de Béarn, adressèrent une requête au comte Gaston pour obtenir de lui la confirmation de deux coutumes anciennes qu'ils pratiquaient de temps immémorial : la coutume des Héritages et la coutume du parcours réciproque de jour entre villages voisins (1).

(1) Voici la suite du passage :

« Les supplians disaient qu'ils étaient environnés de tous côtés des terres de Béarn et qu'ils avaient accoutumé depuis un temps immémorial de faire pacager et abreuver leurs troupeaux, avec liberté et sans aucun trouble depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, chez leurs voisins de Béarn et réciproquement, sans qu'ils puissent user d'aucun droit de saisie les uns sur les autres à moins que les troupeaux fussent surpris à y coucher pendant la nuit ou y pâturer en fraude. Et de grandes querelles étant survenues à l'occasion de l'exercice de cette coutume, ces supplians demandaient au comte de vouloir statuer là-dessus...

« Le comte statue sur le chef de la requête que lesdits habitants des Landes de Bigorre feront pâturer et abreuver sans aucun trouble tous leurs troupeaux chez tous leurs voisins confrontans de Béarn et ceux-ci pareillement chez eux, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil avec défenses très expresses à tous et à chacun, tant du Béarn que de Bigorre, de jamais plus, à l'avenir, attenter

Ainsi le droit concédé aux habitants d'Arette de pouvoir mener leurs troupeaux sur le versant sud pendant le jour n'est qu'une application d'une coutume (1) des montagnards (nous avons vu qu'il existait une vie sociale propre aux sommets dont un certain nombre de coutumes ont été transcrites dans les accords pastoraux). Seule une objection peut se présenter. Dans la coutume de voisinage *réci-proque* pourrait-on dire, il n'y a pas lieu à paiement parce qu'il y a *réciprocité*. Les habitants de Baigorry paient une redevance parce qu'il n'y a pas *réciprocité*. Il est de même en Barétous. Le texte même de 1375 suffit à détruire cette objection. En effet, partant de la pierre Saint Martin dont la marque et signe du côté droit est le terme des habitants de Roncal et *tirant tout droit* c'est-à-dire vers l'Espagne, les arbitres prennent des points de repère et délimitent *jusqu'au coteau qui est près de Moulon* le territoire de Navarre. Puis étant revenus près de la pierre Saint-Martin, et par le côté gauche d'icelle, et de là *tirant tout droit* c'est-à-dire vers la France *toujours de coteau en coteau* et « tirant vers l'endroit où finissent les dernières croix près de Moulon » ils délimitent le territoire de Béarn. Il reste donc entre les deux délimitations un territoire *le terrain qui se trouve entre les dites bornes et signaux et qu'il*

les uns sur les autres, sous peine de prison et d'amendes arbitraires ».

Un droit analogue existait en 1325 entre les habitants de Saint-Estréma de Castetlou-Bou et ceux de Labasséra.

Ce droit de parcours entre voisins fut consacré par délibération des Etats de Bigorre.

(1) M. DE ROQUETTE-BUISSON (*Les Vallées pyrénéennes*, 1921, p. 145), compare cette coutume qu'il se contente de signaler, à une transhumance : « Ce qui existe encore dans les Pyrénées, c'est une transhumance intérieure entre les communautés voisines, entre les hautes vallées françaises et espagnoles. Ce n'est point là une véritable transhumance, c'est une compascuité résultant du vieux droit de libre parcours, des indivisions entre communautés des traités de lies et de passeries.

est d'ailleurs certain que c'est le terrain contentieux entre les dites parties. Il y a donc une sorte de zone neutre qui n'est ni béarnaise ni navarraise. Le texte le précisera encore en disant plus loin : « les habitants d'Arette pourront entrer avant et premièrement..... dans le territoire et terme du port du milieu contentieux ». Et dans l'usage de cette zone, il y a parfaitement *réciprocité* puisque les deux parties en usant toutes les deux, il y a indivision et communauté.

La seule particularité qu'on puisse relever, c'est que français et navarrais ne jouissent pas concurremment des pâturages. Mais cette décision des arbitres d'Anso s'explique facilement car elle apparaît comme très sage en l'espèce. La sentence est avant tout un accord destiné à rétablir la paix. N'est-il pas très raisonnable d'éviter les prétextes à conflits en interdisant aux pâtres des deux versants de se rencontrer en territoire contentieux. D'ailleurs, nous savons également que les Espagnols à la fin de la saison d'été ont toujours recherché les herbes françaises parce que les leurs sont déjà desséchées. N'était-il pas logique de laisser entrer d'abord les Barétounais qui pouvaient plus tard trouver encore des herbes fraîches sur leur versant mieux abrité ? Du reste, le texte de 1375 le dit bien : « étant clairement établi par les dites dépositions, que les habitants de la vallée de Barétous et en particulier ceux d'Arette avaient coutume d'entrer les premiers dans les dits territoires contentieux pour y paccager leurs bestiaux chaque année au jour des sept frères martyrs et d'abreuver leurs bestiaux aux fontaines qui en dépendent ».

La longue possession d'un droit à cette époque, n'était certes pas acquisitive de propriété, mais elle l'était souvent de jouissance. Nous trouvons un exemple de cette autre coutume dans les commentaires que fait l'historien du Labéda, M. Bour-

dette (1) à propos de la sentence arbitrale de 1390 entre le Val de Broto et les vallées du Labéda.

Comme il y avait eu de longues guerres entre les habitants de la vallée de Broto en Aragon et les habitants des vallées de Baretge et d'Azu sur le possesseur des montagnes etc..., les deux partis décidèrent de soumettre leur différend à des arbitres qui rendirent une sentence.

Les deux vallées de Barège et de Broto, ayant possédé en commun et par indivis tout l'eau versant vers la France à partir du Peyras de Séri Marti, aussi bien que deux montagnes (pâturages) qui sont bien de ça et séparées de l'eau versant, les arbitres adjugèrent pour un espace de cent un ans à la vallée de Barège ces deux dernières montagnes et donnèrent pour le même temps aux Brotois tout l'eau versant en laissant un espace pour être jouï en commun par les deux vallées; après l'expiration des cent-un ans chaque partie reprendrait ses droits et les ferait valoir si elle le jugeait convenable.

De plus deux ou trois députés de chacune des vallées devaient se rendre annuellement à l'hôpital de Gabarnie au jour de la fête de sainte Madeleine (le 22 juillet) et là sur l'hôtel de la dite sainte, ils jureraient et confirmeraient la paix et jugeraient souverainement toutes les questions intervenues dans l'année.

M. Bourdette a à ce propos refute la relation de l'historien Davezac Macaya. Celui-ci prétendant que d'après cette sentence les gens de Broto auraient eu la propriété des pâturages en litige moyennant une redevance annuelle il fait observer que la sentence de 1390 ne dit point cela. Que le versant des montagnes en deça des « Peyres » fut la propriété de la vallée de Barège, cela semble n'avoir jamais été sérieusement contesté ni avant ni après la sentence de 1390. Mais,

(1) BOURDETTE, *Annales du Labéda*, t. II, p. 124.

de temps immémorial, les pasteurs brotois, y conduisaient leurs troupeaux et s'y maintenaient par la violence. Aussi la sentence accorda-t-elle aux Brotois pour cent un ans, non pas la propriété (au contraire elle laisse cette question indécise) mais la jouissance d'une partie des pâturages contestés, ce qui est fort différent. L'arrangement amiable tient ainsi grand compte de l'occupation illégitime, sans doute, mais immémoriale des Brotois, et en partageant les territoires, il voulut prévenir les querelles que cause ordinairement la co-jouissance (1).

Cette sentence ayant une grande ressemblance avec celle qui prévoit le paiement des Trois Vaches, il est permis de penser que le fait seul pour les Barétounais d'avoir coutume de tout temps d'entrer les premiers sur un territoire contentieux, suffisait dans *les montagnes* à cette époque pour la consécration de leur droit d'usage par une sentence arbitrale et sans qu'il fut besoin pour cela de payer une redevance.

Si des ouvrages de M. Cavallès et de ceux qu'il a utilisés le plus souvent on peut tirer des arguments favorables à ceux qui prétendent que le Tribut des Trois Vaches a une origine autre que celle des accords pastoraux, il est seulement possible de tirer des arguments analogues de certains passages de l'ouvrage de M. Duboul (2).

(1) M. Bourdette ajoute que cette sentence arbitrale mérite d'être remarquée par l'importance de son objet, par les dispositions qu'elle prescrit pour l'administration de la justice sur la frontière et encore, parce qu'elle fut le premier de ces traités dits Passeries, Pacheries, Concordes entre les vallées correspondantes des deux versants pyrénéens et qu'elle a servi de modèle à tous ceux qui intervinrent depuis.

Il est bon de faire remarquer que la Sentence de Barèges-Broto est postérieure de quinze ans à celle d'Anso et que la plupart des dispositions sont analogues dans les deux sentences. Celle de Broto ne peut donc avoir servi de modèle qu'aux accords conclus par des vallées labédanaises et non pas à tous ceux conclus par des vallées pyrénéennes.

(2) DUBOUL, p. 36.

« D'une pièce publiée par M. Clément (1) Simon dans le Bulletin des lettres, sciences et arts de Pau, il résulte que vers 1450, les Roncalais enlevèrent à leurs voisins cinq mille têtes de bétail, et que, peu de temps après, les Barétounais à leur tour ne leur en déroberent pas moins de quatre mille. De plus, en 1630, les Barétounais cessèrent de payer la redevance *per non aver estat troubat juste per resolution de toute laditte vallée*, trois ans après, les Roncalais déroberent le bétail de leurs voisins qui obtinrent du Parlement de Pau une saisie de diverses créances que les Navarrais avaient sur quelques habitants de Sainte-Marie d'Oloron. En août 1635, nouvelle incursion des Espagnols qui enlevèrent près de quatre mille deux cents animaux, etc. »

Si les Roncalais avaient considéré qu'en refusant, de payer les vaches, les Barétounais perdaient le droit de pacage et d'abreuvoir aux fontaines du territoire contentieux, ils se seraient contentés de carnaler leurs troupeaux. C'eût été en somme un manquement des Béarnais à exiger l'obligation d'un contrat synallagmatique et ce manquement aurait trouvé sa juste punition dans un manquement correspondant de la partie adverse. Au lieu de cela, nous voyons que les habitants de Roncal n'hésitent pas à reprendre les razzias, semblant indiquer par là, que, puisque le système de l'Arbitrage ne fonctionnait plus, ils entendaient revenir au Droit primitif, celui des Représailles. Il semble donc que dans l'esprit de ces populations, le Tribut des Trois Vaches était une chose indépendante des pâturages, une des questions en litige et un des chefs du traité de paix en 1375 (2) (ainsi que l'indique la disposition même de ce texte : « item, attendu qu'il résulte des dépositions desdits témoins »). L'affaire des pâturages étant réglée, il

(1) *Bulletin des lettres, sciences et arts de Pau*, t. II.

(2) Cf. p. 59.

aborde celle des vaches dont l'inexécution entraînait l'abandon du traité lui-même. Cette opinion est d'ailleurs confirmée par ce fait qu'en 1635, les propriétaires français dépouillés de leurs bestiaux réclamèrent une indemnité (1) à toute la vallée française qu'ils rendirent responsable du dommage qui leur avait été causé, indiquant par là que le Tribut, dans leur esprit était, non pas le prix des pâturages, mais celui de la paix et de leur tranquillité.

Il faut rappeler en outre que la question de dépaissance n'est pas nécessairement la cause dominante des traités montagnards. Elle l'est très souvent sans doute, directement et immédiatement ou indirectement parce que les traités ont souvent pour but de mettre fin à des querelles ou des excès dont l'origine est un pâturage mais la véritable cause précise et générale des traités est le maintien ou le rétablissement de la paix (2). Il n'est pas difficile de trouver un accord où il ne soit pas question de pâturages. A propos du traité Barèges--Béoussa, M. Bourdette fait cette observation : « La pacherie de 1884 la plus ancienne que nous connaissions (3), n'eut d'autre objet que de rétablir la paix, de prévenir et réprimer les excès et de réparer ceux qui pourraient être commis à l'avenir. Des pâturages, elle ne dit pas un mot. Comment donc accepter cette opinion que les pacheries étaient des traités intervenus à l'occasion des pâturages. J'ose dire qu'elle est erronée et peut être inspirée par une étymologie également erronée car du mot *pax* on fit *passeria* qu'on prononçait « pacheria ».

En effet, les causes de discorde étaient nombreuses entre montagnards et les Roncalais n'étaient pas commodes. M. Duboul remarque avec sagacité qu'ils

(1) Cf. DUBOUL, p. 37.

(2) Cf. p. 37.

(3) Ici M. Bourdette revient sur l'opinion que nous avons reproduite p. 124.

appartiennent à la race euskarienne (1), or il y eut de tout temps rivalité, jalousie et mépris réciproque entre basques et béarnais à tel point que les voisins immédiats de Baretons sur le versant Nord qui sont les Souletains prirent souvent le parti de leurs frères navarrais au cours des luttes qu'ils soutinrent. Les habitants de Roncal étaient de plus particulièrement belliqueux d'après M. Duboul : « Le nom des Roncalais (2) figure dans l'histoire de l'Espagne dès les temps les plus reculés. Au commencement du ix^e siècle (810) ils prirent une part très active au combat livré à Olaast ou Olasti contre les Maures par le roi de Navarre Fortun Garcès, et dans lequel fut tué Ximen Aznar, comte d'Aragon ; la tradition rapporte que les femmes, vêtues d'habillements d'hommes combattirent valeureusement dans cette bataille, qu'elles s'emparèrent du roi sarrazin Abder-Rhaman et l'entraînèrent sur un pont où il eût la tête tranchée : ce fait de guerre dont l'exactitude n'est pas suffisamment établie serait rappelé dans les armoiries de la vallée qui porte d'azur au pont d'or, orné en chef d'une tête de roi maure d'un château fort et d'un lévrier. L'historien espagnol Garibay met en doute la présence du roi Abder-Rhaman à la bataille d'Olasti mais il parle (3) de la bravoure déployée en cette occasion par les Roncalais qui reçurent en récompense de leur valeur des lettres de noblesse *el privilegio d'hidalgua*. Ce privilège leur fut confirmé avec exemption de tout impôt et servage après la victoire d'Ocharren ou Ocharan remportée en 821 par le roi de Navarre Sancho Garcès sur le général sarrazin Modhafer qui avait écrasé les Asturiens à Valdejunquera où, placés à l'avant-garde ils se firent remarquer par

(1) Cf. DUBOUL, p. 10.

(2) Cf. DUBOUL, p. 8.

(3) *Compendio historial de las chronicas, etc.*

leur vaillance : « hizeron ten valerosamente que el rey don Sancho garces tomo a dar nueva carta de hidalguia a los mesmos Roncaleses, declarando los por sus infançones hijos dalgo, libres de todo tributo y servidumbre.....

L'explication du Tribut par l'indemnité d'un droit d'usage ne nous semble pas évidente et ne nous satisfait pas entièrement. En tout cas elle n'explique pas que des témoins aient pu en 1375 indiquer aux arbitres que l'origine du Tribut était un paiement pour des meurtres commis. Nous devons donc envisager cette dernière hypothèse.

CHAPITRE V

LE TRIBUT COMPENSATION POUR LES MEURTRES COMMIS. LE TRIBUT DES MÉDAILLES

Nous avons vu que l'historien de Marca traite assez longuement des rapports entre les vallées de Barétous et de Roncal. Après avoir décrit la cérémonie de la redevance d'après le texte de Garibay, il ajoute :

« Mais ceux de Barétous expliquent cette affaire d'une autre façon à la honte et confusion des Espagnols. Car ils disent et en assurent que ci devant les Roncalais ayant voulu faire un effort sur la vallée de Barétous et en effet ayant par surprise pillé et brûlé quelque village, les habitants indignés de cet affront s'attroupèrent et accoururent sus à ces entrepreneurs qui voulant faire leur retraite trouvèrent les passages des montagnes fermés et les Béarnais qui les battaient de toutes parts en telle sorte qu'ils les tuèrent sur la place : laquelle est encore aujourd'hui reconnue par tous ceux qui passent le détroit de cette montagne ; d'autant qu'ils ont accoutumé de jeter une pierre sur le monceau avec des termes de mépris des Roncalais ; à l'exemple de ce que pratiquaient les anciens Juifs voire les Païens après eux, qui jetaient des pierres

sur les tombeaux des personnes diffamées pour leurs maléfices. Après cet échec reçu par les Roncalais, on moyenna une paix éternelle entre ces voisins et pour la mieux affermir, on établit le serment solennel sur la croix des piques entrelacées. Et pour la réparation civile du meurtre, on condamna ceux de Barétous à payer aux Roncalais les trois vaches qui étaient estimées en ce temps 10 sols morlas chacune et partant, la valeur des trois revenait à 30 sols morlas qui est l'intérêt (1) de 300 sols morlas dûs pour l'amende coutumière. En l'année 1360, la continuation de ce paiement ayant été refusée, il intervint sentence arbitrale autorisée par le roi de Navarre et par Gaston Phœbus, seigneur de Béarn qui confirma l'ancien usage, après avoir reçu la déposition des témoins de part et d'autre qui étaient différents sur le sujet du paiement, les uns disant que c'était à raison des fontaines, les autres à raison des meurtres. Sur quoi, les arbitres prononcent que le paiement sera continué soit *por muertes o por fuentes*, comme ils parlent sans que l'on fasse aucune mention du Tribut ».

Dans leur traduction des Fors de Béarn (2) MM. Mazure et Hatoulet consacrent une note incidente à la Redevance.

« On trouve, disent-ils, relaté dans Marca qui l'emprunte à Garibay, un souvenir historique assez curieux et qui ne doit pas être perdu parmi les

(1) *Hist. de Béarn*, Liv. VI, chap. xxvi, S. 6. Pierre de Marca, prélat, homme d'Etat, théologien, historien, né à Pau le 24 janvier 1594, mort à Paris le 29 juin 1662. Président du Parlement de Pau, 1621, il entra dans les ordres après la mort de sa femme, 1632, et fut successivement conseiller d'Etat (1659), évêque de Couserans (1642), intendant de Catalogne (1644), archevêque de Toulouse (1652), ministre d'Etat (1658), archevêque de Paris (1662).

(2) Publiée sans date, vers 1840, à Pau, chez Vignancour ; à Paris, chez Bellin-Mandar et Joubert.

habitants de Barétous. Les habitants de cette vallée et ceux de Roncal en Navarre avaient coutume de se rendre sur la frontière au lieu d'Arnace, là où se trouve une pierre haute d'une toise et demie, borne des deux royaumes et de se jurer une paix mutuelle. La cérémonie du serment avait lieu sur des piques croisées et posées sur la terre à la limite même. Mais, ceux de Barétous donnaient trois vaches aux Roncalais, Barétous seule payait la redevance qui avait été confirmée par une sentence de Gaston Phœbus. Etait-ce vraiment une redevance ? Oui, car ceux de Barétous avaient commis contre ceux de Roncal dans une circonstance déjà éloignée de trop sanglantes représailles. Or, dans ces temps barbares, l'injustice était spontanée, mais le droit était de réflexion et les Béarnais de Barétous ne refusèrent en aucun temps de payer une juste réparation à leurs voisins de la vallée de Roncal ».

Ce passage dû sans doute à M. Mazure ne nous apprend rien de nouveau. Le « souvenir qui ne doit pas être perdu parmi les habitants de Barétous » indique suffisamment que les traducteurs des Fors ne se sont livrés à aucune étude approfondie sur le Tribut. De même « le droit de réflexion » à l'époque féodale est une belle matière à méditations et le couplet se termine par une assertion gratuite qui a toutes les chances possibles d'être inexacte. L'historien Cénac-Moncaut (1) nous enseigne en effet que « les Béarnais de Barétous qui ne refusèrent en aucun temps de payer une juste réparation » contestèrent la redevance en 1633 et la Sentence Arbitrale d'Anso semble bien indiquer que son paiement avait été

(1) Nous n'avons pas jugé utile d'insister sur le récit de l'historien CÉNAC-MONCAUT dans son *Histoire des Peuples et des Etats pyrénéens*, t. III, p. 482. Il ne fait que résumer de Marca en concluant : « L'origine de cette contribution provenait du rachat d'un meurtre ou d'une fontaine. » Il ne se compromet pas.

interrompu. Enfin, nous avons vu qu'il le fut certainement au cours du xvii^e siècle (1). Nous devons donc considérer que *l'origine des meurtres* indiquée ici par MM. Mazure et Hatoulet n'est qu'une reproduction de l'opinion de Marca et nous n'y attacherons pas autrement d'importance.

La tradition rapportée par M. Duboul est plus détaillée que celle reproduite par de Marca :

« Il est certain, dit-il, que la tradition a conservé le souvenir du massacre rappelé par de Marca et par Mazure. A une époque dont on ne saurait préciser même approximativement la date, le curé d'Issor était à l'autel pour célébrer le sacrifice de la messe, lorsqu'un signe miraculeux le prévint qu'un malheur venait de fondre sur le village (2) ; les assistants auxquels il fit immédiatement part de cette fatale nouvelle se précipitèrent hors de l'église et se trouvèrent en présence d'une bande de Roncalais qui pillaient et dévastaient leurs habitations ; ils coururent aux armes : les uns attaquèrent et mirent en fuite les assaillants, les autres allèrent se poster au col de Suscousse et au pas de Guliers que les envahisseurs devaient forcément traverser pour rentrer en Espagne. Les Roncalais vaincus et poursuivis énergiquement vinrent tomber dans cette embuscade où ils furent tous tués ou fait prisonniers : ceux qui n'avaient pas succombé dans cette dernière lutte désespérée furent massacrés et la tradition ajoute que cette exécution fut faite sauf décimation, c'est-à-dire que les neuf dixièmes des prisonniers furent passés par les armes. Le souvenir de cette défaite des Roncalais est encore conservé par une sorte de monument, commémoratif qui se trouve au col de Suscousse ; il se compose d'un amas de grosses pierres formant

(1) Cf. p. 125.

(2) Une goutte de sang apparut sur le missel.

un faible monticule de 20 à 25 mètres de longueur sur quatre de large et portant le nom de *Cementeri deus miquelets* ou *Cimetière des Espagnols* » (1).

Le *Cementeri deus miquelets* n'est pas un fait qui doive être négligé et vu la persistance singulière des appellations de lieu dans les pays de montagne, il pourrait être considéré comme un commencement de présomption. Aussi attachons-nous une grande importance à un article paru en 1845 dans le *Memorial des Pyrénées* sous la signature de M. de Castéran (2). Celui-ci non seulement s'est transporté en personne à la Pierre Saint-Martin, mais semble encore avoir visité les environs avec le plus grand soin. En tout cas, il nous signale un fait des plus intéressant et que paraît avoir ignoré M. Duboul. Nous avons été à ce point émus par cet article, qu'il nous a fait abandonner l'ordre chronologique et transcrire d'abord la tradition rapportée par l'auteur du *Béarn tributaire de la Navarre*, afin de terminer notre étude des auteurs par celle qui nous apportait la précision la plus apparente. M. de Castéran s'exprime en ces termes :

« A côté de l'histoire écrite dans les livres, il y a l'histoire gravée dans la mémoire des hommes et sur les rochers. La tradition rapporte ... (M. de Castéran rapporte la tradition des meurtres à peu près comme Marca) puis... Mais c'est surtout dans les

(1) M. Duboul ajoute que, « ni dans la forme de cette espèce de tombeau, ni dans la disposition des pierres qui le composent, ni dans la tradition locale, on ne trouve la moindre trace de l'usage attribué par de Marca aux Barétounais qui, en passant devant le lieu du massacre, jetteraient une pierre sur la tombe des vaincus en proférant des injures contre les Navarrais. »

(2) Nous n'avons pu obtenir la communication de ce *Memorial* à la bibliothèque municipale de Pau, mais le texte de l'article a été heureusement conservé aux Archives départementales par M. Jean Passy.

lieux où les Espagnols de Roncal avaient été attaqués et vaincus que la tradition trouve un puissant écho. Il y a là entre deux hautes montagnes, une gorge profonde qui porte un nom sinistre pour les Roncalais et que ne laissera jamais périr le souvenir de leur défaite : cette gorge s'appelle le *Cimetière des Espagnols*. A quelque distance, on voit un rocher tout couvert de petites croix ; les gens du pays prétendent que chacune de ces croix désigne une victime. Pendant que je parcourais ces lieux, un douanier me montra une grande pierre brunie par le temps que l'on a toujours considéré comme se rapportant à l'événement dont nous nous occupons et qui me permet, je crois, d'en indiquer l'époque précise. Cette pierre porte la date de 837 à côté d'une croix. Si l'on songe qu'en 1360, lors de la sentence arbitrale intervenue sous Gaston Phœbus, on avait déjà perdu de vue l'origine du Tribut payé par la vallée de Barétous, malgré l'existence d'une cérémonie destinée à en perpétuer la mémoire, on remontera naturellement de quatre ou cinq siècles et l'on retrouvera l'époque indiquée par la pierre monumentale. »

Sans doute, il est permis de n'attacher qu'une foi relative à une inscription sur un rocher dans la montagne et signalée pour la première fois alors qu'elle daterait déjà de plus de mille ans. Mais si nous reprenons notre méthode de comparaisons, nous allons trouver d'autres faits qui viendront corroborer celui-ci.

Nous avons observé déjà grâce à M. Duboul que le récit de Marca contient des assertions probablement inexactes. Il est permis de trouver aussi dans la tradition barétounaise et notamment dans le détail de l'intervention miraculeuse des particularités tout au moins surprenantes (1). Mais si on les considère

(1) Le récit que l'on peut entendre actuellement en Barétous est

d'un autre point de vue, il est possible de voir là une intervention de l'Église dont les serviteurs ont su enjoliver à leur avantage le récit d'un événement fixé par des pierres dans la montagne plus profondément que par la mémoire dans la vallée. D'autre part les enjolivements eux-mêmes contribuent à rendre plus frappante la ressemblance extraordinaire de cette relation avec une autre beaucoup plus connue que nous trouvons également rapportée par de Marca dans le même livre que la Redevance des Vaches et tout juste auparavant. Si le vieil historien du Béarn, ne commençait, en parlant de Barétous, par reproduire « le conte de Garibay » son récit de l'origine de la Redevance figurerait immédiatement après celui du *Tribut des Médailles payé* (1) *par les habitants du Labéda à ceux de la vallée d'Aspe* (2). Il semble que Marca ait fait quelque rapprochement entre ces

plus extraordinaire encore, mais nous pouvons dire qu'il n'en existe à peu près qu'une seule et même version, car nous nous sommes fait raconter l'histoire par différentes personnes et notamment par M. le curé d'Arette et M. l'instituteur de Lanne. Il en résulte, ainsi que nous l'avons indiqué, que le signe miraculeux de M. Duboul est une goutte de sang qui tomba sur le missel pendant la messe. Quant aux Roncalais, ils exerçaient des violences manifestes et coupaient, notamment, les seins des femmes barétounaises. L'annonce de leurs méfaits étant parvenue jusqu'au village de Lanne, une femme dont on montre encore la maison, se déshabilla complètement, s'enduisit le corps de miel et se roula dans des plumes de palombes. Dans cet accoutrement, elle gagna le pas de Guliers où elle se cacha derrière des rochers. Lorsque les Espagnols arrivèrent, elle exécuta devant eux une danse fantastique, ce qui leur causa une frayeur si grande qu'ils se crurent exorcisés et tombèrent à genoux. C'est alors que survinrent les Béarnais qui profitèrent des circonstances pour en massacrer les neuf dixièmes.

(1) Jusqu'en 1789.

(2) La vallée d'Aspe est au couchant du Darré Ayga de Labédà, mais elle n'y confine pas, car elle en est séparée par la vallée d'Ossau. Il s'en suit que pour aller d'Aspe en Labédà ou réciproquement, il faut : 1° ou traverser la vallée d'Ossau ; 2° ou bien, en passant par l'Aragon, tourner la vallée d'Ossau et la crête centrale des Pyrénées entre le pic du Palas et le pic des Moines.

deux événements, mais après avoir exposé le récit des meurtres commis par les Barétounais, il ne revient pas sur le Tribut des Médailles et passe à d'autres sujets. Nous ne l'imiterons point.

L'historien du Labéda, M. Bourdette consacre deux études au Tribut des Médailles. La première se trouve insérée au tome I des Annales du Labéda, mais avant même que parût ce dernier ouvrage, M. Bourdette publiait une brochure (1) où il reprenait « avec quelques retouches et développements » ce qui était inséré dans les Annales. C'est à cette étude particulière que nous nous sommes reportés (2).

« La réalité du Tribut des Médailles », écrit M. Bourdette, « est prouvée par deux documents authentiques savoir : un Arrêt du 18 mai 1593, rendu par le Conseil de Béarn et une transaction du 27 avril 1599 entre Aspe et Labéda. Nous les ferons connaître en leur temps (3).....Pour quels motifs (4) les Labédanais de Darré-Ayga consentirent-ils ce Tribut au profit des Aspais et à quelle époque le firent-ils ? Le titre primitif qui aurait répondu à ces questions et dont, sans aucun doute chacune des parties devait posséder un double est perdu depuis des siècles chez l'un et chez l'autre sans qu'une copie authentique en ait été conservée, ni que la tradition puisse y suppléer. Il y a donc là une curiosité, une énigme

(1) *Histoire du Tribut des Médailles payé à la vallée d'Aspe par les vallées de Darré Ayga en Labéda*, Paris, Champion, 1893.

(2) Il existe également une petite brochure publiée par M. Barberen, avocat à Oloron.

(3) *Histoire du Tribut*, p. 8.

(4) M. Bourdette donne une troisième preuve plus récente. Le 22 août 1731, en assemblée de la vallée d'Aspe, tenue au Tilh de Ber, Pierre de La Borde, de Bedous fut nommé, à l'unanimité, comme procureur de la Vallée, pour recouvrer les sommes qui se trouveront dues par le pays de Darré Ayga pour la rétribution annuelle qu'il était tenu de faire à la vallée d'Aspe. De La Borde s'acquitta de sa mission, ainsi qu'il est prouvé par une pièce connue, par le paléographe LARCHER GLENAGE, t. XIII, p. 161.

de l'histoire locale, un problème. Les historiens du Labéda l'ont ignoré ou se sont contentés de résumer ce qu'en écrivit de Marca ».

M. Bourdette reproduit ensuite le récit de Marca que nous transcrivons (1).

« On trouve dans les Vieux livres Censiers des communautés de la vallée d'Aspe que les Aspois étant entrés avec armes dans la vallée du Labéda qui est assise dans les montagnes de Bigorre, un Abbé laïque d'un village proche du Monastère de Sen Sabi monta sur un sureau ; et ayant lu quelques conjurations dans un livre de magie, troubla le sens et l'entendement des Aspois, en telle sorte qu'ils furent mis hors de défense par la force des enchantements et demeurèrent exposés à la discrétion de leurs ennemis de Labéda, qui en firent une sanglante boucherie, et les tuèrent tous de sang froid, sans se mettre en aucun devoir de réparer cette injure. De sorte qu'à cause de leur obstination au mal, le Pape lâcha un interdit sur la terre de Labéda, qui fut suivi d'une telle malédiction, que, comme si le ciel fut devenu d'airain pour leur regard, et eût retiré la bénignité de ses influences, l'effet de la vertu primitive et originaire départie à la terre, aux plantes et aux animaux de fructifier et de produire leur semblable, fut mise en souffrance, et comme en une espèce d'interdit ; de façon que, pendant six ans l'humeur végétante et séminale fut desséchée en toute la terre, sans que les herbes, ni les arbres poussassent des fleurs, ni les brebis, vaches, ni jumens, portassent leur fruit, ni que les femmes engendrassent. Ces effets répondaient aux malédictions insérées dans le formulaire de l'Anathème du Concile de Tours, Canon 2 où l'Evêque fait des imprécations expresses que les criminels soient maudits en la Cité et aux

(1) *Hist. du Tribut*, p. 16.

Champs et que les fruits de leur ventre et de leur terre soient maudits ; et qu'ils reçoivent toutes les malédictions mentionnées dans le *Deutéronome*.

« Ces montagnards, étonnés d'une si rude et nuisible punition, estimèrent que, comme la Terre d'Attique avait été condamnée à une stérilité générale pendant trois ans, pour châtier le meurtre commis en la personne d'Androgéos qui continua jusqu'à ce que le crime fut expié par divers sacrifices, ils étaient semblablement obligés d'apaiser l'indignation de Dieu, par leur repentance, et par l'indemnité des intéressés, et procurant le relâchement des censures ecclésiastiques.

« Ceux de Labéda envoyèrent deux Prud'hommes de leur terre en Cour de Rome, pour demander au Saint-Père l'absolution de l'interdit, laquelle sa Sainteté leur accorda sous certaines conditions ; et adressa son Rescrit aux évêques de Lescar et de Tarbe qui firent à même temps assembler deux hommes de la vallée d'Aspe et autres dix de la vallée de Labéda, avec pouvoirs suffisants de leurs communautés, leur ordonnèrent et firent jurer une paix et amitié perpétuelle entre les Vallées ; sous peine contre l'infracteur de la paix, d'encourir l'anathème et la malédiction de l'Église, d'être poursuivi comme traître et de payer cent mares d'argent à l'intéressé et autres cent mares d'argent au Seigneur de la personne intéressée. Enjoignirent aussi à ceux de Labéda par voie de satisfaction et pénitence ecclésiastique, d'envoyer dix pèlerins à Saint Jacques de Galice, et faire célébrer en cette Église quatre messes d'Évêques, dix messes d'Abbés en habits pontificaux et cent Messes de Prêtres et Religieux ; et en outre de payer annuellement et a perpétuité la somme de trente sols morlâs au procureur de ceux d'Aspe, le jour de Saint-Michel dans l'église de Sen Sabi, sans que ce paiement pût être prescrit par aucun laps de temps, sauf pour les arrérages

échus de trente années dernières ; étant même loisible aux Aspois, d'arrêter en cas de retardement ceux de Labéda, et les contraindre par corps au paiement, un chacun pour le tout, en quelle part qu'ils les trouvent. Cette somme est départie de ce titre sur chaque village a proportion de ses forces ; et correspond au denier dix, à la rente de l'amende coutumière d'un meurtre, payable au proche, qui est taxée dans les Vieux Fors, à trois cents sols morlâs. Le paiement de ces trente sols morlâs se fait par intervalles, y étant intervenu divers arrêts de condamnation, donnés au Parlement de Pau, contre les particuliers de Labédâ, retenus prisonniers en vertu de cet accord.

« Cette action mémorable n'est point consignée par aucune date dans les vieux titres, qui taisent aussi les noms du Pape et des Évêques, dont nous eussions pu conclure, son assiette dans l'ordre du temps ; joint que le sujet de cette émotion entre ces deux vallées n'étant point expliqué, il reste assez de difficulté de comprendre quelle occasion pouvait avoir excité une guerre entre elles, attendu qu'elles n'ont rien à démêler pour leurs confins, toute la vallée d'Ossâou avec ses montagnes étant placée entre deux. Néanmoins, les circonstances méritant que l'on prenne la peine d'essuyer ces difficultés, je pense que l'on doit rapporter cette guerre, et le meurtre des Aspois arrivé ensuite, à l'année 1100 ou environ, d'autant que je trouve dans le Chartulaire de l'Abbaye de Saint Pé de Générès, que l'abbé de Sen Sabî, Ebrard, vint faire ses prières au Monastère de Saint Pé, lorsqu'il avait guerre avec ceux d'Aspe ; or, l'abbé Ebrard vivait depuis l'an 1086 jusqu'à l'année 1105, ainsi que j'ai appris du Chartulaire de Sen Sabi. D'où l'on peut recueillir le sujet de cette guerre. Car, il y est rapporté que le Vicomte de Labéda Fort Ané avait donné au monastère de Sen Sabî, le village de Soui,

du temps de Louis, Comte de Bigorre c'est-à-dire environ l'an 980, pour raison duquel, y ayant eu procès entre l'abbé Bernat et les enfants de Dat-Loup d'Aspe en la Cour du Comte Centot, c'est-à-dire environ l'an 1080, le duel en ayant été ordonné entre les parties, ceux d'Aspe furent vaincus ».

« Or, il n'y a pas grand effort à se persuader que les maîtres de la maison d'Aspe renouvelèrent cette querelle quelque temps après d'où s'ensuivit le meurtre des Aspois, fait avec supercherie » (1).

Malheureusement pour nous, M. Bourdette fait ensuite la critique du Récit de Marca :

« Cette relation dit-il est tirée d'un document de 1348 (2) qui n'est pas la transaction originale ayant rétabli la paix entre les deux pays. »

« C'est un extrait du livre censier d'Aspe depuis longtemps perdu, extrait fait par les Aspois seuls et sans que les Labédanais fussent présents ».

M. Bourdette conteste la valeur d'exactitude de ce document et de plus, accuse Marca de l'avoir encore modifié dans l'intérêt des Aspais (3). Enfin, ce qui est particulièrement grave, il trouve la version de Marca assez invraisemblable pour lui en substituer une autre. Nous résumons d'abord la critique de M. Bourdette (4), puis la version qu'il adopte.

« Une incursion des Aspois dans le pays de Labédâ,

(1) MARCA, *Hist. de Béarn*, p. 552 et suiv.

(2) Cf. p. 44.

(3) En faisant intervenir une excommunication du Pape (alors que le texte dit simplement que la terre du Labédâ demeura stérile) et en affirmant que la solidarité des Labédanais, qui, quoique figurant dans l'Acte, peut, d'après M. Bourdette, être mise en doute.

(4) Nous insistons sur la version de M. Bourdette, car elle nous semble établir irréfutablement l'origine délictueuse du Tribut des Médailles et nous révèle l'existence d'une troisième redevance nommée tribut : « le Tribut de Beurre ».

incursion dans laquelle ils auraient reçu la mort, n'est pas admissible ; car, dans cette supposition, les Labédanais attaqués chez eux et s'y défendant, eussent été en cas de légitime défense et en droit de tuer leurs assaillants, droit, qui en aucun temps, n'a été méconnu ou contesté, et aucun pape, évêque, sénéchal, juge ni arbitre, ne se serait trouvé pour les déclarer coupables et tenus à réparation. Et comme le fait du meurtre des Aspois est avoué par les Aspois eux-mêmes et paraît avoir été la cause principale de la condamnation des Labédanais, il faut qu'il ait eu lieu, non point en Labéda, mais dans la vallée d'Aspe elle-même. Et ce qui confirme cette conclusion, c'est que les Labédanais, forts de leur caractère indépendant, de leur courage et de leur nombre n'auraient jamais accepté de se soumettre à une réparation humiliante et perpétuelle envers un peuple auquel ils se savaient supérieurs en force, s'ils n'avaient eu contre lui tous les torts et les plus grands. Ils durent donc entrer en armes dans la vallée d'Aspe, et plus d'une fois, pour y faire du butin et une razzia de bétail ; et ce qui fut pire, ils y massacrèrent les malheureux Aspois qui tentaient de les repousser ».

« Par vanité pure, les Aspais ont imaginé un récit qui les montre pillant le Labéda et n'y pouvant être vaincus que par la force des enchantements ; et ce récit fabriqué a été consacré, pour ainsi dire, par l'autorité du grave Marca qui, on a peine à le croire, aurait été dupe de cette fraude. Chose plus curieuse, les labédanais et les Bigourdans, eux, ayant totalement oublié l'origine du Tribut, il est arrivé cette chose incroyable, mais réelle que leurs historiens ont emprunté à leur tour le récit des Aspois ou celui de Marca, sans essayer d'en montrer les impossibilités et les incohérences, et ils ont ainsi paru lui donner un certificat d'exactitude ».

« Il est permis de penser que les Aspois maltraités

portèrent leurs plaintes et doléances devant l'évêque de Bigorre. N'étant pas écouté, celui-ci eut l'heureuse inspiration d'appeler à son aide l'Évêque de Comminge Bertrand et pour que sa parole eut plus d'autorité, ce dernier obtint du Pape qu'il lui donnât lui-même cette mission spéciale. Ce voyage semble avoir été ignoré par les historiens bigourdans. Toutefois, une tradition rapporte que les Azunais accueillirent fort mal le bon envoyé et entre autres injures, coupèrent la queue à sa mule (1). Bertrand, donc, se retira, mais après avoir jeté un interdit (2) sur les gens et la terre d'Azu qui devint stérile. »

« Frappés d'une telle calamité, les montagnards rentrèrent en eux-mêmes et se repentirent. Reconnaissant leur faute, il envoyèrent des députés offrir leurs regrets au saint Évêque et le prier d'implorer le ciel pour obtenir la cessation du fléau. Et l'évêque ému par leur repentir, leva l'interdit, pria pour ceux qui l'avaient outragé et obtint de Dieu que la fertilité fut rendue à leur pays. Pleins de reconnaissance, les Azunais s'engagèrent spontanément à lui faire hommage ainsi qu'à ses successeurs de tout le beurre que produirait leur pays le samedi, veille de la Pentecôte. Cet engagement, simplement verbal et dont il ne fut jamais dressé une charte, fut exactement tenu pendant la vie du Saint, à qui les Azunais portaient leur Tribut volontaire et il continua de l'être après sa mort jusqu'en 1789 (3). »

(1) On montre encore aujourd'hui, dans le village d'Arrens, la maison où cet outrage fut perpétré, maison, qui, aujourd'hui, comme au temps de saint Bertrand, porte toujours le nom de « Mayetlet ».

(2) On sait que par l'Interdit, l'administration de tous les Sacrements, sauf celui du baptême, était absolument suspendue. On voit l'effet de cette suspension sur des hommes de foi vive. Il faut y joindre les quelques années durant lesquelles la sécheresse et la maladie avaient frappé le pays comme une punition de Dieu.

(3) Il existe dans la cathédrale de Comminge deux tableaux fort anciens placés en pendants dont l'un représente saint Bertrand prê-

« Par cela même que les Azunais implorèrent le pardon de l'Évêque Bertrand, ils déclaraient, sans préjudice d'une déclaration explicite, qu'ils n'entendaient plus faire résistance à la conclusion de la paix avec les Aspois ni au paiement de la juste réparation qui leur était due et qui en était la condition indispensable. Par les soins de Bertrand ou par ceux de l'Évêque de Bigorre, des arbitres furent désignés pour rétablir la paix et en fixer les conditions. Leur sentence, ne pouvait que condamner les Labédanais et comme leur faute était aggravée par leur résistance, la condamnation fut très sévère, consistant à payer aux gens d'Aspe à perpétuité une certaine somme annuelle, répartie entre les communautés de Darré-Ayga. La charte de la sentence fut ensuite perdue et l'acte de 1348 ne saurait en aucune façon y suppléer ».

Si M. Bourdette n'a pu retrouver le titre original du Tribut, il a pu cependant se procurer un autre document (1) très précieux qui confirme son récit de la mission de Saint-Bertrand avec ses conséquences. L'Interdit, la stérilité de cinq ans qui le suivit, le repentir des Azunais, le pardon du prélat

chant dans la vallée d'Azû, tandis qu'on coupe la queue à sa mule, et l'autre, les députés de cette vallée offrant le Tribut de Beurre. Le costume des montagnards d'Azû a été fidèlement reproduit par le peintre. Cf. BOURDETTE, p. 57.

(1) C'est la IV^e leçon de l'office de l'octave de la fête du saint (23 octobre) de l'ancien bréviaire de Cominge. C'est un document très ancien qui doit être presque de l'époque de la canonisation du saint. D'après M. Bourdette, il infirmerait l'incursion commise par les Labédanais chez leurs voisins. A notre avis, le texte ne dit pas un mot de cela. Le voici tel que le cite lui-même M. Bourdette : « *Cujusdam inter Pyreneos montes, inclytæ vallis incolæ frustra sæpe monitos, ut gravissima Vicinis illata damna resarcirent semperque etiam injuriosi reluctantis.* » Et voici la traduction de M. Bourdette : « Les habitants d'une belle vallée dans les montagnes des Pyrénées, souvent, mais en vain, avertis de réparer certains dommages des plus graves qu'ils avaient causés à des voisins, s'y refusaient toujours, même avec des injures. »

et le Tribut volontaire de beurre, tout cela y est explicitement rappelé ainsi que l'époque même de la mission de Saint Bertrand, puisque son épiscopat va de 1083 à 1130, date que Marca avait déjà déduite de la querelle des fils de Dat-Loup avec le couvent de Seu Sâbi et qu'il croyait, à tort, selon M. Bourdette, liée au Tribut des Médailles.

En somme, M. Bourdette substitue à l'Excommunication du pape rapportée par de Marca, un Interdit, prononcé par un Nonce mais il adopte l'ensemble du récit : « trois faits » dit-il « sont indiscutables : savoir : le meurtre par les Labédanais d'une troupe armée d'Aspois, celui d'un Tribut imposé aux Labédanais et la répartition du Tribut entre les communautés labédanaises, de Darre Ayga ». M. Bourdette fait à ce sujet une étude dont le but est d'établir que le Tribut est une indemnité, pour des meurtres ou du pillage. Cela nous est tout particulièrement utile car il y est exposé qu'il ne peut être ici question de pâturages et qu'aucun litige ne pouvait exister à ce sujet entre les habitants des deux vallées. Nous pourrions tirer de là cette conclusion définitive : savoir que le paiement d'une Redevance pouvait parfaitement être indépendant à l'égard des questions pastorales. Aussi allons-nous insister sur cette étude de M. Bourdette.

L'historien du Tribut des Médailles commence par réfuter l'opinion émise par un auteur, M. Pierre Barberen d'Oloron qui, dans une brochure intitulée *Tribut du pays de Lavédan à la vallée d'Aspe* (1) : rapporte que la vallée d'Aspe possédait des pâturages et des montagnes sur le versant méridional des Pyrénées, fait prouvé par un titre du 2 octobre 1524. Le Labéda aurait joui d'avantages analogues sur les versants que les vals espagnols de Broto et de Téna ouvrent au Sud des Pyrénées et cela serait confirmé par les

(1) *Tribut du pays de Lavédan à la vallée d'Aspe*, Pau, 1885, p. 10.

historiens de la Bigorre. Or, au delà des Pyrénées, les croupes méridionales s'avancent beaucoup plus loin que les nôtres et leur relief moins accidenté n'y crée pas les mêmes obstacles au mélange des troupeaux sur des pâturages voisins; cela aurait suffi pour mettre aux prises Aspais et Labédanais, dès qu'ils se seraient rencontrés au delà des Monts. M. Bourdette réfute cette opinion et fait observer qu'aucun historien bigorrais à sa connaissance n'a jamais dit que les Labédanais aient jamais rien possédé dans les vallées espagnoles (1).

Poursuivant son étude, M. Bourdette passe en revue toutes les causes « *internes* » ayant pu déterminer ce tribut. C'est le seul moyen qui lui reste » dit-il « d'en établir l'origine, puisque les documents originaux font défaut ». Voici le résumé de son examen qui ait également très intéressant pour nous : « une première supposition se présente : c'est que le Tribut ait eu pour cause un afièvement de territoire contracté par les Aspois. Mais, à cela il faut répondre que le territoire entier de la vallée de Darré Ayga fut afiévé à leurs habitants par les comtes de Bigorre et que ces habitants pris en corps ne possèdent actuellement et n'ont jamais rien possédé, en dehors des limites naturelles de leur pays. Une autre raison moins solide, il est vrai, mais non sans valeur, c'est que le Tribut des Médailles a toujours porté le nom de Tribut et non celui de fief, cens ou redevance qui rappellerait une cession de territoire. D'ailleurs

(1) Au contraire, Davezac Macaya raconte que le versant sud des Pyrénées n'offrant qu'un flanc aride et les Espagnols, ne pouvant y mener paître leurs troupeaux, ils entraient dans la Bigorre et y faisaient souvent de grands dégâts (*Hist. de la Bigorre*, t. II, p. 75). De même La Boulinière dit que les Espagnols possèdent beaucoup de territoires en deça de la crête et en vertu de titres basés sur d'anciennes usurpations. Enfin, nous avons vu nous-mêmes par l'étude de certaines passeries que l'opinion de M. Barberen paraît assez peu vraisemblable quoique originale, puisqu'elle aurait donné au Tribut une cause en quelque sorte « coloniale », ou tout au moins externe.

le Tribut suppose de l'aveu des Aspois une grande querelle où ils avaient eu le dessous et où tous leurs compatriotes avaient reçu la mort. Il faut donc écarter la supposition d'un afièvement et chercher une autre explication. »

Quand deux peuples pasteurs sont voisins l'un de l'autre et d'ailleurs en paix, d'où peut surgir une querelle plus ou moins meurtrière entre eux ? M. Bourdette en voit les causes suivantes :

Une borne ou limite déplacée ou mal déterminée.

Une fontaine où un bois dont l'usage est contesté.

Un pâturage situé dans une zone mal délimitée, dont chacun prétend avoir la jouissance où la possession.

Enfin une question de parcours de l'un d'eux chez l'autre.

M. Bourdette envisage ainsi précisément toutes les causes de querelles pastorales qui existaient entre Barétous et Roncal et qui furent réglées par la Sentence de 1375. Une d'elles était-elle le motif du Tribut des Médailles ?

Non « dit M. Bourdette » les Aspois et les Labédanais étaient bien deux peuples pasteurs, mais ils n'étaient pas limitrophes (1), et ces peuples ne pouvaient avoir, pour cause de voisinage, ni intérêts communs ni intérêts rivaux capables de troubler la paix. Aucune des causes ci-dessus n'a pu susciter de querelle entre eux. Il faut donc les écarter et on est ainsi amené à établir que la cause de la querelle fut une incursion de l'un de ces peuples chez l'autre, incursion pour le butin et les bestiaux, qui ne surprendra aucun de ceux qui connaissent les mœurs des montagnards français et espagnols des temps anciens (2).

(1) Nous avons indiqué la situation du Labéda, p. 32.

(2) Sans doute, la cause ordinaire de leurs querelles était les pâturages de montagne, mais, il y en avait une autre moins avouable, c'était l'amour de la rapine et le désir de faire une razzia de bestiaux. Toutes les vallées pyrénéennes semblaient avoir eu sous ce

M. Bourdette, nous indique donc que selon toute vraisemblance le Tribut des Médailles décrit par de Marca aurait eu pour origine une incursion analogue à celle que commirent les Roncalais en Barétous et qui nous est rapportée par la tradition. Mais M. Bourdette présente comme principale objection au récit de l'historien béarnais, un argument très important qui semble nous empêcher d'expliquer les deux Tributs par une cause analogue.

M. Bourdette, et c'est là en somme la base de son argumentation, conteste l'admissibilité d'une incursion des Aspais dans le pays du Labéda et dans laquelle ils auraient reçu la mort ; « car, dans cette supposition », dit-il, « *les Labédanais, attaqués chez eux et s'y défendant, eussent été dans le cas de légitime défense et en droit de tuer leurs assaillants, droit qui en aucun temps n'a été méconnu ni contesté et aucun pape, sénéchal, juge ni arbitre, ni se serait trouvé pour les déclarer coupables et tenus à réparation.* »

Ce principe de Légitime Défense invoqué par M. Bourdette nous empêcherait d'expliquer comme nous l'aurions voulu, le Tribut des Trois Vaches par son analogie, avec le Tribut des Médailles, car il semble bien évident qu'en Barétous les Béarnais furent attaqués, le *Cementeri deus Miquelets* restant comme une preuve que le lieu de combat fut en Barétous. Mais, il semble que la variante suggérée par M. Bourdette apparaît comme étant émise avec une certaine légèreté : affirmer qu'une incursion des Aspais étant invraisemblable, c'est probablement le contraire qui a dû se produire, cela nous paraît être une assertion véritablement trop facile et rentrant dans le domaine d'une imagination

rapport les mêmes mœurs, il n'y a donc aucun effort à faire pour admettre, vers la fin du ^x^e siècle, une ou plusieurs courses des Aspais en Labéda ou, inversement, des Labédanais en Aspe.

quelque peu puérile. Nous avons vu que la sentence de 1375 rédigée par les arbitres d'Anso semblait indiquer qu'il y avait dans le Tribut autre chose qu'un droit de dépaissance. Il nous faudra donc revenir sur l'opinion de M. Bourdette.

CHAPITRE VI

L'ORIGINE ET LA CAUSE DU TRIBUT

Nous avons indiqué dans notre Introduction que dans une thèse d'histoire du Droit, M. Delmas avait été en 1898 l'auteur qui s'était rapproché le plus de la vérité. M. Delmas examine les faits en juriste et dans leur ensemble, ce qui nous a empêché de le comprendre au nombre des auteurs que nous avons étudiés. Son principal mérite, étant de poser la question, nous avons préféré lui donner place dans notre conclusion. Voici ce que nous expose M. Delmas : *Droit International public. Usages de la Vallée de Barétous.*

« Gaston Phœbus rendit en 1375 avec le roi de Navarre, Charles le Mauvais, une sentence arbitrale sur des usages de la vallée de Barétous qui ont été ces dernières années, l'objet d'assez vives polémiques ; étudiée avec soin et impartialité, elle donnera une solution motivée des difficultés soulevées. »

M. Delmas reproduit ensuite le récit de de Marca, puis :

« Il faut maintenant se demander sur quels droits, sur quels titres reposaient de semblables usages. Dans ce récit, nous distinguerons soigneusement les cérémonies qui précèdent la livraison des vaches et

la livraison elle-même. Les premières sont une coutume qui n'est reconnue par aucun acte, aucun texte ; la seconde cérémonie au contraire, dont Marca nous parle au commencement du xvii^e siècle, Faget de Baure au xviii^e, repose sur cette sentence arbitrale rendue en 1375 par Gaston Phœbus et le roi de Navarre. Nous nous faisons un devoir d'en citer quelques extraits (le passage indiquant la livraison des vaches) (1).

« Les cérémonies sont des usages, la livraison des génisses est un droit. Nous devons maintenant nous demander à la suite de quels événements et pour quels motifs, ces usages et ce droit ont été établis ; il n'est pas dans notre intention d'expliquer ces deux faits séparément, il devait y avoir entre eux quelques liens de cause à effet ; comment expliquerait-on dès le xv^e et le xvi^e siècle un cérémonial unique, si la conclusion de la paix et la livraison des vaches avaient été deux faits dont les causes eussent été absolument distinctes ? Tous ceux que la question intéresse ne pensent pas ainsi ; les uns considèrent les cérémonies guerrières comme purement inventées par des imaginations espagnoles et affirment que les trois génisses sont la compensation de la dépaissance dont, d'après le même arrêt d'arbitrage, les habitants de Barétous jouissaient sur un terrain appelé le Countenté, indivis entre Espagnols et Béarnais et situé en Espagne. Cette théorie n'est pas admissible parce que de la sentence, il résulte que les habitants de Barétous avaient ce droit, en dehors de toute redevance et la dépaissance dans le Countenté représentait en herbes, 50 francs de notre monnaie actuelle ; tandis que les trois génisses représentaient 450 francs. »

(1) DELMAS P., *Du Parlement de Navarre et des ses origines*, thèse pour le doctorat soutenue devant la Faculté de Bordeaux le 26 février 1898.

« Nous n'accepterons pas davantage, et pour les mêmes raisons l'explication qui consiste à voir dans les trois génisses la compensation du droit d'abreuvement ; cette opinion n'a pour elle que ce qu'en dit la sentence arbitrale ».

Nous admettrions plus volontiers la théorie de ceux qui prétendent que cette redevance est exigée pour le droit que possèdent les bergers de Barétous de faire pacager leurs troupeaux dans les terrains nombreux et fertiles qui, en Espagne entourent le Coutente. Remarquons toutefois que si le droit des bergers et la redevance existent, aucun texte cependant ne permet de les rapporter l'un à l'autre et surtout n'explique le fait de la coexistence de cérémonies guerrières et de la livraison des génisses ».

« Il y a encore sur cette question deux opinions qui ne satisferont pas, nous en sommes sûrs, tout esprit sérieux. Les auteurs espagnols et Garibay le premier, soutiennent fièrement qu'il s'agit ici d'un Tribut de guerre payé par les habitants de Barétous vaincus par les Roncalais ; tous les ans, la paix devait être confirmée et le tribut payé. Il y avait de quoi flatter l'amour propre national de nos voisins. Malheureusement, à l'appui de leur dire, ils n'apportent aucun traité, aucune pièce sérieuse. On leur présente au contraire l'arrêt d'arbitrage de Gaston Phœbus qui, dès 1375 ne parlait nullement de Tribut : les cérémonies de la paix n'ont rien qui puisse indiquer le pays vainqueur ou vaincu ».

La Sentence nous parle d'une indemnité « per muerte » ; Marca et la tradition nous racontent les faits suivants : A une époque reculée, les Roncalais avaient franchi les montagnes et envahi la vallée béarnaise, c'était un dimanche. Ils commettent à Arette les crimes les plus odieux, d'horribles assassinats, ils se dirigent vers Issor et se disposent à de nouveaux massacres. Le curé d'Issor célébrait la messe à laquelle assistaient pieusement ses paroissiens ;

tout à coup, au milieu du chant de la préface, le curé se retourne vers les fidèles et leur annonce avec une grande frayeur, qu'un malheur affreux vient de fondre sur la vallée : une goutte de sang est tombée sur le missel ! Grand émoi, tous sortent avec précipitation, repoussent avec courage les assaillants ; les villages voisins accourent, entourent les Roncalais, qui se rendent à merci ; par vengeance, les Barétounais en massacrent neuf sur dix. La tradition ajoute que la paix fut conclue moyennant un impôt annuel et perpétuel de trois juments blanches ; devant l'impossibilité de se procurer un pareil bétail, l'impôt fut changé en trois génisses blanches ».

« Qu'y a-t-il de fondé dans ce récit ? Le fait d'un massacre n'est pas impossible : avant d'arriver au col de Suscousse, on peut encore voir « *lou cimiteri deus miquelets* » où furent ensevelis, d'après la tradition, les cadavres des Roncalais ; l'herbe a abondamment poussé sur un tumulus de pierres de forme triangulaire qui mesure environ vingt-cinq mètres de long sur quatre de large. Mais il nous paraît étonnant qu'une indemnité ait été consentie par des Barétounais, vainqueurs d'Espagnols agresseurs. Il faut donc renoncer à la tradition. »

« Réfuter les théories des auteurs est chose facile, mais faut-il encore donner une explication de ces faits : voici celle que nous proposons. Elle résulte des cérémonies, de l'interprétation des récits, de la tradition et n'est pas contredite par la sentence arbitrale. Les Roncalais et les habitants de la vallée de Barétous ont dû avoir, comme peuples pasteurs, des différends au sujet de leurs pacages, des hostilités, des violences durent s'ensuivre. Les Barétounais furent obligés en compensation des dommages causés aux Roncalais de payer annuellement trois génisses blanches ; la paix entre ces populations rurales devait être à perpétuité jurée le même jour ».

« Il nous reste à indiquer ce que ces usages sont

devenus à notre époque. Le traité de Bayonne du 2 décembre 1856 article 5 de la troisième annexe sur la délimitation des frontières a confirmé l'arrêt d'arbitrage et a maintenu la cérémonie de la livraison des génisses, mais ne parle pas de la cérémonie guerrière qui n'est donc exigée par aucun texte ».

« Nous donnons le récit de la Junte de Barétous telle qu'elle a eu lieu chaque année jusqu'en 1897 (1). Il faut bien sincèrement l'avouer : les cérémonies qui précèdent le paiement revêtent un caractère humiliant pour la France et font considérer la livraison des génisses comme un tribut dû aux Espagnols à la suite d'une défaite française ; il faut le dire bien haut, ces cérémonies n'ont plus le caractère d'autrefois : Suit le récit de la cérémonie analogue à celui de Duboul.

De cette étude malheureusement un peu sommaire, il résulte nettement ceci : M. Delmas allait indiquer que le Tribut avait pour origine, les meurtres commis lorsqu'il est arrêté par cette idée.

« *Il paraît étonnant qu'une indemnité ait été consentie par des Barétounais vainqueurs d'Espagnols agresseurs* ».

M. Delmas trouve cela suffisant pour que l'on abandonne la tradition. Mais il est un peu embarrassé lorsqu'il s'agit de conclure et il n'y parvient qu'en supprimant toute précision, en indiquant seulement que les Barétounais ont payé les vaches en compensation de dommages causés aux Roncalais. Il possède donc à peu près comme M. Bourdette l'avait fait à propos du Tribut des Médailles, et ses déductions le conduisent également devant l'hypothèse de la commensation pour un massacre ; mais, une objection l'arrête : la *Légitime Défense*. Devant cet obstacle d'apparence insurmontable,

(1) Cf. *Union catholique des Pyrénées*, 25 fév., 5, 11, 26 mars 1892 ; *Patriote*, 23 juillet 1897 ; *Petit Parisien*, juillet 1892.

M. Delmas qui est juriste, n'ose faire comme M. Bourdette et supposer froidement que les attaqués furent les attaquants ; il évite de se compromettre et ne précise pas quels dommages ont pu donner lieu à la compensation.

Il ressort donc de tout ceci, que si nous écartons l'idée de Légitime Défense, les deux traditions du Tribut des Médailles et du Tribut des Trois Vaches se ressemblent en tout point et paraissent des plus vraisemblables ; nous aurions là une sorte de jurisprudence ; le massacre d'une bande d'agresseurs aurait été puni par le paiement de la rente perpétuelle du prix d'un meurtre, c'est-à-dire la dixième partie de 300 sols morlaas, soit trente sols ou trois vaches. A cela une seule objection, le principe de Légitime Défense, qui d'après M. Bourdette n'a été méconnu ni contesté en aucun temps. Nous devons donc envisager deux questions :

1^o Les Barétounais se trouvaient-ils en cas de Légitime Défense ?

2^o Le Principe de Légitime Défense peut-il être considéré comme un principe intangible à l'époque des massacres que nous avons rapportés ?

L'art. 328 C. P. nous apprend qu'il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la Légitime Défense de soi-même ou d'autrui.

La légitime défense, d'après M. Garçon n'est qu'un cas particulier de l'état de nécessité qui, confondu par le Code pénal avec la contrainte morale justifie toutes les infractions. Cet état de nécessité se réalise lorsque l'agent se trouve placé dans une situation telle qu'il ne peut éviter un mal qu'en commettant un délit. C'est précisément cette hypothèse qui se retrouve, fondamentalement dans la légitime défense, mais avec cette circonstance spéciale que la nécessité a été créée par l'injuste agression de la victime même du délit ou du crime justifié. Cette hypothèse est

done plus favorable car, si on peut douter qu'on soit autorisé à sacrifier le droit d'autrui pour sauver le sien, on hésitera moins à permettre de réagir contre l'agresseur qui a lui-même causé le danger (1).

L'impunité du délit commis en état de légitime défense est un principe universellement reconnu. Mais on est loin d'être d'accord sur son fondement rationnel. (M. Garçon expose les différentes théories.) Nous pensons avec M. Garçon que le fondement de la légitime défense est des plus simples. La société cesse de punir parce que son intérêt réel ne l'exige plus. Sans doute, nul ne doit se faire justice à soi-même ; mais, celui qui se défend ne punit pas, il veut échapper au danger. Cette doctrine tout relative fixe en même temps les conditions de la Légitime Défense. Il faut d'abord que la défense soit nécessaire, que le danger soit actuel, car si le mal est accompli, elle n'apparaît plus que comme un acte de vengeance et de justice privée. Enfin, l'agression doit être injuste. Les limites de la légitime défense découleront du même principe. L'intérêt social ne permet plus d'autoriser cette défense lorsqu'elle cause un mal en disproportion manifeste avec celui qui résulterait de la menace réalisée. La défense privée devient illégitime parce qu'elle est incompatible avec tout ordre public si, pour éviter un mal insignifiant, elle se réalise par un crime grave. Cette idée de proportionnalité nous paraît comprise dans la notion même de la nécessité : il n'est jamais nécessaire de causer un mal considérable pour éviter un petit dommage.

Reportons-nous maintenant au fait qui nous intéresse : Les Roncalais, après avoir attaqué et dévasté le village d'Issor rentrent chez eux. Parvenus au col de Suscousse, pour une raison ou pour une autre, ils se trouvent en présence des Barétounais qui en massacrent les neuf dixièmes. Sans insister sur

(1) *Code pénal annoté*, t. I, p. 812.

la tradition plus ou moins fantaisiste d'après laquelle ce massacre aurait été commis en quelque sorte de sang froid sur la personne des Roncalais médusés par la crainte, il est permis de faire remarquer que les Barétounais au col de Suscousse n'étaient plus menacés puisque leurs adversaires s'enfuyaient, ils n'étaient donc plus en cas de légitime défense puisque le mal était commis et que le danger était passé. Mais il s'agit bien là d'une vengeance ou d'une représaille.

Si l'on nous objecte que les Roncalais pouvaient avoir avec eux du butin ou des otages et qu'il était urgent pour les Barétounais d'empêcher l'évasion de leurs biens ou de leurs parents, nous répondrons que cette nécessité ne forçait pas les Béarnais à massacrer leurs adversaires. Il y a bien là une *disproportion manifeste entre la Défense et le dommage qui résultait de la menace réalisée*. Il semble donc que d'après la façon dont nous comprenons la légitime défense actuellement, les Barétounais se sont rendus coupables et méritaient l'application d'une peine.

Il reste maintenant à considérer si le principe de légitime défense est aussi évident que veut bien le dire M. Bourdette. Il nous semble au contraire que ce soit une erreur de croire que la légitime défense telle que nous l'entendons aujourd'hui ait été reconnue par des peuples encore primitifs. A l'époque du Tribut, c'est la vengeance privée qui règne et elle est exercée toutes les fois qu'un dommage quelconque a été produit, par celui qui l'a souffert contre celui qui l'a causé. L'offensé ne s'occupe pas de rechercher quels sont les motifs et les mobiles qui ont pu pousser celui qui l'a offensé à commettre cette action ; ce sont là des considérations qui lui sont étrangères et il agit un peu comme un enfant frappant la chaise contre laquelle il s'est heurté (1).

(1) Cf. H. GÈZE, *De la légitime défense*, thèse pour le doctorat, Toulouse, 1904.

En droit romain, les conditions de la légitime défense étaient les suivantes : l'agression devait être injuste : « Vi facit tam is prohibitus fecit quam is qui, quo minus prohibeatur, consecutus est periculo puta adversario denunciato aut janua puta praeclusa » (1), par suite, le meurtre devait être commis pour se défendre et non pour se venger. A côté de l'injustice de l'agression, venait l'imminence du danger ; l'attaqué devait se trouver « in dubio vitae discrimine ». Enfin, il fallait qu'il y eût une certaine difficulté à sauver sa vie sans donner la mort à l'agresseur : « Si parcere ei sine periculo non potuit » (2) et le danger devait être réellement grave « Vani tumoris excusatio non est » (3).

Du côté de l'attaqué, deux règles étaient établies. La première consistait dans l'existence d'une certaine proportion entre l'agression subie et la réaction qu'on lui opposait. Cette règle n'est pas expressément formulée, mais se déduit avec évidence des expressions employées dans divers textes tels que « arma armis vim vi repellere » (4). Il convient cependant de citer la formule « de inculpatæ tutelæ moderatio » (5) qui a été reprise par le droit canonique et a fait fortune dans la jurisprudence du moyen âge. En second lieu, la réaction défensive devait être immédiate, se produire sur le champ « confestim, non ex intervallo.. sed ex continenti ».

En droit romain nous retrouvons donc la Légitime Défense limitée à peu près par les mêmes règles qu'à notre époque. Quant au droit canonique on peut dire qu'il répugnait à l'idée de Légitime Défense, qui de

(1) PAUL, *Fragm.* 20 princ. *Quod in aut clam*, Dig. XVIII, 24

(2) ULPIN, *Fragm.* 9. *Ad legem corn. de Sicariis et veneficiis*, Dig. XLVIII, 8.

(3) CELSUS, *Fragm.* 184 : *De diversis regulis juris antiqui*, Dig. liv. 17,

(4) ULPIN, *Fragm.* 1, § 27 : *De vi et de vi armata*, Dig. XLIII, 16.

(5) Loi I. Unde vi Code VIII, 4.

droit, tombe au rang de crime excusé. Le droit canonique reprend une expression du Droit romain en disant que la Légitime Défense « debet fieri cum moderamine inculpatæ tutelæ » (1). Le droit canonique semble donc plus préoccupé de fixer les limites de la Légitime Défense que d'en établir le principe.

La vérité, est, que pour voir apparaître l'idée de Légitime Défense, il faut attendre que l'État, après avoir imposé à l'offensé la composition pécuniaire finisse par se réserver la punition des offenses privées comme celle des offenses publiques. Si on trouve dans les lois visigothiques et ostrogothiques que la vengeance immédiate du meurtre ne donnait pas lieu au paiement de l'amende, il semble qu'il y ait encore lieu de distinguer ici l'amende que l'on payait et l'indemnité aux parents de la victime. Dans la loi des Wisigoths le passage de la *Lex Antiqua* concernant la Légitime Défense (2) est tirée presque mot pour mot du Droit Romain et le meurtre, même involontaire, pouvait, d'après le For (3), donner lieu à indemnité.

Il semble donc que la condamnation des Barétounais, comme celle des habitants du Labéda au paiement d'une rente perpétuelle pour avoir commis un massacre exagéré de leurs assaillants, soit une chose normale et parfaitement en accord avec les coutumes de l'époque.

Il est bien étonnant que le mot « Tribut des Médailles » n'ait pas attiré l'attention de M. Duboul

(1) *Decretum Gratiani*, Dist. I, chap. XVIII de *Homicidio*.

(2) *L. Wisigoth*, l. 8, t. I, L. 2 de C. THEODOSIEN, Unde vi 4, 22 Bluhme, 1817.

(3) Art. 179. Rubrique LII. — Si, par aventure, un homme de la ville en tue un autre, non de gré ou par colère (de main irritée), mais par accident, comme souvent il arrive et que le fait puisse se prouver par bons voisins, qu'on ne donne pour homicide, ainsi fait, aucune amende au seigneur ; mais, pour tel homicide, il faut s'arranger avec les parents du mort par l'entremise de deux prud'hommes de la ville.

alors qu'il écrivait une brochure intitulée *Le Béarn tributaire*. Comment n'a-t-il pas été frappé de ce fait, que le Béarn, débiteur de vaches en Barétous, était créancier de médailles en Aspe ? Comment n'a-t-il pas songé à comparer ces deux tributs ? Comment à la première lecture n'a-t-il pas été frappé de leur ressemblance ? Cela semble inexplicable, d'autant plus que M. Duboul s'arrête sur la valeur de dix sols morlaas attribuée par de Marca à chacune des vaches et la discute (1).

Cette inadvertance tient sans doute à l'objectif restreint du livre de M. Duboul, qui cherche seulement à démontrer que le Tribut n'est pas un Tribut de guerre payé par des Français à des Espagnols. Sans doute satisfait de sa démonstration appuyée sur les textes et les récits des historiens, il ne lui

(1) Cf. DUBOUL, p. 23. « Ainsi, la valeur d'une vache n'aurait pas dépassé au ^{xiv}^e siècle dix sols morlaas ; or, cette monnaie qui était frappée à Morlaas ou Morlas, sous le coin et les armes des seigneurs de Béarn, et qui se composait de livres, sols et deniers, avait une valeur parfaitement connue. De Marca dit lui-même : « Une livre morlane vaut trois des tournoises et, par conséquent, les sols et les deniers morlans sont de valeur de trois sols et trois deniers tournois. Du Cange lui donne une valeur un peu supérieure : « *Morlanus Turo-nensem triplo cum quadrante superabat : ita est solidus morlanu-tres valeret solidos et tres denarios Turonenses (Glossarium, etc.)*. En acceptant cette dernière évaluation, le sol morlan valait seulement seize centimes, ce qui porte la valeur de chaque vache à 1 fr. 60 c. de notre monnaie ; malgré la cherté du numéraire à l'époque dont il s'agit, ce chiffre est absolument inadmissible ; du reste, suivant la tradition barétounaise, ces animaux valaient alors environ 30 francs. »

N'en déplaise à M. Duboul, de Marca ne parle pas du ^{xiv}^e siècle. Il dit : « Qui étaient estimées en ce temps (après cet échec reçu par les Roncalais), 10 sols morlaas chacune et, partant, la valeur des trois revenait à 30 sols morlaas, qui est l'intérêt de 300 sols morlaas, dus pour l'amende coutumière. » Cela n'est pas du tout la même chose. En tout cas, Cenac-Moncaut nous dit textuellement : « Le meurtre d'un homme se payait, dans le Béarn, trois vaches ou 30 sols. » Si nous acceptons pour exact le chiffre correspondant indiqué par M. Duboul en monnaie contemporaine, ce serait donc le meurtre qui ne valait pas cher, bien plutôt que les vaches.

vient pas à l'esprit d'élever le débat et de chercher des comparaisons ; il n'a pas même l'idée de rappeler qu'à l'époque des origines de la Redevance, il n'y avait pas de royaume d'Espagne. De même, la complexité des phénomènes observés semble lui échapper à peu près complètement.

Si nous nous sommes étonnés que la grande ressemblance existant entre les deux Tributs ait échappé à l'attention de M. Duboul, nous en sommes encore plus surpris en ce qui concerne M. Cavaillès qui, au début de son ouvrage sur les Traités de Lies et Passeries fait mention du Tribut des Médailles. Celui-ci l'intéresse parce qu'il est un exemple d'arbitrage entre populations habitant deux vallées du même versant et que, remontant à une date très ancienne, il peut servir à établir la vérité importante qui se dégage de son livre : *Il n'y a point de différence d'origine entre les accords passés par des communautés habitant des vallées, de même versant et ceux passés entre des communautés habitant des vallées opposées.* Mais, entraîné par l'idée générale du début de son ouvrage, qui est de ramener l'origine des Traités de Lies et Passeries aux accords pastoraux dont ils ne seraient que des amplifications, M. Cavaillès n'a voulu voir dans le Tribut des Trois Vaches que seulement un accord pastoral. Il est possible d'ailleurs, que, la complexité du Tribut ne lui ayant pas échappé, il ait fait cette affirmation dans un but généreux, dans celui de défendre les restes des formalités et l'existence du Tribut contre ceux qui croient voir en eux une offense et dont nous nous sommes efforcés de montrer l'énergie regrettable. M. Cavaillès a peut-être ainsi confondu l'origine du Tribut avec sa cause actuelle. Nous allons essayer en distinguant ces deux idées d'émettre une théorie nouvelle et qui ne contrariera point les enseignements que l'on peut tirer de son important travail.

Admettons qu'au ix^e siècle exactement en 837 les

Barétounais aient accompli le massacre dont le souvenir nous a été transmis par la tradition. Ce fait nous est confirmé par l'existence du « *cementeri deus miquelets* » l'inscription signalée par M. de Castéran et par le texte de la Sentence de 1375 (un espace de cinq siècles est en effet suffisant pour qu'un souvenir précis soit perdu). Un certain temps après, une sentence arbitrale intervient comme dans le Tribut des Médailles (le texte de 1375 indique qu'il en était intervenu plusieurs) et condamne les Barétounais à payer un Tribut de Trois Vaches. Ce fait nous serait confirmé par la valeur des vaches et par la valeur analogue du Tribut des Médailles payé pour le même délit à peu près à la même époque. Néanmoins des hostilités ne cessent de se produire (cela nous est indiqué formellement dans la Sentence) et l'on arrive à la Sentence de 1375. Pourquoi les Décisions précédentes n'ont-elles point réussi ? Probablement parce qu'elles n'ont pas réglé l'ensemble des points litigieux.

Or, il semble que dès cette époque l'étude des cérémonies nous montre une sorte de parallélisme. Nous avons en effet cité à propos du cérémonial de Vicdessos un petit recueil d'histoire (1) dans lequel il est dit : « que Fortun Garcia et Sanche Garcia, père et fils, roys de Navarre, environ l'an 820 accorda de grands privilèges et immunités aux Espagnols et enfin fut fait une société de confédération et pacte entre les frontaliers par lequel ils jurent annuellement sur une croix faite de la pointe de deux piques qu'ils conserveront entre eux l'amitié et le commerce ou communications nécessaires aux deux provinces ».

Nous avons vu d'autre part en étudiant l'histoire du Tribut de guerre les liens étroits qui unirent ces rois de Navarre et les Roncalais. Ce passage paraît s'adapter bien mieux à la cérémonie de Barétous

(1) *Histoire de la Gascogne*, par DELOY, p. 129.

qu'à celle de Vicdessos où il ne semble pas qu'il ait été question de Serment sur les piques. Nous pourrions donc en déduire qu'à l'époque du massacre, il y avait déjà des « junte » et que le paiement des vaches fut une chose ajoutée à la « junte » comme le remarque très justement M. Delmas en étudiant les cérémonies.

La Sentence de 1375 traita donc de toutes les causes de discordes qu'elle résuma plusieurs fois. Mais pourquoi semble-t-elle en faire un mélange lorsqu'elle expose que certains témoins indiquaient que les vaches étaient payées en raison de pâturages ? Nous trouvons là une objection : si le Tribut était payé pour des meurtres, pourquoi certains témoins indiquèrent-ils en 1375 qu'il l'était pour un droit de dépaissance ? Nous allons en trouver l'explication dans l'ouvrage de M. Cavaillès.

Voici ce qu'écrivit M. Cavaillès dans le 2^e chapitre de son livre intitulé : *Transformation des conventions pastorales en traités politiques*.

« Un grand changement s'accomplit un jour dans la situation des vallées. En 1173, les Béarnais refusèrent de reconnaître l'acte d'hommage par lequel la vicomtesse Marie, avait placé ses domaines sous la suzeraineté de l'Aragon, et l'avènement de la maison de Moncade consacra l'état de souveraineté de leur petit pays. Un siècle plus tard (1292) la Bigorre, que tant de liens unissaient au Béarn, était placée par ordre de Philippe V le Bel sous le séquestre royal. Enfin, en 1258, le traité de Corbeil faisait pour la première fois, des Pyrénées, la limite entre les deux royaumes de France et d'Aragon ; tandis que le comté de Barcelone devenait définitivement espagnol, le comté de Foix restait français et l'Aragon abandonnait pour toujours ses prétentions sur la région placée au Nord du Roussillon, Ainsi, s'effaçait l'ancien enchevêtrement des frontières ; les deux versants des Pyrénées s'apprêtaient

à suivre des destinées différentes. Seule, la vallée d'Aran, restée espagnole, demeurerait comme un témoin de la confusion passée. De l'Atlantique au Roussillon, la crête des montagnes séparait désormais deux États distincts, organismes plus robustes, mieux armés et plus exigeants que les anciens États montagnards. Prenant leur force et leur point d'appui dans les plaines voisines, ils étaient dès leur naissance des étrangers l'un pour l'autre ; ils seront bientôt des rivaux et des ennemis. Tel est le fait initial, qui, entre les traités, établit un double classement ; les uns restaient de simples conventions pastorales ; les autres de très bonne heure acquièrent tous les caractères de véritables traités internationaux ».

« Les vallées d'un même versant, continuant à vivre d'une vie commune, rien ne fut changé dans leur situation respective. Aussi les conventions qui les unissaient conservèrent-elles tous leurs caractères primitifs qui étaient d'être avant tout des conventions pastorales. Elles allèrent même en se simplifiant car les clauses relatives à la répression des crimes, les tarifs de composition disparurent peu à peu ».

« Les traités conclus entre des vallées de versants opposés devinrent des conventions de caractère international. Cette formation qui fut très lente, et mit deux siècles à s'achever, s'accomplit par l'adjonction aux anciens pactes de dispositions nouvelles qui en changèrent profondément le sens ».

M. Cavaillès nous indique ainsi qu'au ^{xiii}^e siècle une idée nouvelle apparaît : la ligne de faite des Pyrénées devient une frontière, une démarcation. N'est-il pas naturel que les Roncalais s'opposent à un usage des Barétounais sur leur versant, n'est-il pas naturel qu'ils demandent une compensation. Or, justement à cette époque le paiement d'une indemnité pour la vieille histoire des meurtres peut paraître

déjà désuet. N'est-il pas possible que dans un arrangement précédent il ait été convenu que les vaches seraient payées désormais pour les herbes et non pas pour les meurtres (ce qui en même temps satisfaisait l'amour propre des Espagnols) ? Les arbitres se trouvent alors devant une difficulté. S'ils condamnent à payer les vaches pour les meurtres, les Roncalais aux idées nouvelles pourront dire : « Mais alors nous ne touchons rien pour nos herbes ». Si les arbitres condamnent à payer pour les herbes de vieux navarraïss pourront dire : « Mais alors, nous ne touchons rien pour nos morts ». N'est-il pas plus simple et plus diplomatique de dire que les vaches seront payées soit pour les meurtres, soit pour les herbes ? Cette disposition n'est-elle pas la plus propice à assurer le maintien de la paix ?

Les arbitres terminent leur sentence en imposant aux parties un éternel silence. Leur recommandation serait toute gratuite s'ils n'avaient pas prévu les réclamations à venir, aussi, dans les « attendus » de la Sentence d'Anso peut-on lire à peu près ceci : « Il y a entre vous un grand nombre de sujets de discorde dont certains sont fort anciens et d'autres sont futurs. Nous ne pouvons tous les résoudre en droit, mais il ressort que les Barétounais doivent payer trois vaches aux Roncalais. Qu'ils paient donc les trois vaches, et n'en parlez plus jamais ni les uns ni les autres sous peine de recommencer de nouvelles querelles ! ».

Il semble donc qu'on puisse considérer que le Tribut des Trois Vaches fut une composition pour les meurtres exagérés commis au ix^e siècle par les Barétounais au col de Suscousse (1). Ce paiement fut

(1) Nous n'osons pas dire que ce fut la première origine du Tribut. Il existe, en effet, une tradition d'après laquelle, l'indemnité payée aux Roncalais aurait été composée dans le principe de trois juments blanches selon les uns, avec quatre balzanes selon les autres. La difficulté de se procurer tous les ans des animaux dans ces conditions

effectué tout naturellement lors des entrevues annuelles auprès de la Pierre Saint-Martin, pendant lesquelles les habitants des deux vallées réglaient leurs rapports pastoraux et commerciaux. Peu à peu, avec le temps, on prit l'habitude de considérer « la Junte » comme un tout et les formalités de la paix furent confondues avec la remise des vaches. Or, tandis que le souvenir des meurtres s'effaçait de plus en plus avec la nature des « compositions » l'importance des questions de délimitation grandissait de jour en jour avec le développement du commerce favorisé par les guerres auxquelles les habitants des vallées s'abstinrent de prendre part (1). L'usage des pâturages sur le versant espagnol valait quelque chose et il devint la cause évidente du Tribut. Nous voyons fort bien cette évolution dans les pièces du ^{xvii}e siècle où il est précisé que les Roncalais rachetèrent leur bétail saisi mais qu'en échange, les Barétounais reprendraient le paiement des vaches : il n'est plus là question de meurtres. Enfin à notre époque les réclamations des communes et notamment celles de Lanne qui prétend ne plus payer le Tribut parce qu'elle ne se sert point des pâturages montrent bien que de nos jours, les habitants de Barétous regardent le paiement du Tribut comme l'exécution d'un contrat synallagmatique.

Cette théorie de « l'évolution du Tribut » a l'avantage d'expliquer la plus grande partie du cérémonial. Les coups de fusil et le coup de lance sont des manifestations analogues, or, on ne peut faire remonter

aurait amené les parties à leur substituer trois génisses de deux ans, Y aurait-il eu précédemment un tribut de guerre ? Et les Barétounais victorieux à Suscouisse, auraient-ils payé trois vaches d'indemnité à la place des trois juments en tribut ? C'est bien vague et bien lointain et puis, ce serait l'histoire du « Tribut des trois juments » et non plus celle du Tribut des trois vaches !

(1) On trouve cet historique dans *Une Fédération pyrénéenne sous l'Ancien Régime*.

les coups de feu à l'époque féodale et de même, le coup de pique a dû intervenir avec l'idée que les Barétounais ayant un usage en territoire espagnol devaient se reconnaître vassaux pour ce territoire. Quant à la superposition des mains des représentants il est probable que cet usage est au contraire très ancien et remonte à l'origine des premières conventions de paix car il était naturel alors que les parties en cause prêtassent un serment. Le fait que les mains françaises se trouvaient au dessous des mains navarraises n'est pas forcément une marque d'infériorité, on trouve en effet souvent à l'époque féodale que l'accusé, jurant avec les témoins, mettait sa main par dessus toutes les autres et il pouvait y avoir là au contraire une façon de rappeler aux Roncalais qu'ils avaient quelquefois été les agresseurs.

Il est curieux de constater que le contrat en vertu duquel les Barétounais remettent les trois vaches, ayant pris force de loi en exécution du Traité de 1856 le Tribut en raison de ce traité est redevenu une obligation légale alors qu'il avait été autrefois une obligation produite par un délit. Ainsi le Tribut qui avait été une amende est maintenant un impôt. Cela revient à peu près eu même pour nous, diront sans doute les habitants d'Arette qui le considèrent surtout comme une promenade un peu lointaine.

Vu : *Le Doyen*

H. BERTHÉLÉMY

Vu et approuvé

Paris le 3 avril 1925

Le Président de la thèse

OLIVIER MARTIN

Vu et permis d'imprimer

Le recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL

PIECES JUSTIFICATIVES

FOR DE BARÉTOUS

Sabude cause sie que los Baretoos se abiençon ab Guilhem Ramon de Moncade vescompte de Béarn, de tot so que a far l'an en patz aixi cum en aqueste carte es escriut per lor et per lor linhadge, a luy et aus sons, et debin lo far ost ab Aspees quant egs exiran en ost, et eg queus deu far so qui fe aux Aspees.

ART. 1^{er}. — Quant lo senhor ha clamantz de Baretoos deu far manar los hostadges a cada una mayson de baig, et debin lo dar XII^e hostadges, los II de bag d'Areta quaus a luy playran et lo messadge meara los VIII de l'autre terre casalers, los tres de Aramitz, dus de Lana, ung d'Anssa, ung de Feas, ung d'Issoo et asso per IX^{as} dies que us don a luy o a sa molher ; et si eg no'y es, ni sa molher que'us mostrin au senhor deu casteg d'Oloron que aparelhatz son de dar los hostadges aixi cum far debin, et que estonin entro noeyt sie, et que s'en tornen entro que autre betz lo mani hom per IX^{as} dies : Pero, si lo senhor recep los hostagdes deus los dar a minyar et heber tres dies, et en aquegs tres dies, deu mostra los clamantz, si ni a et egs los lors et fardar fidances a luy o a sons clamantz, casalers que cadaun aya dus boeus et 1 azo, o penbere vive qui ac balhe per tot

clam gran, o pauc. Las fidances dades de totz los clams, los hostadges son soos. Los hostadges no debin passar los decas d'Oloron. Aqueg qui'u passara, cadudie pague VI soos au senhor, entro que la viela de la quoau sere lotorni aqueg o autre casaler, et si los hostadges no's vestuien Auloron au IX^{au} die, aquegs qui menhs ne fera VI soos don cada die.

TRADUCTION. — Soit chose connue, que gens de Baretoos s'accordèrent avec Guillaume Raimon de Mocrade, vicomte de Béarn, de tout ce qu'ils lui devaient faire, ainsi qu'en cette charte est écrit pour eux et pour leurs descendants à lui et aux siens. Ils doivent lui faire ost avec les Aspois, quand ceux-ci iront en ost et lui doit leur faire (fournir) ce qu'il fait aux Aspois.

ART 1^{er}. — Quand le Seigneur a plaignans contre des gens de Baretoos, il doit faire mander les otages à chaque maison principale et ils doivent donner 12 otages, 4 du lieu d'Arette, lesquels il lui plaira, et le messenger mènera les autres huit de l'autre terre, trois d'Aramitz, deux de Lanne, un d'Ance, un de Féas et un d'Issor, et ce, qu'on les lui donne pour 9 jours à lui ou à sa femme ; et si lui n'y est pas ni sa femme, qu'ils montrent au seigneur du château d'Oloron qu'ils sont prêts à donner les otages ainsi qu'ils doivent le faire, et qu'ils demeurent jusqu'à ce qu'il soit nuit, ensuite qu'ils se retirent jusqu'à ce qu'une autre fois on les mande pour 9 jours. Mais si le seigneur reçoit les otages, il doit leur donner à manger, et à boire trois jours, et dans ces trois jours, il doit faire présenter les plaignans s'il y en a, et eux les leurs, et faire donner dans toute affaire grande ou petite pour caution, à lui ou à ses plaignans, des casaliers qui chacun aient 2 bœufs et un âne ou saisie vive (autre animal qu'on puisse saisir) qui ait la même valeur. Les cautions données dans toutes les affaires, les otages sont siens (au seigneur). Les otages

ne doivent pas dépasser les limites d'Oloron. Celui qui les dépassera, paiera pour chaque jour 6 sols au seigneur jusqu'à ce que la commune à laquelle il appartiendra le représente, lui ou un autre caselier et si les otages ne se présentent pas à Oloron au neuvième jour, celui qui sera défaillant donnera pour chaque jour six sols.

AVERTISSEMENT

Le texte de la Sentence Arbitrale d'Anso que nous publions se trouve aux Archives Départementales des Basses-Pyrénées sous la cote E. 2186.

C'est la copie faite en 1738 d'une charte du notaire d'Issabe du 13 février 1560. Ce dernier avait déjà transcrit des textes béarnais de 1477 et 1375. Ces derniers sont à peu près méconnaissables et le texte qui nous est parvenu est donc une mauvaise traduction en béarnais francisé des originaux béarnais des XIV^e et XV^e siècles.

Dans la copie de la Charte de 1389 que nous publions également, la langue du XIV^e siècle, sauf l'orthographe est à peu près respectée.

1375

Sentence arbitrale d'Anso

AU NOM DE DIU

Sappien tous et quoants quy aqeste presente carte beiran et audiran y (1) cum notory sie, en lan de mil et quoaite cens et bingt et sept, lou bingt et sept jour deu mes de Septeme fue distruside et bruslade per accident de fuecq la ville d'Issabe en laquoal distruction et brusleure esten bruslades las cartes et documens de patseries que lous de la ballée de Roncal deu royaume de Navarre aben ab la vallée de Baretous de la seignorie de Béarn. Et cum sus aquo lou bingt et etdus deu mes de juin de lan (2) Nativitat Dominy 1433 dehens (3) la gleyse de sainte Marie de Arraco d'Issabe amy notary infrascript m'este presentade la carte original et principan de la sentencie de laspatseries quy lousdits de la Bal de Roncal et lous de la vallée de Baretous aben per mas de Sancho Irrabarrasce y Petro Baines, besins et jurats de laditte ville d'Issabe, e laquoal ditte carte original et principal deudit compromes reby (4)

(1) « Y » probablement « que ».

(2) « De lan » = de la.

(3) « Dehens » = « defens », dedans.

(4) « Reby » = « legi » ?

et recebu en mas mas et en presencie deus testimo-
nis jus escriuts, a requeste deusdits Sancho Irrabar-
rasse et Pedro Baines jurats susdits, enbouts et nom
deus besins et habitans deus locqs de la vallée de
Roncal, latenour de laquoal es en la seguentte
forme :

Sentencie
arbitralle

Et por el factor de la pats si en temps de pats no
y es bonne haunour, y une de las mayors causes deu
monde es lapats, per acquo coneguen tous cum pro-
ces et questions et grandes guerres, peleyes, contes-
tations, force et diverses morts d'homis, plagues,
cops, dissensions, bleseures, debats, discordias, de-
mandes especialles et generalles, civiles et criminels,
repressailles,raubatoris,cabalgades,carnaux,preses(1)
contra bennes personnes, depersonnes et preses de
bestiars, lebats, forces, violences et injuïes, y maus
et murtres, ond foussen et eren et andurat et longs
temps passats entro au jour de oey, enter lous hon-
norables Asnar Lpoez dit Lurbey, Blasco Nabary, et
Sancho Inigury Arrachara, vesins et procuraires deus
jurats et conseil et homis bons deu locq d'Ustarros
et Sancho Asnary, Sancho Sans (2) dit Meudigache
et Blasco Junis dit Barrincata, procuraires deus
jurats, conseil et homis bons de la ville d'Issabe et
loudit Sancho Asnary notary vesin de laditte ville
d'Issabe, et procureaire deus jurats, conseil et homis
bons deu locq de Roncal et Sancho Sans de Ursan-
guy, et Galex Sans vesin de Garde, Ximenes de Ron-
cal procureaire deus jurats conseil et homis bons deu
locq de Garde, et Don Lope Sans alle (3) besin et
procurador deus jurats Conseil et homis bons deu
locq de Vidangous, et loudit Sancho Asnary notary
vesin d'Issabe y Ximenes vesin de Roncau, procu-

(1) Controberses ? — prises (?) de personnes et penheres de bes-
tiaux.

(2) « Sancho Sans » = Sancho Sanz.

(3) « Alle » = abréviation pour « alcade ».

raires deu Conseil et universsitat de Burguis deu Reino de Navarre, domandants et deffendents, de une part, conjuutament et de partide : Et Sassarnaut (1) d'Aramits, et Guilhem de Lassalle d'Aramits, et Guilhem Arnaud d'Ambille d'Ance, et Archies de Casamayour de Lanne, procuraires deus homis bons de la terre de la val de Barretous, de la seignorie de Bearn, domandants et deffendents de autre part conjuntament et departide, en sus et per Rason deu port aperat Arlas et fontas pachense (2) Limites ab sous (3) et proprietat de aquet som enter loustermis et ports de las dittes vallées de Roncau et de Barettous, per aquo ensemble las dittes partides et chascunne per sy es assaber lourdits procuraires deus dits locqs de la vallée de Roncal et chascun de lour per sy et en sous propis noms, et comme procuraires de la terre et val susditte de Barettous en sous propis noms et comme procuraires, quy se eren assemblats et ajustats en la ville d'Anço deu royaume d'Aragon ab autres homis bons de chascun de lasdittes vallées et partides touttes ensemble concordes, et chascun d'ets per sy et per sous procurantes per lous plains et parfaits et bastans pouders dats et otorgats a eds en leurs procurations, non forçats ny constreits, abans de lour bongrat et certes Ciernes (4) certificats plainement e de loursdits de cada un (5) delas dittes parts et vallées per bien et pats et concordie et pertirar ausdits rancures males voluntats damnages, tribails, despences, intres, mentions, murtres, plagues, cops, pelegas, bregat, deprendations, guerres, dissensions, maus, enter lasdittes partides. Es assaber lousdits procuraires deus

(1) Mauvaise lecture pour « Sanssarnaut » = Sans-Arnaut.

(2) « Pacheux » = « paxenx ».

(3) Ici un espace en blanc.

(4) « Ciennes » = « sciences ».

(5) « Cada un » = « chacun ».

locqs de laditte vallée de Roncal con comandament, expressa licencia deu muy haut poudrou Seignour Principe don Carlos per la Gracie de Diu Rey de Navarre Conde de Nemox ab licencie sour que baillate fou en Pampalonne a vingt et oueyt dies de juillet de lan mil tres cens septantte et cincq, et lousdits procuraires de la vallée de Baretous ab poudet et lachence deu haut et pouderos seignour don Gaston, per la Gracie de Diu Seigneur de Béarn, ab Lettres siennes qui dades esten a Ortes a dets et oueyt jour d'aoust, lan mil tres cens septantte et cincq, toutes las abandittes questions et demandes et deffencions dissensions et debats especiales et generalles, civiles et criminelles comprometon et lechan absoludanens eu lou poudet susdit, loa sentencia prononciation et amigable composition de nos Sanche Garcia alle (1) Ineco Sanches, Tillio Asnares, Simon Varuco (2), Juan Lopes et Sancho Jimenes besins de la ville d'Anço et tous sies ensemble concordablement ary comme arbitres arbitradous et amigables composidous et prometen aber per ferme et segur adare et toustem a lames quinhe que sie ditte Loa (3) sentencie pronontiaon et amigable composition quy per nous tous ensemble acourdament sera dit pronontiat sentenciat et amigablement composat de quy au jour de Septem frateum (4) Miey proche venent qu'es toustem a dets deu mes de Juil, jus lapenne de trahission et de Tres mil Marcgs de bon et fin argent ab autres fermesses, certes renonciations et obligations segon per lasdittes causes et autres mes claramens parexen per la carte publique de Compromes feyte et recebude en la ville de Anço dens la gleyse et torre de Saint Pedro de Anço a doutze dies deu mes d'ayoust dabant et per lo

(1) « Alle » = « alcade ? »

(2) « Varuco » = « Ranuço ».

(3) « Loa » = « las » ?

(4) Les Sept Frères martyrs à Rome, en 164, fête le 10 juillet.

notary de jus escriut et per lo plain et abastant poce-
der de nous baillat et acceptat en loudit compromes
et per bigour dequet encoere de lasdittes lettres de
permission deusdits seignours Rey de Navarre et
compte de Foix esten seguts a faïçon de Juges tous
sieis ensemble accordadamens, presens lousdits pro-
cureurs de chascunne de lasdittes vallées de Roncau
et Barettous et de autres locqs. Et cum intancie (1)
sentencie domandans A Soulet (2) Diu aben devan
nostes œils louquoal ilumine lous cœurs deus jugeans
dretament audits a chascunne de las partides devant
nous diser et adlegar et sy monstrar boulon ab cartes
ou seinhs cartes ab escriuts ou seinhs escrits sy
bolen de palaure et ab testimonis recebuts deligen-
tament examinats, ab juras et sagrats sacramens per
nous seorum (?). Et separation segon conbiebe, biste
et considerade en tout aquero que anous en loudit
affar sus lasdittes causes beder et considerar fasse
comme conclut et reconçan per chascunne de las-
dittes partides sur loudit affar agut diligentament
concertance et conseilh de sabis et discrettes per-
sonnes ab maturitat diversses vegades procediu et
examinan a noste pronontiation et sentencie definiti-
ve perpetual en la forme seguente.

Prumer article
de sentencie

Prumeraments cum ayam troubat per contrauts (3)
publicqs et per escriuts devant nous exhibits per chas-
cunne de lasdittes partides que plusiours et diversses
begades an passat compromes en divers arbitres et
sur acquo ayen tribailhat Evesques Genthillomis et
autres solemnes personnes, comissaris deus seignours
Reys de Navarre et compte de Foix et james las-
dittes questions ayan pousgut se convenir et que
chasqué jour s'augmentane murtres, combats, pre-
sonners peignorations, mauvaises messions et tri-

(1) « Instancie » = « instante » ?

(2) « A soulet » = « An soulet », n'ayant que Dieu seul devant les
yeux.

(3) « Coutrants » = « contracts ? contractz » ?

bailhs enter lasdittes partides. Et nous autres dits arbitres une ou dñes begades et plus personnellement siam montats et annats ab lousdits procuraires de lasdittes partides et ab force autres bonshomis per poudier beder et examiner loudit port d'Arlas fontas et limites dequet et lous territoris contencious dequets. Enter lasdittes partides et las causes menentes et inarguantes et dependentes de quets. Et aucun feyt jurar, cinq homis de chascunne de lasdittes partides et beaucoup d'autres persounes anciennes et assecurats de ço queres saven comme ancienement saben pasquagar (1) lous ports et herbes deudit port et territory contentious de Arlas et abeurar et prendre aigue en lasdittes fontas. Et habem sabut per depositions beritables dequauques temoins anciens et idoines et ab dises de toutes partides per ou et comme. Et quinhe maniere aben usat chascunne de lasdittes partides ab leurs bestiars pacagar et abrebar en loudit port fontaines et territoris et limites de la vallée de Roncal et de Arette et Aramitz quy son de la vallée de Baretous, per aquo nous lous arbitres, tous ensemble et d'un mutuel acord, per ostar murtres et maux enter lasdittes partides, bolen et desiran aqueres redusir a bonne concordie et comme aquets sien nostes limitrofes et tous amieqs et encoere plusiours dequets nostes parens aben desplaser de lous damages.

Capeire de
Saint-Martin

Sententiam, louam, arbitram, amiablement composam jus las pennes metudes dens loudit compromes per la present noste sentencie diffinitive per in perpetum (2) belable, pronontiam, sententiam, disem, et declaram, et mandam que laditte peyre aperade de Saint Martin sic comme aben troubat et soulé estar sie et quere marque per seignau et borne drette enter lous territoris de la vallée de Roncal deudit royaume

(1) « Saben pasquagar » = « s'aben partagatz » ?

(2) « In perpetum » = in perpetuum ».

de Navarre d'une part, et lousdits terratoris deus locqs d'Arette et d'Aramitz quy son de laditte ballée de Barettous, de la seignorie de Béarn de l'autre part et que loudit terratorý d'Aramitz sie d'Aramitz, et que en aquo aucun de lasdittes partides meten difference ny doubte aucun ny contrevienguen en aquo.

Second article

Item aben marquât crousat et bornat proche de laditte peire de Saint-Martin marteig fasen crouts ab et marteig en une peire fixe et dela en sus tout dret per la basse colomne fasen toujours et continuan de far de crouts et marques entro au prumer somet ras en la naba planna, et començan bers la madrette de far tres crouts en un grand rocq, et de la en abant continuan de far crots en un rocqs et peires et hem tranques et crouts en un rocq perdessus lo camy quy van ou acostumen anar las baques a beber en la Jusanne fonta deudit port d'Arlas, et de la bista de laditte fonta Jusanne retiran et tournan per la single de la penne seguien la ou nous fem en lous rocqs peires dessendens a la planne de la placarra la ou nous fem en lous rochers, et toustem de la en avant entro au profond de Diagonsa, Et dela en sus per la part deudit rocher de Diagonsa deu coustat de las arras et feus continuer et far beaucoup de crouts en lous Rochers et peires, Et toustem acqueres continuan entro au soumet quy es proche Morolon et de las darreres crouts marques et bornes bers lous ports de Soule et de las Arres et de Apolice. Nous dits arbitres arbitradours et amigables composidours per aqueste nouste sentencie diffinitive sentenciam laudam arbitram et amigablement composam et (1) deusdits peinnes portades en lou dit compromes adjudgam declaram et bailham per dit loat et sententiat pronuntiam d'un comun acord et disem que sie marque toute

(1) « Deusdits peinnes » = « de lasdites peines ».

la terre et territory propy deudit royaume de Navarre sçaver es de laditte ballée de Roncal n p^o.

Retournan audit prumer soumet ras et naba planne sur laditte peire de Saint-Martin a la man gauche de lasdittes tres crouts fem far deuës crouts en lous ronchers et peires et de la en haut dretament seguien laditte loma continuam defar lasdittes crouts per marques et bornes en lousdits rocqs et peires. Entro a l'autre soumet et seguien la colinne, et dela en haut serre serre descendent a la drette de lasdittes darreres crouts quy finissen proche Morlon. Et per acquere nous dits arbitres arbitradours et amigables composidours par aqueste medixe sentencie, jus lasdittes pennes sentenciam pronuntiam d'un comun acord et mandam que tout l'aiguebees de lasdittes crouts, bornes et marques deu coustat de Bearn sien et demouren a Jamais propy ad in perpetuum de la seigneurie de Bearn, sçaver deu locq d'Arette entro aço quy es d'Aspe; mes, per ço que fase temps couvert lorsque nous fasem las bornes crouts et marques audit port et territory contentious et que non poudem bien beder, visitar ny mettre ped a terre, regarder ny marquer acquet, per lou poudre a nous baillat dens loudit compromes reserbam et retiem en nous, si aucun doubte ou doubtes y arrive, temps per lou declarer acquet ou acquets entro auprumer d'agoust proche venent pertout lojour inclusivement, deus louquoal nous peyram a meilhour declarer, corregir, bornar et marquer crouts et bornes acquet et acquets, sinon deu jour en abant que la presente sentencie et déclaration ayen et demouren en la plaine fermetat et valour seguien que per nous ayen crosat, limitat, et declarat, et marquat.

Territory
contentious

Item comme ayam trovat per depositions et relations véritables de testimonis et personnes fidèles dignes territory deu miey quy es enter lasdittes crouts marques de Diagorize Lapacarre et single au plus haut somet d'Arlas et colinne colinne serre serre

enque jour
poden entrar
lous de Baret-
tous et quoans
de jours

Carnalers

ainssy que dessus es limitat, marquat et exprimât,
estar territory contentious enter lasdittes partides
et en acquet toutes partides acostumen pacagar ab
lours bestiars et abeurar a las fontas, et que quoau-
que begade lous uns et lous autres se soulèn en
aquet peignorar et carnalar, per certe clare bertat
seguien lasdittes depositions et relations que lous
de Baret tous e spécialement lous d'Arette acoustuma-
ven premierament entrar audit territory deu miey
et territory contentious ab lours bestiars chascun au
per lou jour et feste de septem fratrum et pacagar
en acquet et abeurar en lasdittes fontas. Et per acquo
nous lous susdits arbitres arbitradours et amigables
composidours, touts ensemble et d'un commun
acord, Sententiam Loam arbitram et amigablement
deposam, sus lasdittes pennes pronontiam, senten-
ciam, disem et mandam, sy vous boulets, declaram
que acquets de la ville ou locq d'Arette avans et
prumerament et per jamais entraran et poyran entrar
ab lours bestiars grands et menuts toutes las anneyes
de leur propy territory dens lou port deu miey
contentious ab acquets quy an usat et acostumat de
la vallée de Baret tous per lou jour et feste de septem
fratrum, et non autres, et pasquagen ab lours bestiars
vingt et oueyt jours successivament, et abeuren en
lasdittes fontas librement et franquament seinhs
aucun empêchement dequets de la vallée de Roncal
et de toutes autres personnes pendent lousdits vingt
et oeyt jours et non plus; neanmens no poyran ac-
quets dromir ny demourar de noeyts dens loudit port
contentious, ains seran tienguts d'ana dormir et
jasillar dens leur propy territory; et pendent lou
temps deusdits vingt et oeyt jours, acquets de la
vallée de Roncal no poyran ab lours bestiars ny
autres entrar ny pacagar en acquet, ni abeurar en
lasdittes fontas ny autre; et sy acq fasen, acquets
d'Arette lous poyran prender et carnalar; et que
l'arramat et aolhes et crabes et porcqs ayen carnau,

sçaber chasque troupe dets sols mourlas, mascles, et arramat de baques et enguas bingt sols mourlas mascles, et sy entren de noeyt que lou carnau sie double.

Quoan lous de Roncal poden entrar au content

Et passats lousdits vingt et oeyt jours, acquets de la vallée de Roncau entren et pascagen ab lours de lour propy territory en ladicte terre contencieuse et poyran abeurar en lasdittes fontas et non abant per James per chascun an dessi an jour de Nadau et non plus, et anan et retournan ab lours bestiars chasque noeyt a lour propy territory et jasillar et dromir et si lasdittes partides ou aucune de queres se hasardave a pascagar dab lours bestiars dens loudit territory deu miey contentious ny abeurar dans lasdittes fontas ny avant ny après, sinon comme dit es, chascunne de lasdittes partides dessus per nous declarat que lou carnau sie per nous limitat, lou gardien ou gardiens que sien creduts ab lour jurament qu'eds au juste carnau.

Guardes son creduts ab lour jurament

Item per aqueste noste sentencie, sentenciam, loam sus lasdittes pennes pronontiam, disem, et mandam que si quoauqu'un de lasdittes partides metté bouts d'appel injustament ou justament en quinhie faeçon que se sie, que y aye de penne et pague a l'autre partide tres cens sos de Mourlas mascles, et per pats interrompude cent sos de mourlas mascles, et toustem la pats dure et ane en avant enter lasdittes partides ; et aquo es per ostar mans bruts escandalles enter lous ; et tout homy quy se tiera prejudicat, que demande per justicie ou per lou present contract de pats et non autrement jus las pennes ; et sy acquet qui aura mettut bouts d'apel non poussede biens per pague ladicte penne, pagara la ville ou villes dont luy sera ; et sy la ville ou villes no poden, toutte la vallée pagara, et terre dont ed sera, et aço per autant de bagades quy arribara a james ; néanmoins poyran toutes partides a toujours prender l'aigue per prester et beber lours pastours en compagnie de lours bestiars et non autrement.

Lous apels et interruptions de pats

Pagament de
las Bacques.

septem per ço que nous trôubam veritablement per las dittes depositions ou relations deus dits testimonis et personnes fidé dignes que lous de Baretous toujours an usat et acostumat baillar tres bacques chascunne de deus ans, « sine macula » lou quart jour apres la feste de « septem fratrum » chascue aneye aus d'Issabe, Ustaros, Goyen, Garde et Ursanquy, en lour termi et territorî, lous uns deus testimonis disen que per las morts que lous de Baretous aben feyt aus d'Issabe, Ustaros, Garde et Ursanquy et autres testimonis disen que a fin qu'eds poudousen prendre aigue et abeurar en las dittes fontas, per aquo sentenciam, donam, jus las dittes pennes prononciam et mandam per sentencie que lous dits de Baretous baillen et paguen chascune aneye perpetuelament de sy en abant las dittes tres bacques de deus ans chascune « sine macula » per quatriesme jour apres la feste « septem fratrum » aus d'Issabe, Ustaros, Garde, Ursanquy, ou autres per eds en lour nom, ab testimonis, a la ditte peire Saint-Martin qui es borne et limiti enter la ditte terre de la seignorie de Navarre, et terre de seignorie de Béarn ; et per rason deux grands maus passats qui son estat passats enter eds, qui non sien tienguts augune cause per acquets entro au jour present, mes bien decy e aban cum per nous es estat dit et sentenciat.

De certains
murtres com-
tutz pendent
las treves

Item per rason que lous de la vallée de Roncal demandaven que lous de Baretous esten en treves, a Sanche Blasques, Asnar Arues, vesins d'Issabe, aben tuat, et pendent la ditte treve ; et lous de Baretous demandaven aussy que lous de la val de Roncal aben tuat pendent la ditte treve dus (1) autres homis, l'un d'Arette, bon paisan (2) ; et l'autre d'Aramiz, et per aquo no aben poudut aver apresent plainne information comme son estades feytes las dittes morts, ny

(1) « Deus », erreur pour « dues ».

(2) Expression absolument inusitée au Moyen âge.

quoalles de las deus partides an plus grand tort, en aquet cas reservam et rettenem en nous temps per nous certificar dequo, et per esclarcir sur aquo de sy au prumer d'Aoust proche venent inclusive (ment) ; et sy nous no poudem aber entiere certification deus quoaatte meurtres, prononciam et mandam jus las dittes pennes que lous dits meurtres sien perdonnats enter las dittes partides, et que aucun man ny demande no pousque estar feyte per rason de queres en aucune faigon.

Que lous
meurtres et
facherie pas-
sades aben
lous ens per
lous autres.

Item sus lous autres meurtres, blessures, cops, injeuries, invations et peignorations, querelles, maux passats, feits et enseguits enter las dittes partides entro au jour de oey, en quinhe faigon, cum sien plusiours de chasque partide innombrables per ostar questions, damages perils et escandalles enter las dittes partides mabuts (1) de justicie et egalitat, per aqueste nouste medixe sentencie prononciam, disem sentenciam et donam jus las dittes pennes que tous lous dits meurtres, cops, blessures, invassions, preses de bestiars, combats et maux passats et enseguits entro au jour de oey, sien perdonnats et relatxats, lou tout enter las dittes partides des a present et un perpetuum, ny que james pousquen estar demandades per aucune de lasdites partides, ny non plus poden mouber ny inttemptar plus questions en jeugeament ny hors dequet en aucune maniere, et que james a se batte ne se far damage en corps ny aucune cause ; et per tenour de la medixe sentencie metem et pausam pats et perdurable a tout temps et treve per cent et un an (s) enter las dittes partides et particuliers dequets, laquoalle pats et treve mandam jus las dittes pennes per chascunne de las dittes partides fermement et in perpetuum sie observat et goardat.

Que certains
presonniers
sien rendutz.

Item per noste sentencie presentte sentenciam, prononciam, arbitram et amigablement composam,

(1) « Mabuts », sans doute « magutz ».

disem et mandam jus las dittes pennes que lous procuraires de Barettous ou quaucuns per eds fassen venir a nouste poudier en la ville d'Anço Garcie Sans dit Guaine (1) et Sanche Sans Penescals, vesins d'Issabe lousquoaus presentament son detienguts presonniers en leur poudier, de sy au vingt et cinq de septeme per tout loujour inclusive (ment) ou plus leu, si eds loupoden, et que lous procuraires de la vallée de Roncal ou quoaucun per eds fassen venir a noste poudier semblablement lo medix jour lous deux homis presonniers, quy son eu leur poudier deus de Barettous ; que et lous de la vallée de Roncal paguen lous despens entro au dit jour, et que lous de Barettous paguen lous despens entro aux dits Garcie Sans et Sanche Sans, exceptat dets florins que nous mandam que lous de la vallée de Roncal lous assistaran et non plus.

Deus gardiens
ou carnales.

Item per aqueste nouste sentencie prononciam et amigablement composam, jus las dittes pennes prononciam, sentenciam, disem et mandam per ostar Meurtres, Escandalles de sy en abant enter lasdittes partides et chascunne d'eres chancenquen quoaite guoordes durant aquestes dets anneyes plus proches seguentes, deus quoals lous de la ville d'Arette chau siran per chascunne de las dittes quoaite, et lous de la ditte ville d'Issabe per toute la vallée de Roncal autres quoaite de la ditte ville ; leurquoaux juraran chascunne anneye comme esleguts seran en poudier de leurs conseils queds seran justes guoardiens et que autres no poyran carnalar sinon lousdits oeyt guoardiens ; et acabades lasdittes dets anneyes, de la en avant que chascun de las dittes partides ou ballées ou loeqs metten lous goardiens erpugneren et carnalen ainsy qu'eds au bien acoustumat anciennement enter eds ; et aquet ou acquets ostaran lous carnaus et lous detiendéran aux dits gardiens en

(1) « Guaine » = Guyenne.

quinhe maniere que sie qu'eds paguen aux gardiens double carneau qu'eds aben feyt ; et que toustem lousdits guoardiens seran creduts selon qu'ed es dit per lour jurament ; et sy larcin ou boeries se fasen entre las dittes partides, qu'elles se demanden et se responden seguien leurs patseries ancienes ; et si pendent lousdits aus quoauques apels ou doubtes se rencontrent e entre las dittes partides per ladicte rason qu'eds ayen a las ir et determinar en la ville d'Anço, per davant lous jurats que en aquet temps seran en ladicte ville, et per las darreres cinq anneyes qu'eds annen a las audir et determinar aquets a Laguinge en Soule ; et quoauque sie de las partides quy mette bouts d'apel per accident et contes (1) non bien feyts enter las dittes partides en aucune faïçon injustement ny justament, qu'eds paguen per chascunne begade a l'autre partide adverse de penne tres cents sos de Morlas bons et patz interrompude cens sos de Mourlas bons, et toustem pats, et non autre cause meins, pagan tout bon dampnage que per auquere rason s'en ensuivra ; et si aquet ou acquets que las dittes bouts d'apel metteran no aben bien, la ville dont ed es pagara ; et sy la ville ou villes no poden pagar, pagara toute la terre de la vallée dont eds seran.

So quy seden Item, sy enter ladicte partides arrive meurtres
 pagar per ou blessures, ço quy Diu no voilhe, lous meurtiers
 murtre bles- ultra las pennes en loudit compromes contienguder
 seure et patz interrompade. paguen et sien trenguts baillare pagar per penne et
 homicide à la partide adversse et damny ficade sieis
 mille sos bons mourlas per chasque murtre et cens
 sos de Mourlas bons per pats interrompude ; et per
 plague leyau cinquante sos de Mourlas maxles et
 cens sos per pats interrompude ; et toustem pats en
 abant ; et si aquet ou acquets que lousdits murtres
 ou plagues leyaux faren et no peyren pagar, que la

(1) Cortis = comptes.

ville ou villes dont eds seran no poden pagar, la terre de la vallée dont eds seran, et toustem pats en abant ; et acquero pronomtiam et donam per sentencie jus lasdittes pennes sic feyt enter lasdittes partides afin qu'eds doubten (1) de far damages et a celle fin que meillhour sie observade la pats enter eds perpetuellement.

Que aucun no
pourquedomar
et damage que
en Justuies.

Item per aqueste present sentencie prononciam, disem et mandam que lasdittes pennes que aucune de lasdittes partides quy seran damni ficades per la partite adverse qu'eds non fassen ny pousquen se vengar den damage recebut en aucune faisson, ny no es demande feyte et recebut dret per sentencie et acquet quy fara lou contrary ultra las pennes deudit compromes qu'ed aye pergut sa demande et tout son dret ; et pats toujours en abant.

So quy es
condanat de
baillar aux
arbitres.

Item, comme nous dits arbitres ajam soustinngut plusiours facheries, Tribails et afronts et despens per serquar et traiter et mettre fin a las dittes causes et annar au dit port ab compagnie, et aber feyt informations sus lasdittes causes et nemo tenetur suis propiis simplibus militare ç'es perque tous ensemble et d'en nutel (2) acord per aqueste nouste presente sentencie sentenciam, pronontiam, Laudam, amigablement componam, taxam et pronontiam, disem et maudem jus las dittes pennes que chascune de las dites partides baillen et sien tienguts baillar et pagar a nous autres en satisfaction de las dittes missions chascunne quoaite cens Jacques ; et sy au troisième jour après *La Toussaints* (3) inclusive plus proche-tenent et sy de sy en abant lasdittes demandes, deffenses probes questions, dissensions, meurtres, blasseures, pignorations, debats et autre mau senneguibe de sy au jour present enter lasdittes partides

(1) Doubter dans Froissart = redouter.

(2) « Mutel » = « mutual ».

(3) Au xiv^e siècle, la Toussaint est toujours « Marteror, Marterro ».

en quinhe mannere que se sie jus las dittes pennes deus loudit compromes contiengudes.

et amigablement deposam pausam perpetuel et chascunnes causes en la present noste sentencie ordonnades dittes, et declarades sentenciam et prononciam boulem et mandam per toultes lasdittes partides et chascunne de queres et particuliers dequeres estar observades et complides. Et fermamens exemtades perpetuelament en tout et pertout condamnant a present per lore et alore per a present la partide ou partides inobedientes a noste present sentencie ou quy seran vouluts anar contre acqueres en tout ou en partide en las pennes metudes en loudit compromes per tout et autant de cops que leur arrivara vesin contrè laditte sentencie et causes contiengudes en acquere ; et pagades lasdittes pennes pecuniaris que toustem sie et demoure laditte noste sentencie et toutès causes et chascunne de queres contiengudes en acquere en tout et pertout n sa plenarie fer mettat et valour, requerim au nottary infras escriut que de la presentte sentencie et deudit compromes face et publike en forme deux contracts d'une medix tenour ou plusieurs, sy besoin es, repartie per lettre A B C et D et en deliure un deudit compromes et autre de la ditte sentencie a chascunne de lasdittes partides en lou satisfasan se son salary, et sus lou tout, et ço encoere per plus grande corroboration et fermetat de lasdittes causes et deusdits contracts de la present sentencie, mandam estar metut de cire ardentte lou saget de la ditte ville d'Anço ; et encœre requerim audit nottary que comme las procurations de las dittes partides a lautre (1) de lour grande longour eds no an pousgut inserir dens loudit compromes, comme aben la qualittat dequets entierament, qu'ed retiengue vers luy copies fidelament collationades en son registre enrre-

(1) A cause de.

gistrades de mot à mot, afin que paresquen, si besoeing es, lous pouders de quets, et que las procuracions deus locqs de la vallée de Roncal baile et deliure en lour prumere figure et aux de Barettous ou a lous procuraires et commandans de vallée de Roncal.

Baillade et begude fou aqueste present sentencie pres legleix et tour de Saint-Pierre de la ville d'Anço lou sedzieme jour deu mes doctobre anno dominy mile-simo trecentesimo septuagesimo quinto ; presens et testimonis son a las dusdittes causes lous honnora-bles don Gonsalbe curé d'Anço et don Domingo Pey caperan et prebender de la ditte gleyse d'Anço, et yo Sancho Asmariz per autoritat deu seignour rey notary publicq per tout lou royaume d'Aragon et de la vallée d'Anço, quy a toutes et chascunnes causes susdittes esty present et la present sentencie par moy rettiengude tire et fiz escriner de mot a mot, et ab acquere bien et degudament collectionade ab lou soubscript.

Et fy et legu la sentence susditte quy ere selade de sire hermeille ab sire blanche deu saget de la bille d'Anço ; lousdits Sancho Irrebarse et Petiry Baignes, jurats de la ville d'Issabe et deux vesins et habitans deus locqs de la vallée de Roncal m'anrequerit que deudit contrat original et principal de la ditte sentencie ja fessy une copie de vidimus en forme publique per garde et conservation de lour dret ; testimonis fou octroyats don Joan rous prettre, et Pedro Sapatero majour vesins d'Issabe et Yo, Garnie de Issabe, notary publicq et jurat per autoritat royalle per tout le royaume de Navarre, quy a toutes las causes susdittes esty present dens loudit locq.

A requisition deus susdits Sanche Irrebarrasse et Peter Boines jurats en la forme et maneyre susditte, jo escriuy aquest contrat publicq de vidimus tiré deudit contract de sentencie original et principal de mot a mot, de palaure en palaure seinhs plus ni meins ny changament de substancie en arres en elle

contiengut et escriut de my propy man en tesmonage de wego fy mon signet usat et acostumat.

Et après ço dessus dit a treidze quy se contabe deu mes de Juliet 1477 en lo port aperat La peyre de Saint-Martin la ou lous officiers de l'assemblade et homis bons de la vallée de Roncal et de Barettous en loudit jour chascunne anneye acostumen de se assembler per expedir et executar et complir las causes contiengudes en la present copie de contrat de pats jus escriute et jurar ladicte pats, an comparit et son presens personnelament constituits Perarnaud vesin d'Aramits et Peirot de Casanobe besin d'Arette procuraires en ladicte vallée de Barettous et Perarnaud seignour de Apatie et plusieurs autres de la ballée de Barettous, en presencie de moy notary et testimonis jus escriuts, lousquoaux tous d'accord, seinh augunne lariettat, et seguien le contiengut en une sentencie arbitrary daneramens enter lasdittes partides baillade et pronontiadé deus la loeq d'Issabe a quatorze jours deu mies de Juillet de la susdite présente aneye, justificade per my nottary infra escrint an presentat et delivrat au benérable Bon Bicent Ros Rectour d'Issabe, au nom de ladicte vallée de Roncal ladicte presente coupie cy dessus inscride en presencie de Pierre de Mendigache, procureur de la vallée de Roncal, et plusieurs autres vesins et tenens l'assemblade de la ditte vallée ab certaines autres coupies mentionades en ladicte sentencie ; et an prestat lour autoritat et decret voluntary et octroy expres coussentiment en tout et per toutes causes toutes presentes en nom de ladicte vallée de Barettous et de la vallée de Roncal, et a toutes las coupies que dequeres et chascunne delles son sortides et sortiren de sy en abant per ma de nottary publicq, en telle sorte que en jugament et hors de jugament lour sie baillade entière fe ad inperpetum aussy bien que sy eres eren intimadas et jour et aussi bien an baillat et deliurat conforme la

ditte Bacques aux de la vallée
de Roncal et an jurat.

La ditte pats et de tout ço dessus m'an pregat et
requerit a my dit nottary raportar et retenir ; presens
et testimonis fou lou sus dit don Bincen Recone
d'Issabe, Et per arnaud Seignou de Apatie, Garcie de
Issabe nottary.

La presentte coupie fou extreyte per my Pierre de
Haguets de Issabe notary publicq per las authoritats
apostolicques et royalle dens tout lo royaume de
Navarre de autre extreyt de contract de patseries
bien et fidelament a b c d de mot à mot seinhs plus ny
meins dens lo locq d'Issabe a quinze jours deu mes
de Mars de l'anneye mille cinq cens cinquante deux
per my Sanche Ibannis de Issane notary publicq
et jurat per tout lo royaume de Navarre es estade
feyte colation de la presente coupie de contrat ou
carte de pats de autre coupie qui fou feyte per Pierre
Ibagnes notary publicq et comme couste per lou
certificat plus haut escriut et per estar my dy nottary
ocupat en dautres affars a ma chearge appartenens.
Io fy escriber a une fidelle escriban et lo collationné
ab ladicte coupie original de mot à mot dens lo loc
d'Issabe a tredze jours deu mes de Fevrier de l'anneye
mille cinq cens cinquante et nau en testimony de
qui ey feyt en la present mon signet usat et acous-
tumat en fe de bertat pregat et requerit.

COMPROMIS D'ANSO

Août 1375.

« Au nom de Dieu »

Sachent tous présents et à venir que procès, débats contestations, guerre, meurtre, viols, emprisonnements, excès, attroupements, instances civiles et criminelles ayant été élevées à cette occasion, et sur violences, injures et enlèvement de troupeaux et autres discussions qui subsistaient de tout temps. Entre honorables personnes Axnar Lopia dit Lorbeau, Blaise Coarbaez et Sanchez Iniguez Avrechecos habitans et syndica des jurats, conseillers et prud'hommes D'Ustarros et Goyena, ainsi que cela résulte d'un acte public contenant procuration en date du dix neuvième du mois de Juillet de l'an ci bas daté, retenu de Notaire royal et juré dans la terre et vallée de Roncal et Salazar d'une part, Sanche Sana dit Mendigacha et Blaise Iniguez dit Darricata sundica des jurats, conseillers et prud'hommes de la ville d'Issaba suivant l'acte public et procuration en date du 19 du mois de juillet de l'an cy bas écrit, retenu par Martin Ximenes notaire

royal et juré des terres et vallées de Roncal et Salazar d'autre part le dit Sanche Asnariz notaire de la dite ville d'Issabe en qualité de procureur syndic des jurats conseillers et prud'hommes du lieu de Roncal par acte public du vingt-cinquième du dit mois de juillet de l'an cy après, retenu du dit Martin Ximenes notaire. D'autre part Sanche Sana en qualité de procureur syndic des jurats, députés et communautés du lieu d'Urzaingui suivant l'acte public du septième jour du mois de juin sus dit au, retenu du même notaire Royal, d'autre part Gal Sana habitant de Garde et Martin Gimenes de Roncal, procureur syndic des jurats, députés et habitans du lieu de Garde, par acte public du vingt cinquième du mois de juin de l'année cy après indiquée, retenu de Garcie Garcea de Vidangoz notaire royal des vallées de Roncal et Salazar et Amirauté de Navasques d'autre part. Lope Sana jurat, procureur syndic des jurats, députés et habitans du lieu de Vidangoz suivant l'acte de procuration en datte du vingt quatre juin susdit an, retenu dudit Garcie Garcea de Vidangoz notaire d'autre part le dit Sanche Aznariz notaire habitant d'Issaba et Martin Ximenes habitans de Roncal, Procureur syndic de pierre Ibaguea jurat, Ignigo Salbador et Sanche Aznariz administrateur de toute la communauté et conseil de Burgui suivant l'acte de procuration consentie le dix neuf juillet de la même année, retenu de Garcie Perez de Burgui notaire royal et jurat de la communauté de Sanguesa au royaume de Navarre, lesquelles parties ayant chacune en droit pouvoir suffisant, suivant leurs dites procurations entre autres choses pour compromettre, traiter et transiger sur toutes les discussions susdites, circonstances et dépendances, comme aussi pour s'obliger, renoncer et soumettre sous des peines pénales ou autres suivant la terreur des dites procurations plus au long exprimées, lesquelles pour éviter toute longueur et inutilité ne sont point trans-

crites au présent, demeurant néanmoins déposées en mes mains pour y avoir recours au besoin les ayant à cet effet lues et vérifiées, elles se sont trouvées fidèles aussi que les extraits ci-dessus, la susdite partie demanderesse et défenderesse d'une part Sarraud Diraben et Guillaume de Lassalle du lieu d'Aramitz d'un côté, Guillaume d'Art Dambielle du lieu d'Ance d'autre et Artur de Lacaze aîné du lieu de Lannes, syndic des habitants et vallée de Barétous en la souveraineté de Béarn par acte public contenant procuration retenue à Aramits le dix neuvième jour du mois de juillet de l'année cy bas dattée par Pezroulet d'Abadie notaire coadjuteur de Martin Arnaud dudit Aramits notaire public, laquelle procuration contient entre autres pouvoirs celui de compromettre, traiter et transiger, s'obliger, renoncer et soumettre sur toutes et chacunes les dites discussions circonstances et dépendances pour peines pénales, trahison ou autres ainsi que plus amplement il résulte de la susdite procuration et laquelle est demeurée en mains de moy, notaire reteneur, les dits syndics demandeurs et défendeurs aussi d'autre à raison du territoire ou local appelé d'Arlas, fontaines, pâturages, limites, usufruits, droits et propriété du dit territoire situé entre les limites et ports des vallées de Roncal et de Barétous, lesquelles parties conjointement et chacune en particulier et en leur nom, procédant sous la qualité de syndic à l'effet du prescrit assemblés en la ville d'Anso avec plusieurs principaux habitants chacun des lieux de ladite vallée, d'un commun accord, de leur bon gré et libres volontés, de leur science certaine, ayant pleine connaissance de leurs droits et de ceux de leurs syndics pour le bien de la paix et concorde et dans l'objet de mettre fin aux haines, rancunes, mauvaises intentions, dommages, séparations, excès, guerres, homicides, déprédations, incursions et dissensions et à toutes autres mauvaises actions entre lesdits

quartiers, savoir le syndicat des lieux et vallée de Roncal, de l'exprès consentement et ordonnance du très haut et très puissant seigneur Charles, par la grâce de Dieu, Roi de Navarre, comte d'Esuren, qui est de la terreur suivante :

Charles par la grâce de Dieu Roy de Navarre et comte d'Esuren à tous ceux qui ces présentes lettres verront ou entendront salut. Savoir faisons qu'y ayant eu entre les gens de la vallée de Roncal nos sujets naturels d'une part et les gens de la vallée de Barétous sujets de notre frère le comte de Foix d'autre part, plusieurs discussions, guerres et dissensions au sujet des pâturages, des montagnes qui sont entre les dites terres et sur la distinction et fixation d'icelles, à raison de quoi par des patentes et le comte de Foix par les siennes ayans donné plusieurs commissions à divers de nos sujets pour déterminer et fixer lesdites terres et pâturages ce qui n'a pu encore être rempli par nos divers commissaires, ni décidé sur les débats et discussions qui subsistent entre les dits sujets. Et nous étant supplié par nos sujets de la vallée de Roncal et exposé qu'entre eux et ceux de la vallée de Barétous, ils étaient d'accord de compromettre tous leurs différends, soit à raison des dits pâturages, distinction et bornage d'iceux, soit sur les excès et dommages respectivement soufferts et de les faire décider par six arbitres de la ville d'Anso, sujets de notre frère le roi d'Aragon lesquels auraient pouvoirs de juger définitivement toutes les dites contestations entre parties, lesquelles seront tenues de donner les unes et les autres bonnes et suffisantes cautions pour tenir et observer la sentence qui sera rendue par les dits arbitres, lesquelles cautions, lesdits habitans de Roncal et ceux de la vallée de Barétous prendront et donneront parmi les habitans de la vallée d'Anso, sujets de notre frère le roy d'Aragon, et comme pour ce faire et signer, les dits habitans de la vallée de Roncal, affin qu'ils vivent

en bonne paix et concorde avec les sujets de notre frère le comte de Foix et oter tout prétexte à toutes autres dissensions et querelles. Avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes à nos sujets de la vallée de Roncal toute liberté et puissance de compromettre sur lesdits débats et prétentions entr'eux et les habitans de la vallée de Barétous et de stipuler telles peines, obligations et assurances qui seront déterminées entre les dites parties pour l'exécution de la sentence qui sera rendue par les six arbitres et entretenir la paix et concorde entr'elles. Comme aussi leur donnons pouvoir et liberté de s'obliger de relever les cautions de toute sorte de domage et pertes qui pourront leur être occasionnées à raison de leur cautionnement si quelque'un il en est contracté, lesquelles permissions nous avons accordé dans le cas où notre frère le comte de Foix en accordera de semblables à ses sujets de Barétous. En témoin de quoi, nous avons fait apposer aux présentes le sceau de nos armes. Données à Pamplune le vingt huitième juillet de l'an mil trois cens soixante quinze. Par le conseil de Voserades secrétaire.

Et les syndics de la vallée de Barétous ayant promis de leur côté de rapporter avant la prononciation de la sentence une permission et des lettres patentes en forme sur toutes lesdites contestations signées de très haut et très puissant prince Gaston par la grâce de Dieu comte de Foix et Seigneur Souverain de Béarn pour être autorisées à les terminer. En conséquence de ce, lesdites parties ont compromis les dits différends à la décision et jugement rigoureux ou amiable composition d'honorables et sages personnes Dom Sanche Garcie consul, Inigo Ximenes, Delio Aznariz, Simon Nomeoci, Jean Lopez et Sanche Ximenes habitans de la ville d'Anso que les dites parties ont choisi et nommé pour arbitres conjointement et par aimables compositeurs, auxquelles elles donnent et concèdent tout pouvoir absolu

tant en leur nom qu'en qualité de syndics des dites vallées pour dire, faire, prononcer, juger, composer amiablement sur tous les différends cy dessus exprimés ainsi que bien et avis paraîtra aux susdits six arbitres conjointement, soit que leurs parties soient présentes ou absentes ou l'une présente et l'autre absente, apellées ou non, intimées ou contumax, entendues dans leurs droits ou non ; sans observer fors, coutumes ni autres privilèges de droit soit de jour ou de nuit, en jour férié ou non férié, et sur les montagnes ou dans le Bourg et que la dite sentence ou amiable composition sera rendue jusqu'à la fête des sept frères martirs qui se comptera le dixième jour du mois de juillet proche venant inclusivement ; et avant, lorsqu'il paraîtra convenable auxdits sieurs arbitres. Et dans le cas où ceux cy n'auraient point prononcé leur sentence jusqu'au dit jour dix juillet prochain, il demeure arrêté que les dites parties si elles sont présentes conjointement, ou les unes présentes et les autres absentes, dans ce cas les présentes auront la liberté de proroger le dit délai si besoin est, pour autant de temps que les dits arbitres jugeront être nécessaire pour rendre et prononcer leur sentence. Et dans le cas quelqu'un des dits sieurs arbitres vint à s'absenter ou qu'il décédât dans le dit délai, ou bien qu'il tombât malade, alors, il est arrêté que les arbitres vivans ou présents auront la faculté de choisir et nommer conjointement telle ou telles autres personnes dudit lieu Danso jusqu'à ce que le nombre de six arbitres sera complété et que les dites personnes leur soient agréables ; promettant d'accepter et approuver la sentence ou l'amiable composition qui leur sera prononcée par les dits arbitres et amiables compositeurs conjointement, lesquelles parties et chacune d'elles tant a son nom qu'a celui sous lequel elles procèdent ont légalement promis de tenir, accomplir, garder et observer en tout et pour tout la sentence qui sera rendue et en rien n'y contre.

venir en aucun terme ni de manière quelconque sous peine de trahison et de trois mille marc de bon et fin argent ; voulant les dits syndics et procureurs fondés de la vallée de Roncal, que s'ils viennent, eux ou leurs syndicaux à encourir les dites peines (ce qu'à Dieu ne plaise) que le tiers d'icelles appartiennent et soit acquis au seigneur Roi de Navarre qu'un autre tiers soit acquis aux parties de la vallée de Barétous acceptante et enfin, que l'autre tiers de la peine soit au profit des dits arbitres et gens notables de la ville d'Anso qui sont actuellement ou qui seront à l'avenir et les dits syndics de la vallée de Barétous cy dessus nommés ont promis et se sont assujettis expressément qu'au cas eux, ou leurs syndicaux encourrent dans aucun temps la dite peine, que le tiers des trois mille marcs d'argent soit acquis au Seigneur comte de Foix, l'autre tiers aux habitans de la vallée de Roncal, acceptants et obéissants à la sentence et enfin l'autre tiers de ladite peine appartiendra aux dits arbitres, et notables personnages de la ville Danso qui sont maintenant et qui à l'avenir seront. Et les dites parties ensemble veulent et entendent soit que ladite peine soit payée ou non, que ladite sentence ou amiable composition, qui sera rendue conjointement par les susdits arbitres, que dès à présent et à l'avenir, elle sorte son plein et entier effet, dans toutes ses dispositions, pour être exécutées suivant leur forme et teneur ; promettant de n'y contrevenir en aucun terme, ni pour le tout, ni en aucune partie ; comme aussi s'obligent cy dessus nommés chacun d'eux au paiement de la dite peine pécuniaire, à l'effet de quoi et pour l'exécution de tout ce dessus, les dits sindica chacun les concernant, ont obligé leurs propres biens ainsi que ceux de leurs syndicaux, soit meubles ou immeubles qu'ils soumettent aux exécutions et rigueurs de justice tant pour le présent que pour l'avenir afin d'être contraints tant à garder et observer tout ce que dessus qu'aux fins de la dite

peine tout aussi, et comme si c'était pour droits et ordonnances du seigneur Roy, ou bien, comme par sentence passée en force de chose jugée, sur quoi, tous et chacun les dits syndics ont renoncé à toutes renonciations et appellations soit au pape, soit devant les seigneurs, roy de Navarre et comte de Foix et de leurs successeurs et devant tout autre prince, seigneurs, juges quelconques ecclésiastiques ou séculiers et expressément *ad arbitrium bone viri* et toutes autres personnes spirituelles et temporelles comme aussi les dits sindics et chacun d'eux le concernant au nom de leurs constituans, de leurs bons grés et libres volontés, veulent et consentent que quelque ce soit deux ou de leur quartier qui viendront ou iront en rien, directement ou indirectement, contre la sentence ou amiable composition qui doit être rendue par les dits sieurs arbitres que le contrevenant ou contrevenants soyent réputés pour perturbateurs, traitres et ennemis de la paix et que, comme tels, ils soient poursuivis et jugés sans qu'il soit permis de leur donner azile, ni sauvegarde en manière quelconque ; soit dans aucune cour ecclésiastique ni séculière, églises consacrées ou non, châteaux, maisons ni autres lieux privilégiés, soit sur mer, ni eau douce soit enfin sur aucune part de la terre, ni qu'ils puissent faire usage de leurs armes ni de celles d'autrui pour échaper à leur punition ; au contraire qu'ils soient poursuivis dans leurs personnes comme traitres et rebelles, leurs biens confisqués comme cela se requiert. Comme aussi lesdits sindics tant pour eux qu'en leur dite qualité ont promis et promettent de ne jamais aller contre aucune des choses dessus dites, soit par eux ni par autres à leur nom, renonçant à demander d'en être relevés ni admis à solliciter et impétrer aucune grâce des seigneurs roy de Navarre et comte de Foix, ni de leurs successeurs à l'avenir ni d'autres princes et autres personnes ecclésiastiques et séculières ; et au cas quelque grâce ou relief soit

impétre, les dites parties veulent qu'elle ne puisse point leur profiter s'en servir ni en faire uzage en aucun terme ; ni qu'aucun juge puisse être obligé d'y déférer, ni y ajouter aucune foi. Et dans le cas où il en serait produit quelqu'une, les suplians seront toujours réputés traitres et comme tels reconnus sans être disculpés par aucune des parties, qu'au contraire, si l'impetrant est de la vallée de Roncal qu'il en soit et demeure exilé et bani pour toujours ; et s'il est de la vallée de Bare tous qu'il le soit de toute la terre et dépendance de cette vallée ; et au dela de tout ce dessus, les dits sindics, conjointement en leur dite qualité ont de leurs bons grés et libres volontés et pour la plus grande sureté des susdittes conventions, assistés de plusieurs autres notables personnes à ces fins assemblées en la ville d'Anso et en présence de moy dit notaire et témoin, promis et juré sur la croix et les quatre saints évangiles de Jésus-Christ de tenir, observer et accomplir fermement et à perpétuité, qu'elle que soit la sentence, décision ou amiable composition, qui sera rendue par lesdits sieurs arbitres, soit en jour férié ou non férié ; voulant cy dessus nommés expressément que la partie acceptante et souffrante puisse convenir et intimier la partie refusante d'accepter ; faire saisir et arrêter sa personne et biens partout où ils se trouveront ; et demander justice aux Tribunaux qui en devront connoitre. Comme aussi les dits sindics, chacun pour et à son nom et néanmoins conjointement, sont convenus que les dits arbitres, auront le pouvoir d'interpréter, déterminer, corriger, suppléer, mélivrer sur toutes les choses qui leur paraîtront douteuses, obscures et non suffisamment prouvées ; qu'ils puissent le déclarer par leur sentence ou interloquer sur les points que bon leur semblera et ordonner de plus amples preuves dans le terme qu'ils aviseront, et pour la plus grande sureté, les dites parties dans l'objet toujours de tenir accomplir et exécuter ladite

sentence ou amiable composition et payer la peine pécuniaire s'il y écheoit, en cas de contravention de la part de quelqu'une d'elles se sont respectivement donner caution, laquelle avec eux s'obligera à la susdite exécution pour tenir et observer ladite sentence ou amiable composition, et pour le payement de la peine le cas échéant ; et en conséquence, honorable personne, Lope Aznariz, habitant et procureur sindic des jurats habitans et communauté de la vallée d'Anso, suivant l'acte de procuration passée audit lieu d'Anso, le dix-septième juillet de la présente année, retenu de moy sus dit notaire contenant pouvoir de ladite communauté au profit dudit Aznariz pour se constituer caution desdites parties et pour chacune d'elles en particulier, lequel ledit sieur Lope Aznariz ici présent, tant à son nom propre qu'en qualité de procureur sindic desdits jurats habitans et communauté de la vallée d'Anso, de son bon gré et volonté, s'est constitué caution desdites parties contractantes, promet et s'oblige de remplir et exécuter leurs obligations cy dessus contractées et avec lui honorable Jean Lopez, Fort de Maria jurats et autres notables habitans dudit lieu d'Anso, lesquels en présence desdits sieurs arbitres, des parties contractantes et de plusieurs autres personnes aussi présentes ont promis et juré à Dieu, la main droite sur la Croix et les quatre saints Evangelies de donner toujours en justice conseil et avis à la partie obédiente et endommagée et de s'élever contre la partie refusante d'accéder à ladite sentence ou amiable composition d'accomplir et exécuter ce qui sera jugé ou décidé et en rien y contrevenir obligeant à cet effet tous leurs biens et causes présents et à venir tant meubles qu'immeubles propres et des syndicaux de la dite vallée d'Anso.

Et de leur côté, lesdites parties compromettantes chacune le concernant, de leurs bons grés et volontés ont promis et se sont obligées de relever francs, quités

et indemnes les dits sieur Lope Aznaritz et ses co-metans du sus dit cautionnement à peine de leur réparer toute perte, dépens et dommages intérêts qui pourraient leur subvenir à raison du susdit cautionnement et de quelque manière que ce pût être sous l'obligation de tous leurs biens et de ceux des communautés et habitans des dites vallées de Roncal et de Bare tous, meubles et immeubles, presens et a venir et de donner et indiquer le cas échéant des biens propres et liquides non affectés ni hypothéqués envers autres se soumetant à être convenus devant les juges ou les dits biens ressortiront et partout ailleurs ou les dits sieur Lope d'Aznariz les voudra intimer et contraindre, à exécuter leur plein relief ou bien quelqu'un de ses sindiquants. Et pour raison de toutes et chacune les choses cy dessus détaillées et affin de mieux les tenir, garder et exécuter, tous et chacuns les dits sindics, tant en cette qualité qu'à leurs propres noms et le dit sieur Lope Aznaritz caution, au nom qu'il procède et les tous unanimement, de leur certaine science et bonne volonté ont expressément renoncé à toutes renunciations. Fors, Lois, Coutumes et usages des Roys d'Aragon, de Navarre et du comte de Foix ; et à celles de tous autres Princes quelconques, a tous droits civils et canoniques, particuliers et généraux, écrits ou non écrits, à tout ce que dessus contraires, affin qu'aucune des parties ne puisse s'en aider, ni prévaloir en nul cas ni en nul tems pour aller contre, directement ou indirectement, la sentence qui sera rendue unanimement par lesdits sieurs arbitres ou partie des dispositions qu'elle contiendra ; comme aussi et par surabondance et précaution : les susdites parties contractantes ainsi que les dittes cautions, chacune en la qualité quelle agit et à son propre nom ont renoncé aux susdites loix et au Droit Ecrit, à l'autentique De duobus reis et apostolica divi adriani et les dittes parties et chacune à son égard ont requis

moi, notaire leur retenir acte du présent compromis et de leur en délivrer carthe semblable à chacunes toutes et quantes fois que besoin sera en forme publique sans y rien changer ni altérer les clauses substantielles, ce qui leur a été accordé et fait en la dite ville d'Anso auprès de l'église Saint Pierre le douzième jour du mois d'août de l'an 1375 présents et témoins dom Gonzalo curé d'Anso et Dominique Peris prébendeur de la dite église Saint Pierre d'Anso.

Et après tout ce dessus, et le vingt troisième jour dudit mois d'Août et sus dite année, en la dite ville d'Anso et en présence des témoins cy dessus nommés ont comparu les syndics de ladite vallée de Barétous et ont remis à moy dit notaire soussigné les lettres patentes qui leur ont été accordées par le seigneur comte de Foix aux fins de passer le dusdit compromis lesquelles lettres ils m'ont requis de transcrire, a suite dudit compromis, ce que j'ai fait, étant de la teneur suivante.

Gaston, par la grâce de Dieu, comte de Foix, seigneur souverain de Béarn, Vicomte de Marsan et de Gabardan, à tous ceux qui ces présentes verront, salut, savoir faisons que sur la supplication qui nous a été faite par les gens de notre vallée de Barétous qu'ils sont à même de traiter et finir leurs affaires et débats, avec les gens de la vallée de Roncals'il nous plaisoit leur en accorder la permission, et comme nous désirons que cela soit, nous avons donné et donnons auxdits gens de Barétous pleine liberté et pouvoir de faire et passer le susdit accord en la meilleure forme que bon leur semblera, car tel est notre bon plaisir. Donnée à Orthez le dix-huitième jour du mois d'août de l'an mil trois cens soixante quinze.

Et moi, Sanche Aznariz notaire royal et public en présent royaume d'Aragon et vallée d'Anso qui tout ce que dessus ai retenu et fait carthe de compromis ai aussi fait faire la présente mot à mot et signé de mon seing accoutumé.

Complément de la sentence de 1375

In nomine Patris et filii et spiritus Sancti amen coudaigne cause sie a tous que cum contestes, pleyt, et debat, et question fous et esperas estar enter las gens de la Baig de Barettous d'une part et las gens de la Baig de Roncal d'autres sober domandes que lous uns et lous autres se fassen de tous losquoaux contens et debats *Peliy* (1) de Lacues et Arnaud de Freno d'Arette, Arnaud de Lassalle d'Ance, procureurs de las gens de la terre de Barettous, et Sancho Sans Mendigaix, Sancho Sans Bordel nottary, Blasco Genegun Barricata, vesins de Issabe, Sanchon Garcie Racionero et vesin d'Ursanguy, procureurs de las gens de Issabe et de Ursanguy, lousquoaux ferman sober lors bes et causes et de las vielles ond son procureurs de far laudar et ratificar tout ço que per lour sera feyt alas gens de la Val de Roncal, las dittes partides se metton et sosmeton faut et baix (2) en dit jugeament et declarament et arbitrament, aubirament ou en amigable composition deus sabis et ondrats Sancho d'Abadie, Bernad de Casanave d'Arette, de Maeste Pes d'Abadie d'Aramis nottary de Barettous, de Fortaner de Lassalle, de Assar Sans chutto, Pettiry Garcia nottary, Sancho pely

(1) « Peley » = « Pelegri ? »

(2) Haut et bas.

arraquatta et Sancho Blascuts de Mutoa, vesins de Roncau, aixi cum tout asso apar per cartes de compromes feytes per las mas de Loupée Blaxuts Barotona, nottary de Issabe et Per Arnaudet de Meybielle d'Aramits, coadjutou de Maeste Per d'Abbadie d'Aramis, nottary de Barettous, sober asso lourdits arbitres tous accordadament, audides las demandes et deffenses per cade part perdabant lour propausades, abut conseil et deliberation, sober aqueres lo nom de Diu aperat et dens lou termy (1) a lour assignat, promuntiam, Jugam et rbitram Sententiam, et amigablement composam las causes que dejus se seguen. Prumeramens que per la une partide de l'autre ere querelante sober carnaux feits despuix la pats fou feyte per lous arbitres d'Anso en tan die (2) quy aqueste carte fou feyte que lous Carnaladours de cade part a la requeste deus carnalats sien tienguts es a sçaber lous de la val de Roncau de Jurar en l'autar de Saint Julien de Issabe que bée et lejaumens an carnalat lous carnaux deus quoals an querelle de la Baig de Barettous, louquoau sacramen siem tienguts de far lou dimarcqs après Sainte-Marie d'agoust prosmar bient, et asso fasent que sien quitis et sinon l'ausbain far (3) que sien tienguts de pagar alas gens de Barettous segond lour domandes lasquoaux seran escriutes per la maa Loupee Blascuts aperat Barronte, nottary de Issabe. Et aixi medix que lous Carnaladours de la Balh de Barettous a la Requeste deus Carnalats de la baig de Roucau sien tienguts de jurar en l'auta de Saint-Vissents d'Aramits lou dimenche après la Sainte-Marie d'Ayoust pros mar bient que bée et lejaumens an Carnalat lous Carnaux deus quoaux an querelle de la Baig de Roucau ; aquero fasent que sien quitis ;

Carnaux feits
despuix la
pats entro
lap^{nte} sen^{cie}.

(1) Dans le terme.

(2) « En tau die » = en tel jour.

(3) La formule courante au xiv^e siècle est : « E si no ac auran fait », et si non ce aurait fait.

et sino l'ausaban far, que sien tienguts de pagar alas gens de la baig de Roucau segon lours domandes lasquoaux seran escriutes per la man de Arnaudet de Menbielle d'Aramits coadjutor de maeste Per d'Abbadie no ^{re} de Barettaus.

aubatoris
es despux la
ts entro la
resent sen-
tencie.

Item que despuix que ladicte pats fou feite entro a la datta de aqueste present carte, Lous uns aben querelle deus autres per feyt de raubaries, Pronuntiam, Judgam, et arbitram, Sententiam et amigablement composam. Lous quy seran accusats de la Baig de Roncau per lous de la Baig de Barettaus sien tienguts de jurar en lou medix autaa de Saint-Julia an medix dimars que dessus ab un seguidor quy aye lou Talent de la demande et la leg deu Peignor que no son loussents ny merens de las demandes quy lous de la baig de Barettaus per la maa de Blascus nottary de Issabe, aquero fasen que sien quittis, et sino l'ausaban far, que l'accusat pague a l'accusador segond la Demande, es assaber per Bacque XLS de (1) bons morlas, per aomlhe VS de bons morlas, per crabe IIII^{te} S de bons morlas, per aigneig III S de bons morlas et aixy medix que lous accusats de la Baig de Barettaus a la Requite deus de la Val de Roncal sien tienguts de jurar en l'autar de Saint-Vicens d'Aramits chascun ab en seguidour cum dessus es dit, et en lou medix Dimarcqs que dessus et declarat que no son Consens ny merens de las demandes quy lous de la Val de Roncau lor fen segon son escriuts per la maa deudit Arnaudet coadjutour ; aquero fasen, que sien quittis, et sino l'ausaban far, que l'accusat pague a l'accusador selon sa demande ; las quoaux pagues, tant de carnaux quoan de Raubaries, paguan lous quy juraran aux quy aber acq deuran de quy a la feste de Saint Mi-queu de septeme pros mar bient. E sy per abenture

(1) Ici le copiste n'a pas su lire : il ne peut être question que de livres, sols, deniers, de livres morlaas. Soit ici Xls = 10 livres 1 sol.

lous accusadours ou demandadors no an feyt lors domandes per lous termis dessus declarats que de quy en fore no sien tienguts de jurar, ny de far negune emende, ny ayan negune action de domandar.

Murtres et
plagues faits
des peux la
pats entro
la putesence.

Item per ço que despuix, laditte pats fo feyte la une partide accusabe a l'autre que se aben feyt morts plagues et torrens de carnaux lous quoaux no poden bien probar lousdits arbitres boulens estar double.....

..... pronontiam, declaram, et amigablement composam que quoaan lous et lous autres que sien quittis de las pennes que per rason de lasdittes morts plagues torrens et carnaux se poyran domandar despuix la pats feyte entro au jour que aqueste carte fou retiengude en augunne maniere que fous que lous uns ne quittassen aux autres et de sy en aban demande ny question non poudousse far.

Item per so que en la pats quy es feyte enter lasdittes partides per lous arbitres no son articles declarats ny specificats quy enter patserie debent estar per amour de ço, lousdits arbitres per lo poder alor dat, bolens esquibar tous maus et perils et toute cause escusade de mieillou remediare et enfortamen laditte lour pats, adjustan las causes quins seguen :

Meurtres des-
puix la pût
Sentencie.

Prumeraments que sy enter lasdittes partides ço que Diu no beuilhe de sy en aban escade homicidy ou homicidis, que la une partide metten a l'autre en son poudier lou murtier connegut, que en aqueig cap la partide ound lou meurtrier sere sie quittis de las pennes contiengudes en laditte carte de laditte pats ; et sy loudit homicide ou homicidis bien en double per neq de partide, qui l'accusat sie tiengut de esdinnerse ab xxuy leys sa ma xx^{es} esleits per l'accusador et asso en l'auta de madonna St^e Gracia, louquau sagrament ayant feyt au XC^{es} die apres quy en sera requerit per l'accusador ; empero que l'accusat no sera tiengut de far leys de la Saint-Miquen de

Septeme enta Pentacouste ; et acquet segrament fasent, que l'acusat sie quittis ; et sy per aventure loudit murtier se exilabe fore de la terre, que l'acusadour lo damnayat fasse los clam au fonds deu murtier si-n'a, e si no n'a(1) qu'eus fasse aux barroilhs de l'église dont sera lou murtier, et las bets lo fonds si n'a o si-no n'a la besiau que sien tienguts de far la leys ou pagar la penne de T m s de bons mourlas pagadours perlo murtrier ; et sy lo murtrier no pot, que pague lo fonds ; et sy lo fonds no pot, que pague la ville on sera (2) ; it sy la ville no pot, que pague toutte la terre, es a scaver lous m T s aux seignors lou rey de Navarre et au conte de Foix, auxquoaux sera feyte la clamour per far dret a partide et lous autres ym T s a la vielle ond lo mort sera ; et bolon que per homicide no pague om plus de penne, no contestant que en article de lasdittes pats feytes enter lour aye mayours pennes, mes aquet mautienguen paguan la penne suberditte.

Item que sy fasse alep enter lasdittes partides, que sie tiengut de pagar lo quy fara l'alep mille deus quoaus ne seran Vo de l'alebat et lous lc 7 a la bielle ond l'alebat sera ; empero sy loudit alep bient en doubte per necq de partide, que l'accusat desdigue ab xij leis XIII^{aus} au medix autar de Sainte-Gracie, louquoau es dit fasse lou IX au dia quy sera requerit per lo domagat. Et aquero fasen que sie quittis.

ague legau.

Item mes, sy se fase plague legau enter lasdittes partides, sie tiengut de pagar lo plagador v c S de bons mourlas, lous iy c S au plagat et lous 1 c S de bons aux seignours ond sera lou plagat, per far dret a partide, et lous L C S a la bielle ond lo plagat sera.

y deu pagar
a plague.

Item prononciam, judjam declaram, arbitram,

(1) S'il y en a et s'il n'y en a pas.

(2) Pour « ond sera » = (unde) d'où il sera.

sentenciam et amigablement composam que toutes las pennes dessus et dejus dittes paguen lo mau factour ou mau factours sy poden, et sy no poden lo fonds ond sera, et sy lof onds no pot, la bielle ond sera, et sy la bielle no pot, toutte la terre ond seran. Et empero sy lou plagat a le plus de III plagues leyaux, que lo plagador no paigue sino que per tres plagues, et sy bient per necq de partides, que l'acusat se esdigue ab sieis leys s'ama VII aus au medix auta et segond lou termy de l'alebat.

Plague simple. Item sy se fase plague simple ou paroent enter las dittes partides, que lou plagadour pague y C S de la monede lous i C S au plagat, et lous autres cens au seignour et a la bielle dont sera lou plagat. Et sy plus de tres plagues ou paroens abe, que l'acusat no pague sino de tres, et sybie a denecq, que l'acusat se esdigue ableys sa ma iij au medix auta per lou medix termy que l'alevat, mes que toutes las leys quy lo donnagat dopnagadours esbyeran que sera de la viella ond l'acusat sera ; et sino son en la biella que sera de la personne mes biella dont l'acusat sera.

Ranbarie ou
raubarie.

Item mes pronomtiam, judjam sententiam et amigablement composam et adjustan a lad ite pats que sy furt ny raubarie sy fare enter lasdittes partides que esse emenden lou double au quy pergut ad aura, esse essaber que pague ou per bacque ou per boeu X S T de bons murlans, per ronssy ou per engue ou de leur nature C S morlas, per aolhe ou per crabe C S de la ditte monede, per aiguig ou per crabos iy S morlas, per porco gras X C S murlans, per porcq magre XS murlans, per auson ou per saunce XXX S. Enpero si lou furt ny arraubarie bien a devecq que l'acusat se esdigue de caps Mayours on dequy en sus ab x iy lees sama, dets et nau en loudit que l'alebat, et de by caps enta XII majours que se X^{au} en lou louq et termy que dessus dit de by caps majours de quy a tres, que se esdigue de quy cujus ab y ar leys sama III^{au} ; et de queste

artigle que se fassen en leurs box lou medix die quy seran requerits sinon en la bielle ; et sy no son en la bielle, que fassen per by jours.

Nombre de
lastia per
pagar leys.

Item de XL caps de daoulhes ou de crabes ou de porcqs ou de leur nature, que se esdeguen abbiy leys sa ma IX ans a Sainte-Gracie, lou quouaes dit fassen per IX dias quy seran requerits, et de XL caps de quy adets, que se esdiguen sa ma by au medix auta et locq que dessus, et de X caps en sus, que se esdiguen sa ma terre en leurs bix, et que toutes las leys de quauque condition que sien estegne lo damne gat.

Item mis pronontiam, jujam, sentenciam et amigablement composam et ordonam que enter lasdittes bails no aye carnau entro a cinq caps mayours ny dequy a dets caps de bestiar menut en sus ques carnalen empero si lo carnalat..... deu carnaladour mayou et de bestia menut s'es digue sa ma et sa bouque louquoau averament fassen en leurs bix.

Carnalers
d'Issabeet
d'Arette.

Item mes ordonnam que en loc et dia acostumat de la Junte a tous ans per are et per tout temps, esleguen lous de Issabe tres carnaladours que carnalen aux d'Arette en leur port, et lous d'Arette autres tres quy carnalen aux de la bag de Roncau en leur port ; et autres no ayen poudier de carnaler ; losquoaux carnaladours serantienguts de jurar que bien et leyau-ments carnalaran.

Carnalers de
Roncau et
d'Aramitz.

Item que enter lous de la baig de Roncau et d'Aramits aye cade deux carnalers en leurs ports et no autres.

que las parti-
es no deven
es far l'une
si l'autre que
le mandement
deus sei-
gnours.

Item judjean, sententian, declaran, et ordonnan et amigablement composan que lous uns aux autres nous don damage en nungune cause, ny en corps, ny en bes, en neugunne maniere deu mon, sino que sous per mandament de leurs seignours.

lous uns de-
ven arrestar
lous laracins
eits aux au-
tres.

Item mes judjean, sententiam, et amigablements composan et ordonnan que sy cabangade ny rauerie passabe per lous termis que lous uns a requeste

deus autres foussen tienguts de artier la cabangade ;
ny audit ladicte requeste
quy sera requerit sie tiengut de esdiserce ab Xj leyes
en lours bix, que no son estats requerits, ny au vist
laditte cabangade ; aquero fasent que sien tienguts
de pagar lasdittes pennes.

Las valees de-
ven responder
deux person-
nages quy
iran lous uns
sur lous au-
tres.

Item mes pronontian, sententian, judjean, declaran,
ordonnan et amigablement composan que sy neguns
de lasdittes baigs annaben dens uns aus autres per far
domages ou per autres causes, sy aben paor se lours
corps, que lous uns a requeste deus autres tienguts sien
de guardar lous de mau et de perill et delivrar lous
sas et saubs a lour propy terre a lours despens.

Et toutes aquestes causes bolen et foussen tien-
guts et obligats en las pennes et sur laspennes au
compromes contiengudes.

Seguien loudit barrotes et Arnaud de Meybille
nottaris retiengoussen deues cartes de pronuntiation
de une tenour et que Io Arnaud de susdit Romadour
ne fous tiengut dar ne la une a las gens de Roncau ;
et Loupee Blasquiz Barrotea ne fous tiengut de dar
autre carte a las gens de la bal de Baretous, lasdittes
gens satisfasent de lours salaris. Asso fou feyt au
port aperat La peire de Saint Martin XXIX dies en
Julh anno dominy M^o III^e LXXXIX + : testimonis
Sancho astare de Issabe ; Guichamaud D'Ambielle ;
Berdolet de Boneu d'Arette ; Joannot de Frexo d'Ara-
mitz, et io Arnaudet de Meniulle, nottary coadjutour
de M^e pes d'Abbadie, notary de Baretous, quy a queste
cartte retiengude et (en) mon registre la pausey.

Les coupies cy dessus ont este tirees sur des ex-
traits quy sont dans les archives de ladicte vallée
de Baretous par moy Louis de Peiré secretaire de
laditte vallée quy a ces fins m'ont este exhibées par
les sieurs Jurats de ladicte vallée, et ce fait, les mêmes
sieurs jurats ont retiré tant lesdits extraits que pré-
sentes coupies et ont signé pour la veritté avecq moy
secretaire a Aramits ce bing et six de Décembre 1738.

Caude jurat Decapdeuille jurat agesten jurat Peiret
jurat Bomdet jurat Birnecq jurat.

PEIRÉ

1643

Copie d'une convention entre les communautés de la vallée de Barétous au sujet du mode de paiement des trois génisses à la vallée de Roncal.

Arch. d'Arette D. D. 22.

AU NOM DE DIU

Sappien toutz, presens et advenir, que cum sic ainsy que lous habitans de la vallée de Baretous aguossen acostumat, despuxs temps immemorial, de paguar annualament, lo tredze de julhet aux habitans de la vallée de Roncal, en haute Navarre, tres baques de dus ans chascune : loqual pagament sere estat discontinuat augunes anneyes ; a cause de que seren estades feytes plusiours coursses d'hommes et bestiers de part et d'autre ; de lasquoalles, ensemps de toutes las disputes, diferens et pretensions, lasdites dues ballées, per lomoyen de lours syndieqs quy chascun bilage de queres auren cometut et autreyat, sere estat combengut et accordat, lo vingt et dus d'aoust darrer passat, et transaction sere estade dressade et passade au locq de Sainte-Gracie en Soulle, retiengude et signade per Darhet, notary royal en Soulle, Hernando Georgy, notary d'Issabe et de my notary jus signatz per laquoalle losdits habitantz de la vallée de Barétous se seren chargatz et

obligatz de continuer de pagar a l'advenir aus ditz Roncallés lasdites tres baques, conformament es estat usat et acostumat ; et çò au moyen de la somme de onze mille francs quy lousdits habitans de Roncallous auren balhat et paguat.

Et per çò que enter augunes de las comunautatz deudit Bare tous eren en dispute sus lo reglamente deudit paguament de lasdittes tres baques, lous habitans deus locqs d'Aramitz, Lanne et Ance soutenen que tal paguament debe esta pres sur lo general de ladite ballée de Barétous, a fouecqs allucantz, comme las autres charges extraordinaris ; et las comunautatz d'Arette et Issor au contrary seguien l'ancienne costume quy court, que las dues anneyes paguaben lasdites tres baques las comunautatz d'Aramitz, d'Arette et de Lanne et la terce anneye las comunautatz d'Issor, Ance et Féas, et ainsi consecutivement tout per tour seguien ladite reigle.

Deu quòal different quy en enter lo general de la ditte ballée d'une part et auguns particuliers de quere d'auter, lasdittes partides auren remetut..... et arbitrage de meste Arnaud de Lamorous, canonge, meste Pierre de Couget, juge royal de Barcus et Tardetz, meste Tristan de Lailhacar d'Oloron et Sansou deu Souler de Sainte-Marie, Lousquoals après plusiours débatz, per leur sentencie arbitrary, bailhade lo vingt et dus deu present mes et en laquoale lo reglement deudit paguament de lasdites tres baques, auren ordonnat que de la susditte omme de onze mille francs balhade per los ditz Roncallés aux habitans de la presente ballée en conséquence de la susditte transaction, que mille oeyt cens francs seren près de laditte somme per aquetz estar colloquatz per syndicat sur las comunautatz d'Aramitz et Lanne ou l'une dequeres sy s'en accorden enter elles per servir laditte somme de mille oeyt cens francs, per l'espassy de detz aneyes prochaines et consecutives, per de l'interes ou profieyt

de quetz, far l'achapt annuallament de las tres baques, et aqueres a lours despens las conduzir au coig de Lapeyre per far la deliurance aux Roncalles per lous deputats quy per la ballée seran cometutz ; et au bout de lasdittes detz anneyes, lous habitans de las comunautatz d'Arette et Issor seran tiengutz de prender ladicte somme de mille oeyt cens francs et deschargar losditz d'Aramitz et Lanne per semblablement par lodit feyt de lasdittes tres baques pendent detz autres aneyes, ainsi qu'es ordonnat ausditz d'Aramitz et Lanne ; pareillement au bout d'autres detz aneyes et a la fin dequeres las comunautatz d'Ance et Féas seran tienguntz de prender deusditz d'Arette et Issor ladicte some de mille oeyt cens franx bordallés per sindicat, pendent detz autres aneyes par la medixe cause que dessus es reiglat. Et après lous termis expiratz, losditz d'Aramitz et Lanne raprenderan ladicte somme et alternativement, tour par tour, las autres comunautatz comme dessus es reiglat, ainsy que plus amplement es pourtat per ladicte sentensie, de laquoalle lo sindicq d'Aramitz, lors de la publication feyte lo medix jour per my dit notary, aure protestat se apperar toucant loudit reiglament et forme de paguament de lasdittes tres baques. Et estant sur lo punct de perseguir loudit appel, lo jour present baix escriut se seren assemblatz au present locq d'Aramitz, capdulh de ladicte balhée generalmente seguien la costume, sçaver es Tristan de Soubirou, jurat et sindicq Peyrolet de Casaus, Manaud de Ripadeleude et Joan de Camo, alias de Laguarde, juratz d'Aramitz, Joan de Lagrabe, jurat et sindicq, Pierre de Bernadiquo, Joan de Soubies, et Guixarnaud de Casaubon, alias d'Ambielle, juratz d'Arette, Joan de Pausat, jurat et sindicq et Bernad de Casamayor, juratz d'Issor, Perarnaud de Domecq, alias de Mirande, sindicq et Davit de Domecq jurat de Lanne, et Joan de Patie jurat et sindicq d'Ance, lousquoals et loustoutz per

troubar lous moyens et expediens plus propis et convenables de la forme deudit paguament de baques, affin d'éviter lous despens quy a la poursuite deudit proces s'en pouiren enseuir, et entretenir las patz et concordie quy deu estar enter besins sy proches. Et après plusiours contestations, considerations et aber tiengut conseil ab mure deliberations seren tombats d'accord ainsi que s'en seq : Sçaver es que las dittes tres baques seran paguades anualmente ausditz Roncalles a l'advenir per las comunautatz deudit Baretous tout ainsi et de la medixe forme et maneyre que Percy davant es estat usat et acostumat, so es que la une anneye et la prumere paguaran lous habitans de las comunautatz d'Arette Issor et Lanne, chascune comunautat une baque ; la seguonde aneye paguaran lous habitans de las comunautatz d'Arette, Lanne et Aramitz et la terce aneye paguaran las comunautatz d'Aramitz, Ance et Féas aussy chascune comunautat une baque. Et au bout de lasdittes tres aneyes, lasdittes comunautatz d'Arette, Issor et Lannes continueran loudit paguament de lasdittes tres baques, ainsy que dessus es es reiglat ; et pareillement, toutes las susdittes comunautatz, tour par tour, comme dessus es dit et reiglat Lasquoalles baques, chascune de lasdittes comunautatz, quon sera son tour, seran tiengutz par anar au coig de Lapeyre chascune aneye, lo treize de Julhet, per estar deliurades ausditz Roncalles per lous deputatz quy seran cometutz per la presente ballée, a pene de tout despens, domages et intéres.

Son aussi demoratz d'accord que ladicte somme de onze mille francs prouvenentz deusdits Roncalles sera partagade a lasdittes comunautatz conformement et de la medixe sorte que lo paguament de lasdittes tres baques se fe, et es cy dessus reiglat. Et per tenir bon tout ço dessus, lous ditz sindicqs et juratz, tant per lour, que au nom de lasdittes comunautatz, chascun ainsy que lous toque, que obligan

toutz, et chascuns lous biens comuns de chascun bilage et particulier dequetz, et lous lours propiis, mobles et cedens, presens et fucturs, losquoals susmeton a toutes riguors de justissie. Et sur so que renuntian a toutes rexations necessaris. Et ainsi acq prometon et juran au Diu viven. Feyt Aramitz et fens loudit parquet judisial lo vingt et oeyt de Jener mille sieys cens quarante tres, presens et testimonis Arnaud de Lassarret, Guilhem de Casamayor d'Aramitz et yo Joan Dufaur, notary publicq de la presente vallée, quy lo present instrument ey rethiengut, grossat et signat..... per los dits juratz d'Arette.

DUF A U R

1782

Requête pour le compulsoire

A Monsieur le Maire, juge ordinaire de la ville de Roncal.

Supplient humblement Pierre Bernardicou jurat d'Arete et Pierre Castagnet député du même lieu en la vallée de Baretous de la souveraineté de Béarn au Royaume de France, syndics des cinq communautés composant ladite vallée de Baretous disant qu'il y a environ deux ans qu'ils sont en procès le plus opiniâtre avec la vallée d'Aspe aussi en France, dont les juridictions sont limitrophes au sujet de l'étendue de certain territoire duquel les habitans d'Aspe se sont emparés sans droit ni titre quelconque le dit terrain situé sur la hauteur des ports. Et comme il résulte de plusieurs titres des suppliants et notamment d'une sentence arbitrale rendue entre les habitans de la vallée de Roncal et ceux de Baretous en l'année 1375 que le terrain dont il s'agit est reconnu appartenir en propriété à la dite vallée de Baretous, sans aucun doute.

Les suppliants étant intéressés à poursuivre avec force le dit procès au Parlement de Navarre où il est pendant, et pour justifier et soutenir leur droit, ils sont obligés de se procurer tous les titres les plus importants et entr'autres la sentence arbitrale de 1375 dans laquelle, se trouve comprise la démarcation et bornage du port d'Arlas et autre territoires con-

tentieux, laquelle sentence se trouve confirmée par d'autres postérieures ainsi que par plusieurs actes et conventions qui en ont assuré de plus fort l'exécution. Mais ces titres se trouvant déposés aux Archives de la présente vallée sous trois clefs et les ayant besoin uniquement pour le soutien de leur procès contre la vallée d'Aspe, ils ne peuvent en obtenir des extraits sans votre expresse permission. A ces causes, il vous plaira Monsieur accorder la permission au sieur Pierre Michel Ros notaire royal et secrétaire de l'hôtel de ville de la vallée de Roncal d'expédier aux susdits en bonne et due forme les collationnés d'actes qu'ils auront besoin et nécessaire à ces fins donner commission expresse pour faire le compulsoire requis au dit notaire, c'est ce que les suppléants se flattent d'obtenir en la qualité qu'ils agissent, la vallée de Baretaus n'ayant d'autre désir que celui d'entretenir et garder l'union et la paix qui règne entre les deux vallées depuis si longtems et les supliants pénétrés d'une juste reconnaissance. Signés : Bernadicou jurat et sindic, Castagné député et sindic, les deux de la vallée de Baretaus.

Soit fait comme il est requis et en conséquence ordonnons que compulsoire en forme sera donné des actes réclamés et à ces fins avons comis et cometons Pierre Michel Ros notaire royal et secrétaire de l'hôtel de ville de la vallée de Roncal pour le faire et délivrer étant payé de ses légitimes droits. Signé : Zamarguilia Maire. C'est ainsi qu'il y a pourvu le dit sieur juge ordinaire de Roncal, une des villes qui composent la vallée en l'audience du vingtième août 1781, de quoi j'ai retenu acte. Pierre Michel Ros notaire royal.

Et en conséquence de la dite ordonnance moy dit notaire certifie avoir fait faire l'extrait cy dessus qui est conforme aux titres et documents qui sont déposés dans les archives de l'hôtel de ville de Roncal une des sept composant la vallée au royaume de la

Haute Navarre et domination espagnolle. En foy de quoi ai signé Pierre Michel Ros notaire avec paraphe.

Les notaires royaux de la Haute Navarre soussignés certifions et attestons or et devant qu'il appartiendra que Pierre Michel Ros qui a donné et signé l'extrait es autres parts est notaire royal dans tout ce royaume de Navarre et secrétaire de l'hôtel de ville de Roncal et vallée en dépendante que Foi est et doit être ajouté à toutes sés expéditions et signatures tant en jugement que hors icelui ainsi qu'aux présentes données à Sanguesa le vingt unième août 1781. Signés en foi de ce Joachim Joseph de Camposter Notaire, Dominique Pleres de Irreto notaire. François Antoine d'Atasco notaire.

En exécution de la pointement de la cour du 4^e Septembre 1781 rendu sur la requette des sindies d'Arette. Je certifie avoir procédé au translat cy dessus à l'assistance de Mes de Lapassade et Tartarive procureurs des parties qui se sont rendus sans assignation pour éviter des frais et pendant 15 séances consécutives, n'ayant en rien altéré le sens de l'acte espagnol dont raport et acte à Pau le trente unième Janvier 1788 et les Mes Clercs des dits procureurs assistants ont signé avec moy commissaire.

JULIEN commissaire

LAPASSADE etc.

J'ai reçu de Me Tartarive la somme de soixante deux livres neuf sous trois deniers pour le papier et vaccations dont quittance le dit jour.

JULIEN commissaire je dis M. TARTARRIVE.

Arrêté de l'Administration Centrale de Pau

Du 14 messidor an IV de la République.

Vu l'arrêté de l'Administration centrale du 18 Prairial dernier qui autorise la délibération de l'administration municipale du canton d'Aramitz du 14 Prairial an IV pour être exécutée suivant sa forme et teneur à la charge que la levée des sommes nécessaires pour l'acquisition des trois génisses à délivrer par les communes d'Aramitz, Lanne, Arette, Féas et Issor à la vallée de Roncal en Espagne pour droit de pacage sera faite sur les habitants desdites communes à raison du nombre de têtes que chacun d'eux envoie aux pâturages.

Vu la lettre de l'Administration municipale du 4 de ce mois, par laquelle elle réclame contre les dernières dispositions de cet arrêté l'Administration centrale du Département.

Considérant que les dispositions de l'arrêté du 19 prairial dernier relatives à la levée des sommes pour l'acquisition des trois génisses dont il s'agit sont fondées sur la justice mais que l'exécution, en étant pour le moment impraticable, il paraît urgent d'accéder à la demande de l'Administration municipale.

Où le Commissaire du Directoire Exécutif rapporte les dispositions de son arrêté du 19 prairial dernier qui assujettissaient l'Administration municipale du canton d'Aramits à faire la levée des sommes nécessaires pour l'acquisition des trois génisses à dé-

livrer à la vallée de Roncal pour droit de pacage à raison des têtes de bétail que chacun des habitants des communes envoyait au pacage des montagnes espagnoles.

Arrête que la dite levée sera faite en conformité de la délibération du 14 Prairial.

Fait à Pau en séance du 14 Messidor an IV de la République.

Extrait de l'*Indépendant* du 15 septembre 1922.

Traité conclu à Bayonne, le 2 décembre 1856, entre la France et l'Espagne pour déterminer la frontière entre les deux pays depuis l'embouchure de la Bidassoa jusqu'au point où confinent le Département des Basses-Pyrénées, l'Aragon et la Navarre (Éch. des ratif. à Paris le 12 août 1857.

ART. 13. — Considérant que les Faceries et les compascuités perpétuelles de pâturages entre les frontaliers de l'un et de l'autre pays ont été souvent préjudiciables au repos et à la bonne harmonie sur la frontière il est convenu que les contrats de ce genre qui existaient autrefois ou qui existent encore aujourd'hui en vertu d'anciennes sentences ou conventions demeurent abolis et de nulle valeur, à dater du 1^{er} janvier qui suivra la mise à exécution du présent traité ; mais il est expressément convenu que les faceries perpétuelles qui existent en ce moment de droit et de fait, entre la vallée de Cize et Saint-Jean Pied de Port et celle d'Aescoa en Espagne entre les habitants de Barétous en France et ceux de Roncal, en Espagne en vertu des sentences arbitrales de 1556 et de 1575 et des sentences confirmatives postérieures, continueront, pour les motifs qui leur sont particuliers à être fidèlement exécutées de part et d'autre.

ART. 14. — Il est également convenu, entre les Parties contractantes que les frontaliers respectifs conserveront le droit qu'ils ont toujours eu de faire

entre eux, pour un temps déterminé qui ne pourra jamais excéder cinq années et avec l'intervention obligatoire des autorités compétentes, les contrats de pâturages ou autre qui pourraient être avantageux à leurs intérêts et à leurs rapports de bon voisinage.

Les conventions pour un temps limité qui existent aujourd'hui entre les frontaliers, et celles qui seraient passées à l'avenir, seront considérées comme périmées à l'expiration du terme qui leur aurait été assigné dans l'acte écrit ou verbal passé à cet effet.

**Convention additionnelle du 28 décembre
1858, au traité de délimitation conclu entre
la France et l'Espagne le 2 décembre 1856.**

**Annexe III, relative aux deux faceries perpétuelles
maintenues par le Traité.**

Pour prévenir les doutes qui pourraient s'élever dans l'application de l'article 13 du traité de limites du 8 décembre 1856, concernant les deux faceries perpétuelles qu'il maintient dans leur intégrité, et afin de constater d'une manière claire et précise les conditions qui règlent l'usage de l'une et de l'autre conformément aux sentences de 1556 et de 1376, sans reproduire le texte étendu des actes mêmes, les Plénipotentiaires des deux États sont convenus de résumer et de consigner dans la présente annexe les droits et obligations de chacune des parties dans la jouissance des deux faceries sus mentionnées.

ENTRE CIZE ET AIZCOA

ARTICLE UNIQUE. — En vertu de la compascuité établie sur toute l'étendue de la frontière qui, depuis Iriburieta jusqu'au confluent de l'Urgatsaguy et de l'Erguguy, sépare la vallée française de Cize et de Saint Jean Pied de Port de la vallée espagnole d'Aizcoa, les troupeaux de gros et de menu bétail, sans distinction d'espèce, appartenant à chacune

des deux vallées, pourront entrer pour paître et s'abreuver librement sur le territoire de l'autre, y demeurant seulement le jour de soleil à soleil et rentrant dans leur propre territoire pour y passer la nuit.

ENTRE BARETOUS ET RONCAL

ARTICLE 1^{er}. — A partir du 10 juillet de chaque année, les troupeaux de toute espèce de la vallée de Barétous auront le droit de jouir librement, pendant vingt-huit jours de suite, des herbes et des eaux des territoires d'Ernaz et de Leja, connus sous le nom de port d'Arlas, a condition de ne pouvoir parquer ni gîter de nuit dans lesdits territoires, étant tenus au contraire de rentrer pour y passer la nuit dans leurs propres limites. Cet espace de temps écoulé, et dès le jour suivant, les troupeaux de Roncal auront le droit de jouir librement desdits paturages jusqu'au 25 décembre de la même façon que ceux de Barétous, c'est-à-dire de soleil à soleil et à la charge de se retirer chaque soir sur leur propre territoire pour y aller parquer et gîter la nuit. Ni les uns ni les autres troupeaux ne pourront pénétrer, sous aucun prétexte, sur le terrain de la facerie en dehors des époques qui leur sont respectivement assignées. Les pasteurs des deux vallées auront néanmoins la faculté d'aller en tout temps prendre de l'eau aux fontaines et aux sources pour les usages ordinaires de la vie.

ARTICLE II. — Pour veiller à l'accomplissement des conditions de cette facerie, chacune des deux parties intéressées nommera des gardes qui seront seuls investis du droit de faire des saisies en cas de contravention. Ces gardes prêteront serment devant leurs autorités respectives, et foi entière devra être ajoutée, jusqu'à preuve contraire, à toutes leurs déclarations en ce qui concerne l'exercice de leurs

fonctions. Les gardes français afin d'être admis à déposer comme tels devant l'alcade d'Isaba, sous la juridiction duquel se trouve placé le territoire de la facerie, auront également à prêter serment, lors de leur nomination, entre les mains de ce même alcade.

ARTICLE III. — Les municipalités intéressées pourront, d'un commun accord, maintenir les peines établies anciennement contre les infracteurs ou les modifier de la façon qu'elles jugeront convenable.

ARTICLE IV. — Tous les ans, le 13 juillet, les maires et alcades des communes qui ont part à la Facerie se réuniront près de la borne de Béarn ou pierre de Saint-Martin, pour traiter de tout ce qui concerne la dite facerie et procéder à la perception des amendes encourues par les infracteurs.

ARTICLE V. — Le même jour et dans le même lieu, les habitants de Barets sont tenus, conformément à un antique usage, de remettre aux représentants de la vallée de Roncal trois génisses sans défaut de deux ans chacune.

ANNEXE IV. — Règlement pour la saisie des bestiaux. Afin de prévenir les discussions et les désordres auxquels donne lieu depuis longtemps sur la frontière le manque d'entente en ce qui concerne la saisie des bestiaux, et pour suppléer, s'il y a lieu à l'absence de toute disposition relative au mode de procéder, dans le cas où les troupeaux s'introduisent illicitement sur un territoire étranger, les Plénipotentiaires des deux états sont convenus d'établir les règles suivantes.

ARTICLE I^{er}. — Indépendamment de la force publique, les gardes assermentés pourront seuls opérer la saisie des bestiaux qui, sortant de l'un des deux pays ou des territoires de facerie, entreront indûment dans les pâturages de l'autre, ou resteront de nuit, dans ceux de facerie, contrairement aux conventions.

ARTICLE II. — Le choix de ces gardes se fera dans

chaque année ou village suivant les coutumes respectives, et toutes les fois qu'une nomination pareille aura eu lieu, le maire ou l'alcade du district en fera part aux municipalités frontalières de la nation voisine, afin que les personnes qui auront été choisies soient reconnues dans l'exercice de leurs fonctions. Ces gardes devront porter une marque distinctive de leur emploi.

ARTICLE III. — L'affirmation, sous serment des gardes fera foi, devant leurs autorités respectives jusqu'à preuve contraire.

ARTICLE IV. — Les propriétaires des troupeaux pris en contravention seront soumis aux peines établies ou à établir, d'un commun accord, par les municipalités frontalières. Dans le cas où il n'existerait pas de convention, les infracteurs payeront un réal par tête de menu bétail, et dix réaux par tête de gros bétail, sans que, ni pour l'une ni pour l'autre espèce, il soit tenu compte des petits qui suivent leur mère. Si l'infraction avait lieu de nuit, la peine serait double, à moins que ce fût dans un territoire de facerie et à l'époque où il est permis d'en jouir de jour auquel cas l'amende sera simple.

ARTICLE V. — Dans chaque troupeau introduit indûment sur des pâturages étrangers, il sera pris une tête de bétail sur dix, quelle qu'en soit l'espèce, pour répondre de l'amende et des frais.

ARTICLE VI. — Les animaux saisis seront amenés par les gardes au village le plus proche de la vallée sur le territoire de laquelle aura été opérée la saisie, et le maire ou l'alcade de ce village en fera part sans délai à celui de la résidence du maître du troupeau, afin que ce dernier, dûment averti, se présente en personne ou par fondé de pouvoirs, dans les dix jours qui suivront la saisie.

ARTICLE VII. — Si l'infraction est dûment prouvée le maître du troupeau devra payer, en sus de l'amende établie à l'art. iv, les frais occasionnés par la nour-

riture et la garde des animaux pendant leur détention ainsi que par les messagers et avis qu'aura nécessité la poursuite. Les frais de nourriture et de garde seront, pour chaque jour de détention, d'un réal de vellon par tête de menu bétail, et de cinq réaux par tête de gros bétail. Il sera alloué aux messagers qui porteront les communications des autorités locales deux réaux par heure de marche, tant à l'aller qu'au retour. S'il y avait lieu d'accorder une rémunération pécuniaire au garde qui aura fait la saisie, elle sera prélevée sur le produit de l'amende, sans rien exiger de plus des transgresseurs.

ARTICLE VIII. — Si le maître du troupeau ne comparaissait pas avant l'expiration du terme de 10 jours l'autorité procédera, dès le jour suivant à la vente aux enchères des animaux saisis, afin d'acquitter avec le produit les amendes et les frais. L'excédant, s'il y en a, restera à la disposition du propriétaire pendant un an et sera, s'il ne le réclame pas dans ce délai, affecté à la charité publique dans le district municipal où la vente aura été effectuée.

ARTICLE IX. — Si la saisie a eu lieu indûment, les animaux détenus seront rendus au propriétaire, et au cas où il en manquerait, quelqu'un, perdu ou mort, par suite de mauvais traitements ou de négligence, la valeur en sera restituée. Le garde qui aura fait indûment une saisie sera tenu de ramener à leurs troupeaux, les animaux détenus, et de payer les frais de nourriture et de surveillance qu'ils auront occasionnés.

ARTICLE X. — Les dispositions précédentes ne dérogent à aucune des conventions qui pourraient exister à ce sujet entre les municipalités frontalières et ne s'opposent pas à la conclusion de nouveaux contrats qui modifieraient les stipulations de la présente annexe ; mais, il est entendu que, dans tous les cas, les saisies ne pourront être faites que par des gardes assermentés, et que, conformément à l'article

14 du Traité. tout nouvel accord devra être limité à un temps déterminé, qui ne pourra dépasser cinq ans et qu'il devra être soumis préalablement à l'approbation des autorités civiles supérieures du département et de la province respectifs.

Protestation publiée par la plupart des grands journaux fin juillet 1895.

LA JUNTE DE BARÉTOUS

Un groupe de Français établis à Arette, sur notre frontière d'Espagne, nous envoie une protestation contre un vieil usage qu'il faudrait en effet supprimer, protestation trop juste pour que le *Figaro* ne l'accueille pas avec empressement,

On connaît assez peu une vieille habitude qui se conserve religieusement dans les Pyrénées et qui comporte un cérémonial très curieux mais antipatriotique eu plus haut point. Nous voulons parler de la Junte franco-espagnole qui a lieu toutes les années depuis cinq cents ans au sommet du mont Arlas le 13 juillet. La vallée française de Barétous (canton d'Aramitz, Basses-Pyrénées] et la vallée espagnole de Roncal se réunissent à la frontière, près de la borne de délimitation n° 262 qui porte le nom de pierre Saint-Martin.

Les Français font six à sept heures de chemin à travers des sentiers presque impraticables que seuls les mulets peuvent franchir. Et pourquoi ? Pour aller rendre hommage aux Espagnols en leur payant un vieux tribut de guerre, trois vaches sans défaut et en subissant un cérémonial dont voici un résumé fort succinct, mais exact.

Les Espagnols font reculer les Français à six pas de la ligne frontière. Quelquefois ils exigent que nos

compatriotes soient découverts, tandis qu'ils gardent eux-mêmes le sombrero sur la tête.

Ils interrogent alors les six maires français qui représentent les six communes de la vallée de Barétous ; s'il vous plaît, ces braves maires sont ceints de l'écharpe tricolore. Les Espagnols leur demandent trois fois s'ils veulent la paix, moyennant le tribut habituel. Il faut qu'à chaque question, nos maires répondent à haute voix et ensemble: « Si Señor ! ».

Aussitôt après les six maires du canton s'avancent vers la pierre Saint-Martin avec une lance ornée d'une banderole blanche, en signe de soumission. Cette lance est placée sur la borne exactement dans la direction de la ligne frontière. Un alcade (maire roncalais) pose sur l'arme française, et en forme de croix une hallebarde ornée d'une flamme rouge, symbole de la justice et par conséquent de la supériorité des Espagnols. Puis, il relève le manche de sa hallebarde et il enfonce le fer dans le sol français.

Après cet exploit, vient la cérémonie de la superposition des mains. Sur un signal de l'alcade, six fusilleros espagnols viennent se ranger sur la ligne frontière, à côté de la borne et ils couchent leurs fusils en joue vers la France ; ils vont rester dans cette posture jusqu'à la fin de la cérémonie.

L'arme française et la hallebarde des Espagnols sont remises en croix sur la pierre ; l'alcade donne l'ordre à un Français de poser sa main droite sur cette croix ; un Espagnol la couvre de sa main gauche ; vient ensuite une seconde main de Français et une autre main d'Espagnol.

Cela continue jusqu'à ce que plus personne ne se présente. Enfin l'alcade d'Issaba président de la Société « Junta general del valle de Roncal » place sur ce mobile échafaudage de mains françaises et espagnoles une baguette d'ébène qui est l'insigne de ses pouvoirs et il demande trois fois à nos compatriotes s'ils veulent la paix. Il faut répondre trois

fois qu'on veut la paix et l'alcade s'écrie : « Fuego ! Aussitôt six coups de fusil partent vers la France : malheur au patriote qui serait pris d'indignation et qui voudrait riposter ! Les Espagnols prétendent qu'il n'en a pas le droit. Ils ne permettent pas même aux Français de porter une arme apparente tant que dure ce cérémonial extravagant.

*
* *

La France et l'Espagne sont deux nations amies. Pourquoi donc laisser subsister ce vestige d'anciennes inimitiés ? De telles rodomontades ne peuvent que déplaire à un Français et nourrir entre les habitants des deux vallées des germes de divisions.

Les pasteurs de Barétous peuvent, s'il leur plaît, fournir une redevance de trois vaches aux Espagnols pour des meurtres commis il y a plus de mille ans ; c'est une affaire qui les regarde. Mais il ne faut pas qu'on leur permette de subir un cérémonial revêtant un caractère nettement anti-français.

La veille de la Fête Nationale, près de trois cents personnes avaient pris la peine de monter à Arlas. Un grand nombre ont donné leur nom pour protester contre ces insultes à la France.

Un coup de lance dans le sol français en face de nos couleurs nationales, c'est un coup qui va droit à nos cœurs.

Des décharges d'armes à feu vers la patrie, ce sont des insultes aussi blessantes que gratuites à tout ce que nous aimons.

Qu'on ne parle pas d'intervention diplomatique : on n'en finirait jamais. Le cérémonial de la Junte ne se trouve consigné dans aucun traité ; par conséquent, il n'est pas nécessaire que l'Espagne intervienne ; mais qu'on défende aux autorités locales de Barétous de se prêter à une manifestation aussi

blessante, que l'année prochaine, au 13 juillet, les pasteurs de cette vallée soient délivrés de cette rude humiliation.

Un Russe ami de la France, baron de Rochemberg.
— MM. Bost, ministre protestant de Salies — J. B. L. vicaire — L. E. vicaire — Durabeau, d'Osse — Isson cons. m. d'Osse — Libarle, pasteur d'Arette — Paul Labrousche — Bayard François Paris — Moulié Pierre pasteur de Montory — Denis Bernasqué pasteur à Aramits — Lacoste d'Arette — Gallard, pasteur d'Aramits — J. Subit, charpentier à Arette — Mousquil pasteur à Aramits — Pierre Arnaudin, idem — Haidchast idem — Laplacette Pierre, d'Osse — Behérégaray, pasteur de Véas — Mousquez, d'Osse — Carrère Pascal, pasteur d'Aramits — Mauriette Maurice — Erard Octave — Lassègue Joseph — Léon Prat — Lagrave — Labourdette — Henri Lapeyrade, pasteur d'Arette — Pierre Libarle — Laborde idem — J. Pierre Libarle idem. — Elissald pasteur de Sainte-Engrâce — Thomas Sans de Licq. — J. Bergerot pasteur d'Aramits — Nouniton pasteur de Féas — Benoît Appons, menuisier à Arette — Claverie Benoît de Féas — Etchebert — Grat Belagarde — Pelou — Larros Jean, de Lanne — Bouchet d'Arette — J. Baptiste Laudes, pasteur d'Aramits — J. Constate idem — Chicorp, pasteur de Féas — Charles Lahourcade, cordonnier à Arette — Guissagais de Sainte-Engrâce — Martin Lahourcade d'Arette — J. Larreguy — Pierre Prat, d'Arette — Tintiam J. Baptiste — J. Pierre Frinchaboy, pasteur d'Arette — Joseph Sinson.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I. — La Sentence arbitrale d'Anso.....	33
CHAPITRE II. — Le Tribut de Roncal, tribut de guerre..	76
CHAPITRE III. — Les formalités	92
CHAPITRE IV. — Le Tribut, indemnité pour les herbes et les eaux	110
CHAPITRE V. — Le Tribut, compensation pour les meurtres commis. Le Tribut des Médailles.....	129
CHAPITRE VI. — L'origine et la cause du Tribut.....	149
PIÈCES JUSTIFICATIVES	167

IMP. DES PRESSES UNIVERSITAIRES, 49, Bd. Saint-Michel, Paris.
